PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.
FEB 11 1939

REVUE DE PARIS

1er FÉVRIER 1939

ANDRÉ SIEGFRIED	*La Production de qualité* . . .	481
JEAN MASSIP	*La Politique de M. Chamberlain*	498
RAYMONDE VINCENT	*Blanche.* — Fin	515
F. CHARLES-ROUX	*Les Bonaparte à Rome*	547
G. LENÔTRE	*Notes et Souvenirs.* — Fin. . . .	571
GASTON BOUTHOUL	*Problèmes Nord-Africains* . . .	597
CAPITAINE GERVAIS	*Campagnes de l'Empire.* — III.	618
BÉNÉDICT THIELEN	*Le Rythme secret*.	652
COMMANDANT BARD	*Le Problème naval*	666
MICHEL AMIOT	*M. Daladier en Tunisie*	685
MARCEL THIÉBAUT	*Parmi les Livres*	699

P. D'ESPEZEL : *Vieux Paris*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 10 FRANCS

46e ANNÉE *NUMÉRO 3*

LA REVUE DE PARIS

publiera prochainement :

HAMLET NOIR

PAR

WULF SACHS

•

LES LETTRES INÉDITES DU DUC DE RICHELIEU AU MARQUIS D'OSMOND

PRÉSENTÉES PAR

SÉBASTIEN CHARLÉTY

•

LES VIRUS-PROTÉINES

PAR

JEAN ROSTAND

•

AU PORTUGAL

PAR

ROBERT DE TRAZ

•

DU ROMANESQUE D'AMBITION

PAR

ALAIN

•

LE SOLDAT CONTRE LA GUERRE

PAR

J. BENOIST-MÉCHIN

LA PRODUCTION DE QUALITÉ, LA FRANCE ET LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Le problème de la qualité dans la production, si important et toujours si actuel pour un pays comme le nôtre, ne se limite nullement à son aspect économique : pour peu qu'on essaie de l'approfondir, on s'aperçoit qu'il met en cause la place de la France dans le monde et même, dans une certaine mesure, la destinée de la civilisation occidentale. Nous sommes essentiellement un peuple adulte, relevant d'une tradition d'individualité, de mesure, de qualité ; mais deux révolutions immenses sont en train de modifier, de bouleverser tous nos rapports anciens avec le reste de la planète. D'une part, le machinisme, partout triomphant, impose chaque jour davantage la série, la masse, l'organisation. De l'autre, le centre de gravité du monde se déplace : l'Europe perd son rang de continent-roi, et la France, de ce fait, se trouve réduite en même temps qu'elle. Il s'agit au fond de l'opposition de deux mondes, plus encore peut-être de deux âges : celui de l'outil et de l'artisan, que remplace rapidement celui de la machine et de l'ingénieur. Le premier avait régi l'évolution humaine depuis le néolithique jusqu'au XIXe siècle ; sous nos yeux, le second est en train de le supplanter.

Dans le domaine industriel, toute la discussion tourne ici autour de la qualité. Mais, avant de l'entreprendre, il convient de préciser les notions exactes à envisager, le vocabulaire à

employer. La question intéresse directement, presque tragiquement, la France ; mais elle la dépasse, comme elle dépasse aussi les États-Unis, patrie de la standardisation : sa portée est générale.

I

Essayons de distinguer plusieurs termes, qui prêtent à confusion : la qualité, la bonne qualité, le luxe, le progrès technique. Il y a là des notions, comportant une esthétique, une technique, une morale, toute une conception de la vie. Sous le régime de la qualité, le producteur doit posséder certains mérites, que la série ne réclame pas de lui ; et il en est de même du consommateur, dont l'éducation ne ressemble guère à celle dont il faut doter la clientèle de masse. Suivant que la production relève de l'un ou l'autre système, l'atmosphère sociale se trouve évidemment affectée, de telle sorte qu'à la longue, la qualité ou la série doivent nécessairement orienter la civilisation dans des voies différentes. C'est par là que le problème dépasse l'économique proprement dit.

La qualité, c'est essentiellement l'individualité s'opposant à la quantité. Il y a contraste fondamental de l'art, qui est personnel, et de la fabrication industrielle, qui est anonyme, collective, basée sur la répétition : dans une large mesure, ce contraste est aussi celui de l'outil et de la machine. Sous cet angle, les caractéristiques de la qualité s'éclairent : c'est la personnalité s'opposant à l'uniformité, condition *sine qua non* de la série ; c'est l'unique, le sur-mesure, réalisé chaque fois à nouveau et s'opposant à la répétition, condition *sine qua non* de la fabrication de masse ; c'est l'esprit de finesse, par contraste avec l'esprit géométrique ; c'est l'artisan (ou, si l'on veut, l'artiste) se distinguant de l'ouvrier, au sens industriel du mot. Il ne faut pas s'y tromper, entre les deux régimes de production la différence n'est pas de degré, mais de nature : elle porte sur l'essence, de sorte qu'on ne peut passer aisément de la qualité à la quantité, ni pratiquer sans gêne l'une et l'autre à la fois.

On peut même se demander si les deux conceptions n'appartiennent pas chronologiquement à des âges différents. Dans celui de l'outil, l'homme est éduqué par l'outil, qui n'est, à

proprement parler, qu'un prolongement de lui-même : d'où la constitution séculaire d'une technique, d'une esthétique, d'une morale du travail, sur lesquelles nous vivons encore. Mais, dans l'âge de la machine, l'homme sert la machine plus qu'il ne se sert d'elle ; elle ne l'éduque pas, ou si elle le fait, c'est de façon si différente qu'il faut envisager, dès lors, toute une morale nouvelle du travail, répondant à une technique, à une esthétique également renouvelées. Nous nous trouvons ainsi engagés dans une révolution d'immense portée, qui tend à compromettre l'efficacité d'anciennes vertus françaises, en leur substituant des méthodes nouvelles, nécessitées par les besoins du temps, mais pour lesquelles nous ne sommes peut-être pas exceptionnellement doués. C'est sans doute pourquoi ce passage, qui s'opère chez d'autres dans l'optimisme et la confiance, prend chez nous l'aspect d'une crise pénible et presque angoissante.

La bonne qualité est tout autre chose que la qualité. Relève de la bonne qualité tout ce qui est solide, durable, utilisable sans désillusion, et de même tout ce qui possède la valeur esthétique de l'ouvrage bien fait. Ayons soin de souligner qu'il n'y a là rien qui contredise la série, celle-ci n'étant en aucune façon, comme bien des gens le pensent, synonyme de camelote. Mais le travail artisanal n'est pas davantage, par lui-même, une garantie de bonne qualité. C'est une croyance traditionnelle que celle de la supériorité du travail fait à la main : on y trouve, dit-on, plus de soin, plus de fini, plus d'adaptation. C'est souvent vrai, mais pas toujours. A la vérité, l'affirmation demande à être revisée, ou du moins faut-il la nuancer de plusieurs distinctions.

La première consiste à se demander si la machine peut faire de la bonne qualité. On a longtemps estimé que non, et c'était en partie vrai, tant que la production de série était mal organisée. A ses débuts en effet, elle utilisait souvent une matière première médiocre, surtout insuffisamment standardisée; d'autre part, il arrivait que le contrôle de la main-d'œuvre fût mal réglé, tout étant sacrifié au rythme de la fabrication, générateur d'un bas prix de revient. Si l'on travaille mécaniquement une matière mal préparée ou simplement inégale, il est évident que la machine, qui est aveugle, ne saura en

respecter les particularités et la sabotera. Il en sera tout autrement si l'on s'applique à ne soumettre à l'action de l'outillage mécanique que des matières premières standardisées, c'est-à-dire préalablement rendues homogènes, comme celles qui sont le résultat d'une fusion. Dans ce cas, la machine fera mieux que la main de l'homme, son automatisme étant plus régulier, donc plus parfait, dès l'instant que la matière est elle-même égalisée, donc corrigée de toute individualité. Cette observation appartient à Ford, qui a écrit à plusieurs reprises que les pièces faites mécaniquement dans ses usines sont plus parfaites que celles provenant d'un travail manuel, quelque soigné qu'il puisse être. Dans les conditions, strictement précisées, que nous venons d'évoquer, la bonne qualité se trouve de plus en plus du côté de la grande série.

La production de qualité reprend cependant le dessus dans un certain nombre de cas, qu'il est possible de délimiter. Et tout d'abord quand il s'agit de traiter une matière individualisée et qu'il convient de laisser telle. Par exemple, telle pièce d'étoffe exigera d'être coupée par un ciseau intelligent, qui en respecte la contexture, tandis qu'une machine automatique la massacrerait. Il en sera de même de telle pièce de bois, de tel bloc de pierre, comportant des veines dont il faut tenir compte... L'automatisme, en l'espèce, ne peut être que mauvais, car une adaptation s'impose, et seule une intervention humaine intelligente se montrera capable de la pratiquer. Les conditions seront encore les mêmes, si le montage des pièces nécessite l'attention d'une main-d'œuvre particulièrement soigneuse, susceptible d'apporter de l'individualité dans sa collaboration : on est incontestablement, en pareil cas, dans le domaine de la qualité, encore qu'on soit en même temps dans celui de la bonne qualité, le travail accompli relevant non seulement du fini, mais d'une sorte d'originalité, provenant de ce que chaque fabrication a été exécutée pour ainsi dire sur mesure. C'est chose que la meilleure machine ne peut faire, en raison même de cet anonymat, qui est justement sa raison d'être. Et si l'on essaie d'adapter la machine, plus exactement d'adapter la matière aux possibilités de la machine, ce n'est jamais sans un sacrifice, fût-il infinitésimal, de l'individualité ou, si l'on veut, du raffinement de l'article produit.

Si l'on cherche maintenant à situer la qualité, on aboutit à cette conclusion que l'association est normale entre la qualité et la bonne qualité : les deux choses vont de pair, un pays civilisé visant naturellement à réaliser l'une et l'autre à la fois. On peut concevoir cependant, sans verser dans le paradoxe, un article de qualité qui serait de mauvaise qualité, la conception par exemple étant originale, mais l'exécution négligée ou bien les matières utilisées médiocres. Il serait inexact par contre de confondre la qualité et le luxe, car si le vrai luxe comporte la qualité, celle-ci doit pouvoir exister en dehors du luxe proprement dit. Mais la quantité, elle, ne peut relever que d'un simili-luxe, synonyme peut-être de progrès social, non, je le crains, de progrès tout court.

Ici se pose le problème des rapports de la qualité avec le progrès technique et, de façon plus générale, avec la civilisation elle-même. Le progrès technique est un aspect du progrès industriel, mettant en jeu des facteurs humains précieux et multiples : l'ingéniosité mécanique, le sens de l'organisation, l'esprit de méthode, en même temps que le don de l'expérimentation. La qualité toutefois existe en dehors de tout ce progrès, qui peut même, à l'occasion, lui être nuisible. Il s'agit en somme de deux royaumes, qui sont distincts : comme l'art, la qualité ressort de l'esprit.

Y a-t-il donc contradiction entre la qualité pure et l'industrie? La qualité pure, c'est l'œuvre d'art, qui est unique! Le peintre digne de ce nom refait chaque fois un tableau nouveau ; celui qui, par paresse d'esprit ou goût du lucre, fabrique des tableaux en série est un industriel, terme péjoratif dans le domaine de l'art. J'excepte naturellement la série de Claude Monet, dont la signification est particulière, mais que faut-il penser de ces artistes, que nous connaissons bien, qui font éternellement la même voile ou les mêmes meules ? Nous ne les appelons artistes que par courtoisie. Henner, raillant spirituellement un de ses confrères, grand expert dans ce genre de peinture, disait de lui : « Le père un tel est un malin : quand il a fait un tableau, il en colle un second sur le premier avant que la peinture ne soit sèche, et il en a deux ! » Du point de vue de la rationalisation industrielle et de la production de masse, le procédé serait impeccable, mais il sou-

ligne justement ce qu'il y a d'incompatible entre le domaine de l'art et celui de la fabrication industrielle.

Il existe pourtant une industrie qu'on peut appeler de qualité ; elle se rencontre quand on cherche à transposer l'individualité dans la fabrication, c'est-à-dire quand il n'y a pas à proprement parler série, chaque article étant conçu comme distinct. Citons comme exemple le bronze d'art, avec les cires perdues, dont chaque épreuve est retouchée, donc individualisée. Citons encore le tailleur sur mesure, qui habille des individus avec des étoffes individuelles, taillées en conséquence, tandis que la confection coupe mécaniquement vingt pièces à la fois, sans aucun égard pour les particularités de chacune. On peut classer dans la même rubrique l'étage supérieur du textile, qui crée et exécute des modèles sans cesse renouvelés, et que la masse ou la série tueraient infailliblement ; de même encore l'impression d'art, dont on ne peut multiplier les épreuves, les premières seules étant vraiment satisfaisantes pour l'œil averti. Tout cela est la négation de la série. Par extension du reste, l'industrie de qualité peut constituer une province spéciale dans une foule d'activités humaines : on peut imaginer, chez le médecin, le diagnostic de qualité ; la machine faite sur mesure fabriquera des produits standardisés, mais n'en est pas un elle-même ; dans la parole en public, nous connaissons tous les conférences de série, mais il peut y avoir des conférences de qualité, faites pour un public de qualité.

Nous retrouvons donc toujours, et pour ainsi dire à chaque tournant, la contradiction de l'art, qui est individuel, et de l'industrie, qui est à répétiton. S'il existe donc une industrie d'art ou un art industriel — et c'est incontestable — le domaine en est certainement très restreint, car on sort immédiatement de l'art par la série, comme de l'industrie dès qu'on renonce à la répétition.

II

La qualité et la série étant d'essence différente, leurs conditions de succès ne peuvent évidemment être les mêmes : il serait fatal d'appliquer à l'une les règles qui ne conviennent qu'à l'autre.

Les méthodes de la production de série sont trop connues pour qu'il convienne d'en parler autrement que par allusion. La rationalisation du type américain, qui en est l'expression la plus complète, se résume en quatre opérations parallèles et coordonnées : machinisme, tendant à réduire le poids de la main-d'œuvre par unité fabriquée, en remplaçant le bras de l'homme par un automatisme sans fin ; taylorisation (ou tout système analogue), visant à accroître le rendement de l'ouvrier, en utilisant celui-ci au maximum ; standardisation, génératrice de diminution du prix de revient, par la réduction du nombre des modèles fabriqués et la possibilité d'une production de masse ; concentration financière, permettant une vue d'ensemble dans l'organisation et cette division draconienne du travail, sans laquelle ni la machine, ni la série ne pourraient produire tous leurs effets. L'Amérique a bénéficié, comme on le sait, de circonstances spéciales, qui ont assuré le succès du système, dans des proportions que l'Europe ne pouvait connaître : la disposition d'un immense marché intérieur protégé lui a permis d'entreprendre en grand et de spécialiser sans merci la fabrication de ses usines ; elle a trouvé en même temps sur place une clientèle, que nous pouvons bien appeler clientèle de masse, assez riche pour posséder un fort pouvoir d'achat, assez homogène, disons le mot : assez standardisée elle-même, pour adopter docilement le produit standardisé.

Nous disposons, dès maintenant, d'une expérience suffisante pour voir où tend le système, et il importe de le préciser, car l'opinion française semble se faire, à ce sujet, plus d'une idée inexacte. Indéniablement, la fabrication américaine tend à élever le niveau moyen des articles qu'elle produit. La bonne qualité de l'article américain est inconstestable, justement parce que, du fait de la masse, on obtient, avec une matière première particulièrement surveillée, une exécution pour ainsi dire sans défaut. Mais, qu'on y prenne garde, le système tend aussi, en vertu d'une logique en quelque sorte implacable, à éliminer ce qui constitue justement la qualité. L'article « de qualité », tel que nous le définissions tout à l'heure, ne s'adresserait qu'à une partie minime de la clientèle, contredisant ainsi les conditions nécessaires de la production de

masse ; et, d'autre part, la machine, quel qu'en soit le perfectionnement, ne réussit jamais à atteindre ce raffinement qui est le propre de la qualité : le système américain se trouve ainsi limité par des frontières qu'il ne peut dépasser.

Toute autre est la loi de la production de qualité : elle prospère en réalité dans un climat différent, avec des règles qui lui sont propres. Soulignons d'abord qu'elle tend au produit raffiné, ou simplement bien fait, dans l'exécution duquel la matière première tient peu de place, tandis que l'intervention humaine en tient au contraire beaucoup ; dans la fabrication, ce n'est pas le bas prix de revient qu'elle recherche avant tout, mais la beauté, l'originalité du produit, même si celui-ci doit finalement être plus cher. C'est qu'aux yeux de la clientèle qu'il s'agit de toucher, le prix demeure une considération secondaire. Dès lors, au lieu de réduire systématiquement le nombre des modèles, comme le conseille l'Amérique, la loi de la qualité sera, bien au contraire, de les multiplier, de les diversifier sans cesse : au lieu de standardiser, elle s'appliquera constamment à individualiser.

Le fabricant qui travaille dans cet esprit n'aura évidemment que faire des leçons, pourtant géniales, d'un Ford ; il fera même mieux de les oublier. L'expérience de l'après-guerre nous a permis en effet de déterminer les circonstances dans lesquelles l'industrie de qualité résiste le mieux à la concurrence : c'est justement quand l'individu ne se laisse pas remplacer par la machine, quand il y a spécialisation dans les étages supérieurs de la production, quand le nombre des modèles s'accroît, quand on dispose dans le monde d'une clientèle internationale riche, se détachant de l'aisance moyenne et susceptible de goût, de faste ou de fantaisie dans ses achats.

Pour qu'une pareille industrie naisse, prospère et s'épanouisse, certaines conditions de milieu sont indispensables. La première est, chez les producteurs, beaucoup d'acquit et de tradition. Il s'agit là, on s'en rend compte, d'un capital collectif plutôt qu'individuel : la qualité ne prend tout son essor qu'avec une classe, quasi-héréditaire, de patrons, secondée elle-même d'une classe, également héréditaire, d'ouvriers, ou mieux d'artisans, qu'on pourrait aussi bien qualifier d'artistes. Cela ne suffit pas encore : il faut une atmos-

phère ambiante de culture intellectuelle, constituant un climat particulier ; on a besoin notamment d'une opinion publique avertie et de bon goût, capable non seulement d'approuver, mais, à peine moins, de critiquer, servant à la fois d'épreuve et de soutien. Dans semblable atmosphère — donnons comme exemple Paris ou Lyon — la création naît spontanément et l'on a l'impression qu'elle est moins le fait des individus que du groupe, considéré collectivement. New York embauche, ou débauche, à prix d'or, nos artistes de la rue de la Paix, mais l'expérience prouve que, de l'autre côté de l'Océan, ils se stérilisent. On pense au mot de Danton : « Est-ce qu'on emporte la patrie à la semelle de ses souliers? » Il semble en effet qu'il existe un *genius loci* et que la transplantation d'une civilisation soit une entreprise impossible. Tant mieux en somme, car à cet égard nos rivaux ne pourront évidemment pas nous supplanter en un jour : la vraie défense de la qualité réside dans une supériorité qui dépasse la technique et qui ne s'emprunte pas comme une recette de fabrication.

Mais il faut à la qualité une clientèle. Celle-ci doit être assez riche pour pouvoir payer un article qui, naturellement, ne peut être bon marché. Il faut aussi qu'elle soit assez cultivée pour avoir envie de l'acquérir. Peut-être suffirait-il qu'à défaut de culture le snobisme l'incite à demander, comme M. Jourdain : « Est-ce que les gens de qualité en ont? » Tant qu'il y aura de l'argent, de la culture ou du snobisme, une consommation de ce genre continuera d'exister.

Considérons par exemple la clientèle internationale des deux ou trois dernières générations. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, il existait une clientèle, bourgeoise ou noble, peu nombreuse mais aisée, qui recherchait surtout le bon produit, celui qui dure. Socialement, elle était de surface plutôt que de profondeur, correspondant à un type de production qui ne connaissait pas encore la masse et s'accommodait d'acheteurs aristocratiques. Mais, à partir de 1890 environ, on assista à une démocratisation rapide de la clientèle, qui tendit à réclamer surtout l'article peu coûteux, mais ayant de l'apparence et susceptible de flatter la vanité des petites gens ; on ne demandait plus aux articles de durer : mieux valait, pensait-on, les rem-

placer souvent, car ainsi on serait toujours à la mode, la mode prenant ainsi son véritable caractère, qui est grégaire, plus proche de la masse que de la qualité. La période qui commence alors correspond au succès de l'industrie allemande, jouant, contre la qualité française et la bonne qualité britannique, le rôle de précurseur et de pionnier de la série. On se souvient des formules fameuses, nées de l'amertume : *Made in Germany, Cheap and nasty !* Car l'article germanique à ses débuts se contentait souvent d'un niveau médiocre : il n'en ouvrait pas moins, de concert avec les Américains et peut-être avant eux, les voies de l'avenir.

L'après-guerre, avec l'enrichissement rapide et presque sensationnel des pays extra-européens, suscita une nouvelle classe de consommateurs. Ceux-ci réclamaient des articles de luxe, même chers, car ils avaient tout l'argent nécessaire, d'autant plus qu'ils payaient en monnaies dépréciées dont l'acquisition ne leur coûtait guère. Tout le raffinement de la civilisation européenne était mis à la disposition de ces nouveaux riches, à des prix qui leur semblaient dérisoires ; leur snobisme trouvait aisément, dans la vieille Europe ruinée, des experts empressés qui dirigeaient leurs achats. Ainsi se recréait une clientèle internationale de la qualité, dont le pouvoir d'achat se maintint jusqu'au krach de *Wall Street* en 1929.

La crise, depuis lors, a brutalement contracté les achats de la fantaisie, cependant que la démocratisation croissante de la clientèle de masse orientait de plus en plus la consommation vers l'article standardisé. Une collusion évidente rapproche chaque jour davantage l'industrie de masse de la clientèle de masse : on fournit à celle-ci, dans des conditions de prix vraiment abordables, les articles qui lui conviennent le mieux, et le prix de revient diminue dans la mesure même où l'acheteur, satisfait, se multiplie. La qualité peut d'autant moins lutter que la série s'attache, non sans succès, à en imiter l'apparence. L'article standardisé est presque aussi élégant, et, dans la mode par exemple, le retard est insignifiant. Les mœurs standardisées d'une société standardisée s'accordent avec les nécessités de la fabrication moderne, comme en vertu d'une harmonie préétablie.

Faut-il donc douter de l'avenir de la qualité? Nous voyons bien qu'elle est liée à la survivance d'une certaine forme d'aristocratie, au goût d'une certaine clientèle raffinée, au snobisme des nouveaux riches soucieux de l'imiter. On peut donc se demander si la généralisation de certaine démocratie vulgaire ne la tuera pas. Mais on peut se demander aussi, en reportant l'espoir sur l'évolution des États-Unis, si le progrès américain ne finira pas par s'orienter lui-même vers la qualité.

III

L'Amérique, nous l'avons indiqué, tend moins à la qualité qu'à la bonne qualité, ce qui n'est pas du tout la même chose : elle fait de la bonne qualité dans la quantité, mais elle reste limitée, par le haut, à ce niveau maximum de l'article que tout le monde peut payer, faute de quoi le facteur de la masse ne jouerait plus, l'industrie américaine perdant alors son avantage essentiel. Nous croyons donc pouvoir conclure qu'elle demeure *quantity minded*, c'est-à-dire qu'elle demeure prisonnière du complexe de la quantité ; elle ne pourrait devenir *quality minded* qu'à la condition de tout changer dans son système. Qu'elle en soit capable, ce n'est pas douteux, mais ce ne serait qu'au prix d'une véritable révolution, bouleversant les bases mêmes de son équilibre actuel.

Plusieurs circonstances handicapent en effet le Nouveau Monde dans la pratique de la qualité. La mode, la fantaisie, l'esprit libre de la création s'avèrent incompatibles avec un machinisme vraiment développé. La raison en est simple : il faudrait changer trop vite l'outillage. En fait, la mécanisation, qui ne produit tout son effet qu'avec une standardisation poussée à fond, condamne cette fantaisie, dont l'essence est un renouvellement perpétuel. Et, si celle-ci finit par s'imposer quand même, c'est à condition de se voir réglementée, canalisée, soumise à un certain rythme, c'est-à-dire corrigée de la totale liberté qui est son climat. Les États-Unis, du reste, manquent encore, quelque extraordinaire que cela paraisse, d'une main-d'œuvre qui se prête vraiment à la qualité. L'ouvrier américain est bon, et même excellent, dans la production organisée et collective ; mais il est cher, chacun le sait,

et son emploi devient prohibitif dès l'instant qu'il est question de lui demander de l'initiative dans le goût, de l'esprit de création artistique, ou même un certain genre de soin méticuleux, qui paraît n'avoir pas traversé l'Atlantique. Dans les industries qui réclament une pareille main-d'œuvre, l'Amérique est invariablement distancée par l'Europe.

Ajoutons cet autre obstacle, l'absence ou du moins l'insuffisance, dans ce pays encore nouveau, d'un milieu servant de support à l'industrie de qualité. Sans doute pareil milieu pourrait-il exister et ne voyons-nous, à première vue, aucune raison qui l'empêche de se développer ; l'argent est là, le goût aussi, qui, contrairement à ce qu'on croit souvent, n'est pas moins répandu que dans le vieux continent. Pourtant, avant d'être née et au moment où elle est sur le point de venir à l'existence, cette clientèle virtuelle est absorbée par la civilisation de masse, dont l'atmosphère impérieusement s'impose à elle. Elle est capable, nous le savons bien puisqu'elle nous l'achète, de goûter le produit de qualité, mais c'est toujours à l'Europe qu'elle le demande, comme si son propre pays devait toujours, à ses yeux, rester impropre à le fournir : à cet égard, le prestige européen demeure entier aux États-Unis.

On ne doit pas s'étonner dès lors, encore qu'on soit toujours tenté de le faire, qu'il y ait absence persistante d'un milieu de culture créateur. Non que l'Américain ne soit doué, mais le milieu ambiant n'encourage ni ne soutient, chez les individus, ce genre de préoccupations. La masse, la série, avec les préoccupations qui leur sont propres, envahissent le domaine entier de la production, ne laissant éventuellement au service de la qualité que des personnalités peu nombreuses, qui sont en fin de compte, soit rejetées au dehors, soit stérilisées par l'environnement.

Le résultat semble paradoxal à première vue, mais il cesse de l'être si l'on admet qu'entre les deux types de production la différence est, non de degré, mais d'essence. Nulle cité n'est, de ce point de vue, plus instructive que Los Angeles, dernier chef-d'œuvre de la civilisation californienne. Pourquoi cette ville n'a-t-elle pas suscité la naissance d'un foyer de culture intellectuelle et artistique ? En effet, certains éléments

d'un développement intellectuel ou spirituel paraissent y exister : l'argent, le loisir, la présence d'individualités distinguées attirées par le cinéma. Comment se fait-il qu'une génération d'écrivains, de peintres, de musiciens ne se soit pas épanouie ? Les studios ne recrutent-ils pas, à prix d'or, les plus grandes vedettes, les meilleurs littérateurs, les compositeurs de renom ? Les centres éducatifs de Pasadena ne cherchent-ils pas à enrôler les savants, les philosophes, un Einstein par exemple, de même qu'Hollywood un Schönberg ? Tout cela est vrai, et néanmoins aucun foyer de culture, digne de ce nom, ne s'est constitué. On peut même se demander si Hollywood demeurera, à la longue, le centre véritable de la création cinématographique. La vérité est que l'Américanisme, en dépit de sa vitalité dans le domaine économique, risque de stériliser les talents, que, dans son climat, la personnalité périclite, cependant que seules prospèrent la masse et la série. Nous savons, et les Américains savent encore mieux que nous, que seule réussit, dans ce système, la production susceptible de se pratiquer en grand. Or, pour atteindre le grand, le vraiment grand public, certains sacrifices d'individualité sont nécessaires. L'Amérique les consent presque toujours ; ce qui est plus grave, c'est qu'elle le fait apparemment sans peine, et presque avec joie. Aux États-Unis, on prône l'individu, bruyamment, mais, quand on est sincère, on vous avoue, à demi-voix, que l'individualité, au fond, n'est pas encouragée, comme contraire au système. Artistes, n'allez pas en Basse-Californie, ou plutôt n'y restez pas : vous vous y stériliserez ; on vous couvrira d'or et, sous les dollars, votre talent sera étouffé !

C'est sans doute pourquoi le Nouveau Monde échoue dans le beau tissu de soie, que Lyon ou la Chine font mieux que lui. Mais il réussit dans la bonneterie de soie, dans le bas de soie notamment, parce que la série se prête parfaitement à sa fabrication. La visite d'un grand magasin américain est, de ce point de vue, typique : tout ce qui relève de la série y est américain de fabrication et d'excellente qualité ; mais tout ce qui comporte de la création est importé. Il y a donc là un hiatus, un pas que le nouveau continent n'a pas franchi, ce qui limite à un certain domaine les frontières de sa production.

L'Europe, et surtout la France, retrouvent ici leur chance, car il y a, car il y aura toujours dans le monde un marché de la qualité. Mais seuls sont qualifiés pour le servir les véritables créateurs, qui ne sauraient, sans se détruire eux-mêmes, renier l'atmosphère qui leur a permis de naître. Nous rencontrons à ce tournant, pour la France, un grave péril. « Un des plus grands non-sens de l'histoire, écrit avec combien de raison M. Paul Morand, est de voir un peuple de quarante millions d'habitants comme la France, qui doit non seulement toute sa gloire, mais toute sa raison d'être au luxe et, de façon plus générale, à la qualité, ne pas comprendre qu'il perd tout à vouloir se mesurer avec le reste du monde sur le terrain qui lui est le plus étranger, celui de la quantité, où sa défaite est certaine. Beaucoup de communistes s'imaginent, faute d'avoir mesuré l'univers ailleurs que dans les livres, qu'au lendemain du grand soir, ils resteront libres d'organiser la France à leur façon et d'en faire une Russie, petite certes, mais bien à eux. Ils ne voient pas qu'aussitôt incorporés dans les rangs d'une internationale mondiale, ils y seront engloutis. Qu'ils apprennent à lire une carte du monde et regardent l'Afrique, l'Inde, la Chine, ces continents massifs et monstrueux, que le bolchevisme ébranle à leur base et qui s'écrouleront sur eux et les enseveliront sous leurs ruines. Conscients, ils appellent l'inconscient. Intelligents, ils courtisent la matière, ils ouvrent aux masses les portes de leur palais. Car la France, chacun le sait, est un palais. »

Ces lignes contiennent un programme, qu'il faudrait, avouons-le, un certain courage pour appliquer, car, au XXe siècle, il s'oriente à contre-courant. Il consisterait à défendre notre tradition individualiste et paysanne, en maintenant le goût de la terre, en résistant au prestige souverain des grands nombres. Il consisterait aussi à défendre notre tradition de culture, qui est gréco-latine, à soutenir, contre les pédagogies de rendement, l'habitude de la culture désintéressée, qui est la véritable source vive de la qualité. Il consisterait même, dans certains cas, à être agressivement anti-industriel, c'est-à-dire à oser défendre l'homme contre l'automatisme et l'anonymat de la production mécanique.

Ainsi posée, la lutte entre la qualité et la série est simple,

nette, ne prêtant à aucune équivoque. La France, pendant longtemps, a estimé qu'elle pouvait l'accepter et y être victorieuse. La période de l'après-guerre, avec les possibilités, artificielles peut-être, mais magnifiques, qui étaient les siennes, a montré qu'un pays comme le nôtre, dans un cycle de développement économique accentué, possède des atouts spéciaux et éclatants. La reprise internationale, si elle se produit et si nous savons en profiter, pourrait nous offrir de nouveau, à cet égard, une précieuse occasion. Mais un péril inédit se dessine, particulièrement dangereux pour la production française, car la rivalité ancienne entre la qualité et la série tend à se déplacer, pour se porter sur un terrain nouveau, celui de la bonne qualité. Il est pour nous, ne nous y trompons pas, singulièrement menaçant.

Par une contradiction paradoxale, la France de 1789, qui répandait sur le monde une propagande de démocratie, continuait de lui vendre des produits d'aristocrates. Les peuples accédant à la liberté se réclamaient d'elle, et cependant c'étaient partout les couches supérieures de la société qui constituaient notre meilleure clientèle. Partout où se maintenaient des élites sociales, c'est la culture française qui était préférée, et nombre d'articles français raffinés se glissaient à la suite de cette préférence. Mais aujourd'hui, chaque fois qu'une révolution élimine quelque étage supérieur, la France perd des clients, car les couches sociales nouvelles ont des goûts que nous nous trouvons moins bien équipés pour satisfaire que ne le sont les grandes économies industrielles basées sur la machine, la série et la masse.

Une autre transformation, non moins inquiétante, se dessine en même temps. A mesure que les articles de série baissent de prix et sont ainsi mis à la portée d'un nombre plus grand d'acheteurs, les articles de qualité, je ne dis même pas de luxe, deviennent de plus en plus coûteux. Ils tendent même à être prohibitifs : le « sur mesure », qui était encore, il y a cinquante ans, la règle d'un grand nombre de gens de fortune moyenne, devient aujourd'hui une impossible fantaisie : ce n'est plus le fait que d'un tout petit nombre de multimillionnaires ! Concurremment s'opère une autre évolution, qui tend à obscurcir la notion, naguère encore parfaitement claire, du

luxe. La série fabrique un simili-luxe populaire, donnant l'illusion du luxe tout court, à tel point que la mode d'aujourd'hui vous a quelquefois l'apparence de je ne sais quelle vulgarité. L'homme raffiné, incapable comme autrefois de satisfaire des besoins individualisés, mais découragé par cet anonymat qui prétend réglementer jusqu'à l'originalité, se retranche sur la ligne de défense de la bonne qualité, où il retrouve toute la couche supérieure des acheteurs relevant de la masse. Ainsi se forme un nouvel étage de consommateurs, dont les besoins, les goûts, les exigences ne sont plus marqués du sceau de l'éducation aristocratique, mais réfléchissent un progrès incontestable dans la conception du confort et l'organisation matérielle de l'existence.

Une éthique nouvelle de l'achat et de la vente est ainsi en train de se constituer, par rapport à laquelle nous sommes, nous Français, gravement en retard. A la notion de perfection individuelle du produit tend à se substituer rapidement celle de la régularité de l'article offert. Naguère encore, le client pouvait choisir dans un étalage : il courait le risque, se fiant à son flair, persuadé qu'il saurait se débrouiller. Je ne sais quel humoriste a dit que l'achat d'un gros melon présente l'attrait d'une petite aventure ! Cette aventure, l'acheteur international ne veut plus la courir : il préfère, dans l'article acheté, s'aligner à une certaine médiocrité moyenne, mais garantie, plutôt que de risquer, ici ou là, de tomber à côté. Il ne pardonne pas, dans une boîte, le fruit véreux, à côté de fruits excellents ; il choisit la boîte, uniformément moyenne, mais dont aucune unité ne tombera au-dessous d'un niveau inférieur strictement garanti. Tout l'effort des exportateurs californiens s'est, depuis quelques années, orienté dans ce sens, et l'on sait à quel point ils nous ont éliminés des marchés mondiaux. N'est-ce pas la victoire de la bonne qualité sur la qualité ?

Je crois qu'on pourrait discerner une transformation analogue dans une foule de sections de la production. A mesure que le producteur se désindividualise, l'acheteur se désindividualise avec lui. Il se déshabitue de faire cet effort dans le choix qui caractérisait le consommateur raffiné des générations précédentes. A peine, du reste, pourrait-il le tenter encore,

en présence d'un vendeur, standardisé lui aussi, qui lui tend un produit étiqueté, garanti par sa marque, impérieusement aligné à un certain étiage. Subrepticement, le domaine de la fabrication proprement dite, comme celui de la consommation, se réduisent, et c'est au bénéfice d'une section nouvelle, qui s'amplifie presque monstrueusement, celle de la distribution. Nier cette évolution, n'en pas tenir compte, serait, pour la production française, aller au devant d'une catastrophe. Il ne suffit pas de dire : « Nous sommes les fils de la qualité », comme les anciens Juifs proclamaient : « Nous avons Abraham pour père ! »

Le problème, qui a évolué, demande à être envisagé avec courage, d'autant plus que la France est capable de s'adapter à n'importe quelle situation. Si elle a parfois été en retard, soit autrefois dans l'acceptation du machinisme, soit plus récemment sur le terrain de la distribution, c'est parce que ces nouveautés lui paraissaient moins répondre à ses qualités innées que les méthodes traditionnelles de son passé. La question qui se pose maintenant est peut-être de savoir si la bonne qualité, telle que nous l'avons définie, relève finalement de la qualité ou de la série. Si c'est de la série, la France risque de se trouver handicapée. Si c'est de la qualité, et si nous savons rester fidèles à ce qu'il y a de plus vivant dans notre tradition, les plus grands espoirs ne nous demeurent-ils pas permis ?

ANDRÉ SIEGFRIED

LA POLITIQUE
DE M. NEVILLE CHAMBERLAIN
ET L'OPINION PUBLIQUE ANGLAISE

M. Neville Chamberlain et lord Halifax viennent de passer trois jours à Rome. Ils s'y étaient rendus en réponse à une invitation que le Duce fit verbalement au Premier Ministre lorsqu'à la fin de septembre dernier, ils se rencontrèrent à Munich. Les échanges de vues qu'au cours de cette visite les ministres anglais ont eus avec le chef de l'Italie fasciste, marqueront-ils un tournant diplomatique important dans l'évolution de la situation internationale ? C'est le secret de l'avenir. Pour ce qui est du passé, l'événement peut du moins être considéré comme un premier aboutissement de la politique dont le Premier Ministre prit l'initiative dès qu'il eut succédé à M. Baldwin, au début de juin 1937, et contre laquelle M. Eden jugea devoir protester, le 20 février 1938, en résignant ses fonctions de ministre des Affaires étrangères. Cette politique que faisait pressentir en juillet 1937 un échange de lettres entre M. Neville Chamberlain et M. Mussolini, prit une forme plus définie lorsque, le 18 février 1938, le Premier Ministre amorça les négociations qui devaient aboutir, le 16 avril, à la conclusion de l'accord anglo-italien. Elle a trouvé depuis des expressions nouvelles dans les trois voyages aériens que M. Neville Chamberlain fit en Allemagne en septembre dernier et qui conduisirent à l'accord de Munich, puis dans la mise en vigueur, le 16 novembre, de l'accord anglo-italien du 16 avril, et enfin dans la visite à Rome sur laquelle le rideau vient à peine de tomber.

Quelles sont donc les caractéristiques de cette politique à laquelle s'identifie si étroitement le nom de M. Neville Chamberlain et dans quelle mesure se recommande-t-elle, par ses résultats, à l'approbation de l'opinion publique anglaise?

On l'oppose couramment à ce que, par un besoin abusif de simplification, il est convenu d'appeler la politique de M. Eden. A y regarder de près, on s'aperçoit que l'opposition n'existe ni dans le dessein, ni dans la méthode générale. Pour les deux hommes d'État, le but consiste à consolider la paix en recherchant le règlement des litiges par le moyen de consultations, de négociations et de concessions mutuelles. Le désaccord résulte essentiellement d'une différence d'appréciation quant au degré de confiance que méritent les déclarations des dictateurs, et il se manifeste dans le choix des procédés à adopter pour arriver plus sûrement à des solutions pacifiques conformes, cela va sans dire, aux intérêts légitimes de la Grande-Bretagne et de l'empire.

M. Neville Chamberlain a justifié, à maintes reprises, sa politique devant le Parlement, mais on chercherait en vain dans ses discours un exposé d'ensemble de ses principes et de ses méthodes. Il se borne généralement à répondre à ses critiques par une présentation des faits qui conditionnent une situation déterminée et qui précisent la façon dont il y a fait face. Le souci de situer un événement dans sa perspective historique ne se discerne presque jamais dans son argumentation qui, de ce fait, offre beaucoup moins de prise à la dialectique de l'adversaire. Produit d'un empirisme volontaire qui lui donne parfois une allure d'improvisation, cette politique sans architecture définie se prête difficilement à une synthèse. Tout au plus, en peut-on tenter l'analyse.

Si elle a pour incontestable objectif l'établissement d'une paix durable fondée sur le respect du droit international, elle paraît procéder de cette constatation qu'on ne peut plus compter désormais sur la Société des Nations pour remplir le rôle que lui assignèrent ses fondateurs. M. Neville Chamberlain se détourne de plus en plus du système de Genève que, dans sa pensée, ruina l'affaire éthiopienne. Il semble prêt à substituer à ce système celui du Pacte à quatre, pour lequel il marqua un jour quelque inclination en déclarant que la paix

dépendait, à son avis, de l'attitude des quatre grandes puissances. Ce qui, en tous cas, ne fait pas de doute, c'est qu'il est animé par le souci de ne pas dresser l'un contre l'autre en Europe, deux blocs idéologiques et de favoriser un rapprochement entre les nations démocratiques et les états totalitaires.

Pour y parvenir, il compte d'une part sur le désir de paix qu'éprouvent tous les peuples, désir dont la conviction s'est fortifiée en lui par les acclamations qu'il reçut en septembre des foules allemandes et, ces jours derniers, des masses italiennes. Tout donne à penser aussi qu'il a une grande confiance dans la vertu des contacts personnels entre les dirigeants des grandes puissances, entre chefs de pays qui peuvent se parler d'égal à égal. Ce qui s'est passé à Munich l'a, en effet, persuadé que la rencontre n'aurait pas suffi à éviter la guerre, si les chefs des deux démocraties n'avaient pas disposé, tout compte fait, de forces sensiblement égales à celles que les deux dictateurs pouvaient mettre en ligne.

Il ne s'agit pas, au surplus, de l'Europe seulement. Ce qui n'est jamais absent de l'esprit d'un Premier Ministre anglais, c'est le sort de l'empire britannique. Il convient donc de se demander comment la situation put apparaître à M. Neville Chamberlain lorsque lui échut la redoutable charge de Premier Ministre. Scrutant l'horizon international, il ne put manquer d'y découvrir d'inquiétantes réalités. Il y discerna sans nul doute trois périls d'une acuité croissante : la menace d'une Allemagne qu'un réarmement intensif rendait plus agressive, l'opposition des desseins du Japon en Chine avec le commerce et le prestige de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient et le heurt des ambitions impériales de la nouvelle Italie avec les traditions impériales de l'Angleterre.

Par suite du triangle Berlin-Rome-Tokio, ces trois conflits sont liés et, dans leur jeu, une France forte peut être un facteur décisif. M. Neville Chamberlain jugea-t-il que notre instabilité intérieure, nos désordres monétaires et financiers, ainsi que l'état de notre aviation ne nous permettaient pas de jouer ce rôle? Toujours est-il qu'il entreprit aussitôt une action destinée, dans sa pensée, à diminuer les risques auxquels la coalition italo-germano-nippone exposait l'empire.

Formé dans la période d'avant-guerre — il avait quarante-cinq ans en 1914 — c'est-à-dire à une époque où le Gouvernement de Rome était considéré comme un allié naturel de celui de Londres, il ne put sans doute se défendre de trouver quelque peu anormal que la sécurité de la Méditerranée, grande route du ravitaillement et de la défense impériale, fût compromise par l'attitude hostile de l'Italie, par son intervention avouée en Espagne, son installation aux Baléares, ses concentrations en Libye, sa propagande dans le monde arabe, le développement de ses bases navales, etc... Aussi semble-t-il avoir songé d'abord à émousser le triangle en altérant sa pointe romaine. C'est cet objet qu'il avait en vue lorsqu'en juillet 1937, quelques semaines après son « avènement », il adressa un message personnel à M. Mussolini. Quatre mois plus tard, en novembre, à la suite d'une polémique de presse anglo-allemande assez vive, il tenta une opération analogue sur la pointe allemande, en envoyant lord Halifax à Berchtesgaden. Ce voyage d'information ne lui apporta guère que des déceptions et c'est ce qui, sans doute, pesa sur sa détermination d'entreprendre, en février 1938, la négociation de l'accord anglo-italien, même au prix de la démission de M. Eden, c'est-à-dire du ministre conservateur qui, dans ces zones flottantes de l'opinion où se préparent les renversements de majorités, représentait la plus grande force électorale du Cabinet.

Pour que le chef du Gouvernement, responsable de l'avenir politique de son parti, accomplît ce sacrifice, il fallait qu'il fût réellement pénétré de la nécessité d'agir, en donnant de nouveaux témoignages de sa volonté de paix, afin d'empêcher qu'une situation qu'il jugeait critique ne devînt désespérée.

Élevé d'ailleurs à une époque où l'Angleterre disposait dans le monde d'une puissance telle que son Gouvernement pouvait se montrer généreux sans que le soupçon de faiblesse effleurât l'esprit de l'adversaire, il ne parut point s'arrêter à la pensée qu'à Rome — et à Berlin aussi — on pouvait découvrir dans son initiative l'indication que l'Angleterre venait enfin à composition, que les peuples italiens et allemands allaient peut-être céder à une grande poussée d'orgueil et que, dans le monde entier, le prestige britannique

pouvait s'en trouver gravement atteint. Il s'engagea donc plus résolument encore dans la voie dite de l'apaisement. Les négociations anglo-italiennes s'ouvrirent à Rome le 8 mars et l'accord fut conclu le 16 avril. Le règlement du problème de la Méditerranée était prévu dans ses détails, mais celui de la question espagnole, présenté comme une condition préalable de la mise en vigueur de l'accord, demeurait un peu flou. Laissé en suspens pendant plusieurs mois, cet accord fut proclamé valide le 16 novembre, après que M. Neville Chamberlain eut rallié les Communes à sa thèse que la guerre civile espagnole n'était plus un danger pour la paix depuis que le Gouvernement de Barcelone avait évacué les volontaires qui combattaient dans ses rangs et l'Italie retiré dix mille hommes.

Entre temps, la politique de M. Neville Chamberlain avait trouvé une autre illustration dans la solution qui fut donnée à Munich à l'affaire tchécoslovaque. Tant de passions, et si diverses, semblent avoir joué dans les jugements qui ont été portés sur cet événement, qu'il est peut-être sage de laisser à l'historien le soin de démêler le vrai du faux, lorsque se sera effectuée, peu à peu, la décantation nécessaire. Ce que l'on peut du moins, semble-t-il, tenter sans trop de témérité, c'est de dégager les traits dominants de la politique de M. Neville Chamberlain dans les négociations qui aboutirent à l'accord de Munich.

De même que, dans l'affaire d'Espagne, le grand mérite de la politique de non-intervention a été, à ses yeux, d'empêcher le conflit de se généraliser et de maintenir autour de la même table les représentants des groupes rivaux, de même attribue-t-il essentiellement au règlement de Munich la vertu d'avoir évité une guerre européenne et amené M. Hitler à négocier.

Il ne suffit pas, pour expliquer cette attitude, d'invoquer l'horreur profonde qu'éprouve tout Anglais pour une guerre à laquelle il doit participer et qui n'intéresse pas directement, d'une manière visible, concrète et immédiate, les intérêts britanniques. Ce facteur a joué, certes, dans les efforts que M. Neville Chamberlain poursuivit avec une rare opiniâtreté après l'entrevue décevante de Berchtesgaden,

ainsi qu'après l'ultimatum de Godesberg, c'est-à-dire à un moment où il tenait la situation pour très critique. Encore faut-il se souvenir que, durant toute cette phase, il préparait le pays et l'opinion aux pires éventualités.

Ce qui me semble toutefois indiscutable, c'est que, depuis que se trouva posé au lendemain du 13 mars 1938 — date de l'Anschluss — le problème tchécoslovaque, le Premier Ministre anglais n'envisagea jamais qu'avec répugnance l'idée de combattre pour défendre la Tchécoslovaquie.

Qu'y avait-il au fond de ce sentiment? Un mélange complexe de notions de droit et de notions de fait, sans parler de certaines aversions raisonnées ou instinctives. C'était d'abord le trouble que jetait dans les esprits l'aspect juridique et moral de la position spéciale des Sudètes dont on se plaisait à répéter, dans certains milieux, qu'ils ne revendiquaient, après tout, que le droit de disposer d'eux-mêmes ; c'était ensuite la difficulté de l'aide militaire à apporter à la Tchécoslovaquie et la crainte que les moyens dont disposaient la France et l'Angleterre ne fussent insuffisants ; c'était, par voie de conséquence, le souci de gagner un nouveau répit devant permettre à l'Angleterre — et à la France aussi — de compléter leur réarmement ; c'était encore cette idée, sans cesse reprise par les partisans de la politique d'isolement, que l'Angleterre n'était impliquée dans cette affaire que par les engagements de la France en Europe centrale et orientale ; et c'était enfin, renforçant cette idée, la méfiance que lui inspirent les Russes et sa crainte du communisme.

Mais, en dépit de tout ce qui lui faisait ainsi souhaiter ardemment de n'avoir pas à recourir à la force et le disposait, dans l'esprit d'apaisement qui l'anime, au sacrifice de la Tchécoslovaquie, il savait que, si le conflit s'engageait, son pays ne pourrait pas demeurer neutre, et il prenait des dispositions en conséquence. Témoin le communiqué du Foreign Office où lord Halifax annonçait, le 26 septembre au soir, que si la Tchécoslovaquie était l'objet d'une attaque de la part de l'Allemagne, le résultat immédiat serait que la France irait à son aide et que la Grande-Bretagne et la Russie seraient à ses côtés; témoin aussi la mobilisation de la flotte anglaise le surlendemain 28.

Si donc, nous semble-t-il, on a raison d'affirmer que, depuis son entrevue du 15 septembre avec M. Hitler à Berchtesgaden jusqu'au dénouement de la crise dans la nuit du 29 au 30 septembre, toute l'action de M. Neville Chamberlain s'est exercée en vue de conjurer la guerre, il serait faux de prétendre qu'à la dernière minute il n'était pas prêt à joindre ses forces aux nôtres pour tenir tête à l'Allemagne. Quant à trancher si les deux pays eurent raison ou tort de ne pas courir le risque de l'épreuve de force, seuls le peuvent peut-être ceux qui possédaient, au moment critique, toutes les données de ce redoutable problème.

Dans l'examen des motifs qu'on peut invoquer pour expliquer la politique d'apaisement, nous avons fait allusion à la préoccupation du Premier Ministre de gagner du temps pour porter au plus haut point possible les moyens de défense de la Grande-Bretagne, afin que son Gouvernement puisse traiter au moins d'égal à égal avec les pays les plus forts. On peut même se demander si ce n'est pas là l'explication la plus vraie de cette politique. Ce qui est, en tout cas, digne de remarque, c'est que le Premier Ministre n'entreprend jamais de la justifier sans souligner qu'elle doit avoir pour complément un plus grand effort de réarmement. Mais pour répondre à ce qu'ont d'apparemment contradictoire ces deux aspects de sa politique, il se plaît à rappeler que son but demeure aussi la limitation des armements et que le relèvement préalable des forces du pays en est l'indispensable condition.

Ce qui est encore plus significatif, c'est que lord Halifax, moins enclin que le Premier Ministre à se réjouir de l'accord du 30 septembre, met surtout l'accent sur la nécessité impérieuse de se forger le plus vite possible une invincible armure, si l'on ne veut pas s'exposer une fois de plus à céder à la menace du recours à la force.

L'alerte de septembre a d'ailleurs eu, dans le pays, un effet très salutaire qui facilite au Gouvernement sa tâche. Elle a révélé au public, d'une manière presque concrète, les dangers auxquels l'expose une insuffisante préparation de la défense. L'alarme a été vive surtout en ce qui concerne le danger aérien, mais elle a également mis en lumière la nécessité d'organiser le pays en vue des pires éventualités. Tous les

partis se sont ralliés au thème de l'union pour la défense et le Gouvernement peut aller de l'avant avec l'assurance qu'il sera soutenu.

Aussi poursuit-il résolument l'exécution du plan quinquennal que le Premier Ministre fit adopter par le Parlement quand il était chancelier de l'Échiquier et qui comporte, on s'en souvient, une dépense de 1 milliard 500 millions de livres sterling (environ 270 milliards de francs). Ce chiffre, d'ailleurs, va être relevé de plus de 50 p. 100 et permettre une extension de l'effort de réarmement sous ses multiples aspects. Il n'est pas seulement question d'accroître la puissance de la marine qui doit demeurer le pilier de l'empire, de relever le niveau de l'aviation qui est une seconde flotte et de combler d'urgence les graves lacunes constatées dans la défense antiaérienne, mais aussi d'organiser les ressources du pays en hommes et en matériel, de régler sa production et ses moyens de transport, de préparer l'immense machine industrielle au fonctionnement du temps de guerre de façon à réduire le plus possible, en temps de paix, les délais de mise en œuvre de la mobilisation générale qui, cette fois, serait vraisemblablement proclamée dès l'ouverture des hostilités.

Les Anglais ont pu se contenter pendant longtemps d'avoir la flotte de leur politique. Encore en avaient-ils aussi les finances. Ils sentent aujourd'hui qu'à leur flotte et à leurs finances — auxquelles ils n'ont jamais mesuré leurs soins — ils doivent ajouter une aviation basée sur le principe de supériorité de leur flotte de surface, une défense antiaérienne qui les rende aussi invulnérables que possible et une économie solidement agencée et équilibrée. Nous pourrions montrer — mais ceci allongerait démesurément cet article — que c'est tout cela qu'ils s'appliquent à se donner. Nous pourrions, en particulier, attirer l'attention sur la construction de nouvelles et immenses usines de fabrication d'avions en Grande-Bretagne, souligner l'effort parallèle qui s'accomplit au Canada où seront produits des appareils capables de traverser l'Atlantique, insister sur les commandes faites aux États-Unis et sur la haute signification que revêt, d'après sir Kingsley Wood, ministre de l'Air, l'enquête à laquelle se livre en ce moment en Australie et en Nouvelle-Zélande la mission

aéronautique anglaise envoyée dans les Dominions. Mais on souhaiterait que nos amis anglais reconnussent le besoin d'avoir aussi, en temps de paix, l'armée de leur politique.

Dans la *National Review*, où lady Milner poursuit avec courage et autorité la politique clairvoyante à laquelle son frère Léo Maxse dévoua son activité journalistique, on lit (numéro du 1er janvier 1939) qu'il n'est pas possible, pour la Grande-Bretagne, d'atteindre à un degré raisonnable de sécurité sans un réarmement intensif, sans l'établissement du service militaire obligatoire, et sans une alliance militaire et navale étroite avec la France.

Sur la question du service obligatoire, le vœu de lady Milner a peu de chances de devenir une réalité. M. Neville Chamberlain en a du moins écarté l'éventualité en temps de paix. Cela répond-il au désir de limiter l'effort qui pourra être demandé au pays dans le domaine purement militaire? Nous ne le pensons pas.

Qu'il se trouve aujourd'hui, selon le mot d'un critique du *Sunday Times*, des Anglais qui pensent que leur pays ne doit plus « livrer des batailles comme celles de la Somme et de Passchendaele », ce n'est pas douteux ; qu'il y ait une tendance à considérer qu'au début d'une guerre l'armée française formera le rempart à l'abri duquel l'armée anglaise se préparera, ce n'est pas non plus contestable ; mais nul esprit sensé n'admet que dans un conflit général européen la Grande-Bretagne pourra se borner à combattre avec son armée professionnelle et avec les volontaires territoriaux qui se préparent en temps de paix.

En fait, les efforts accomplis par M. Hore Belisha, ministre de la Guerre, pour rajeunir les cadres, rendre la carrière militaire plus intéressante, réorganiser l'armée territoriale par la création de nouvelles divisions, la pourvoir d'un armement et d'un équipement analogues à ceux de l'armée professionnelle et enfin — et surtout — l'établissement d'un registre national, dont la tâche a été confiée à sir John Anderson, tout cela prouve que le Gouvernement s'achemine insensiblement vers un système dont la différence avec ceux des grandes nations continentales diminuera de plus en plus.

Il existe d'ailleurs depuis 1922 un projet — au moins embryonnaire — de service obligatoire pour le temps de guerre, un projet que tous les Gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis seize ans ont retenu et examiné. Cela signifie qu'on est convaincu dans les milieux dirigeants non seulement qu'en cas de guerre la conscription s'imposerait, mais qu'il importe d'en préparer l'application, afin de n'être pas surpris par l'événement.

Sir Thomas Inskip, ministre chargé de la coordination de la Défense, précisa même un jour aux Communes que l'institution d'un service compétent était prévue, en cas d'ouverture d'hostilités, pour assigner à chacun le rôle convenant à son âge et à ses capacités, que tout citoyen est libre de choisir en temps de paix le genre de service qui lui plaît, mais que nul n'échappera à celui qu'on pourra juger nécessaire de lui imposer en temps de guerre.

L'établissement d'un registre national permettant de faire un inventaire des ressources britanniques en potentiel humain nous paraît devoir aboutir au premier degré, à la formation d'un réseau d'organisations volontaires répondant à tous les besoins de la défense. A ces forces éparses, dont les activités pourront être discrètement coordonnées par l'autorité centrale, il sera possible de donner peu à peu une forme plus rigide et de réaliser ainsi, en fait et progressivement, un service général auquel il ne manquera plus un jour que l'épithète d'obligatoire. Ce serait assez conforme à la manière anglaise, qui consiste souvent à attendre que les réformes soient déjà des demi-réalités pour les marquer du sceau législatif.

L'aboutissement possible — et même à notre avis probable — de ce processus d'organisation nationale ne doit cependant pas nous faire perdre de vue que, pour le moment, l'Angleterre compte en Europe sur la protection que lui assure l'armée française. Et ceci pose le problème des rapports entre les deux pays.

Sur ce point, le souhait de lady Milner paraît virtuellement réalisé. Il est digne de remarque que, pour définir ces rapports, certains journaux anglais représentant des tendances politiques opposées n'hésitent plus à recourir au mot « alliance ».

Quand on songe que, pendant les quinze ou seize années qui suivirent la signature des traités de paix, ceux-là même qui discernaient la nécessité de l'alliance nous recommandaient à mi-voix de ne pas prononcer le mot sous peine de desservir la cause, on peut se rendre compte de l'évolution qui s'est opérée dans les esprits. Il y a bien encore aujourd'hui des journaux qui s'abstiennent d'imprimer le mot « alliance », mais cette omission s'y trouve compensée de temps à autre par une affirmation de l'identité des intérêts et de son corollaire, la mise en commun des ressources pour défendre de communs intérêts, ce qui, au mot près, désigne une alliance défensive.

On entend encore, certes, quelques « isolationnistes » proclamer de temps à autre que l'Angleterre ne devrait combattre que si ses côtes étaient attaquées et son empire menacé, mais ils ne sont qu'une infime minorité. L'immense majorité du peuple anglais est persuadée que, selon le mot prononcé en 1934 par M. Baldwin — aujourd'hui lord Baldwin — « la frontière stratégique de la nation est désormais sur la ligne du Rhin », ce qui implique la nécessité de défendre cette ligne comme si elle marquait une frontière géographique anglaise.

Il faut évidemment reconnaître qu'il n'existe aucun traité stipulant, en bonne et due forme, une alliance franco-anglaise. Encore peut-on rappeler certains documents ou des déclarations officielles qui en sont presque l'équivalent : ce fut d'abord le 19 mars 1936, au lendemain de la dénonciation allemande du pacte de Locarno, la garantie de l'Angleterre contre une agression non provoquée de l'Allemagne, garantie qui, ne l'oublions pas, comporte la réciprocité ; l'assurance de protection donnée conjointement à la Belgique par la Grande-Bretagne et la France en avril 1937 ; le communiqué officiel du 29 avril 1938 reconnaissant une fois de plus, « que la Grande-Bretagne et la France sont unies par une étroite communauté d'intérêts » et annonçant que les deux Gouvernements « ont décidé de continuer, autant qu'il peut être nécessaire, les contacts entre leurs états-majors généraux qui ont été établis en vertu de l'arrangement de Londres du 19 mars 1936 ».

Toutes ces obligations ont été enfin solennellement confirmées et amplifiées par M. Neville Chamberlain il y a un mois

à peine. On se souvient dans quelles circonstances. Le Premier Ministre avait été amené à déclarer aux Communes, en réponse à une question précise, que la Grande-Bretagne n'était point engagée à se porter au secours de la France au cas où celle-ci serait attaquée par l'Italie. Encore qu'elle fût strictement conforme à la lettre des textes, cette phrase provoqua une vive émotion dans le pays et M. Neville Chamberlain saisit l'occasion que lui offrait le lendemain, 13 décembre, le banquet de l'Association de la presse étrangère, pour préciser sa pensée : « Nos relations avec la France, dit-il, sont si étroites qu'elles dépassent de simples obligations juridiques, puisqu'elles sont fondées sur l'identité de nos intérêts. » Les textes visent la défense contre une agression allemande et la garantie de protection donnée à la Belgique. Ils seront respectés. Mais par delà les textes, il y a les réalités inéluctables qui commandent, elles aussi — elles surtout — la politique anglaise. Ce sont ces réalités, c'est-à-dire l'identité des intérêts, ou encore la communauté des périls, qui donnent à l'entente franco-britannique sa base la plus solide et, en fait, la valeur d'une alliance.

En proclamant hautement la valeur de ces réalités, M. Neville Chamberlain a encore fortifié, dans l'esprit de ses compatriotes, la conviction qu'une solidarité de fait unit les deux nations occidentales et que tout affaiblissement de la France serait préjudiciable aux intérêts britanniques. Cette conviction est aujourd'hui un fait très apparent qui se manifeste, en particulier, par l'intérêt croissant avec lequel on suit, en Angleterre, ce qui se passe chez nous et par les réactions qu'y provoquent le cours de notre vie publique et les faits internationaux qui nous affectent plus spécialement.

Il n'est probablement pas de pays étranger où on ait applaudi plus sincèrement qu'ici à l'effort de redressement économique et financier que représentent les décrets-lois et où l'échec de la grève générale du 30 novembre ait causé un plus grand soulagement ; pas de pays non plus où la presse se soit rangée plus délibérément à nos côtés pour condamner les manifestations antifrançaises dont le discours du comte Ciano donna le signal à la Chambre italienne des députés, et pour se réjouir plus sincèrement des témoignages d'affectueuse fidélité que

les populations indigènes de l'Afrique du Nord ont donnés à la France tout au long du voyage de M. Daladier.

Veut-on encore un fait qui atteste de façon irrécusable le désir profond du peuple anglais que rien ne soit fait qui puisse ouvrir une fissure dans le front franco-britannique? On le découvre sans peine dans la façon dont les journaux londoniens et provinciaux ont accueilli les résultats du voyage à Rome de M. Neville Chamberlain et de lord Halifax.

Ce voyage qui fut décidé en principe sur l'initative de M. Mussolini, au lendemain de l'arrangement de Munich, avait essentiellement pour objet, dans la pensée du Premier Ministre britannique, de confirmer le rétablissement, entre les deux pays, des rapports plus confiants créés par l'accord du 16 avril. M. Chamberlain, ayant toujours pensé que cet instrument diplomatique ne prendrait toute sa valeur que s'il s'accompagnait d'un accord similaire entre la France et l'Italie, pouvait espérer que la négociation de cet accord serait facilitée par son voyage à Rome.

Mais depuis Munich, la situation s'était sensiblement modifiée. Les relations entre Londres et Berlin avaient empiré sous l'effet d'une violente polémique anglo-allemande, à laquelle faisaient étrangement écho les brutales revendications de la presse italienne à l'égard de notre pays et la dénonciation par le Gouvernement de Rome de l'accord Mussolini-Laval de janvier 1935. A Londres, on en éprouvait un vif malaise, et la presse, même conservatrice, ne dissimulait pas ses appréhensions au sujet de la portée possible d'un voyage dont à Rome on grossissait à plaisir l'importance, comme s'il devait aboutir à une médiation britannique entre la France et l'Italie. Elle se montra moins inquiète dès que M. Neville Chamberlain eut décidé de s'arrêter à Paris, pour y procéder à un échange de vues avec le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères français. Le communiqué officiel, publié à l'issue des entretiens du Quai d'Orsay, et les informations complémentaires recueillies par les correspondants des journaux anglais à Paris contribuèrent encore à atténuer les craintes qu'avaient engendrées les circonstances dans lesquelles le voyage s'accomplissait. Il y avait là une indication très nette de la satisfaction causée à Londres par cette

nouvelle affirmation publique de la solidarité anglo-française. Mais ce qui est plus significatif encore, c'est que ce qui subsistait des premières alarmes se dissipa complètement à la nouvelle que les entretiens avaient abouti à un résultat négatif. On savait que leur conclusion n'aurait pu être positive qu'au prix de concessions à demander à la France et, dans tous les milieux, on savait gré au Premier Ministre de s'être tenu avec fermeté sur la position prise à Paris. Certains ont pu se montrer déçus que M. Neville Chamberlain n'ait pas jugé à propos de consentir à reconnaître les droits de la belligérance au général Franco ; pas une voix ne s'est élevée pour le blâmer de s'être refusé à tout engagement qui eût pu être préjudiciable aux intérêts français. La preuve est ainsi faite qu'en face de l'axe Rome-Berlin, il existe une entente franco-britannique très solide. Fondée sur cette identité d'intérêts dont le Premier Ministre parlait le 13 décembre, elle se fortifiera encore dans la mesure où, par notre redressement intérieur comme par le relèvement rapide de notre aviation, nous accroîtrons, aux yeux des Anglais, le prix de notre concours.

Il résulte de ce qui précède que la politique de M. Neville Chamberlain reçoit l'approbation unanime de tous les partis, quand on la considère sous l'angle de la coopération anglo-française. On pourrait presque en dire autant quand il s'agit du réarmement. Encore faut-il, sur ce sujet, faire état des impatiences que provoque la lenteur des progrès réalisés, des divergences de vues sur le choix des méthodes, des critiques suscitées par le refus du Premier Ministre de créer un Ministère des Approvisionnements, des polémiques engagées entre partisans et adversaires du service obligatoire, etc. Mais toute cette agitation n'est, au fond, que le produit de la volonté ardente et unanime du peuple anglais de se donner le plus rapidement possible des forces et un système de défense appropriés à ses besoins. Pourvu que le Gouvernement amplifie son programme de réarmement, en accélère l'exécution et en répartisse équitablement les charges — ce qui est manifestement dans ses intentions comme le prouve l'appel radiodiffusé lancé le 23 janvier par M. Chamberlain — il ne paraît pas avoir à redouter de sérieuses difficultés d'ordre politique.

L'impression est différente lorsqu'on étudie les réactions

des partis à l'égard de ce qu'il est convenu d'appeler la politique d'apaisement. Ce n'est point qu'on conteste le principe de cette politique qui, visant essentiellement à créer une atmosphère favorable à la consolidation de la paix, répond, dans son essence, au vœu de la totalité du peuple anglais. Ce n'est pas non plus qu'on mette en doute la bonne foi du Premier Ministre qui la pratique ou son souci de veiller aux intérêts comme à l'honneur de son pays. J'eus récemment l'honneur de m'entretenir avec lui et tout dans ses propos comme dans l'expression de son visage me confirma l'impression qu'un de ses collaborateurs traduisait ainsi devant moi quelques jours auparavant : « Il irait au bûcher, plutôt que de renoncer à sa politique tant qu'il croira à sa vertu. » Comme je faisais part, le lendemain, à un de ses adversaires politiques de cette impression de sincérité que j'avais rapportée de notre entretien, il me répondit, levant les bras au ciel : « Hélas ! nous ne le savons que trop et c'est bien ce qui nous effraie. » Cette boutade où se doit lire d'abord un grand hommage au caractère du Premier Ministre contient aussi l'indication que ceux qui désapprouvent la façon dont il pratique la politique d'apaisement redoutent qu'il ne soit victime d'une certaine candeur. Ils craignent qu'il ne commette l'erreur de prêter aux dictateurs des sentiments identiques à ceux qui l'animent, qu'il soit trop enclin à croire que leurs menaces de recours à la force s'accompagneraient d'actes s'il y résistait et qu'il ne les encourage ainsi à persévérer dans leurs procédés de chantage diplomatique.

Sur l'importance numérique de l'opposition que rencontre la politique du Premier Ministre, il est difficile de se prononcer. Après l'accord de Munich et la démission de M. Duff Cooper, premier lord civil de l'Amirauté, il y eut aux Communes un débat d'où, en dépit de vives attaques, M. Neville Chamberlain sortit sans que son autorité personnelle parût diminuée. Au cours des mois de novembre et de décembre, il n'y eut guère de séance où il ne fût harcelé de questions tendant à établir que la façon dont il pratique la politique d'apaisement conduit plus sûrement à la guerre qu'à la paix. Mais dans les nombreux débats qui se sont succédé durant cette période et où ont été discutés les grands problèmes interna-

tionaux : affaire d'Espagne, accord anglo-italien, relations anglo-allemandes, etc..., il a toujours retrouvé sa majorité à laquelle il ne manque guère qu'une trentaine de voix conservatrices.

Les neuf élections législatives partielles qui ont eu lieu au cours du dernier trimestre apportent, de leur côté, des indications qui ne sont pas très concluantes quant aux dispositions de l'électorat. A l'exception de celle de Perth, où la duchesse d'Atholl conservatrice, mais résolument hostile à la politique de M. Chamberlain, n'a pas obtenu le renouvellement de son mandat qu'elle demandait après avoir donné sa démission, toutes les autres ont marqué un recul des positions gouvernementales. En outre, les candidats de l'opposition ont ravi deux sièges à leurs adversaires. Il n'y a rien là de très surprenant au terme de la troisième année d'une législature. En Angleterre, comme dans tous les pays à régime parlementaire, les partis subissent l'usure du pouvoir. Toutefois, on doit relever que ces batailles électorales se sont toujours livrées sur le terrain de la politique extérieure et que les adversaires du Cabinet ont quelque droit de dire que les résultats des scrutins marquent une désaffection plus ou moins accentuée à l'endroit du Cabinet.

Néanmoins, il ne semble pas téméraire d'affirmer que le peuple anglais, dans sa grande majorité, demeure reconnaissant à M. Neville Chamberlain de lui avoir épargné la guerre et qu'il accepte que sa politique soit poursuivie dans l'espoir qu'elle aboutira à une paix durable.

On a parlé de ministres qui avaient manifesté l'intention de démissionner, mais la politique d'apaisement n'était pas en cause ; c'est de l'apathie de certains services du réarmement qu'ils se sont plaints. Il y a eu aussi un essai de formation d'un nouveau groupe politique réunissant des personnalités qui, appartenant à tous les partis, sont en faveur d'une politique extérieure de plus grande fermeté. La tentative n'a pas réussi et, fait digne de remarque, l'agence qui annonça la première réunion, précisa que M. Eden ne jouait aucun rôle dans la création de ce groupement.

L'ex-secrétaire d'État au Foreign Office, ainsi mis en cause, n'a pas changé d'avis depuis sa démission sur l'attitude qu'il

conviendrait de prendre à l'égard des dictateurs, mais il n'a jamais voulu se prêter à l'exploitation de sa retraite contre le Cabinet. Il reste en contact étroit avec son successeur et c'est en plein accord avec lui qu'il se rendit récemment aux États-Unis. Comme on peut écarter, en toute sécurité, l'hypothèse que lord Halifax pourrait procéder à des échanges de vues avec M. Eden à l'insu du Premier Ministre, on peut se demander s'il n'y a pas là une situation susceptible de se développer dans un proche avenir.

La déclaration anglo-allemande de Munich n'a pas tenu les espoirs qu'elle avait éveillés ; la décision du Gouvernement de Berlin d'exercer certains droits qui lui sont reconnus par les accords navals du 18 juin 1935 et du 17 juillet 1937 n'est pas de nature à plaire à l'amirauté britannique ; la compétition commerciale anglo-allemande se développe et les entretiens de Rome autorisent sans doute à penser que, dans le bassin méditerranéen, le Duce a pris une attitude qui est fonction de l'appui qu'il attend de Berlin.

Comment tous ces faits, qui ne peuvent manquer d'être constamment présents à l'esprit du Premier Ministre, se développeront-ils et quelle influence auront-ils sur le prochain remaniement ministériel britannique? En pareille matière, on ne saurait se livrer au jeu des prophéties. Mais il est sans doute permis d'émettre une hypothèse : si, comme nous l'envisagions au début de cet article, le voyage à Rome devait marquer un grave tournant dans l'évolution de la situation internationale, on peut penser qu'il ouvrirait aussi une nouvelle voie à la politique intérieure anglaise.

JEAN MASSIP

BLANCHE[1]

Un soir, la batteuse arriva aux Maisons Rouges ; comme on l'attendait depuis la veille, tout le monde sortit dans la cour pour la voir venir. Elle avançait lentement sur le chemin cahoteux. On l'installa devant les granges ; une sorte d'ivresse gagna le maître et ses fils qui tournaient autour, tandis que le mécanicien achevait de la mettre en place. Ils étaient heureux qu'elle fût de nouveau là, cette bonne machine toute en bois jaune, qui dès le lendemain commencerait à battre le grain. Dans quelques jours, les sacs pleins d'avoine, de blé, d'orge s'entasseraient près du mur, dans la grange, et les meules de paille nouvelle s'aligneraient le long du chemin. Aucun des trois hommes n'avait tout à fait oublié le plaisir qu'ils avaient éprouvé dans leur enfance, lorsque la batteuse remplissait la cour de son merveilleux grondement. André revoyait les étoiles soyeuses des chardons voler en nuée blanche et lumineuse autour des hommes en manches de chemise ; le soir venu, lorsque tout labeur cessait, elles recouvraient entièrement le sol de la cour. Alors les gens entraient dans la maison pour le souper et, écrasés de fatigue, ils s'asseyaient autour de la longue table sur laquelle trois lampes brûlaient. Les enfants, que l'on avait relégués dans un coin pour qu'ils ne gênassent pas, étaient débordants de bonheur. Un peu de cette atmosphère renaissait chaque année, quand la batteuse arrivait dans les fermes.

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 décembre 1938 et 1er et 15 janvier 1939.

— Le grain aura une jolie couleur dorée cette fois, mes enfants, parce qu'il a fait beau temps et qu'y s'est pas mouillé du tout quand on l'a rentré, dit le maître.

Ils sourirent tous trois, et ils se sentirent proches les uns des autres. Blanche, qui passait, fit un petit signe joyeux en regardant la grande courroie noire tendue sur les roues immobiles.

Le lendemain dès l'aube, les hommes de l'équipe et les voisins qui venaient aider tous les ans arrivèrent. Angèle les avait précédés, de sorte qu'elle se trouva là pour leur servir le petit déjeuner. En entrant, elle avait salué, puis, sans rien dire, elle s'était mise aussitôt à la tâche. Blanche remarqua qu'elle ne demandait rien ; elle allait droit où étaient les choses, comme si elle avait quitté la maison de la veille. Mais elle resta plusieurs fois songeuse devant le désordre des placards. La maîtresse s'en aperçut et dit, à un moment où sa fille, montée sur une chaise, cherchait à atteindre au fond d'un rayon des verres poussiéreux :

— Moi, j'ai autre chose à faire que de m'occuper de tout ça. J'en aurais jamais fini, s'y fallait que je range et que j'époussète.

Angèle se garda de répondre ; mais, en entrant dans la chambre à côté pour y prendre du linge, elle observa combien là aussi tout s'abîmait, faute de soin. La pièce avait un aspect humide, qu'elle ne lui avait jamais connu, du temps où elle la partageait avec sa sœur. Même le coin où couchait Blanche ne semblait pas habité. Autrefois, c'était Marcelle qui dormait dans ce lit, tandis qu'elle-même occupait l'autre, le long de la même paroi. Aux murs pendaient encore quelques images pieuses, qu'elles y avaient accrochées, chacune à son tour, à l'époque de leur première communion. Maintenant qu'elle n'avait eu que des joies incomplètes et beaucoup de peines, Angèle repensait souvent aux temps bienheureux de son enfance. Elle se rappelait avoir souhaité avec ardeur de ressembler à la petite Bernadette, que l'on voyait sur une gravure suspendue au chevet de son ancien lit. La sainte était représentée à genoux et levant son beau visage sincère vers la Vierge Marie, qui lui apparaissait glorieuse au-dessus des rochers. Angèle avait beaucoup rêvé devant ce tableau autre-

fois. Elle venait le contempler en cachette pendant les heures laborieuses de la journée, quand personne ne risquait de la surprendre. A cette époque-là, elle n'aurait pas voulu qu'on la vît en de tels moments. Même pour faire le soir les prières que le prêtre lui apprenait, elle se blottissait sous les couvertures de son lit, afin que sa sœur ne s'en aperçût pas. Angèle soupirait tristement en évoquant ces souvenirs. « Seigneur, pourquoi est-ce que j'avais honte de mon amour pour vous? Je vous aimais tant et si facilement en ce temps-là. Je me cachais pour ça, je n'osais pas montrer ce que j'ai fait de meilleur et de plus juste dans toute mon existence. Après, je vous ai oublié, mon Dieu, pour une si petite part de contentement et une si grande de chagrin. Je sais que vous existez, Seigneur, puisque je vous aime, et je vous supplie de m'aider à surmonter ma tristesse et à me délivrer du mal. »

Ces idées préoccupaient Angèle, tandis qu'elle préparait la grande table pour le repas de midi. Elle se disait aussi que depuis l'aube de cette journée sa vie avait pris un autre cours. Elle l'avait compris le matin, en s'engageant sur le chemin des Maisons Rouges. Cette heure froide, au sortir de la nuit, aucune autre ne lui ressemblerait jamais, aucune n'aurait pour Angèle ce mélange d'incertitude et d'allégement. A présent, le temps s'écoulait aussi paisiblement que si rien ne s'était passé. Devant le feu, les casseroles bouillaient, dans la cour les gens travaillaient autour de la batteuse, et tout gardait son habituelle apparence. Ainsi en allait-il, mais dans l'écoulement monotone des jours, les êtres avaient chacun leur histoire à part, leur secret.

Comme il y avait une autre femme pour aider la maîtresse, Blanche n'avait pas grand'chose à faire dans la maison, de sorte qu'on l'envoya s'occuper des bêtes. Angèle, pour la première fois depuis le matin, demeura en tête-à-tête avec sa mère, mais elles ne se parlèrent pas. La maîtresse allait et venait dans la pièce comme si elle y avait été seule ; mais elle ne fut point agressive envers sa fille. Elles n'éprouvaient plus, ni l'une ni l'autre, le besoin de se faire des reproches, préférant garder pour elles leurs pesantes pensées.

Vers le milieu de la matinée, le maître revint à la maison, et Angèle eut une joie soudaine à le voir là, devant elle.

« Je suis contente que vous soyez là, mon père, je suis contente que vous existiez, et je voudrais que le Bon Dieu me laisse vivre longtemps avec vous » eût-elle aimé lui dire ; mais ce n'était pas possible.

— C'est-y que vous auriez besoin de quelque chose que je pourrais vous donner, père ? demanda-t-elle simplement.

— Ma foi, j'ai bien grand'soif, et les autres aussi là-bas, répondit-il en faisant un geste du bras vers la batteuse.

Il s'était assis au bout du banc, et il s'accoudait sur le coin de la table tout en buvant. La poussière de paille recouvrait son grand chapeau, déchiré sur les bords, et la sueur faisait coller sa chemise sur son dos voûté. Comme il paraissait maigre et vieux, les bras, le cou et la poitrine ainsi découverts ! Angèle en eut un serrement de cœur. Elle eut la révélation qu'une vie est peu de chose, et que personne n'a le temps de rattraper ce qui a été manqué ou omis.

On appela Blanche pour qu'elle portât à boire aux hommes, mais au moment de prendre les bouteilles, la jeune fille dit à Angèle :

— Si vous vouliez y aller à ma place, moi ça m'arrangerait bien, parce que je suis guère capable pour faire ça.

Angèle comprit qu'elle redoutait d'aller se mêler à tous ces hommes, qui feraient de mauvaises plaisanteries sitôt qu'elle serait avec eux.

— Vous allez voir qu'à moi y me font pas bien peur, répondit-elle — et elle partit avec les deux paniers remplis de bouteilles.

Il fallut trois jours pour venir à bout des battages ; la machine partit le samedi soir après le dîner, et le lendemain dimanche, la cour parut extrêmement calme. Ce jour-là, on ne vit point Angèle aux Maisons Rouges, mais le lundi elle revint. Sitôt arrivée, elle se mit à tirer le linge des placards, à chercher partout ce qu'il pouvait y avoir à laver, puis elle entreprit une lessive qui dura une semaine. Ensuite, elle raccommoda, repassa, et quand ce fut fini, le soir avant de partir, elle dit à sa mère :

— On peut pas tout faire d'un coup, mais y a de l'ouvrage ; je vas le laisser pour plus tard.

— C'est-y que tu veux pas revenir demain? demanda la maîtresse.

— Y a des choses qui sont trop en retard dans ma maison, y faut que je les fasse, à cause des enfants.

— Puisque c'est comme ça, tu vas d'abord attendre un moment, faut que j'appelle ton père.

Quand son mari fut là, la maîtresse ferma la porte, comme elle le faisait toujours quand elle avait l'intention de parler d'affaires.

— Tu vas rester souper avec nous autres, mais en attendant, on va pouvoir causer, dit-elle à Angèle.

La journée tirait à sa fin. Il ne faisait pas encore bien froid, mais l'automne était commencé depuis quelque temps, et vers la tombée de la nuit c'était agréable de s'asseoir devant le feu. La table était couverte de pommes et des dernières tomates, que le maître venait d'apporter du jardin. Angèle s'attendrit de nouveau sur son père, en voyant combien il ressemblait à ce qu'il avait été autrefois. Il faisait tout si minutieusement; jamais il n'aurait laissé traîner quoi que ce fût. Personne d'autre au domaine n'aurait pensé, au dernier moment, à aller ramasser sous les arbres ce que le vent y avait fait tomber dans la journée, mais lui, il ne l'oubliait pas. Il était soigneux, et il avait l'amour de tout ce qui se récolte. Angèle, en attendant que ses parents commençassent à parler, regardait ces fruits humides sur la table. Au bout d'un moment, leur odeur envahit toute la pièce et se mêla à celle de la marmite dont la maîtresse soulevait le couvercle.

Angèle comprit que sa mère mettait tout en ordre, pour pouvoir ensuite parler plus tranquillement. La jeune femme avait désiré cette dernière explication, mais maintenant que c'était arrivé, la crainte l'étreignait à nouveau. « Y faudra que j'accepte tout, puisque je peux pas faire autrement; mais qu'est-ce que ça peut me faire, ce qu'y vont me dire? J'aurai qu'à agir comme y me le demanderont, ça veut toujours bien pas être impossible. » Ainsi se défendait-elle contre l'appréhension. La maîtresse prit la parole.

— Voilà, on s'est arrangés comme ça, nous autres. Si tu veux, vous pourrez venir demeurer ici pour la Toussaint, mais ça vaudrait mieux que ce soit après Noël seulement,

comme ça on aurait le temps de faire faire une pièce en plus ; autrement, y aurait pas assez de place pour tout le monde.

— Oui, ça vaut mieux comme ça, pour moi aussi, répondit Angèle.

Il lui faudrait bien ce temps-là pour mettre de l'ordre dans ses affaires. Les pommes de terre, les betteraves restaient à arracher dans son petit champ, et elle voulait aussi ramasser tous les fruits du jardin, les pommes surtout, si utiles pour les enfants durant l'hiver. Il fallait qu'elle vendît ses poules, ses lapins, et même ses deux chèvres, pour payer ses dettes au village.

Ce fut le maître qui débattit avec sa fille le prix qu'on lui accorderait, à elle et à son mari, par saison.

— Vous me remettrez l'argent à moi, mon père, ça vaudra mieux.

— J'y avais bien déjà pensé d'avance, répondit le vieil homme.

Personne ne se soucia de Blanche, dont la place se trouvait ainsi prise. Par prudence, ils ne lui parlèrent de rien avant de s'être bien mis d'accord entre eux. Ensuite, ils ne le firent pas davantage, parce qu'ils comptaient avoir besoin d'elle jusqu'au printemps suivant.

— Faut rien lui dire, ça la regarde pas, nos affaires, disait la maîtresse. Ça veut bien toujours pas être difficile pour elle de trouver une place, quand a s'en ira de chez nous.

— Y a bien treize ans quand même qu'al est avec nous autres, peut-être bien qu'a va regretter de s'en aller, répondait le maître, mais sa femme ne voulut pas qu'ils avertissent Blanche.

— Après, a ferait plus aussi bien son travail, disait-elle.

Angèle était si préoccupée de ses propres affaires, qu'elle oublia de songer à Blanche. Du reste, elle n'imaginait pas que la jeune fille pût désirer rester toujours aux Maisons Rouges. Elle avait entendu dire que Blanche se marierait sans doute avec le jeune fermier des Aubris, si bien que tout lui paraissait en ordre.

Ce même soir, après le souper, quand Angèle mit son châle pour partir, son père sortit avec elle.

— Faudra que tu viennes dimanche avec tes enfants, ta

mère sera plus contente, dit-il pendant qu'ils traversaient la cour.

— Oui, père, je viendrai, répondit-elle et, avant de le quitter, elle l'embrassa, pour la première fois depuis longtemps.

Elle partit seule dans la nuit. Le maître resta un moment sur le chemin, pour l'écouter s'éloigner. Dire que cette femme, dont la destinée était déjà accomplie, cette femme presque usée, cet être éprouvé, était son enfant ! Il en ressentait un mélange d'angoisse et de tristesse. Pourtant, il n'y avait pas si longtemps qu'Angèle était encore une petite fille, qui tournait sans mot dire autour de lui dans les étables. Elle avait des cheveux noirs tressés dans le dos, de beaux yeux sombres, un air sage, concentré, une douce peau blanche. Maintenant, des rides couvraient son visage brûlé par le soleil, ses cheveux grisonnaient, il y avait à la fois de la détresse et de la sévérité dans son regard. Tout cela, il n'avait pu l'empêcher, bien qu'elle fût sa fille et qu'il l'aimât comme lui-même. La vision de cette fatalité lui donna une minute de désespoir, puis il se résigna à ne pas comprendre, et s'en revint vers la maison en agitant un peu la tête en signe de découragement.

VIII

GUÉRISON

L'automne s'accomplit à nouveau, avec les grands vents, les pluies, avec quelques journées tièdes aussi, et le soleil immatériel sur les choses mélancoliques. Les mêmes odeurs, les mêmes fumées montèrent de la terre labourée, et toute la journée on voyait les chasseurs traverser les chaumes mous. Blanche, heureuse que le gros effort de l'été fût passé encore une fois, retournait aux champs avec ses vaches. Souvent elle errait le long de la forêt, à la recherche des dernières noisettes, ou bien elle ramassait dans les haies les petites poires tombées. Quand elle était lasse de marcher, elle allait s'asseoir avec Tambelle dans un de leurs coins préférés. Pour Blanche,

c'était la saison la plus douce, celle qui promet une longue trêve. Depuis longtemps déjà, la jeune fille éprouvait le besoin tenace de se reposer. Chaque après-midi, elle redoutait le moment de rentrer au domaine pour y reprendre les besognes du soir. Avant de se mettre au lit, il faudrait encore traire les vaches, passer le lait, soigner les bêtes, dîner, faire la vaisselle. Ce travail lui devenait tous les jours plus pesant à accomplir. Depuis les dernières moissons, elle ne pouvait même plus attendre le signal de la maîtresse pour aller dormir. Sitôt prête, elle disait bonsoir et se couchait.

— Vous êtes donc si lasse que ça, ma fille, tout à l'heure? lui avait demandé une fois le fermier.

— Je sais pas pourquoi, maître, mais dès que la nuit est là, l'envie d'aller au lit me quitte plus, c'est plus fort que moi.

— Allez, Blanche, allez, voilà l'hiver qui arrive, et on va bien avoir le temps de se reposer.

Une fois couchée, Blanche mettait longtemps à s'endormir, mais, étendue entre les draps, elle connaissait une paix profonde. C'était le moment où elle pensait le plus à Henri.

Henri continuait à venir voir Blanche le soir, mais il arrivait aussi qu'il en fût empêché. Ces jours-là, il songeait à elle plus encore que de coutume. En labourant dans les brouillards d'automne, il découvrait combien tout ce qu'il faisait avait Blanche pour but. Ce besoin inépuisable qu'il avait d'elle grandissait tout, lui donnant à la fois l'impulsion de la vie et l'idée de la mort. Quand ils étaient ensemble, les soirs de pluie, il disait en la serrant contre lui :

— Fais attention, Blanche, voilà qu'y se remet à pleuvoir.

Ils se blottissaient l'un contre l'autre dans le creux de la haie, et ils écoutaient autour d'eux bruire l'arrière-saison. Il pleuvait sans fin, il ventait, et tout là-bas la petite maison de Simone semblait rentrer peu à peu dans la terre.

— Y a plus personne à présent, disait Blanche, quand ils regardaient de ce côté-là, parce que depuis que Simone a eu une petite fille, sa mère est allée les retrouver.

— Oui, tant mieux, c'est bien comme ça, répondait Henri, qui se sentait heureux du bonheur des autres.

La nuit venait ; lentement, elle recouvrait les champs, les arbres, les haies mouillées, mais les deux jeunes gens s'attar-

daient. Tambelle, assise en face d'eux, s'agitait. Elle poussait de petits cris plaintifs, qu'on ne remarquait pas, puis il lui fallait se résigner à attendre encore.

Dès le matin en se levant, Blanche se sentit mal. Elle essaya bien de déjeuner comme d'habitude, mais elle ne réussit même pas à avaler le quart de son café au lait. Tandis qu'elle reposait le bol sur la table, ses mains se mirent à trembler, le mur d'en face oscilla, des voiles sombres passèrent devant ses yeux et, sans avoir le temps de se raidir contre le danger, elle s'évanouit. La maîtresse, qui se trouvait seule avec elle dans la salle, fut stupéfaite en la voyant tomber de tout son long sur le banc. Elle crut que sa servante mourait subitement et, au lieu de lui porter secours, elle se précipita dehors pour appeler. Ce fut le maître qui retira Blanche de dessous la table où elle avait fini par glisser.

— C'est qu'a s'est évanouie, faut la mettre au lit tout de suite, dit-il en l'enlevant dans ses bras.

La maîtresse courut ouvrir les couvertures, et André aida son père à transporter la jeune fille.

— Ca sera rien, a va aller mieux avant qu'y soit une heure, disait le fermier en couvrant d'une serviette imbibée d'eau froide le visage de la malade.

Blanche revint très vite à elle, mais elle ne parla pas tout de suite. On lui ordonna de rester couchée, et elle ferma les yeux en signe d'acquiescement. La maîtresse avait eu si grand'peur que, debout près du lit, une cuvette pleine d'eau dans les mains, elle ne savait plus ce qu'il fallait faire. Elle tourna encore un bon moment dans la chambre où Blanche, inconsciente, reposait.

Le maître s'était trompé, car, deux heures plus tard, Blanche n'allait pas mieux, elle semblait au contraire tout à fait accablée, et vers le soir, elle eut la fièvre.

— Faut-y que j'envoie chercher le médecin dès demain matin, ma fille? lui demanda le vieil homme, quand il vint prendre de ses nouvelles, avant le souper.

— Non, faisait-elle, et elle s'enroulait dans ses draps comme pour se cacher.

Elle ne se rendait pas très bien compte de ce que l'on disait

autour d'elle, et sa tête lui donnait la sensation d'avoir atteint au moins trois fois son volume ordinaire. L'unique bougie posée sur la table se multipliait devant ses yeux; tout se mouvait, prenait des formes extraordinaires et devenait d'un poids formidable. Blanche avait l'impression de voir s'avancer vers son lit les objets, les meubles démesurément agrandis, puis finalement, tout tombait sur elle et l'entraînait dans une chute définitive.

Le lendemain, quand le maître vit le soir venu sans qu'il y eût d'amélioration, il s'inquiéta.

— Al a l'air bien malade tout de même, cette fois-là, dit-il.

— Ouat', faut pas trop s'y fier, répondit la maîtresse, c'est peut-être bien pas tant une maladie que ça. Y a assez longtemps que celui des Aubris est toujours fourré avec elle.

— Faut quand même laisser la porte de la chambre ouverte cette nuit, insista le vieil homme; comme ça on l'entendra, si jamais al avait besoin de quelque chose.

Blanche dormit assez longtemps, mais au milieu de la nuit, elle s'éveilla et se mit à appeler, sans bien s'en rendre compte; personne ne l'entendit, de sorte qu'elle gémit en vain jusqu'au matin, en se débattant dans les cauchemars. Elle se voyait suivant son propre cercueil sur une route jaune, couverte d'eau. Au cimetière, elle surgissait successivement de chaque tombe que dépassait le corbillard. Elle essayait alors d'en sortir tout à fait, mais elle retombait toujours dans la neige, et sa dernière vision, à l'instant où elle s'enfonçait dans la terre, était un pan du drap noir et les ornières pleines d'eau que la voiture laissait derrière elle. Ce rêve fini, elle en commençait un autre, où se mêlait encore l'atmosphère du précédent.

Dès le petit jour, la maîtresse lui apporta du lait bouillant.

— Ça va-t-y aller mieux aujourd'hui? demanda-t-elle.

Blanche parvint à s'asseoir dans son lit, mais, sentant qu'elle n'aurait pas la force de tenir dans ses mains ce bol plein, elle le refusa.

— C'est-y que vous en voulez pas? Vous pouvez pourtant pas rester comme ça sans manger pendant des jours et des jours, dit la fermière; mais elle n'insista pas davantage, et elle s'en alla.

Quand, de la grange où il s'occupait, André vit sa mère sortir pour faire son ouvrage, il revint à la maison. Il entr'ouvrit doucement la porte de la chambre, puis il écouta un instant. Blanche gémissait à nouveau, et cette plainte augmenta l'envie qu'avait André d'aller voir ce qui se passait. Il finit par entrer, après avoir quitté ses sabots.

— Vous voilà donc bien malade, Blanche? dit-il.

Elle le reconnut et le regarda tristement sans répondre. André prit le bol de lait, resté intact sur le coin de la cheminée. « Al a sûrement faim, mais a peut pas bien s'en rendre compte », se dit-il. Il comprit qu'elle n'avait plus la force de se soulever toute seule, ni de tenir quoi que ce fût dans ses mains. Délicatement, il la souleva et la cala contre l'oreiller.

— Je vas bien vous aider, moi, Blanche, vous allez voir, dit-il, et ainsi, en la soutenant, il lui fit avaler la moitié du bol.

Ensuite, elle se laissa glisser d'elle-même dans son lit, et il la recouvrit soigneusement avant de se retirer. A midi, pendant le déjeuner, André dit sans regarder personne :

— Pour moi, je crois que ça serait mieux d'aller tout de suite chercher le médecin.

— Laisse donc ça tranquille, répliqua la maîtresse. Faut attendre qu'al le demande elle-même, autrement a nous fera des reproches d'avoir dépensé de l'argent pour rien.

Personne ne répondit, et la vieille femme reprit :

— Deux jours de maladie, c'est pas le diable, y a qu'à attendre que ça passe.

Blanche était seule dans la maison que tout le monde avait quittée sitôt après le repas de midi ; Tambelle avait bien cherché à se faufiler dans sa chambre, mais on l'avait chassée brutalement, et elle restait couchée devant la porte de la salle, sans vouloir s'éloigner. A chaque fois que quelqu'un entrait, la petite chienne se levait, frémissante d'espoir, mais la porte retombait ; alors, Tambelle se recouchait et fermait les yeux. Blanche ne souffrait pas beaucoup ; de temps en temps seulement, la tête se remettait à lui faire mal, au point qu'elle en perdait à demi connaissance.

Elle vit que le soir approchait. Dans la chambre froide, le contour des meubles devint moins précis, les murs s'effacèrent

bientôt, et l'ombre pleine de douceur s'amassa entre les grosses poutres du plafond. L'étroit écran de la fenêtre devint d'un bleu qui s'assombrissait de minute en minute. Avant que la fièvre ne la reprît trop fort, Blanche pensa à Henri. Elle se demandait ce qu'il allait croire en ne la trouvant pas dans les champs comme d'habitude. Sûrement, il la chercherait partout sans savoir ce qui était arrivé. Elle eut un élan de tout l'être vers Henri. Par peur d'être entendue, elle n'osait dire son nom tout haut, mais elle le prononçait à voix basse, plaintivement, comme si le jeune homme avait été là pour la consoler.

Le soir, un peu après le souper, le maître entra à nouveau dans la chambre, comme il le faisait plusieurs fois dans la journée.

— Puisque vous allez pas encore mieux, ma fille, moi je dis qu'y faut envoyer chercher le médecin dès demain matin.

Blanche y consentit facilement. Elle aurait voulu demander que l'on avertît aussi Henri, mais elle n'osa pas. André était le seul à qui elle aurait pu en parler, mais il n'était pas revenu la voir depuis la veille, de sorte qu'elle se désespérait. Quand les maîtres furent au lit et qu'elle se sentit devenir à nouveau la proie des cauchemars, Blanche se mit à pleurer ; elle s'imagina qu'elle allait mourir toute seule, cette nuit même, sans avoir revu Henri.

Au matin, ce ne fut point la maîtresse, mais Angèle qui entra dans sa chambre.

— Eh bien ! ça va donc pas ? dit la jeune femme, et Blanche leva vers elle des yeux pleins de larmes.

— Oh ! mais faut pas vous désoler comme ça, le médecin va arriver et y vous dira bien ce que vous avez ; moi, en attendant, je vas vous faire votre lit, dit Angèle, qui lui fit mettre les bras autour de son cou et l'aida à se lever.

— Je crois bien que je vas tomber, je peux pas me tenir debout, dit Blanche en accrochant ses mains aux couvertures.

Angèle la traîna jusqu'à un fauteuil qui se trouvait près de la cheminée.

— Ça va-t-y aller comme ça pour un petit moment ? Je vas bien vous couvrir et vous verrez que j'en ai pas pour longtemps ; seulement y faut que je range un peu, à cause du méde-

cin qu'y a pas moyen de recevoir comme ça. Si vous voulez, je vous arrangerai aussi un peu, vous vous sentirez mieux après.

Blanche se laissa mettre du linge frais ; puis Angèle la coiffa et la maîtresse aida sa fille à la transporter dans son lit. Elles l'installèrent de leur mieux, et Blanche ressentit un indicible bien-être à se retrouver étendue.

— Ça vous a fatiguée, dit Angèle, faut vous reposer à présent.

La jeune fille s'endormit aussitôt. Ce fut le médecin qui la réveilla, deux heures après. Il l'examina longuement, puis il dit :

— Qu'est-ce que vous êtes au juste dans cette maison, mon petit ?

— Moi, je suis domestique, monsieur.

— Alors, reprit-il, il ne faut pas rester ici, vous êtes trop malade ; je vais vous faire entrer à l'hôpital.

Ces paroles blessèrent Angèle, qui était dans la chambre.

— On peut aussi bien la soigner, nous autres, fit-elle.

— Non, parce qu'elle en a pour des mois à se remettre et que vous n'auriez pas le temps de vous en occuper comme il faut. C'est grave ce qu'elle a.

— Je vas aller chercher mon père, dit Angèle, qui sortit.

— Ne vous troublez pas, ma petite fille, on vous tirera de ce mauvais pas ; il faut avoir confiance en moi, disait le médecin.

— Oui, monsieur, répondit Blanche, et elle regardait cet homme qui lui parlait amicalement en lui tenant la main.

Angèle revint avec ses parents, et le médecin répéta fermement :

— Il faut emmener cette enfant à l'hôpital.

— Moi, j'ai jamais refusé de soigner mon monde quand y fallait, répondit la maîtresse.

— Il ne s'agit pas de cela, je vous dis qu'elle ne guérira pas en restant ici.

— Oui, et comme ça le monde dira qu'al est partie parce que j'ai pas voulu la garder.

— Laissez le monde raconter ce qu'il voudra, et faites ce que je vous dis.

— C'est qu'y a treize ans qu'al est chez nous, dit le maître, et ça nous ennuie bien de pas la soigner nous-mêmes, pour une fois qu'a tombe malade.

Ils finirent pourtant par se laisser convaincre. « C'est pas qu'a voudrait mourir, tout de même », se demandait le fermier et la maîtresse songeait que, si cela devait arriver, il valait mieux que ce fût à l'hôpital plutôt que chez elle. Aussi, à partir de ce moment-là, devint-elle très attentive aux besoins de la jeune fille. Elle entrait souvent dans la chambre pour voir comment allait sa servante et elle quittait ses sabots dans la maison afin de ne pas faire trop de bruit. En attendant le jour fixé pour l'entrée de Blanche à l'hôpital, ce fut Angèle qui la soigna ; elle manquait peut-être un peu de douceur parfois, mais elle n'épargnait ni sa peine ni sa patience, et il y avait de la vraie sollicitude dans tout ce qu'elle faisait pour sa malade.

Un soir, les chiens se mirent à aboyer dans la cour et, lorsque André eut ouvert la porte, on vit arriver Henri. Il ne chercha pas à cacher pourquoi il venait, et on le reçut très simplement au coin du feu ; mais il ne voulut point s'asseoir.

— C'est pas la peine, merci, je suis pas las, disait-il, et il restait debout devant la grande cheminée. Je savais pas qu'al était malade, je l'ai appris par hasard aujourd'hui, ajouta-t-il aussitôt.

— Nous autres non plus, dit le maître, on savait pas si y fallait vous le faire dire, parce qu'a nous avait pas parlé de vous, la petite. Jamais al a demandé à voir personne depuis qu'al est au lit.

— Oh ! je sais bien, al est comme al est, jamais a dit rien, et moi je pouvais pas me douter de ce qui était arrivé. Sans ça y a longtemps que je serais venu prendre des nouvelles.

— Y faut pas vous tourmenter d'avance, a va pas plus mal.

Les maîtres dirent encore une fois qu'ils eussent préféré soigner Blanche chez eux, si c'eût été possible ; mais Henri ne répondit rien, parce qu'il ne les croyait pas sincères. « Au fond, tout ce qu'y demandent, c'est de s'en débarrasser » pensait-il. Au bout d'un moment, il demanda à voir Blanche.

— Peut-être bien qu'a dort, à cette heure-là, répondit la maîtresse, mais je vas toujours y aller voir.

Elle passa dans la chambre à côté, et on l'entendit appeler Blanche.

— Si vous dormez pas, y a là quelqu'un qui est venu pour vous causer, criait-elle si fort qu'Henri s'énerva. Vous avez qu'à y aller, a vous attend, fit-elle en réapparaissant.

Henri passa dans l'autre pièce, mais il referma la porte derrière lui. Quand il s'approcha du lit, près duquel brûlait une bougie posée sur une chaise, il s'aperçut que Blanche n'était pas consciente de sa présence. Elle était couchée sur le dos, la tête tombée de l'autre côté de l'oreiller, les mains abandonnées dans le désordre des couvertures. Son visage, gonflé de fièvre, était méconnaissable. Henri fut envahi de tendresse et de pitié pour elle.

— Blanche, m'entends-tu? Blanche chérie, c'est moi, fit-il.

A la fin, en lui caressant les cheveux qu'il écartait de son front, il la réveilla tout à fait. Alors, elle le reconnut.

— Ah! c'est toi, Henri? dit-elle en essayant de l'atteindre avec les mains.

Il tira son mouchoir pour lui essuyer le visage; ensuite elle demanda à être redressée sur l'oreiller.

— Qu'est-ce que t'as, Blanche? Qu'est-ce qui t'est arrivé?

— Me voilà malade, faut que j'aille à l'hôpital, parce que j'en ai pour trop longtemps avant d'être guérie.

— Ma pauvre petite fille! Et dire que je peux pas faire autrement que de te laisser aller là-bas!

— Oh! ça me fait rien, à moi. Je les connais bien, les sœurs, c'est elles qui m'ont élevée, je veux pas être malheureuse avec elles.

Henri s'était mis à genoux devant le lit.

— Je vas faire venir encore une fois le médecin, c'est pas possible que tu sois devenue si malade.

— Je sais pas pourquoi, mais j'ai plus de force. Je rêve tout le temps, je suis lasse, la chaleur m'étouffe, tout est trop lourd pour moi et je sais même plus ni quand c'est jour ni quand c'est nuit. Je me demandais ce que tu faisais et ce que t'avais bien pu penser.

Henri pressait dans les siennes les petites mains moites de Blanche.

— Si c'est vrai que faut que tu t'en ailles à l'hôpital, j'irai te voir souvent, et ma mère aussi va s'occuper de toi. Ça nous sera même bien plus commode que si t'étais restée ici.

Il cherchait à la consoler, à l'encourager, pour qu'elle ne souffrît pas trop de demeurer seule en un tel moment.

— On aurait dû se marier avant, Blanche, comme ça tu serais chez nous à présent, disait-il avec regret.

Personne, croyait-il, ne saurait la soigner aussi bien qu'il l'aurait fait lui-même. Pour les autres, c'était indifférent que Blanche mourût, mais lui, il en deviendrait fou. Bien que la jeune fille ne parût pas faire très attention à ce qu'il disait, il continuait à parler. Il se servait des mots qui étaient devenus les leurs tant ils se les étaient dits, et Blanche, sans écouter vraiment, les entendait.

Henri la quitta quand il s'aperçut qu'elle s'était endormie. Dans la salle, il parla peu avec les maîtres, mais il s'enquit encore une fois de ce que le médecin avait dit, et il agit aussi naturellement que si Blanche avait été sa femme. La maîtresse le trouva mauvais, mais le maître et André firent de leur mieux pour tranquilliser Henri.

Blanche quitta les Maisons Rouges un matin, peu avant midi. Depuis quelques jours, André s'agitait à l'idée de ce départ. Voir partir Blanche dans de telles circonstances le bouleversait et, tandis que sa mère et sa sœur s'affairaient dans la chambre, il se tenait près du fauteuil que son amie occupait devant le feu. On avait transporté Blanche dans la salle où, tout emmitouflée de couvertures, elle attendait patiemment l'heure de s'en aller. Elle n'avait pas l'air triste, mais elle ne semblait pas non plus très bien se rendre compte de ce qui se passait. Le regard fixé sur la fenêtre, elle contemplait le temps sans rien dire.

— C'est pas qu'y pleut, dit André, c'est seulement le brouillard qui est un peu plus épais que d'habitude aujourd'hui.

Elle ne répondit rien, et il s'imagina qu'elle avait de la peine sans vouloir l'avouer.

Un instant avant le départ, tout le monde se rassembla spontanément autour de la jeune fille. La séparation d'avec ce modeste compagnon de leur vie leur coûtait davantage qu'ils ne l'auraient cru. La maîtresse elle-même faisait une tout

autre mine, et son mari, debout devant Blanche, disait :

— Faut pas vous faire du mauvais sang, ma fille, y vont vous guérir vite là-bas ; après ça vous vous marierez, et ça vous fera une vie comme tout le monde.

Le maître n'était pas bien certain que Blanche guérirait, mais il éprouvait le désir de la rassurer. Il voulait aussi lui faire sentir qu'elle comptait à ses yeux, qu'il avait de l'amitié pour elle. André avait demandé à conduire Blanche, parce qu'il s'estimait son ami plus que les autres. Quand tout fut prêt, on porta la jeune fille dans la voiture arrêtée dans la cour. Le maître l'installa sur le siège, à côté d'Angèle, et la maîtresse mit une brique chaude sous ses pieds. Chacun à leur tour, ils montèrent sur le marche-pied pour lui dire au revoir, et juste avant que le cheval ne démarrât, le fermier dit :

— Tu iras pas trop vite, mon garçon, dans le chemin, à cause des trous, qui vous feraient faire des secousses.

Tambelle se mit à courir derrière la voiture, et il n'y eut pas moyen de la faire revenir à la ferme. Au retour, Angèle dut l'attacher pour la ramener, mais le lendemain on ne la vit point aux Maisons Rouges.

— Quand al aura bien grand faim, a reviendra bien, dit la maîtresse.

Pendant les quinze premiers jours qu'elle passa à l'hôpital, Blanche alla si mal qu'on douta de la sauver, et quand Henri se présenta pour la voir les sœurs refusèrent de le laisser entrer. Ce jour-là, Simone était venue aussi, et ils se trouvèrent tous les deux devant la porte. Comme ils insistaient, la sœur finit par leur répondre que le médecin, estimant que la vie de Blanche était en danger, avait défendu d'admettre qui que ce fût auprès d'elle. Simone se mit à gémir ; elle se lamentait tout haut dans la rue, sans souci de ceux qui pouvaient la voir ou l'entendre.

— A présent, y a pas moyen que je fasse autrement, faut que je m'en retourne, puisqu'y veulent pas me laisser entrer, ça m'avancerait toujours pas de rester là.

Elle disait n'importe quoi, sans y faire attention, sans écouter le sens de ses paroles. Pendant un moment, elle ne sut

ni où elle allait ni ce qu'elle voulait faire, et Henri la suivait machinalement, comme s'il n'avait pu supporter d'être seul. Quand Simone reprit sa bicyclette le long du mur, il en fit autant, et ils partirent ensemble. Henri pédala sans mot dire aux côtés de la jeune femme, qui ne cessait de parler et de pleurer, mais une fois arrivé là où leurs chemins se séparaient, il descendit. Simone le vit s'arrêter au milieu de la route et la regarder d'une manière étrange, en mordant son poing qu'il tenait serré contre sa bouche. Elle sauta à terre à son tour, et revint sur ses pas.

— Je la reverrai plus, disait-il, c'est pas croyable, vous pouvez pas vous représenter ce que c'est pour moi.

Elle n'osa pas essayer de le consoler, parce qu'il lui faisait peur. Ses craintes augmentèrent lorsqu'elle le vit jeter sa bicyclette sur le talus et s'aller cacher derrière la haie. De loin, elle dit :

— Qu'est-ce que vous allez faire? Vous pouvez pas rester là.

Mais il ne répondit pas, et elle se résigna à partir.

Il faisait un temps froid, sans lumière, humide et triste, comme on en voit souvent aux environs de Noël. Rien ne vivait, tout restait immobile et morne. A l'autre bout du champ devant lequel se trouvait Henri, on apercevait les toits des Maisons Rouges. Leur vue accrut la douleur du jeune homme, qui se mit à détester plus que jamais les maîtres de Blanche. Puis il songea à ce chemin, le long de la forêt, où la jeune fille et lui se rencontraient les soirs de l'été passé. Ce champ aussi les avait vus souvent ensemble, et Blanche aimait les beaux peupliers qui bordaient la route. Elle l'avait dit maintes fois à son compagnon, lorsqu'ils les contemplaient de loin ou qu'ils venaient s'asseoir sous leurs ombrages le dimanche après-midi. Blanche ne reverrait plus ces lieux, qui demeuraient indifférents à sa mort. Henri comprit que lui-même ne pouvait mesurer maintenant toute l'étendue de ce malheur. Il se sentait sur le point d'être anéanti, l'idée de sa propre mort rôdait dans son esprit, mais ce n'était rien encore à côté de ce qui se passerait quand Blanche ne serait plus, quand il l'appellerait en vain et que sa voix tomberait dans le vide. Il eut la vision de toute la peine qu'il se donnait depuis si long-

temps ; tous ces efforts devenaient absurdes, si Blanche n'était plus là pour en profiter ou pour les continuer avec lui. Même avant de la connaître, avant de l'aimer, il avait travaillé pour elle, mais maintenant il ne souhaitait plus que de tout abandonner, si Blanche le laissait seul.

Henri resta longtemps assis derrière la haie, puis, tard dans l'après-midi, il se décida à rentrer chez lui. La maîtresse des Aubris le regarda, quand il vint s'installer en face d'elle devant leur feu. Il ne lui dit rien, ni elle non plus ; mais quand elle le vit effondré sur sa chaise, elle se leva, et, lui prenant la tête entre ses bras, elle se mit à lui caresser les cheveux.

— Oh ! maman, maman, fit-il.

— Je peux rien te dire, moi, mon pauvre petit ; tu sais bien, ces choses-là, personne n'y peut rien, dit-elle tristement.

Blanche ne mourut pas ; elle oscilla, inconsciente, pendant quinze jours, au bord de l'autre vie. Sœur Marguerite la veillait, et plusieurs nuits de suite elle pleura, à genoux devant le lit où Blanche s'agitait. « Du fond de l'abîme, j'ai crié vers vous, Seigneur. Seigneur, écoutez ma voix ! » Sœur Marguerite criait en elle-même cette prière ; elle appelait de toutes ses forces la présence de Dieu auprès de sa malade. « Seigneur, si cette enfant malheureuse se trouve être vraiment éloignée de vous, revenez à elle, puisque vous connaissez son innocence. » Sœur Marguerite croyait que la mort serait bientôt victorieuse, mais devant l'abîme elle tendait sa volonté, pour que l'âme de Blanche ne s'y perdît point. « Non, petite Blanche, je ne te laisserai pas échapper, se disait-elle en se souvenant de ces paroles du Christ : « Bienheureux ceux qui ont l'esprit de pauvreté, bienheureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu. » Et elle ajoutait tout bas : « Si je pleure, Seigneur, ce n'est point que j'aie peur pour elle, c'est que je l'aime et que cette heure est dure malgré tout. » Aux yeux de sœur Marguerite, Blanche n'était pas une bien grande coupable. Elle la voyait comme un être éprouvé, dont la destinée appartenait aux « voies insondables ». C'était surtout une enfant, qui ne pensait peut-être pas à Dieu, mais qui ne faisait pas non plus partie de ceux qui l'ont renié. Elle avait péché sans doute, mais ses fautes ne ressemblaient pas à celles des autres.

Ceux qui ont menti, qui ont blasphémé, ont encore droit au salut, s'ils le veulent bien ; ainsi Blanche, qui n'avait commis ni l'un ni l'autre de ces péchés, pouvait bien être sauvée. Sœur Marguerite pensait que la Justice divine était infiniment plus grande et plus sûre que les mouvements sans cesse obscurcis d'un cœur humain.

Cependant, lorsque Blanche revint à la vie, elle s'en réjouit de toute son âme.

— Eh bien, ma petite fille, eh bien? faisait-elle en tapotant l'édredon blanc du lit.

— Vous êtes donc plus à l'orphelinat, à présent, ma sœur? demandait Blanche.

— Oh ! moi, vois-tu, je suis un peu partout. Je fais ce qu'on veut bien, ça m'est égal et ça ne m'ennuie jamais.

Quelquefois, comme quand Blanche était une petite fille, elle tirait de ses poches profondes des bonbons, une orange ou une pomme pour les lui donner. Elle lui apportait même des images et des livres, pour que la jeune fille ne s'ennuyât pas dans la journée. Ces petits gestes faisaient comprendre à Blanche que le temps ne comptait pas pour sœur Marguerite ; ce qu'elle avait aimé une fois, elle le gardait dans son cœur, et rien de ce qui peut affaiblir l'amour n'avait de prise sur elle. Jamais elle ne reprocha à Blanche de l'avoir négligée, ni d'avoir manqué à ses devoirs envers le Seigneur, jamais elle ne lui parla de ses fautes ; mais elle l'entretenait de Dieu, et tout ce qu'elle disait évoquait Son amour pour nous et Le rendait présent.

Quand Henri revit Blanche pour la première fois, il lui dit :

— J'en ai de la chance. Je t'aime tant, Blanche ! C'est drôle, comment ça peut-y se faire, une chose pareille? j'avais peur que ça me porte malheur et que tu guérisses pas.

Elle souriait sans répondre, en lui pressant la main.

Un jour, ce fut Simône qui vint. Elle avait amené sa petite fille pour que Blanche, qui était sa marraine, la vît. Elles jouèrent un moment avec l'enfant, puis tout à coup Simone dit :

— Tu vas te marier, Blanche?

— Oh ! je suis pas encore bien certaine, tu sais.

— Si, c'est sûr, c'est Henri qui me l'a dit. C'est bien, parce

que t'as été assez longtemps chez les autres. Tu verras, c'est pas pareil, d'être chez soi.

Sans le dire, et sans comprendre pourquoi, Simone ressentait de la tristesse. Elle n'osait l'avouer, par peur de froisser son amie, mais elle souffrait.

— Tu m'en veux pas, Blanche, d'avoir pas été te voir plus souvent, depuis que je suis mariée? C'est parce que j'ai pas eu le temps, tu sais, mais toi, ça veut pas être la même chose, parce que tu vas entrer dans une maison montée depuis longtemps. Tandis que moi, j'ai eu bien de la peine et du travail pour commencer, dit-elle.

Mais elle ne parvint pas à exprimer ce qui lui tenait réellement à cœur. Elle avait des remords d'avoir négligé Blanche, et craignait qu'à son tour son amie ne l'oubliât dans le bonheur. Le mariage, songeait-elle, change la vie, il y ajoute beaucoup de choses qui sont d'un grand poids et qui vous détournent du reste sans qu'on s'en doute. Il en irait pour Blanche comme pour les autres, et c'est ce qui tourmentait Simone. Elle avait envie de se plaindre, de rappeler le temps où rien n'existait entre elles que leur amitié. Sans doute se trouvait-elle un peu coupable d'avoir de telles idées, car ce n'était pas très gentil pour Michel. Il était bon pour elle; ils travaillaient beaucoup tous les deux, ils avaient leurs bêtes, leurs champs, et maintenant leur petite fille qu'ils aimaient tant. Pourquoi fallait-il que le regret du passé lui vînt à chaque fois qu'elle voyait Blanche? « On trouverait ça drôle, si j'en parlais », se dit-elle.

— Toi aussi, fit Blanche qui jouait avec les menottes du bébé, tu seras marraine, si j'ai un enfant.

— Tu vas te marier, Blanche, reprit Simone. Dire qu'on est des femmes à présent! Comme c'est venu vite tout de même, tout est déjà fini!

— Pour moi, y a longtemps que c'est plus comme quand tu venais me voir tous les soirs, les premières années que j'étais aux Maisons Rouges, répondit Blanche d'un air sombre.

— Faut plus te tourmenter à présent, puisque ta vie va changer.

— Ma vie peut pas changer, puisque moi, faut bien que je reste la même.

— Si, Blanche, ce sera autrement, tu seras plus heureuse, moins toute seule. Henri fera tout ce qu'y pourra pour que tu sois bien chez eux.

Une fois de plus, Simone s'étonna de s'être si fortement attachée à un être si différent d'elle-même. Blanche était là, dans ce lit, sans un sourire sur son visage mince, sans un mouvement de tendresse vers son amie ; elle ne caressait que sa filleule, parce que c'était un bébé. Autrement, elle était indifférente, et vous regardait tranquillement, avec ses yeux tristes et humbles. Henri devait aimer ce regard, il devait chérir Blanche à cause de son air de n'être à personne.

— T'as une jolie bague de fiançailles, dit Simone en faisant tourner l'anneau brillant autour du doigt maigre de son amie.

— C'est Henri qui me l'a apportée dimanche dernier. Il a eu cette idée-là, mais moi, j'y pensais pas, répondit Blanche.

— A présent, c'est la mode, ça se fait comme ça. Moi aussi j'en ai une, a ressemble un peu à la tienne, mais je la porte pas tous les jours, je l'abîmerais en faisant mon ouvrage.

— Moi non plus, je la porterai pas tous les jours, mais y m'a dit de la garder tant que je serais au lit.

Blanche était entrée à l'hôpital avant Noël, et elle n'en ressortit qu'au printemps suivant. Mars touchait à sa fin quand elle remit les pieds dehors pour la première fois. Sœur Marguerite l'installa sur une chaise au soleil, où elle la laissa seule pendant une heure. L'après-midi commençait à peine, et il faisait bon à l'abri de ce mur, mais sur toute la campagne des ombres froides grandissaient déjà. Blanche chercha dans la direction des Maisons Rouges. Comme on voyait loin devant soi ! Cette ligne bleue, là-bas, était peut-être celle des peupliers qui bordaient la route du village. La jeune fille se persuada que c'était bien eux, parce qu'elle prenait plaisir à imaginer ces lieux familiers. Elle savait à présent qu'elle ne retournerait plus aux Maisons Rouges ; la maîtresse le lui avait annoncé la dernière fois qu'elle était venue la voir. Blanche en avait éprouvé du chagrin sur le moment, mais sœur Marguerite lui dit « que tout s'arrangeait très bien comme ça, puisqu'elle devait se marier ». Il fut décidé que

Blanche resterait à l'orphelinat jusqu'au jour de ses noces, pour y préparer son trousseau.

Sœur Marguerite avait fait dire à la mère d'Henri de passer la voir un jour en venant au marché, et la maîtresse des Aubris se présenta au couvent un samedi vers onze heures. On la fit entrer dans une petite chambre presque vide, où sœur Marguerite vint la trouver tout de suite ; avant de commencer à parler, elle ferma soigneusement les portes. Une fois que les deux femmes furent l'une en face de l'autre, il se fit entre elles une sorte de flottement ; la mère d'Henri ne savait pas trop ce qu'on lui voulait, et sœur Marguerite, en la sentant méfiante, fut d'abord décontenancée.

— C'est-y que vous auriez quelque chose à me demander, ma sœur ?

— Non, je n'ai rien à vous demander, je voulais seulement vous parler un peu de Blanche, puisqu'elle va aller bientôt vivre avec vous.

— Ma foi, dit la fermière, je serais pas fâchée que vous m'en disiez quelque chose, parce que moi, je la connais pour ainsi dire point. Les gens causent mal d'elle, et y doit bien y avoir des raisons pour ça. Mais mon fils la veut ; y s'en irait plutôt de la maison que de pas l'avoir ; ça fait que je suis bien obligée d'agir comme y voudront. C'est le seul enfant qui me reste, et le voilà en train de faire son malheur sans vouloir m'écouter.

— Moi, je ne crois point du tout qu'il fasse son malheur. Je ne veux pas chercher à cacher les fautes de Blanche, mais dans ce cas-là, votre fils est aussi coupable qu'elle.

— Si c'est pour me dire ça, ma sœur, que vous m'avez fait venir, je crois que j'aurais aussi bien fait de rester là où que j'étais.

— Non, au contraire, il faut que vous soyez là, avec moi, et que nous parlions ensemble. Ce n'est pas de votre fils que je veux m'occuper, c'est de Blanche, qui n'a que nous pour la soutenir un peu. C'est une enfant courageuse, une créature parmi les meilleures, et elle vaut beaucoup mieux que ce que l'on cherche à vous faire croire. Je trouve préférable que vous sachiez cela d'avance, et si c'est moi qui vous l'affirme, vous pouvez bien avoir confiance. Votre fils a de la chance ; vous pensez autrement, et pourtant c'est vrai.

Je ne vous le dis pas pour que vous vous fâchiez, je vous le dis au contraire pour que vous ne soyez pas malheureuse avec votre belle-fille, pour que vous ne la jugiez pas plus durement qu'elle ne le mérite, et aussi pour vous consoler un peu de la peine que ce mariage peut vous faire.

— J'ai bien été obligée d'entendre tout ce que les gens m'ont dit de mal sur elle. Mais elle est venue à la maison, et depuis ce temps-là ça a plus été tout à fait la même chose, parce que je l'avais vue. Ils ont décidé de se marier ensemble, et à présent, pour moi aussi, c'est une affaire entendue. Seulement la voilà malade, et une femme malade dans une maison où y a bien de l'ouvrage à faire, ça arrange pas les choses.

Sœur Marguerite ne répondit rien ; elle s'efforça de cacher sa tristesse. La femme qui se trouvait là, devant elle, n'était ni méchante ni injuste, et pourtant son cœur se durcissait quand il aurait dû s'ouvrir à la pitié.

— Soyez tranquille, Blanche guérira vite, elle n'a rien de grave.

La maîtresse des Aubris dut s'apercevoir qu'elle avait prononcé une parole maladroite, car elle dit :

— Si y faut la soigner, on la soignera ; mais vous me connaissez bien, ma sœur, j'ai pas toujours été une femme heureuse, moi non plus, et c'est pas étonnant que je me tourmente à cause de mon garçon. Si y tombe bien avec cette femme-là, moi je serai la première à en être contente.

Leur entretien sur ce sujet s'arrêta là. Sœur Marguerite demanda simplement si Blanche devrait acheter du linge et des meubles pour son ménage.

— Rien du tout, répondit la mère d'Henri, y a tout ce qu'y faut chez nous. Faut pas gaspiller de l'argent sans que ça soit utile.

Sœur Marguerite la reconduisit jusqu'à la porte. Une fois dehors, la maîtresse se trouva satisfaite de sa visite au couvent. Ce qu'on lui avait dit de Blanche la rassurait, et elle se sentait à nouveau bien disposée envers la jeune fille. En fin de compte, les paroles de sœur Marguerite avaient plus de poids pour elle que les bavardages de ses voisins.

Blanche et Henri se marièrent au mois de mai, et il y eut

une grande fête aux Aubris. Dès le matin tôt, Simone arriva à l'orphelinat pour aider sœur Marguerite à habiller la mariée. Elles furent prêtes longtemps avant la messe et, restée seule avec son amie, Blanche se mit à gémir d'appréhension en songeant à la cérémonie.

— T'as pas besoin d'avoir peur, tu verras, ça va vite, et on s'aperçoit pas que les autres vous regardent. Moi, j'étais contente, ce jour-là, disait Simone.

Oui, Blanche se rappelait combien cet événement avait été différent pour son amie : tout rendait Simone fière d'elle-même, sa robe de mariée, le voile merveilleux qu'on lui accrochait sur la tête, son alliance toute neuve. Elle riait de se savoir si bien parée et elle montait sur une chaise pour mieux se voir dans la glace. Comme il était impossible à Blanche de se réjouir ainsi aujourd'hui ! Pourtant, ces mêmes joies, on les mettait à sa portée, puisque Henri n'avait rien épargné pour qu'elle fût belle et heureuse ; mais elle ne pouvait s'y abandonner. Ces jolies étoffes la gênaient, lui donnaient de la fatigue. Elle éprouvait une crainte bizarre, comme s'il y avait eu de l'impudeur dans cette fête que l'on apprêtait en son honneur. Elle aurait préféré infiniment se présenter seule avec Henri devant le prêtre, qui les avait confessés la veille.

— J'avais pas besoin de noces, moi, ma sœur, j'y tenais pas du tout, au contraire, ça m'ennuie, avait-elle dit à sœur Marguerite, qui avait répondu :

— Ce n'est rien du tout, mon enfant, simplement un petit moment à passer.

Et Simone ajoutait :

— Pourquoi que t'aurais pas un beau mariage aussi bien que les autres ? Henri aurait pas voulu que ce soit autrement, et moi je pense comme lui.

Après la messe, à la sortie de l'église, tout le monde entoura les nouveaux mariés. Au dernier moment, juste avant que les voitures ne repartent, sœur Marguerite apparut à son tour. Elle rejoignit les deux époux et elle leur prit la main pour les complimenter ; ensuite, elle se retira un peu de côté pour les voir s'éloigner. Pendant que les voitures prenaient la route les unes après les autres, sœur Marguerite se rappela

que, quinze ans plus tôt, elle s'était appuyée à ce même arbre pour voir Blanche partir en carriole. Ce jour-là, c'était une première communiante sombre qui s'en allait, et cette fois une mariée, qui n'était pas très gaie non plus.

On ne dansa point au village comme pour le mariage de Simone, mais il y eut un grand repas aux Aubris. Ensuite, on ouvrit à deux battants les portes de la grange, préparée d'avance pour cela, et les gens se mirent à danser. Pour plaire à Blanche, Henri avait demandé à André d'être garçon d'honneur. Il était le seul des Maisons Rouges qui fût là, bien que ses parents et son frère eussent été invités aussi. De temps en temps, il s'approchait de Blanche et disait :

— Faudra bien que vous dansiez avec moi aujourd'hui, Blanche, puisque c'est moi le garçon d'honneur. Ce sera la première fois, et pourtant y a longtemps qu'on se connaît.

Le bal dura toute la nuit, mais Henri et sa femme partirent tôt.

Dans la matinée, Henri vint soigner ses bêtes, puis, après le repas de midi, Blanche et lui allèrent se promener autour des champs.

— Tu vois, Blanche, dit-il, c'est fait, te voilà avec moi pour de bon. Je veux que tu sois bien ici, je veux que tu t'y plaises.

Le lendemain, il dit à sa mère, qu'il trouva en train d'allumer son feu pour le petit déjeuner :

— Écoutez, mère, à présent, c'est fini, je me remets à travailler tout de suite ; mais pendant quelque temps y vaudrait mieux que ma femme se lève pas trop tôt, a finirait plus vite de se guérir comme ça.

— Pour le moment, puisqu'y a toujours bien rien qui presse à faire, a peut en profiter pour se reposer, répondit la fermière.

Quand son fils se fut éloigné, elle porta du lait chaud à Blanche, qu'elle trouva endormie. Cependant, la jeune femme dut sentir une présence dans la chambre, car elle ouvrit les yeux aussitôt. Elle était tellement habituée à être traitée en domestique, qu'elle fut prise de panique en voyant la maîtresse déjà toute prête la regarder, debout près du lit.

— Henri m'a empêchée de me lever, dit-elle, et après je

me suis tout de suite rendormie. C'est la noce qui m'a lassée comme ça.

— Mon fils a bien fait. Faut rester au lit le matin tant que vous irez pas mieux.

Blanche but le lait, puis elle resta encore un peu au lit, pour ne pas désobéir, mais elle avait hâte de se lever. Après avoir fait sa chambre, elle sortit timidement dans la cour, où elle ne vit personne. Comme elle ne savait que faire, elle alla s'asseoir au jardin, et c'est là qu'un peu avant midi sa belle-mère la découvrit.

— Quand je vous ai pas vue dans la maison, dit-elle, je me suis bien demandé où c'est que vous étiez. Mais je vois que vous avez trouvé une bonne place, c'est là qu'y fait le meilleur.

A midi, Henri revint des champs avec son domestique, et l'on déjeuna tranquillement. Blanche avait mis la table avant le repas, elle l'ôta après, puis elle fit la vaisselle avec la maîtresse. Elle n'osa suivre son mari lorsqu'il retourna atteler, mais il lui parut difficile d'attendre jusqu'au soir avant de le revoir. Cependant, elle eut moins l'impression d'être isolée, et le temps passa mieux qu'elle ne l'avait craint. Elle fut longtemps à coudre au jardin avec sa belle-mère, puis la maîtresse dut retourner s'occuper de ses bêtes, et Blanche demeura seule. Elle n'en souffrit pas trop, et son ouvrage ne l'ennuya pas.

Ce fut sa vie pendant des mois ; le matin, elle se reposait, et l'après-midi, elle faisait de la couture au jardin. Quand elle commença à aller mieux, elle voulut aider la fermière à soigner les bêtes, mais elle s'aperçut tout de suite que l'entrain lui manquait encore. « Pourvu que je sois plus forte quand les moissons arriveront », se disait-elle, et un soir, dans leur lit, comme Henri la prenait dans ses bras, elle se mit à pleurer.

— Je vas pas être une bonne femme pour toi, j'aurais pas dû me marier, puisque je vas être malade toute ma vie.

— Pourquoi que tu serais malade toute ta vie? Te voilà déjà que tu commences à aller mieux. Dans un an ou deux, tu pourras même plus te rappeler tout ça.

A force de lui parler, il finit par lui redonner confiance.

Un jour, pendant le déjeuner, Blanche demanda si elle pourrait aller dans l'après-midi chercher l'argent qu'on lui devait aux Maisons Rouges.

— T'as pas besoin de demander, Blanche, quand tu veux faire quelque chose, t'es bien libre, dit Henri.

— Ma foi, bien sûr que oui, reprit la maîtresse.

Blanche se mit en route sitôt après le repas. Il faisait une très belle journée, calme, légère, pleine de parfums montant des champs en fleurs. Tout en marchant sur la large route déserte, la jeune femme pensa à son mari comme elle ne l'avait plus fait depuis qu'ils vivaient tous les jours ensemble. Il était occupé maintenant à faucher le foin dans un champ éloigné. Elle l'imagina faisant indéfiniment le tour du pré sur sa faucheuse. Le foin tombait, les chevaux dressaient l'oreille à la voix de leur maître quand il criait aux tournants, et son grand corps montait ou descendait suivant les plis du terrain. Cet être, parmi tant d'autres, l'aimait, et elle le retrouverait ce soir.

La maîtresse des Maisons Rouges ne fut pas plus avenante que de coutume, mais à part cela, Blanche fut très bien reçue ; on l'invita pour la collation, qui se prolongea à cause d'elle, et le maître l'obligea à boire et à manger en disant :

— C'est le moment de bien vous remettre, à présent que vous voilà tout un grand domaine à mener.

Blanche remarqua que la maîtresse se taisait comme autrefois ; mais maintenant les autres parlaient entre eux sans se soucier d'elle. Il semblait que la présence d'Angèle les animât tous et que son retour à la ferme eût mis fin à un mauvais sort. Blanche regardait la maîtresse, assise à sa place habituelle, au bout de la table, et elle ne parvenait pas à croire qu'on eût cessé de craindre cet être naguère si redoutable. Après la collation, avant de s'en retourner dans les champs avec son gendre et ses fils, le maître dit :

— J'ai pas pu aller à vos noces, parce que vous savez bien qu'on sort jamais, nous autres, mais ça me fait grand plaisir quand même de vous voir installée aux Aubris. Je suis content que ça se soit trouvé comme ça pour vous. Je le dis comme je le pense.

André ne dit rien, lui, mais il parut heureux que son

père eût ainsi parlé et Blanche comprit que ces deux hommes avaient toujours été des amis pour elle.

Sitôt son mari parti, la maîtresse se mit à faire des comptes. Elle savait, depuis toujours, ce qu'elle devait à Blanche, mais il fallait tout de même faire des additions. Ce fut un instant solennel ; Angèle et sa mère vérifièrent trois fois les calculs, et elles obligèrent Blanche à en faire autant ensuite.

— J'ai tout inscrit à mesure, dit la maîtresse : ce que je vous devais et ce que vous preniez. Ce qui était à vous, je le mettais dans une boîte qui se trouve dans mon armoire ; y a qu'à la prendre, et si notre compte est juste, on va bien voir.

Angèle alla chercher une boîte en fer, dont on étala le contenu sur la table. La vue de tout cet argent étonna Blanche : en treize ans, elle avait économisé dix mille francs.

— Ma foi, dit Angèle, vous voilà plus riche que je l'ai jamais été, moi.

— Je m'étais même jamais doutée que ça pouvait faire tant que ça, répondit Blanche.

Elle se demandait comment elle ferait pour emporter tant d'argent tout à l'heure. Mais la maîtresse épingla soigneusement les billets, elle les roula, les ficela et les rangea elle-même dans le sac de Blanche. Jamais la jeune femme ne lui avait vu tant d'égards pour elle.

— Vous auriez peut-être bien fait de pas venir toute seule chercher ça, dit la fermière.

— Vous allez lui faire peur, mère, reprit Angèle ; personne peut savoir qu'elle a une pareille somme sur elle.

Pour les rassurer, Blanche promit de bien faire attention à son sac tout le long du chemin.

Quand Tambelle vit Blanche prête à partir, elle se leva, elle aussi, et se mit à sauter sauvagement en aboyant autour de son ancienne maîtresse, qui ne put ni la faire taire ni l'éloigner.

— Oh ! a va vous suivre, c'est bien sûr, dit la fermière. Depuis que vous êtes plus là, y a pas moyen de la tenir à la maison, a passe tout son temps à vous chercher. A nous sert plus à rien comme ça, à nous autres, puisqu'a veut pas nous écouter, ni aller aux champs avec Angèle.

Blanche ne savait que faire. Elle aimait beaucoup sa chienne, parce qu'elle l'avait eue toute petite et que pendant longtemps Tambelle avait été son compagnon de solitude. C'était une petite bête tendre et fidèle.

— Vous pouvez bien l'emmener si vous voulez, reprit la maîtresse ; on veut pas avoir de peine à en trouver une meilleure, nous autres.

— En ce cas-là, répondit Blanche, si c'est bien vrai qu'a vous fait pas faute, moi je vas l'emmener.

Ainsi elles s'en allèrent toutes les deux. Chemin faisant, la jeune femme se demanda comment Tambelle allait être reçue aux Aubris. Mais il y avait aussi cet argent qu'elle portait dans son sac, et qui étonnerait si bien tout le monde, qu'on n'aurait pas le temps de faire très attention à la chienne. Blanche était fière au fond de posséder cette petite fortune. « Comme ça y verront bien que j'avais pas rien, moi non plus, quand je me suis mariée. »

Quand elle arriva aux Aubris, le soir tombait et elle trouva sa belle-mère en train de préparer le souper. Avant d'entrer, elle fit coucher Tambelle à côté de la porte.

— Voilà ce qu'y m'ont donné aux Maisons Rouges, mère ; ça fait dix mille francs en tout, dit Blanche en montrant la liasse de billets roulés.

— Oh ! bien ça, par exemple, répondit la vieille femme, c'est une jolie somme, ma fille.

Blanche avait mis l'argent sur la table, où ni elle ni sa belle-mère n'osaient le reprendre. Après cette bonne surprise, l'affaire de Tambelle passa facilement.

— Y a que moi qu'al écoute, expliquait Blanche, et c'est une bonne bête pour garder les vaches.

— C'est bien pas qu'on manquait de chiens à la maison, répondit la mère d'Henri, mais y en a un qu'est vieux, et rien nous empêche de garder votre chienne, si vous y tenez tant que ça.

Quand son mari rentra, Blanche, le cœur plein d'allégresse, courut vers lui.

— Je vois que ça s'est bien passé aux Maisons Rouges ; t'as l'air contente, Blanche, dit-il.

Elle lui raconta l'adoption de Tambelle.

— Tu vois, conclut-il, tout s'est arrangé comme on voulait, et à présent y nous reste plus qu'à vivre tranquilles.

L'après-midi s'achevait, et Blanche était venue avec Tambelle s'asseoir un moment le long du mur, derrière les étables. Elle regardait les moissons mûres reposer dans le calme de ce beau soir. On n'entendait de bruit nulle part, et les hirondelles volaient en grand nombre autour de la maison ; elles glissaient légères à travers les longs rayons du soleil, et l'on voyait le bleu métallique de leurs corps charmants. En plein midi, la chaleur accablait la campagne, mais au crépuscule des parfums pleins de fraîcheur montaient des ruisseaux. Blanche écoutait se lever le vent du soir, qui passait tout doucement à la surface des récoltes. En contemplant cette suite de champs à moissonner, elle se disait : « Voilà le moment venu de me remettre au travail ; j'ai trop pris l'habitude de craindre ma fatigue. » Tout à coup, elle se sentait prête ; ses doutes, ses répugnances devant l'effort à accomplir la quittaient. Elle eut un élan d'amour pour cette tâche si pénible des moissons, et elle comprit pourquoi son mari n'épargnait sa peine en rien ; c'est qu'il aimait ce domaine qui était le sien et dont il avait tant de fois déjà retourné la terre. Cette terre généreuse, grasse, et couverte de petites pierres blanches, il en était fier, parce qu'elle lui avait beaucoup coûté. Non loin de la jeune femme, une chèvre broutait dans la haie ; lorsqu'il se fit un peu tard, elle leva la tête et, apercevant Blanche, vint vers elle. C'était une vieille bête au long poil brun et gris, qui lui pendait sous le ventre ; ses deux grandes oreilles cassées tombaient de chaque côté de sa tête ; elle avait de larges yeux dorés, tout pleins de paillettes. Cette chèvre était familière, parce que la maîtresse l'avait élevée et qu'elle l'avait habituée à la suivre partout ; aussi s'approcha-t-elle tout près de Blanche avec son cabri. Sa vue émut la jeune femme ; elle se souvint que la mère d'Henri tenait à cette bête, parce qu'elle donnait beaucoup de lait et qu'elle n'était point exigeante. Elle broutait toute seule autour de la maison, et quand l'heure de rentrer arrivait, elle revenait d'elle-même au tect, où elle attendait que sa maîtresse vînt la traire. Blanche prit

dans sa main, pour le caresser, le museau que l'on tendait vers elle.

Le soleil tomba derrière les blés, et, tout à coup, l'ombre bleue envahit les champs. Tambelle se mit à frémir de joie, parce qu'Henri venait de déboucher au coin du bâtiment; il arrivait avec des scies à faucheuse.

— T'es donc là, Blanche? fit-il.

Elle se leva pour lui prendre le seau plein d'eau qu'il portait dans l'une de ses mains.

— Je vas aller chercher ma mère pour qu'a m'aide à tourner la meule; faut aiguiser les scies, parce que dans trois jours, on se mettra à faucher.

— Non, dit Blanche, en prenant la manivelle, reste là, c'est moi qui vas t'aider ce coup-là. Je crois que je vas aller mieux pour de bon cette fois, tu sais.

— Moi je le savais, que ça finirait par s'arranger à la longue, répondit Henri.

Ils se mirent à l'ouvrage tous les deux et travaillèrent sans un mot, car ils avaient peu de temps avant la nuit. Quand il n'y vit plus assez pour continuer, Henri s'arrêta; soigneusement il attacha ses scies ensemble, puis, tandis qu'il roulait autour de ses doigts le reste de ficelle, il s'aperçut que sa femme, debout devant lui, le regardait fixement dans l'ombre.

— Pourquoi que tu me regardes comme ça, Blanche?

— Je te regarde comme ça, parce que c'est drôle d'être là avec toi, fit-elle.

Il la prit contre lui :

— Tu verras, petite, c'est pas fini; on commence seulement. Dis-moi que t'es contente, Blanche, d'être avec nous aux Aubris. C'est à toi aussi, tu sais, tout ça, dit-il en faisant un geste vers les champs.

— Oui, avec toi je suis bien, répondit Blanche.

Elle prit le seau vide, Henri ramassa ses scies aiguisées, et tous les deux, suivis de Tambelle, ils s'en allèrent vers la maison.

RAYMONDE VINCENT

LES BONAPARTE

ET L'AMBASSADE DE FRANCE A ROME

SOUS LA RESTAURATION

Au lendemain de la première Restauration, celle d'avril 1814, un ambassadeur du roi Louis XVIII s'installe à Rome. C'est un ecclésiastique : monseigneur Cortois de Pressigny. Il trouve établis dans les États du pape Lucien Bonaparte, frère de Napoléon, sa femme, Alexandrine de Bleschamp, et leur nombreuse progéniture. Mais cette branche-là de la famille a été brouillée avec l'empereur pendant toute la durée de son règne : l'ambassadeur du roi n'a donc pas grand'chose à craindre d'elle.

Plus dangereux que les Bonaparte hôtes du pape peuvent être les Bonaparte voisins de l'État pontifical. Or, il y en a au sud et au nord. Au sud, ce sont Joachim Murat et Caroline Bonaparte, qui règnent encore à Naples, mais qui, pouvant s'attendre à être d'un moment à l'autre détrônés par le Congrès de Vienne, sont bien capables d'un coup de tête. Au nord, le Bonaparte voisin de l'État pontifical n'est autre que Napoléon lui-même, dans son île d'Elbe, dont il a accepté la dérisoire souveraineté. Y restera-t-il? La quittera-t-il? Et, s'il la quitte, pour où sera-ce? Pour la France ou pour l'Italie? Telles sont les questions qui se posent. L'événement y répond le 1er mars 1815.

Dans les premiers jours de ce mois-là, le Vatican apprend, et par conséquent Cortois de Pressigny apprend aussi, que Napoléon a quitté l'île d'Elbe, qu'il a débarqué au golfe Juan et qu'il s'est mis en marche sur Paris à la tête d'une

poignée de soldats. Équipée vouée à l'échec, peut-on penser. Cependant, dès le 15 mars, notre ambassadeur n'est déjà plus si tranquille ; car, écrivant à l'un de ses compatriotes dans les États romains, il fait allusion aux « circonstances délicates dans lesquelles nous nous trouvons ». Admirez l'élégance de cet euphémisme. Les circonstances délicates dans lesquelles il se trouve, ce sont celles qui ont été exprimées dans une image magnifique et célèbre : l'aigle volait de clocher en clocher jusqu'aux tours Notre-Dame.

Le 17 mars, l'alerte est complète à l'ambassade de France. Car ce jour-là a été apportée une note du cardinal Pacca, pro-secrétaire d'État du pape, et cette note a annoncé de troublantes nouvelles. Par des estafettes arrivées la nuit précédente, le Vatican avait appris que Murat procédait à des concentrations de troupes napolitaines sur la frontière de l'État pontifical. Par le gouverneur d'un district frontière, le Vatican avait reçu communication de manifestes signés Napoléon, datés du golfe Juan et du 1er mars, répandus par Murat parmi les sujets du pape. C'étaient des placards imprimés sur deux pages ou sur deux colonnes, dont une pour le texte français et une pour la traduction italienne. La netteté de l'impression, la correction avec laquelle le français était traduit en italien faisaient penser au cardinal Pacca que ces proclamations avaient été imprimées non à l'île d'Elbe, mais à Naples, par ordre de Murat, pour être utilisées par lui à soulever les sujets du pape et ceux d'autres souverains d'Italie, en leur faisant entendre l'écho des appels que Napoléon lançait aux Français, que le bataillon de sa garde, associé à son exil et à son retour, lançait au reste de l'armée française.

La supposition du cardinal Pacca était exacte et le calcul de Murat pouvait ne pas être faux. Car les habitants d'une Italie morcelée en beaucoup de souverainetés, rarement nationales, pouvaient parfaitement être remués par le langage que Napoléon tenait à ses anciens sujets, à ses anciens soldats.

Ce qu'apprenaient donc à Cortois de Pressigny la note du cardinal Pacca et les proclamations napoléoniennes qui s'y trouvaient jointes, ce n'était pas le débarquement de Napoléon au golfe Juan — cela, il le connaissait déjà depuis une

dizaine de jours — mais l'imminence d'une tentative de Murat pour révolutionner, conquérir et unifier l'Italie en profitant pour cela du retour de Napoléon en France.

L'avertissement précède de très peu l'événement. Le 20 mars, Cortois de Pressigny expédiait encore un courrier à Paris, au gouvernement d'un roi, Louis XVIII, qui avait précipitamment quitté les Tuileries la veille. Le 22, il écrivait encore à un ministre des Affaires étrangères, Talleyrand, qui roulait en chaise de poste sur la route de Gand. Mais ce même jour, Murat envahissait le territoire de l'État pontifical, le pape quittait Rome pour Viterbe et, le lendemain, Cortois de Pressigny lui-même allait retrouver à Viterbe le Saint-Père. Il ne devait rentrer à Rome que le 22 juin 1815, quatre jours après Waterloo.

Après Waterloo, les Bonaparte commencent à affluer dans l'État pontifical.

Lucien, qui s'était réconcilié avec son frère et l'avait servi pendant les Cent-Jours, vient maintenant retrouver sa femme et ses enfants dans ses propriétés des environs de Rome, Canino, Musignano, la Ruffinella, et dans son palais romain de Bocca di Leone, aujourd'hui palais Torlonia. Pauline réintègre le palais de sa belle-famille à Rome et, quand la société de son mari, le prince Camille Borghèse, lui est par trop à charge, elle se transporte dans sa villa Paolina, à côté de Porta-Pia, aujourd'hui ambassade d'Allemagne près le Saint-Siège. Le cardinal Fesch, l'oncle de Napoléon, ne pouvant plus résider dans son archevêché de Lyon, vient habiter le palais Falconieri, dans la via Giulia. Sa sœur, madame Letizia, madame Mère, l'y rejoint, puis, en 1818, achète le palais Rinuccini, au coin du Corso et de la place de Venise, appelé depuis palais Bonaparte, aujourd'hui propriété de la marquise Misciatelli. Enfin Louis, l'ancien roi de Hollande, acquiert une villa à Albano, dans les Castelli romani, et un appartement dans l'ancien palais de l'Académie de France, au Corso, le palais Salviati.

C'est tout pour le moment. Mais, au cours des années suivantes, viendront à Rome, qui pour peu de temps, qui pour longtemps : Jérôme, l'ancien roi de Westphalie, sa femme, Catherine de Wurtemberg et leurs trois enfants en bas âge

— ils habiteront le palais de Bocca di Leone, que leur cèdera Lucien ; Hortense, l'ancienne reine de Hollande, quand son acariâtre mari, avec qui elle ne s'entendait pas, se sera fixé à Florence, s'installera au Palais Ruspoli, sur le Corso, avec ses deux fils, Napoléon-Louis et Louis-Napoléon, ce dernier le futur Napoléon III ; Charlotte et Zénaïde, filles de Joseph et de Julie, les anciens roi et reine d'Espagne — qui feront des visites à leur grand'mère, au palais Bonaparte, et à leur tante, à la villa Paolina ; Julie elle-même, leur mère, bien qu'elle préférât toujours à Rome le séjour de Florence et celui de Serravezza, en Toscane ; une fille d'Élisa Baciocchi, cette Napoléone Camerata à qui Edmond Rostand a donné un rôle épisodique dans *l'Aiglon* ; enfin Caroline, veuve de Murat, habituellement fixée à Trieste.

Seuls n'ont jamais mis les pieds à Rome pendant la Restauration : Joseph, l'ancien roi d'Espagne, émigré aux États-Unis, à Philadelphie ; Élisa Baciocchi, l'ancienne grande-duchesse de Toscane, retirée à Trieste où elle mourut dès 1820 et Eugène de Beauharnais, l'ancien vice-roi d'Italie, nommé duc de Leutchtenberg par le tsar de Russie et fixé à la cour de Bavière, chez ses beaux-parents. A ces trois manquants, il faut naturellement ajouter l'Aiglon, gardé en cage à Vienne : si Metternich eût laissé le duc de Reichstadt quitter Vienne, ce n'eût évidemment pas été pour venir à Rome, dont il avait, enfant, porté le titre royal.

Le pape Pie VII consentait de bonne grâce à offrir l'hospitalité de ses États à tant de parents de Napoléon. Lorsqu'on s'étonnait de sa mansuétude envers la famille d'un homme qui lui avait pris sa capitale et l'avait fait enlever de son palais, il répondait d'abord que Rome avait été de tout temps, sous les souverains pontifes, l'asile des déshérités et, ensuite, qu'il pardonnait à l'empereur d'avoir usé de violence envers lui parce que le Premier consul avait « rendu la France à l'Église ». Napoléon tombé, le concordat de 1801 était le seul de ses actes dont Pie VII voulût se souvenir.

La plupart des Bonaparte, en perdant leurs trônes, ont adopté des noms d'emprunt, des pseudonymes. Joseph et Julie sont le comte et la comtesse de Survilliers ; Louis et Hortense, le comte et la comtesse de Saint-Leu ; Jérôme et

Catherine, le comte et la comtesse de Montfort ; Caroline est la comtesse de Lipona, anagramme de Napoli (Naples) ; Élisa, la comtesse de Carpignano ; Lucien et Alexandrine sont le prince et la princesse de Canino ; leur fils aîné est le prince de Musignano : mais ces deux derniers titres et noms ne sont pas des pseudonymes ; ce sont des titres et noms régulièrement conférés par le pape. Seule, la mère du héros vaincu ne s'est préoccupée d'aucune appellation : elle-même signe ses lettres à ses enfants et petits-enfants du mot « madame » ; les tiers, en parlant d'elle, la désignent des noms de madame Bonaparte ou madame Letizia.

Quelle est la situation juridique de tous ces Bonaparte ? Ce ne sont pas seulement des exilés, mais des proscrits au sens ancien du terme, à peu près des hors la loi. Ils sont placés sous un régime spécial, qui résulte d'une loi française et d'une disposition conventionnelle entre les Alliés.

La loi française est une loi du 12 janvier 1816, qui leur retirait le droit à la protection des ambassades, légations et consulats de France à l'étranger et qui, en outre, leur interdisait de faire aucun acte en chancellerie d'un quelconque de nos consulats.

Quant à la disposition conventionnelle, elle réglait les conditions de leurs déplacements. Aucun d'eux ne pouvait aller où que ce fût — pas seulement en France, mais partout ailleurs — qu'à condition d'en avoir fait la demande et obtenu l'autorisation d'une conférence interalliée, réunie à Paris dans chaque cas. Par exemple, un Bonaparte habitant Rome veut aller en Amérique, ou aux Pays-Bas, ou en Allemagne : il s'adresse au cardinal secrétaire d'État du pape — à cette époque le cardinal Consalvi —, qui s'adresse au nonce apostolique à Paris, qui s'adresse au ministre des Affaires étrangères de France, qui convoque et saisit la Conférence interalliée, laquelle statue. Affirmative ou négative, la décision de la conférence est transmise à l'intéressé par la même filière diplomatique et notifiée à tous les représentants des Alliés à Rome.

Tel est le principe. Il a très rarement cédé. Une fois cependant, il s'est trouvé à Paris un ministre des Affaires étrangères qui, sans recourir à la procédure régulière, a délivré un pas-

seport à une Bonaparte : Julie, l'ancienne reine d'Espagne, désormais comtesse de Survilliers. Ce ministre, c'est Chateaubriand. Encore a-t-il eu tellement conscience d'accomplir un acte de courage et d'indépendance qu'il s'en est montré fier et s'en est vanté dans ses mémoires d'outre-tombe. « En 1823, a-t-il écrit, j'ai délivré sans consulter personne, en dépit des traités et sous ma propre responsabilité comme ministre des Affaires étrangères, un passeport à madame la comtesse de Survilliers. »

Ce passeport, dont Chateaubriand a tiré vanité, il a fini ses voyages dans les cartons de notre ambassade auprès du Saint-Siège, et voici comment : en 1825, Julie a eu besoin d'un nouveau passeport pour aller à Aix-les-Bains, donc pas même en France, puisque la Savoie n'était pas encore réunie à la France. Elle l'a demandé à l'ambassadeur de France à Rome, le duc de Montmorency-Laval, qui a sollicité l'autorisation de le lui délivrer du ministre des Affaires étrangères, le baron de Damas, qui a pris les ordres du roi, lequel a consenti en rendant hommage à « la modération des goûts » de Julie et à « son éloignement de toute intrigue ». Le nouveau passeport, celui de 1825, a été alors échangé contre l'ancien, celui de 1823, qui est entré dans les archives de notre ambassade ; et c'est ainsi qu'est venue dormir sous un dossier poudreux une mince feuille de papier écussonnée aux armes royales de France, qui réunit la signature de Chateaubriand à celle de la belle-sœur de Napoléon Ier.

Hormis ce cas, le règlement fut toujours appliqué. Chaque fois que, sous la Restauration, un Bonaparte eut besoin d'un passeport, l'aréopage de la Sainte-Alliance eut à donner son *nihil obstat*. Ainsi, en 1822-23, Lucien d'abord, puis son fils aîné avec lui, projettent de franchir l'Atlantique pour aller à Philadelphie en s'embarquant à Ostende : correspondance à ce sujet entre le Vatican et les cours alliées ; l'autorisation est accordée, mais à des conditions précises. Les deux Bonaparte auront des passeports pontificaux, visés par les ambassadeurs ou ministres des puissances de la Sainte-Alliance ; leur itinéraire de Rome à Ostende leur est fixé : ils ne devront pas passer par le Piémont et la Suisse, où leur passage pourrait présenter des inconvénients, mais par le Tyrol, Augsbourg et

Francfort ; de même à leur retour. Mais voici qui est encore mieux. Jérôme est gendre du roi de Wurtemberg, qui a une légation auprès du pape. Cependant, lorsqu'il veut se rendre de Trieste à Rome, son voyage doit faire l'objet d'un protocole signé à Vérone, le 20 novembre 1822, par les plénipotentiaires des Alliés ; à lui aussi, son itinéraire est tracé impérativement et la durée de son séjour à Rome est limitée à six semaines. Cette dernière clause ne sera d'ailleurs pas appliquée : Jérôme demeurera à Rome beaucoup plus longtemps.

La rigueur de ce règlement draconien est parfois renforcée. Ainsi, pour Lucien, en 1819-20. Même à l'intérieur de l'État pontifical, il ne lui est alors permis de se déplacer que moyennant autorisation du cardinal secrétaire d'État, spéciale à chaque cas ; et cela pour des déplacements aussi courts que Rome-Viterbe (quatre-vingts kilomètres), Rome-Canino (une soixantaine de kilomètres), Rome-Frascati (vingt kilomètres). Encore cette autorisation du cardinal Consalvi est-elle, en fait, subordonnée au consentement de l'ambassadeur de France, qui multiplie objections, tracasseries et même contradictions. Car, pendant dix-huit mois, ce diplomate préférera infiniment savoir Lucien à Viterbe ou à Canino plutôt qu'à Rome, se félicitera d'apprendre qu'il met en location les appartements de son palais romain, tandis qu'il engage des dépenses dans ses habitations de province. Puis, brusquement, en mai 1820, le même ambassadeur voudra à toute force que Lucien revienne à Rome, fatiguera le cardinal Consalvi de notes pour que le Saint-Siège impose le retour au Bonaparte récalcitrant, et finira par proposer à Paris d'exiger du Vatican qu'il soit arrêté, ramené à Rome *manu militari* et reconduit chez lui entre deux gendarmes ! Encore l'auteur de cette proposition aura-t-il le front de prétendre qu'un pareil éclat servirait grandement les intérêts de la France, en faisant sentir son influence et en prouvant son accord avec le Gouvernement pontifical et avec les pays alliés. Ce ne sera pas trop non plus, à ses yeux, d'un tel acte de contrainte pour « prévenir toutes les menées de la famille Bonaparte et de ses adhérents, réprimer leur audace dans un pays qui est devenu le centre de leurs intrigues ».

Lorsqu'on cherche à quelle cause rapporter ce surcroît

de précautions, l'on n'y trouve de raisons plausibles que dans l'obsession de la propagande bonapartiste en France et en Italie et dans la hantise, beaucoup moins raisonnable, d'un coup de main pour enlever Napoléon de Sainte-Hélène, pour favoriser son évasion. D'où la crainte que son frère Lucien ne vînt à « s'échapper ».

Chacun des Bonaparte est épié dans ses affaires de famille ou d'argent. Il arrive que l'un ou l'autre d'entre eux en révèle de lui-même quelque chose. C'est le cas lorsqu'est présenté au consulat, pour légalisation, un acte notarié concernant un membre de la famille. Car, si l'on ne peut dresser, en chancellerie consulaire, un acte à la requête d'un Bonaparte, on ne peut refuser d'y légaliser une pièce établie pour lui par un notaire romain, par exemple une procuration, ou un contrat de vente. Et le cas se présente assez fréquemment au début de la Restauration, plusieurs des parents de l'empereur déchu ayant à liquider en France, qui leur est désormais fermée, des intérêts matériels importants : immeubles urbains, propriétés rurales, etc. Or, chaque fois, c'est pour l'ambassadeur l'occasion de jeter un coup d'œil indiscret sur leurs opérations financières, leurs ressources, leurs embarras, ou encore leurs litiges entre eux ; et ce que le diplomate apprend de la sorte, il s'empresse de le mander à Paris.

C'est, par exemple, que Louis assigne Hortense en séparation ; qu'il charge un homme de confiance d'aller retirer des mains de sa femme son fils aîné, Napoléon-Louis, et de le lui amener de Rome ; que les deux époux ont vendu à Giovanni Torlonia, duc de Bracciano, leur hôtel de la rue Cerrutti, à Paris, et leur domaine de Saint-Leu ; qu'ils sont en contestation sur la division de leurs biens ; que Camille Borghèse essaye de se faire rendre les antiques de la villa Borghèse, par lui vendus au musée du Louvre et payés par son beau-frère, Napoléon, très cher et à beaux deniers comptants ; que Pauline s'occupe du recouvrement de créances en France et donne mandat à quelqu'un de gérer la succession de son premier mari, le général Leclerc ; que le cardinal Fesch est en correspondance avec les vicaires généraux de Lyon sur l'administration de l'archidiocèse ; que Lucien se défend

contre la réclamation financière d'un Français et que le Gouvernement pontifical l'aide à faire de la procédure, etc., etc.

Parfois est monté en épingle quelque infime détail de la procuration ou du contrat qui a passé sous les yeux du fonctionnaire, comme si la politique de la France ou la sûreté de l'État avait intérêt à en être informée. Tel acte « est scellé du cachet du comte de Saint-Leu (Louis Bonaparte), fait en cire noire à cause de la mort de Murat et représentant un lion couronné qui sort de la mer ».

Mais ces regards furtifs jetés sur les affaires des Bonaparte, à la faveur d'occasions fortuites, sont loin de suffire à satisfaire la curiosité des représentants de Louis XVIII. Aussi soumettent-ils les proscrits à une surveillance continue. Les moyens de leur surveillance, les sources de leurs informations, on ne les connaît pas avec précision : ce sont évidemment, pour partie, la police pontificale et, pour partie aussi, des informateurs particuliers, des mouchards. Ce qui, en revanche, est parfaitement connu, parce que la correspondance diplomatique en conserve la trace, c'est le résultat de leurs recherches, le tableau de leur chasse aux nouvelles. Faisons-nous-en une idée.

Louis a été « secrètement » visiter une frégate anglaise dans la baie de Fiumicino, près d'Ostie. Il fait peindre son portrait en costume de roi de Hollande, le grand cordon de l'ordre de l'Union sur l'uniforme. Il s'occupe d'un ouvrage littéraire, pour lequel il a demandé des traductions d'auteurs latins. Enfin, il est amoureux d'une princesse Odescalchi, pour laquelle il voudrait divorcer d'avec Hortense, mais dont le père a eu tôt fait de décourager ses poursuites.

Ces renseignements ont été recueillis par Cortois de Pressigny. Mais ce prélat-diplomate est discret, décent dans sa surveillance et impartial dans ses informations. Ainsi, madame Letizia lui ayant été dénoncée de Paris comme ayant une correspondance secrète avec la Corse, il signale bien l'accusation au cardinal Consalvi, qui lui répond par la promesse de ne plus accorder asile aux Bonaparte si leur conduite pouvait « *meritar censura* ». Mais, en transmettant à Paris cette assurance, il n'hésite pas à déclarer que, enquête faite, la prétendue correspondance secrète de madame Mère

avec la Corse lui paraissait « imaginaire ». Il sait donc être objectif.

Tout autre est son successeur, le comte de Blacas d'Aulps, plus tard duc de Blacas. Rentré d'émigration avec une rancune tenace, il espionne les Bonaparte avec une conviction passionnée. « Mon attention, écrit-il, doit se porter chaque jour sur les moindres actions de la famille Bonaparte. » Elle s'y porte en effet et, à tout ce qu'elle lui fait découvrir, il attache une importance extrême. Voici, à titre d'exemples, des renseignements qu'il a qualifiés d'importants en les transmettant à Paris :

Il n'est pas facile d'approcher Lucien dans sa villa de la Ruffinella. Quiconque s'y présente est d'abord toisé et interrogé par un premier *guardaportone*, qui passe le visiteur à un second *guardaportone*, lequel le soumet à un deuxième interrogatoire plus serré avant de le laisser pénétrer jusqu'au maître de céans, souvent caché pour écouter questions et réponses. Madame Letizia et Pauline Borghèse reçoivent l'hospitalité de Lucien pour l'été ; mais la mère et la fille sont en si mauvais termes qu'il faut leur faire prendre leurs repas à part l'une de l'autre et de leur hôte « pour éviter des altercations qui étaient très fréquentes ». Lucien s'est rendu à Frascati et y a assisté à une fête religieuse où, surprise et scandale, l'officier pontifical commandant le service d'ordre lui a fait rendre les honneurs militaires. Quant au cardinal Fesch, il est tout occupé de la vente de son hôtel à Paris, pour laquelle il met en concurrence les offres d'acheteurs milanais avec les propositions d'acquéreurs parisiens ; tout occupé aussi du commerce des tableaux avec l'Amérique. Il achète des tableaux à bas prix, leur donne quelque valeur en les faisant restaurer à grands frais et les suspend dans sa galerie, qu'il fait visiter lui-même aux étrangers curieux d'admirer sa précieuse collection. Il est ainsi à la tête de douze cents toiles. Certains prétendent qu'il a l'intention de les répartir entre des églises du diocèse de Lyon. Mais qui croira jamais à un dessein de libéralité de la part de l'oncle de Napoléon ! Non, il fera quelque jour embarquer cette cargaison de tableaux à destination de Philadelphie et à l'adresse de son neveu Joseph, l'ancien roi

d'Espagne, qui se transformera en courtier et revendeur pour le compte d'un vieil oncle cardinal, collectionneur de croûtes et brocanteur.

L'on sent ici le filet de vinaigre versé par la malveillance dans les rapports concernant les Bonaparte, soit par l'ambassade elle-même, soit par ses informateurs qui, pour la servir selon son goût, assaisonnaient de méchanceté les rumeurs d'antichambre ou de place publique. C'est qu'en effet la malveillance est un des traits caractéristiques des nouvelles recueillies et transmises par Blacas. Jugeons-en par quelques exemples :

Pauline a vendu ses diamants contre une rente viagère dont elle n'avait pas besoin, et cette opération a achevé de la brouiller avec tous les siens. Fesch a mis en vente sa fameuse galerie, dont il demande d'ailleurs un prix exorbitant. Lucien est « dans un état de ruine désespéré » et ne trouve plus à emprunter. Tous les valets des Bonaparte les quittent, écœurés des horreurs qu'ils les entendent proférer contre la France. « Madame Letizia est entourée de serviteurs français qui la détestent. » Jérôme est-il venu à Rome? Embrasser sa mère n'est que le prétexte de son voyage ; le but réel en est l'intérêt, faire payer ses dettes ou se faire avantager sur la ligne de Lucien dans la succession maternelle. Il n'est d'ailleurs le préféré de Madame que parce qu'il lui avait cédé son traitement de prince français pendant qu'il régnait en Westphalie.

Nous ne saurions mieux clore cette série de rosseries que par la suivante, qui bat le record des précédentes. Madame Letizia vieillissant, et la légende de son immense fortune étant acceptée comme article de foi, ses enfants étaient dépeints par Blacas comme à l'affût de ses richesses, jaloux de s'en arracher les uns aux autres la meilleure part, sans excepter même de cette cupidité et de ces compétitions le prisonnier de Sainte-Hélène. « L'on assure même, écrivait-il, que le sieur Napoléon Bonaparte a fait savoir qu'il prétendait n'être pas frustré de la portion qui, d'après les lois françaises, doit lui revenir sur cet héritage. » Au moment où Blacas signait ces lignes, qui ne lui font pas honneur, le 27 mars 1820, Napoléon, miné par le climat de Sainte-Hélène, n'avait

plus que treize mois et huit jours à vivre. Sa mère devait lui survivre de quinze années.

Cet effort d'observation, cette avidité de renseignements conduisent quelquefois le diplomate à brosser un croquis amusant sans être méchant : ainsi quand il décrit la vie singulière de Pauline dans la petite ville de Frascati, où elle est en villégiature. Elle y a loué les maisonnettes de paysans qui entourent sa demeure et en a fait éloigner tous les habitants et tous les animaux domestiques, pour n'être importunée par aucun bruit. Lorsqu'elle se risque à sortir de chez elle, « elle se fait porter par quatre hommes dans une espèce de palanquin ».

Retenons aussi ce petit écho des productions littéraires de Louis. Il vient de publier un ouvrage sur la versification, qu'il a dédié à l'Académie française, et où il se prononce pour la suppression de la rime en poésie. Il y donne des modèles de vers blancs, entre autres des *Stances à Élise* et les *Plaintes d'un exilé*. Mais c'est là que la politique reprend ses droits ! Dans le second de ces deux morceaux, Louis s'est mis en scène lui-même et l'ambassadeur de remarquer que la publication à Rome du traité de prosodie de Louis Bonaparte a coïncidé exactement avec la présentation à Paris, à la Chambre des députés, de pétitions dans lesquelles M. le Garde des sceaux a reconnu des tentatives pour provoquer le rappel en France des parents de Napoléon !

Ici se remarque, à côté d'une pointe d'ironie permise par les théories poétiques de l'ancien roi de Hollande, une méfiance que ne semblait pas justifier l'inoffensif passe-temps d'un proscrit.

C'est qu'en effet une méfiance maladive est, avec l'esprit de dénigrement, ce qui caractérise l'observateur diplomatique des Bonaparte, surtout quand cet observateur est Blacas.

Laisser réunis à Rome Lucien, Jérôme et Louis, quelle imprudence ! « Cette réunion des membres de la famille Bonaparte ne peut que prêter plus de facilités à leurs menées, qui sont toujours les mêmes. » Il faut saisir de la question la conférence interalliée établie en permanence à Paris, pour qu'elle avise aux moyens d'écarter pareil danger d'un pays aussi agité que l'Italie. Mais les frères de l'empereur sont-ils au contraire dispersés, l'un à Rome, l'autre à Viterbe, le

troisième à Florence ? Quelle imprudence de les laisser séparés, parce que leur dispersion rend leur surveillance plus difficile !

Louis se rend-il aux eaux de Lucques ? L'ambassadeur de réfléchir que Lucques est bien près de Parme, où règne l'ancienne impératrice des Français, Marie-Louise. Il faudra donc y faire surveiller Louis de très près, d'autant que Marie-Louise est annoncée aux eaux de Pise, « d'où elle sera très à portée d'avoir avec son beau-frère de fréquents rapports ». Soupçonner de conspiration bonapartiste la seconde femme de Napoléon, c'était vraiment pousser le soupçon jusqu'à ses extrêmes limites !

Blacas pourtant n'avale pas tout ce qu'on lui sert. Le bruit courait que Marie-Louise voulait aller rejoindre Napoléon à Sainte-Hélène et qu'elle avait affrété pour la traversée un bâtiment grec, arrivé d'Alexandrie à Livourne. Cela, Blacas n'y croit pas. Mais ce diplomate est ainsi fait que, même lorsqu'il est incrédule, il trouve le moyen d'être naïf. Aussi ajoute-t-il qu'à l'ambassade d'Autriche, l'on pense que ce prétendu projet est le fruit de l'imagination de M. le comte de Neipperg, « qui pousse le zèle dans son service jusqu'à une sorte de jalousie ». Voilà au moins une Bonaparte par alliance sur laquelle l'information du vigilant royaliste était en défaut : sans cela, il aurait su que le comte de Neipperg avait poussé le zèle dans son service jusqu'au droit d'être jaloux.

La monotonie de cette surveillance est, de temps à autre, relevée par quelque incident de moindre platitude. Ainsi en est-il le jour où, en 1823, l'on trouve dans le palais de Jérôme la nourrice du petit prince Napoléon assassinée par son mari, qui s'était suicidé à côté d'elle. Fait-divers de premier choix pour les colonnes des journaux, s'il eût existé une presse libre dans la Rome des papes ! Mais peut-être aussi scandale, car le mari, avant de se tuer, avait laissé bien en évidence un billet ainsi conçu : « Insulté dans mon honneur, j'ai puni ma femme, qui s'est livrée à Jérôme Bonaparte pour le vil prix de 7 piastres 42 bayoques » (deux napoléons d'or !) Là-dessus, descente de police, enquête, procès-verbaux, rapports et contre-rapports : tout cela pour en arriver à constater que ce mari meurtrier était notoirement atteint de « mélan-

colie » (nous dirions de neurasthénie), qu'il avait agi dans un accès de « frénésie » (nous dirions de délire), et que l'argent remis par Jérôme à la malheureuse nourrice l'avait été le plus innocemment du monde, en présence de la princesse Catherine. Mais l'enterrement des victimes, à l'église San Lorenzo in Lucina, toute proche de l'habitation de Jérôme, n'en attira pas moins une foule apitoyée et nerveuse, si bien que la situation des hôtes du palais de Bocca di Leone fut, un instant, délicate.

La surveillance des Bonaparte se complète par celle des Français qui les fréquentent. L'ambassade se tient au courant de leurs faits et gestes et signale à Paris leur rentrée en France. C'est une société assez mêlée que celle de ces surveillés au second degré. L'on y rencontre un ancien chambellan de madame Mère sous l'Empire, le Corse Colonna de Leca ; un ancien valet de chambre tapissier de la même madame Letizia, le sieur Laplace ; un fils naturel de Napoléon et d'Éléonore de Pleigne, le jeune Léon ; la femme de chambre de Pauline Borghèse et son mari, les époux Charpentier ; l'ancien médecin de Napoléon à l'île d'Elbe, docteur Foureau de Beauregard ; l'ancien cuisinier de Napoléon à Sainte-Hélène, Coursot (son « officier de bouche », dit pompeusement l'ambassadeur) ; le maître de mathématiques des enfants de Louis, Narcisse Vieillard, qui a en effet enseigné l'algèbre et la géométrie au futur Napoléon III ; deux ou trois officiers français en demi-solde, dont un Corse, ce qui est toujours une circonstance aggravante ; un chevalier de Hautmesnil, successivement attaché aux maisons d'Élisa, de Caroline et de Louis ; enfin un personnage qui tenait de plus près à la veuve de Murat. Ce personnage est Macdonald, pas le maréchal duc de Tarente, mais un autre, son frère croyons-nous. Toujours est-il que ce Macdonald passait pour avoir, disait le chargé d'affaires Artaud, « contracté avec madame Murat ce qu'on appelle à Rome un mariage de conscience, qui ne doit jamais être rendu public ». L'expression, mariage de conscience, était jolie et le fait exact.

Quel que fût le motif des relations de ces Français avec les Bonaparte, tous étaient soupçonnés de servir aux correspondances de la famille avec le dehors et, comme ces corres-

pondances étaient très redoutées, tous les agents présumés étaient soigneusement tenus à l'œil.

Les futilités que nous venons de suivre nous ont fait anticiper sur un véritable événement historique : la mort de Napoléon. Importait-il à la sécurité de la monarchie légitime qu'un service funèbre fût ou ne fût pas célébré à Rome à cette occasion? C'est ce qui va devenir la grande affaire de l'ambassade de France, quand elle saura que le prisonnier de Sainte-Hélène a rendu le dernier soupir.

La nouvelle en est connue du chargé d'affaires Artaud le 25 juin 1821. Le nonce à Munich, qui la tenait de la Cour de Bavière, où un courrier spécial l'avait apportée au duc de Leuchtenberg (Eugène de Beauharnais), l'avait écrite à une dame romaine, la princesse Sciarra. Aucun des Bonaparte de Rome ne l'avait encore apprise. Ils savaient seulement Napoléon très malade. Car depuis peu était rentré de Sainte-Hélène à Rome l'abbé Bonavita, envoyé par madame Letizia à son fils en 1819. Les nouvelles rapportées par Bonavita avaient été vraiment très affligeantes. Il avait laissé le prisonnier dans un état quasi-désespéré...

Le 23 juillet arrivèrent à Rome les journaux français annonçant la nouvelle officielle de la mort. La famille, croyait-on à l'ambassade, l'avait apprise peu de jours avant par un courrier particulier. Elle faisait préparer des habits de deuil, célébrer un service dans une chapelle privée, dire des messes dans l'église Notre-Dame-de-Lorette, près de la colonne Trajane. Louis et Lucien étaient accourus, l'un d'Albano, l'autre de Viterbe, auprès de leur mère, qui ne recevait qu'eux, sa fille Pauline, son frère, le cardinal Fesch, et ses deux petites-filles, la princesse Gabrielli et la comtesse de Possé. Les informateurs de l'ambassade voulaient bien convenir qu'elle fût affligée : « Elle *paraît*, écrivait Artaud, témoigner la plus grande douleur de la mort de son fils. » Pauline se retirait à Frascati, fermant sa porte à tous, même à ses proches, ce dont le chargé d'affaires concluait, charitablement : « Les divisions qui existaient avant l'événement sont toujours les mêmes. »

Ce qui, aux yeux de l'ambassade, était plus grave que la douleur de madame Letizia, c'était l'émotion du pape. Bona-

vita lui avait rapporté que Napoléon finissait ses jours dans un grand respect, une grande vénération pour lui — ce qui était vrai — et l'excellent homme, l'homme de cœur qu'était Pie VII en avait été ému. « Ces assurances, écrivait Artaud, ont produit une forte impression sur l'esprit du Saint-Père. »

Par cette émotion du pape, à qui, soit dit en passant, elle faisait honneur, la conjoncture prenait plus d'importance. Pie VII n'allait-il pas, cédant à un mouvement de son cœur, permettre qu'un service solennel pour le repos de l'âme de Napoléon fût célébré dans une grande église de Rome, dans une basilique, peut-être même, qui sait, à la Chapelle Sixtine, dans les formes d'usage pour les souverains catholiques décédés? A cette seule idée, l'ambassade frémissait de susceptibilité et d'inquiétude. Des honneurs funèbres officiels à l'Usurpateur! Quelle offense à la légitimité! Les ministres de Louis XVIII ne manqueraient pas d'en rendre responsable le représentant du roi à la Cour de Rome.

Or, l'on parlait de ce service « comme d'un devoir à rendre à un homme qui a été sacré par le pape ». L'on assurait aussi qu'à la suite de conversations entre le cardinal Consalvi et l'ambassadeur d'Autriche, un courrier extraordinaire était parti pour Vienne avec des dépêches « où il était beaucoup question de la mort de Bonaparte ». La Cour de Vienne était celle du beau-père de Napoléon, celle où le fils du grand homme avait rang princier, où l'ancienne impératrice des Français avait retrouvé un diadème d'archiduchesse. Le Saint-Siège avait-il estimé que, dans la circonstance, c'était à elle à donner le ton?

Le 8 août, grand émoi à l'ambassade. La veille, le sacristain de l'église de la Mort, à l'angle de la via Giulia et du palais Farnèse, avait fait le tour des membres de la confrérie pour les avertir que le lendemain aurait lieu un *funerale* dans leur église. Aussitôt le bruit de se répandre qu'il s'agissait d'un service pour Napoléon et que toute sa famille y assisterait. A l'heure dite, Artaud fait observer ce *funerale* subversif : pas de draperies noires dans l'église ; aucun ornement au catafalque ; une seule personne dans la tribune qui communique avec le palais Falconieri, où habite le cardinal Fesch. Renseignements pris, il s'agissait d'un bout de l'an

pour un obscur défunt, nommé Emilio Colombo. Artaud respira !

Cependant, comme l'on continuait à jaser de l'indésirable service funèbre, il prit le parti d'interroger le cardinal Consalvi. Celui-ci lui répondit très franchement. Personne, dit le cardinal, n'avait jamais parlé au Saint-Siège d'un service pour Napoléon ; la famille, croyait-il, eût voulu qu'on en fît un dans les formes d'usage pour les souverains, ce que le Saint-Siège n'accorderait jamais ; par contre, elle ne jugeait pas convenable d'en faire célébrer un comme pour un particulier ; dans ces conditions, la question était réglée : il n'y aurait pas de service du tout.

Cette réponse mit fin aux affres du chargé d'affaires, rassuré d'avoir appris que, dans la capitale du pape, ancienne « seconde ville de l'empire français », aucune cérémonie publique et solennelle ne rappellerait la place tenue dans le monde et dans l'histoire par l'homme de génie dont l'ombre faisait encore trembler, sinon l'héritier de Louis XIV, d'Henri IV et de saint Louis, du moins son représentant à Rome.

Artaud pensait que des décisions arrêtées « ailleurs » avaient servi à tenir en échec les vœux des Bonaparte : « Ailleurs » signifiait Vienne. Là, des décisions négatives avaient été adoptées de prime abord, et l'abstention de la Cour des Habsbourg avait dicté son attitude à la Cour pontificale. Cette version fut confirmée par Blacas, après son retour à Rome. « L'on n'a pas vu, écrivit-il, arriver de Vienne les encouragements qu'on attendait pour faire faire ici des funérailles en l'honneur de Bonaparte. Depuis ce temps, la famille a gardé le silence. »

Napoléon disparu, il semblait que la méfiance envers les siens dût s'atténuer, la surveillance de leurs personnes se relâcher. Peut-être en jugea-t-on ainsi à Paris ; mais pas à l'ambassade de France à Rome. L'impression produite dans le monde par la disparition du héros avait fait mesurer la puissance de son nom. Mort celui qui l'avait illustré, l'on n'en craignit que plus ceux qui le portaient.

Eux aussi, pensait Blacas, en savaient la popularité parmi les Français. Ils auraient, prétendait-il, représenté au Saint-Siège l'importance et l'activité du parti bonapartiste en

France, les chances de restauration de Napoléon II, l'intérêt de l'Église à ne pas les méconnaître. Le pape aurait été frappé de cette argumentation et aurait décidé d'en faire vérifier l'exactitude en envoyant en France deux agents secrets, dont l'un « avec la mission apparente d'acheter des gibernes pour les carabiniers de Sa Sainteté » !

Sans doute l'ambassadeur se rassurait-il parfois en réfléchissant que les ressources des Bonaparte allaient s'amenuisant, se diluant, que l'intérêt qu'ils excitaient allait s'affaiblissant et qu'ils étaient espionnés par l'Autriche plus activement que par lui-même. Mais ces motifs de tranquillité ne tardaient pas à céder devant le retour offensif d'une inquiétude chronique ; et alors c'était, sous la plume du diplomate, des appels à la vigilance de son gouvernement et des réquisitoires contre les auteurs responsables de ses alarmes.

Pourquoi la Cour des Tuileries s'endormait-elle dans une fausse sécurité depuis la mort du « sieur Napoléon Bonaparte » ? Ne savait-elle donc pas que les intrigues de ses parents et de leurs partisans étaient plus redoutables que jamais ? Que le nom de son fils était utilisé à rallier et à tenir en haleine tous les mécontents d'Italie ; que les « droits chimériques » de cet enfant étaient présentés à l'opinion publique comme « la seule garantie des intérêts révolutionnaires » ? N'était-il pas, ce « petit Bonaparte », entre les mains d'une puissance étrangère qui pouvait faire de lui, en cas de guerre, « l'instrument d'une politique insidieuse » ? Blacas en arrivait donc à soupçonner Metternich de vouloir se servir du duc de Reichstadt contre les Bourbons de la branche aînée ! Quoi qu'il en fût, la prudence lui paraissait commander « que toute cette famille fût frappée de nullité et d'oubli ».

Les *Carbonari* commençant alors à faire parler d'eux, n'allait-il pas de soi qu'ils étaient de mèche avec les Bonaparte, que les premiers et les seconds se rendaient des services réciproques, que la réunion à Rome de trois frères de l'usurpateur tournait au profit des conspirateurs ? La tranquillité de l'Italie exigeait donc qu'on isolât les uns des autres les membres de la famille, dont les richesses pouvaient soudoyer des émeutes et peut-être même financer un soulèvement général. Encore ne serait-ce pas assez de cela. Il importait de

faire, autour des Bonaparte, le vide de visiteurs, spécialement de visiteurs français, intermédiaires de leurs correspondances et de leurs « manœuvres clandestines ». Pour cela, le moyen était facile et sûr : les Bonaparte étaient, en somme, frappés de mort civile ; il n'y avait qu'à étendre le même régime aux Français qui viendraient les voir ; plus de protection diplomatique pour ces importuns, plus de droit pour eux aux offices des consulats ! A ce régime-là, ils ne tarderaient pas à rentrer chez eux.

Au moment où elle se manifestait (1822-23), cette frayeur des Bonaparte s'expliquait par la naissance du mouvement libéral, par la réaction populaire contre le système oppressif de la Sainte-Alliance. 1822 est l'année où le Congrès de Vérone organise la résistance au libéralisme, aux revendications constitutionnelles, aux aspirations nationales des peuples. 1823 est l'année de l'expédition française en Espagne, intervention militaire condamnée par les libéraux italiens. Mais, malgré les circonstances qui l'expliquent, la frayeur inspirée à Blacas par les Bonaparte était injustifiée, parce que prématurée. Les frères ni les sœurs de Napoléon n'étaient d'humeur à courir les aventures. Le goût les en avait quittés, qui, chez la plupart d'entre eux, n'avait d'ailleurs pas été spontané. L'esprit d'aventure et, avec lui, le dynamisme inhérent au nom de Napoléon ne devaient revivre que dans la génération suivante des Bonaparte. Mais cette génération suivante sortait alors à peine de l'enfance ou du bas-âge. Le duc de Reichstadt avait onze ans et il était sous clefs. Napoléon-Louis avait dix-huit ans, Louis-Napoléon (le futur Napoléon III) en avait quatorze. Jérôme-Napoléon avait huit ans ; son frère cadet, le futur « Plonplon », venait tout juste de naître. Le plus âgé de tous était le fils aîné de Lucien, qui cependant ne comptait que dix-neuf ans. Les craintes de conspiration de la part des Bonaparte étaient donc en avance sur le temps, parce que les pères n'avaient pas envie de conspirer et que les fils n'en avaient pas l'âge.

Aussi les derniers ambassadeurs de la Restauration, Montmorency-Laval, Chateaubriand et La Ferronays, se sont-ils mieux libérés de cette obsession que leurs prédécesseurs.

Mais les Bourbons de France n'étaient pas seuls à prendre

ombrage du nom de Napoléon : leurs cousins de Naples étaient dans le même cas, eux dont Joseph Bonaparte, puis Murat et Caroline avaient occupé le trône pendant quelques années.

Bien que Jérôme n'eût jamais régné qu'en Westphalie, qui n'est pas porte à porte avec le Vésuve, c'est de lui qu'ils s'effrayèrent d'abord. Il s'était permis quelques voyages dans les Marches et le projet d'y acquérir une propriété : or les Marches sont voisines du Royaume des Deux-Siciles. Ce fut assez pour le faire soupçonner d'être l'inspirateur et le soutien de l'opposition libérale napolitaine. Vatican, Tuileries, Cours de Vienne, de Berlin, de Londres et de Pétersbourg reçurent des notes, où le monarque qu'on appelait alors Sa Majesté Sicilienne demandait que Jérôme fût contraint à « renoncer aux marques extérieures de la royauté » et empêché de posséder dans l'État pontifical, surtout dans les Marches. Ces prétentions s'appuyaient sur le protocole du 20 novembre 1822, qui avait accordé au plus jeune frère de Napoléon l'autorisation provisoire de résider « dans la ville de Rome » à condition de n'y pas donner de sujet de plainte contre lui.

Le Vatican ne jugea pas urgent de déférer aux vœux de la Cour de Naples. Intimer au gendre et à la fille du roi de Wurtemberg l'ordre de ne pas arborer la couronne royale sur les panneaux de leur voiture et de ne plus se faire appeler sire et majesté, ce n'était pas une commission agréable pour le cardinal secrétaire d'État du pape. Quant à la propriété rurale dans les Marches, Jérôme venait en effet de l'acheter, dans la bourgade de Fermo : mais c'était le Saint-Siège qui la lui avait vendue ! L'obliger maintenant à la rétrocéder ou à s'en défaire, c'était aussi une ingrate exigence.

A Paris on sentit ce qu'avaient d'exagéré les inquiétudes napolitaines. Le ministre des Affaires étrangères, baron de Damas, s'avouait peu convaincu que Jérôme fût « le point de ralliement et le chef des factieux qui s'agitent encore en Italie ». Mais la dynastie régnante à Naples était proche parente des Bourbons de France ; elle était alliée de près à la maison de Charles X : la duchesse de Berry, veuve d'un héritier du trône et mère d'un autre, était fille du roi des Deux-Siciles. Pas moyen donc de se dérober aux instances de celui-ci. Pour en délibérer la conférence diplomatique compétente se

réunit à Paris le 6 mai 1826 ; et les hautes personnalités qu'étaient le baron de Damas, le nonce apostolique, le comte Apponyi, ambassadeur d'Autriche, lord Granville, ambassadeur d'Angleterre, le baron de Werther, ministre de Prusse, le général duc Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie, et le prince de Castelciccala, ministre des Deux-Siciles, échangèrent gravement leurs vues sur la suite à donner aux vétilles dont ils étaient saisis. Leur conclusion fut qu'il y avait lieu de réclamer du Saint-Siège la stricte application à Jérôme des dispositions du protocole de novembre 1822.

Mais ce protocole, vieux de quatre ans, n'avait nullement visé l'acquisition d'une propriété par Jérôme, ni la manière de l'appeler en lui parlant ; si bien que le Saint-Siège continua à tergiverser. Le ministère français lui-même n'avait pas été sans sentir le ridicule de cette inepte affaire. Damas n'avait pas prescrit à l'ambassadeur, Montmorency-Laval, de mettre l'épée dans les reins au secrétaire d'État du pape. Le fonctionnaire qui avait tenu la plume pour lui (et qui doit avoir été le baron de Bois-le-Comte, directeur politique) avait traité la question plutôt à la blague, en dessinant une sorte de portrait-charge de l'ancien roi de Westphalie. « Ses accès de morgue et de vanité, l'indiscrétion de son langage et de toutes ses démarches, sa puérile affectation à se parer des signes d'un pouvoir éclipsé ne sont que ridicules et ne peuvent en imposer qu'à des esprits aussi peu solides que le sien... Ce qui porte le cachet de la fatuité mérite bien peu d'attention et n'a jamais beaucoup d'importance... ».

Le Gouvernement napolitain pourtant ne démordit pas de ses exigences, revint à la charge aux Tuileries et au Vatican ; à telles enseignes que Damas dut, le 26 octobre 1826, charger Montmorency-Laval de demander au Saint-Siège que Jérôme fût contraint à se défaire de sa propriété de Fermo. Ces instructions catégoriques furent justifiées par « l'intérêt que le roi prenait à la tranquillité du royaume des Deux-Siciles », par « les liens qui l'unissaient au souverain de ce pays », et finalement par son désir de ne faire à Sa Majesté Sicilienne aucune peine, même légère. Elles comportaient aussi une discrète leçon pour le Saint-Siège : celui-ci devait certainement sentir « que les convenances particulières de

Jérôme ne sauraient l'emporter sur les égards que la Cour de Rome doit à celle des Deux-Siciles ». Cette fausse question de sécurité publique était devenue une vraie question de prestige.

Le Saint-Siège, qui connaissait en effet ses devoirs envers Naples, ne les connaissait pas moins bien envers soi-même et le bon sens. Aussi ne céda-t-il pas de sitôt. En avril 1827, il tenait encore bon. Finalement, en mai de la même année, il rendit les armes à ses assaillants et une intimation écrite fut par lui adressée à Jérôme, lui enjoignant de ne plus se comporter en majesté, de vendre sa propriété de Fermo et de ne pas porter ses pas à plus de quelques milles de la frontière napolitaine.

Si tel avait été l'ombrage porté par l'ancien roi de Westphalie à Sa Majesté Sicilienne, quel ne devait pas être celui que cette irritable et défiante majesté pouvait prendre de Caroline Bonaparte, veuve de Murat ! Or, voici qu'en mai 1830 le bruit se répandit à Rome que Caroline y était attendue. Depuis quinze ans fixée à Trieste, elle n'était jamais venue voir sa mère, qui, il est vrai, lui avait longtemps battu froid, à cause de sa laide collusion avec les ennemis de Napoléon, en 1813-14. Mais le temps avait estompé ce juste grief contre elle chez madame Letizia. Au surplus, celle-ci venait de se casser l'os du fémur, en avril 1830, et cet accident, qui devait l'immobiliser jusqu'à la fin de ses jours, ne laissait pas, à son âge, d'être dangereux pour sa vie. Caroline avait eu donc une raison valable, une raison de famille, pour se mettre en route à destination de Rome, ce qu'elle avait fait en passant par Bologne et Florence. Est-il besoin de dire que les mauvaises langues de la diplomatie ne tenaient pas cette raison pour vraisemblable et voulaient que la comtesse de Lipona vînt, en héritière plutôt qu'en fille, soigner sa part de la succession maternelle ? Mais que le mobile de ce voyage fût l'intérêt ou l'affection filiale, il n'en demeurait pas moins que c'était l'ancienne reine de Naples — veuve d'un soldat de fortune dont les Napolitains n'avaient pas tous oublié la belle prestance, la bravoure et le panache, mère de deux garçons à qui l'on pouvait supposer des nostalgies de couronne — qui s'acheminait à petites étapes vers la capitale de l'État romain.

C'était assez pour mettre dans les transes le Gouvernement du roi François Ier et son chargé d'affaires à Rome.

Très agité, ce chargé d'affaires se précipite chez l'ambassadeur de France, le comte de La Ferronays, et le prie de se joindre à lui pour demander au Gouvernement pontifical de faire rebrousser chemin à « madame Murat » ou, s'il est trop tard pour cela, de l'obliger à s'en aller à peine arrivée. Il fait le tour des autres missions alliées, battant le rappel des interventions auprès du Saint-Siège. La Ferronays, qui était un fort galant homme, ne se sent pas fier d'avoir à solliciter du pape une mesure de rigueur contre une femme qui pouvait, après tout, exciper d'une bonne raison pour venir à Rome. Cependant, il parle du cas en termes modérés au secrétaire d'État du Saint-Père, le cardinal Albani, qui, lui aussi peu flatté d'avoir à inviter la sœur de Napoléon Ier à ne pas franchir la porte de la ville Éternelle ou à la repasser immédiatement, promet pourtant de s'employer convenablement au résultat désiré.

Le cardinal Albani ne dut pas se presser d'agir, car le 30 mai Caroline arrivait à Rome et prenait logement au palais Bonaparte. Évidemment, elle n'avait pu poursuivre son chemin que grâce à la complaisance des autorités pontificales et se mettre en route qu'avec le consentement des autorités autrichiennes : Metternich ne pouvait pas décemment se montrer trop rigoureux envers elle, qui l'avait été fort peu envers lui, au temps de son ambassade à Paris. Mais il n'y avait pas de complaisance qui pût tenir, si la Cour de Naples invoquait l'application du règlement concernant les déplacements des Bonaparte. Or cette Cour avait déjà alerté l'Europe entière : Paris, Londres, Vienne, Berlin, Pétersbourg et Rome. Mises au pied du mur, les puissances devaient s'incliner. Le 3 juin 1830 se réunit donc à Paris la conférence interalliée pour statuer sur cette grave affaire, la présence à Rome de « madame Murat », et des instructions formelles furent envoyées aux représentants diplomatiques auprès du Saint-Siège, afin de réclamer du pape le départ le plus prompt possible de la voyageuse, c'est-à-dire son expulsion.

Ainsi fut fait. Chaque ambassadeur ou ministre adressa une note distincte au cardinal Albani. La Ferronays et son

collègue de Prusse demandèrent même à être instruits des mesures que le Saint-Siège aurait prises pour exécuter la décision de la conférence.

Le cardinal Albani convoqua alors, le 21 juin, les représentants des Cours alliées à une réunion diplomatique dans son cabinet du Vatican. Il les mit au courant des efforts réitérés que, depuis trois semaines, il avait faits pour obtenir, « dans des formes prudentes et peu bruyantes », le résultat qu'il savait désiré par leurs gouvernements. Manifestement, il leur tendit la perche pour être autorisé à ne pas brusquer les choses. Mais comme il les trouva fermes sur l'exécution de leurs instructions, le soir même il dut adresser à Caroline une nouvelle intimation, lui faisant clairement entendre que, si dans le délai de trois jours elle n'était pas repartie pour Trieste, le Gouvernement pontifical était décidé à prendre toute mesure nécessaire, fût-ce de contrainte, pour l'obliger à s'en aller.

Caroline céda à la menace de la violence. Le 24 juin 1830, Albani pouvait annoncer à La Ferronays que la veille, vers minuit, « madame Murat » était partie de Rome, se dirigeant vers la Toscane et Trieste par la voie la plus courte, celle de Viterbe.

Si la dynastie des Bourbons de Naples n'avait jamais connu de danger plus grave, elle régnerait encore.

Un mois plus tard, à Paris, la révolution de juillet 1830 renversait le trône de Charles X. Les représentants à Rome de la Monarchie de Juillet furent beaucoup moins tracassiers envers les Bonaparte que ceux de la Monarchie légitime. Ceux de la Seconde République virent en eux, à partir de décembre 1848, les cousins du prince-président ; ceux du Second Empire, les cousins de l'empereur, des altesses, des princes français et l'ambassade finit par protéger les fils et petits-fils des proscrits qu'elle avait surveillés....

F. CHARLES-ROUX

NOTES ET SOUVENIRS[1]

10 octobre 1899.

Une histoire d'aveugle.

Le 16 mai 1871, au moment où la colonne Vendôme, oscillant sur sa base, venait de s'effondrer, un homme, un aveugle qui, patiemment, attendait depuis des heures l'instant où le colosse de bronze s'écraserait sur le pavé, cherchait à fendre la foule entassée sur la place. Avec cette douce ténacité qu'ont les aveugles, il se laissait pousser par les remous de la populace hurlante, et il était enfin parvenu à s'approcher du trophée abattu quand un fédéré, qui faisait sentinelle, s'exclama :

— Où vas-tu donc, hé ! citoyen ?

— Je voudrais voir Napoléon.

— Voir ! Mais tu es aveugle !

— Ça ne fait rien, je voudrais voir Napoléon.

Ce fut une huée ; les gens — ces gens-là — trouvaient ça drôle ! En voilà une bonne !

— Va donc, Patachon !

Lui, profitant de ce moment de gaîté, s'approcha de l'empereur, et, pieusement, s'inclinant sur le cadavre de bronze, de ses deux mains le palpa en tous sens, avec respect ; puis il se perdit dans la foule. Le rêve de toute sa vie était accompli ; il avait *vu* Napoléon.

Je dis *vu*, car c'est le mot dont se servent les aveugles.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 janvier 1939.

30 NOVEMBRE 1899.

Déjeuner aujourd'hui chez Durand avec le grand-duc Wladimir et la grande-duchesse, sa femme. Celle-ci me fait asseoir à côté d'elle et se met en frais d'amabilité. Elle me conte que ce n'est un secret pour personne, à la cour de Prusse, qu'il y avait, dans la première partie de ce siècle, à Hilburghausen, en Allemagne, une dame qui était toujours voilée, qui ne sortait jamais et n'était autre que la fille de Louis XVI. Celle qui a été connue sous le nom de duchesse d'Angoulême aurait été une *fausse duchesse d'Angoulême!* Voilà qui me paraît fort!

Après déjeuner, nous sommes allés avec le grand-duc visiter la basilique et le caveau des Bourbons à Saint-Denis, puis la maison de la Légion d'honneur, où nous sommes reçus par la surintendante, mademoiselle Rickebusch (?), portant en sautoir le grand cordon de la Légion d'honneur. Les bâtiments, de l'époque de la Régence, le parc, les parterres, le cloître sont d'une splendeur inouïe. Il n'y a jamais eu sans doute d'abbaye aussi somptueuse. Nous revenons sur l'impériale du tramway jusqu'à l'Opéra ; c'est la première fois que le grand-duc va en tramway. Il est ravi de se démocratiser ainsi.

*
* *

Le jour où Déjazet a eu soixante ans, elle a réuni à sa table quelques intimes et Sardou lui a porté ce toast :

Des trois Grâces du vieux temps,
Nous avions perdu la trace ;
Déjazet qui les remplace
Après trois fois leur vingt ans
Puisqu'on n'a plus qu'une Grâce
Il faut qu'elle ait trois printemps.

*
* *

14 DÉCEMBRE 1899.

Je ne puis écrire tout ce que me raconte Sardou, que je vois très souvent et qui veut bien me traiter en ami. Je me rends bien compte que ces milliers d'anecdotes, si curieuses, si vivantes, si admirablement mimées, perdraient tout intérêt à être transcrites au courant de la plume. Pourtant, il m'a conté ce matin une anecdote saisissante : le soir de l'exécution du maréchal Ney, il y avait chez M. Belliart, le procureur du roi qui avait requis avec énergie la peine de mort contre Ney, une réunion de plusieurs personnes. On parlait naturellement de la mort du maréchal, quand, tout à coup, la porte s'ouvrit et le domestique annonça d'une voix haute et claire :

— Monsieur le maréchal Ney.

Stupeur, grand émoi. Belliart se lève et tombe raide, étendu sur le plancher : son saisissement est tel qu'un flot de sang jaillit de sa bouche et inonde ses vêtements.

Le visiteur qui se présentait n'était autre qu'un certain *M. Maréchal aîné*. Son nom, bredouillé au domestique, avait été mal entendu de celui-ci, et, peu au courant sans doute de la politique, ce valet l'avait répété comme on l'a vu.

*
* *

Passé la soirée l'autre jour chez Georges Cain. Il n'y avait que Baudin, actuellement ministre des Travaux publics. Nous avons causé avec lui très intimement. Il nous a dit que l'empereur Guillaume avait grande envie de venir voir officiellement l'Exposition de 1900. Mais le Gouvernement n'ose accepter une pareille responsabilité. « Si nous étions maîtres des nationalistes, disait Baudin, la chose serait faisable et pourrait avoir de grandes conséquences. Mais comment mâter ces énergumènes et éviter soit un attentat, soit des sifflets? Pour nous en tirer, nous n'inviterons personne, ni le czar, ni aucun autre souverain. »

22 AVRIL 1900.

Sardou me cite une épigramme qu'il a entendu dire par le *petit père Lenoir*. J'ai expliqué, dans un article du *Temps* qui va paraître, dans mon volume *Vieilles maisons, vieux papiers*, ce qu'était le petit père Lenoir.

Voici donc l'épigramme sur madame de Genlis :

Les œuvres de Genlis à six francs le volume !
« Comme tout renchérit, disait un amateur,
Dans le temps que son poil valait mieux que sa plume,
Pour douze francs, j'avais l'auteur. »

Sardou m'a également raconté qu'un jour, au dîner Bixio, il avait questionné le duc d'Aumale sur la conversation qu'avait eue Danton avec le duc de Chartres, après septembre 1792.

Le duc de Chartres avait blâmé les massacres ; Danton, l'ayant appris, le fit prier de passer au Ministère et lui dit : « Jeune homme, vous parlez trop (textuel). Oui, c'est moi qui ai fait septembre, les J. F. de Parisiens étaient tout prêts à acclamer les Prussiens. J'ai creusé un fossé rempli de sang entre eux et l'ennemi. Soyez le dernier à vous en plaindre. Je travaille pour vous (textuel). Retournez à l'arrière et taisez-vous. »

26 DÉCEMBRE 1899.

Promenade avec Sardou au Temple, au Marais et visite au musée Carnavalet. En descendant de voiture devant l'église Sainte-Élisabeth, rue du Temple, Sardou me dit : « C'est là que j'ai assisté au baptême de Déjazet. » Et comme je lui demandais des détails, il m'a raconté que Déjazet, étant née à l'époque où n'existait plus aucun culte, n'avait jamais été baptisée. Elle ne le fut que vers 1858 (?) Sardou assistait à la cérémonie, qui eut lieu à huis-clos et sans aucun faste. Comme il était beaucoup plus jeune que l'actrice, il ne put lui servir de parrain. Celui qui remplit ce rôle était un ancien secrétaire de la duchesse de Berry. Déjazet habitait alors passage Saulnier.

1er JUILLET 1900.

Impossible de me rappeler où j'ai lu ou qui m'a conté l'anecdote que voici [1] : je la note pour m'en souvenir au besoin.

Pendant la Révolution, les gens de X..., petit village de l'Aisne, étaient brouillés avec leur châtelain. Tous s'affichaient jacobins farouches ; le châtelain, comme de juste, était un aristocrate, et, quand la Terreur se répandit en province et que le système des dénonciations prit son essor, le dit aristocrate craignit fort d'être dénoncé par ses ci-devant vassaux au Comité de Sûreté générale.

Arrive un jour de Paris un imprimé qui est ouvert par le maire de la commune en présence du conseil municipal ; par malheur, pas un des paysans ne sait lire ; l'avis peut être important, et les braves gens prennent, bien à contre-cœur, le parti d'aller se faire déchiffrer le papier officiel par le ci-devant, seul homme du village qui a de l'instruction. Celui-ci consent volontiers à leur rendre ce service ; il ouvre l'imprimé et fait la grimace.

— Ce papier, dit-il, est des plus importants ; le Comité de Sûreté générale vous ordonne de dresser dans le plus bref délai la liste des suspects de la commune et de la lui envoyer.

Les paysans restent interdits :

— Qu'est-ce que c'est qu'un *suspect* ?

Et le châtelain, s'amusant de leur ignorance, leur répond qu'un suspect est celui qui, par ses paroles ou par ses actes, s'est montré, dès le commencement de la Révolution, partisan du nouveau régime.

— Sans doute, ajoute-t-il, le Gouvernement vous demande de dresser cette liste en vue de récompenses à décerner.

Rentrés à la mairie, les paysans discutent, ils sont d'avis de mettre sur la liste les noms de tous les gens de la commune, puisque tous aiment la Révolution. Chacun travaille à se faire inscrire dans les premiers, et quand tout est bien convenu, ils retournent au château et prient le seigneur de leur rendre le nouveau service de dresser la liste ; il le fait avec empressement, tout en manifestant le regret de n'être pas digne d'y

1. C'est M. Courbain, bibliothécaire au cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale (note de G. Lenôtre).

figurer, et en exprimant l'espoir qu'un jour, peut-être, son nom y sera inscrit à son tour. Les paysans remercient, s'en vont, expédient leur liste à Paris... et voilà comment le châtelain se trouva débarrassé des paysans jacobins dont il avait eu à souffrir les vexations depuis le commencement de la Révolution.

A chaque instant, en effet, l'ordre arrivait du chef-lieu de diriger sur Paris quelques-uns des suspects de la commune ; ils y étaient gardés en prison ; plusieurs même furent guillotinés. Les survivants avaient beau faire écrire lettre sur lettre proclamant qu'ils étaient *suspects*, qu'ils n'avaient jamais cessé d'être *suspects*, les choses n'en allaient pas mieux, et il ne resta bientôt dans le village que les femmes, les enfants et le châtelain qui vécut, tant que dura la Terreur, parfaitement tranquille et heureux.

19 OCTOBRE 1900.

Reçu une invitation de la princesse Mathilde pour le samedi 27. Elle a, en ce moment, chez elle, le prince Louis, ce qui double l'intérêt de la chose.

28 OCTOBRE 1900.

Six heures et demie, j'étais chez les Cain. Madame Cain était en velours noir tout brodé de jais avec un grand manteau de cour pareil. A sept heures trois quarts, nous arrivions rue du Berry. Il n'y avait que la princesse — corsage en guipure noire, jupe brodée de grandes marguerites —, monsieur et madame d'Ocagne, qui vivent avec elle, Cain, sa femme et moi. Le prince Louis nous avait attendus jusqu'à sept heures et demie, mais il avait été obligé de partir.

La princesse est fort aimable et très simple : on dirait un peu madame Feuillet, mais plus familière. On a traversé trois immenses salons remplis de tableaux, d'aigles, de portraits de l'empereur, de bustes de la famille, etc... et on est arrivé par une colonnade dans une salle à manger tout en tapisseries, qui sont retombées derrière nous, quand nous avons été entrés. Deux valets de pied et un maître d'hôtel. J'étais à la gauche de la princesse. On a mangé tout le temps en vaisselle plate aux armes impériales. A part cela, tout très

simple. Potage, riz de veau dans des petites timbales, poulet en pâté, gigot, salade russe, pâté de gibier, flageolets, glace, fromage, fruits, dessert.

On a parlé tout le temps de *Vieilles Maisons*, de Savalète, etc., etc... Puis on est allé prendre le café dans un des salons, et la princesse m'a raconté ses souvenirs. Elle a quatre-vingts ans et elle a connu tous les membres de la famille impériale, sauf Napoléon Ier. Elle se souvient très bien de madame Lætitia, la mère de l'empereur, du cardinal Fesch, etc... Elle a passé deux ans avec la duchesse de Berry, elle a vécu avec la reine Hortense. Elle a été fiancée à Napoléon III, elle porte encore sa bague de fiançailles. Quelqu'un à qui elle n'a pas pardonné, c'est l'impératrice Eugénie.

Vers dix heures et demie, elle s'est assoupie et on est parti. Elle m'a dit qu'elle recevait tous les soirs et qu'elle serait toujours très contente de m'avoir.

26 JUIN 1901.

Le 24 juin (lundi), à midi, a eu lieu, à Saint-Augustin, le mariage de mademoiselle Geneviève Sardou avec le comte Robert de Flers.

M. Sardou connaissait de longue date la famille de Flers : c'est le marquis de Flers (oncle de son gendre actuel) qui l'a mis en relations avec le comte de Paris. Il paraîtrait que celui-ci, à une date que je ne puis préciser, avait rêvé d'un coup d'État. Il s'agissait de profiter d'un *Congrès*, c'est-à-dire d'une réunion de la Chambre et du Sénat en assemblée nationale, au palais de Versailles. Le comte de Paris se serait tenu à distance, et, à l'heure fixée avec ses amis, il serait apparu à la tribune, comme avait dû le faire, en 1873, le comte de Chambord. C'était dans la maison de Sardou, à Marly, qu'il devait séjourner. Le comte de Paris vint la visiter avec le marquis de Flers.

Le comte Robert de Flers est un écrivain qui, chargé de la chronique bibliographique et de la chronique des théâtres à *la Liberté*, a fait récemment jouer aux Bouffes une opérette : *les Travaux d'Hercule*.

Mademoiselle Geneviève Sardou est la plus exquise jeune fille qu'il soit possible de rêver. Très sérieusement élevée par

une mère parfaite, elle est fort intelligente et très jolie. Avant-hier, quand elle sortit de l'église, au bras de son mari, et qu'elle parut en haut des marches entre deux haies de fleurs, ce fut, dans la foule d'amis qui l'attendaient dans l'intérieur de la grille, un murmure d'admiration et aussi d'attendrissement devant le geste d'embarras charmant qu'elle ne put réprimer en voyant braqué sur elle un grand nombre d'appareils photographiques.

Sardou, au bras de madame de Flers, eut aussi le même genre de succès. Il était fort ému, encore qu'il n'en voulût rien laisser paraître. Le soir même il m'écrivait le petit bleu ci-joint :

« Mon Cher Lenôtre,

» Venez, je vous prie, demain ; nous pourrons, je pense, faire dans l'après-midi une partie de notre promenade.

» Mille amitiés.

» SARDOU. »

Et hier, mardi 25, à dix heures du matin, j'étais chez lui.

La veille, on avait installé le buffet pour le lunch dans son cabinet de travail, dont on avait enlevé tous les meubles, sauf la bibliothèque, peu considérable d'ailleurs, les huit mille volumes [1] composant la véritable bibliothèque de Sardou étant à Marly, et Sardou n'apportant à Paris que le nécessaire pour ses travaux en cours. Donc, quand je suis arrivé hier matin, rue de Madrid, les tapissiers achevaient de tout remettre en l'état accoutumé.

Sardou, encore fort ému quand la conversation tombait sur la cérémonie de la veille, me dit, les larmes aux yeux, que le lundi soir, à dix heures, en allant se coucher, il avait, comme d'habitude, ouvert la chambre de sa fille pour lui dire bonsoir... Madame Sardou, elle, ne voulait pas rentrer dans cette chambre. « Mon oiseau s'est envolé », disait-elle. Et dès le lendemain matin, elle s'est mise à ranger toutes les affaires de sa fille.

Dans la journée (du mardi 25), nous sommes allés avec

1. Le nombre est de l'estimation du libraire Lehec, qui lui en a fourni une bonne partie (note de G. Lenôtre).

Sardou, pour le distraire, voir, aux Invalides, la belle galerie des plans en relief. Le colonel Prudent, qui en a la conservation, nous en a fait longuement les honneurs et nous a montré, en grand mystère, le relief de Strasbourg, intact — mais qu'on dit détruit pour que les Allemands ne le réclament pas.

De là, nous avons pris le métropolitain — c'était la première fois que Sardou le prenait — pour aller voir, à la place des Vosges, la maison jadis habitée par Victor Hugo et où, pour le centenaire du poète, on va installer un musée qui lui sera consacré.

La fleur que j'ai mise en tête de ces lignes provient de la décoration du salon de la rue de Madrid, le jour du mariage. Je ne sais si le temps respectera dans ce cahier la poudre d'argent dont on parsème les fleurs en ce moment pour leur donner l'aspect d'être baignées de rosée.

18 FÉVRIER 1904.

Ce matin, à neuf heures, j'étais au cimetière Sainte-Marguerite, où la Commission du Vieux Paris fait des fouilles pour constater le plus ou moins de véracité des témoignages et déclarations de Voisin, Bertrancourt et autres, concernant la sépulture de Louis XVII. Rien que de la boue glacée, des ossements, de vieux pots...

Au cimetière Sainte-Marguerite, M. Villars, faisant l'office de président, ralliait les membres de la Commission qui s'égaillaient dans le cimetière, en frappant avec un tibia sur une vieille casserole trouvée dans le sol.

C'était macabre sous le ciel brumeux.

24 DÉCEMBRE 1904.

Il y a une douzaine de jours, au dîner de la Modestie, M. de Vaufrelan m'a dit que le duc de la Trémoille ne serait pas fâché de me voir pour me parler de l'article que j'ai publié, le 1er octobre, dans les *Lectures pour tous*, sur la question Louis XVII. Depuis, j'ai reçu un mot de Vaufrelan, me disant que le duc m'attendait à déjeuner avec lui aujourd'hui à midi.

A onze heures, j'allai prendre chez lui, 15, rue de Lamennais, M. de Vaufrelan, et, à midi, nous arrivions ensemble 4, avenue Gabriel, chez le duc de la Trémoille.

L'hôtel, moderne, assez simple à l'extérieur, est très vaste et superbe à l'intérieur. Dans un grand salon, splendides boiseries Régence provenant d'un hôtel de Pomponne, place des Victoires, je crois, et attribuées à un Caffiéri.

Madame de la Trémoille, fille de Duchâtel, le ministre de Louis-Philippe, est seule dans un salon. M. de la Trémoille arrive, vêtu d'une sorte de complet de bure beige, l'air campagnard. Il appelle sa femme ma *Gogo* (elle s'appelle Marguerite).

On se met à table, nous ne sommes que quatre. Le duc est prodigieusement sourd. Sa femme a près d'elle l'embouchure d'un cornet acoustique posé en travers de la table ; quand elle a quelque chose à dire à son mari, elle prend le cornet, lui tient l'autre bout, et ils causent ainsi. En déjeunant, j'apprends que le duc, qui a environ soixante-sept ans, a eu une sœur morte avant la Révolution. Voici comment : Son père, né en 1774, a épousé, à seize ans, la princesse de Tarente en 1790 ; il en a eu une fille, qui est morte deux ans environ après. Veuf, il se remaria en 1811, puis une troisième fois en 1836. C'est de ce troisième mariage qu'est né le duc de la Trémoille actuel.

Le déjeuner fini, on revient dans le salon pour prendre le café. Madame la duchesse empoigne un tricot de laine violette et se met à tricoter, et M. de la Trémoille me dit que nous allons passer dans le chartrier. Nous voilà en route à travers le grand salon. A ce moment, nous voyons surgir de l'escalier un homme grand, très rouge, à barbe blanche, chemise de couleur bon marché, jaquette fripée et mal coupée — un homme de mine assez ordinaire.

— C'est le duc de Chartres, me souffle Vaufrelan.

On s'incline, on salue, on me présente ; le duc de Chartres rit à grosse voix ; poignée de mains.

La Trémoille dit :

— Nous allons à ma bibliothèque.

Et il plante là le duc de Chartres avec madame de la Trémoille sans façon. Le duc de Chartres crie :

— Nous avons de belles chasses.

Ce à quoi la Trémoille répond :

— Ça ne m'intéresse plus !

Et nous voilà, La Trémoille, Vaufrelan et moi, continuant vers la bibliothèque. Vaufrelan nous quitte à la porte. La Trémoille m'emmène dans son chartrier : il m'explique les pièces qu'il juge devoir m'intéresser davantage : lettres de la duchesse de Berry, datées de Blaye ou d'ailleurs, mémoires de la princesse de Tarente, une lettre de Louis-Philippe racontant un accident de voiture près d'Eu, etc... Enfin, il aborde la question Louis XVII et je lui laisse la parole :

— Vous faites fausse route, me dit-il, le dauphin est mort au Temple, il ne peut y avoir sur ce point aucun doute. Il a été vu mort à la tour du Temple par les personnes les mieux qualifiées pour constater son identité, par *celles qui le connaissaient le plus* (je souligne les mots que je suis sûr de citer textuellement) et qui en ont laissé un témoignage écrit irréfutable et indéniable.

» Monsieur le comte de Chambord me demanda un jour de m'occuper de cette question Louis XVII et me signala un endroit où je pourrais prendre communication de ces témoignages. J'appris ainsi que le dauphin a été enlevé du Temple, mais qu'il a été réintégré, et qu'il est mort presque aussitôt après.

» Vous avez eu raison de dire que madame A... et monsieur de C... ont été les agents actifs de l'évasion, car j'ai reconnu dans ces initiales que vous avez données lady Atkins et monsieur de Cormier. Lady Atkins, qui a, en effet, pénétré chez la reine, soit au Temple, soit à la Conciergerie, n'a pas tout su ; elle n'a été que l'intermédiaire, *comme le gant de caoutchouc que l'on prend par précaution pour toucher la pile électrique*. Mais Cormier a tout connu, tout conduit, et c'est bien véritablement lui qui a été l'agent de l'évasion.

» Le dauphin n'est resté hors du Temple que vingt-quatre heures, peut-être moins. Ceux qui l'ont sauvé ont été pris, une fois le coup fait, d'une panique irréfléchie, insurmontable, *se sont vus sur le point d'être poignardés* et, par terreur, ont laissé réintégrer le dauphin au Temple, où il est mort peu de jours après, *peut-être de la secousse*.

» Le récit, très circonstancié, qui existe de ces faits est plus dramatique que tout ce que vous pouvez concevoir. On y décrit l'enfant dans un état de maigreur et de faiblesse pitoyable. La date de l'événement n'est pas donnée, à ce que je crois, mais, pour moi, il n'y a pas de doute qu'il eut lieu dans les premiers jours de juin 1795, presque immédiatement avant la mort, la veille ou l'avant-veille.

» *Il y a sur ce point des lettres de Cormier très explicites.* Mais le tiroir qui contient ce secret *ne s'ouvrira jamais, ni pour vous, ni pour personne.*

*
* *

J'ajoute que, au cours de la conversation, le duc de la Trémoille m'a parlé à plusieurs reprises, avec une certaine animosité, de M. de R..., qui possède des documents du plus haut intérêt et qui a signifié que personne n'en aurait communication.

Serait-ce chez M. de R... que se trouverait ce fameux tiroir *qui ne doit s'ouvrir pour personne?* Ce n'est qu'une supposition.

Le duc m'a dit encore qu'il n'a publié que des extraits des mémoires de madame de Tarente, ayant été obligé de s'arrêter devant les passages les plus intéressants. Il m'a cité entre autres celui-ci : aux Tuileries, deux gardes nationaux sont en surveillance près du dauphin : l'un d'eux est connu pour être un partisan, un familier même du duc d'Orléans, ce qui fait grand'peur à madame de Tarente ; l'autre, un brave royaliste, la prend à part, la rassure, et, la garde finie, lui dit : « J'ai passé tout le temps la main dans la poche, sur la gâchette de mon pistolet ; au moindre mouvement pour s'approcher du prince, j'aurais fait sauter la cervelle de mon camarade. »

— Vous comprenez, ajoute le duc de la Trémoille, que ce sont des choses qu'on ne peut pas imprimer à cause, à cause...

Et, du geste, il me désigne la direction du salon où nous avons laissé le duc de Chartres en conversation avec madame de la Trémoille.

J'ai certainement oublié bien des petites choses, mais voilà

le compte rendu fidèle des principaux points de ma conversation avec le duc de la Trémoille. Je vais aller demain chez M. Sardou, à qui je lirai ceci ; j'espère le décider à venir un de ces jours avec nous chez le duc ; je voudrais que ces choses fussent redites en sa présence et je compte sur son autorité et son habileté pour décider le duc à s'expliquer plus catégoriquement.

21 JANVIER 1906.

J'ai vu aujourd'hui l'impératrice Eugénie chez madame la duchesse de Mouchy. J'avais hier reçu, de M. le vicomte d'Harcourt, un mot me disant que la duchesse désirait me voir et que l'Impératrice, de passage à Paris, partageait ce désir. Je suis donc allé prendre aujourd'hui, à quatre heures et demie, le vicomte d'Harcourt chez lui, 9, rue de Constantine, et nous sommes allés ensemble chez la duchesse de Mouchy.

Il y avait là, la marquise de Ganay, madame de Pourtalès, la duchesse de Rohan, le duc de Rohan et quinze ou vingt autres personnages. Presque aussitôt, l'Impératrice est arrivée, suivie d'une dame de compagnie et de M. Piétri, son secrétaire.

On a baisé la main de l'Impératrice. Elle n'est pas très grande, en grand deuil, avec un long voile de crêpe tombant de son chapeau dans le dos. Cheveux tout blancs. Encore très belle. Elle a quatre-vingts ans. Énormément de majesté et de charme. Elle est allée s'asseoir dans un coin du salon, et tout de suite un valet de pied a posé devant elle un guéridon couvert d'une petite nappe, où on lui a servi le thé. La duchesse de Mouchy est venue me dire d'aller m'asseoir auprès de l'Impératrice. Après m'en être un peu défendu, je me suis approché. L'Impératrice m'a fait asseoir et s'est mise à me parler de mes livres, qu'elle a tous lus, sauf *le Drame de Varennes*, qu'elle n'a fait que « feuilleter », dit-elle, car elle a peur que ça lui fasse trop d'émotion.

De près, elle a l'air tout de même assez vieux, mais on voit qu'elle a dû être d'une merveilleuse beauté. Le nez est encore d'un dessin des plus imposants. Elle est très vive et très alerte, quoiqu'elle ait une canne à la main, dont elle se

sert plutôt comme maintien que comme soutien. Sous chaque œil, un petit trait de crayon noir.

Alors, je me suis mis à parler de la Révolution, puisque cela a l'air de la passionner très fort. On a abordé tous les sujets : Varennes, Louis XVII, la chouannerie, la Conciergerie, en revenant toujours à Marie-Antoinette, pour laquelle elle professe une curiosité et une admiration très grandes. Elle a aussi raconté quelques anecdotes ; un jour, derrière une glace, aux Tuileries, elle a aperçu un petit papier, elle a tiré : c'était une liste des gardes nationaux de service au château, pendant la Révolution, avant le 10 août. Ce papier était resté là, glissé, depuis ce temps.

Elle a conté aussi qu'un jour, comme on déjeunait à l'ordinaire dans la galerie de Diane, le vieux Dupin *(sic)* (?) lui a montré la fenêtre où, étant enfant, il avait vu, au 20 juin 1792, la reine et le dauphin derrière une table qu'on avait tirée pour les préserver de la foule.

Elle a un souvenir très net de la topographie du château ; elle m'a parlé de deux terrasses sur lesquelles on a bâti, sur l'une, du temps de Louis-Philippe, le grand escalier, et plus tard, sur l'autre, ses appartements. Elle m'a dit que, sur cette dernière terrasse, avant qu'on ne construisît ces appartements, les pierres étaient couvertes de noms, gravés au couteau, de gens ayant monté la garde.

La conversation a duré plus d'une heure. Presque tous les assistants s'étaient groupés autour de nous. Je me suis alors levé, disant que je craignais de fatiguer Sa Majesté. Elle s'est levée aussi, a fait un tour dans le salon, est venue à moi, m'a remercié ; je lui ai baisé la main. Puis on a causé, formant des groupes. Peu après, la duchesse de Mouchy est venue dire à chacun :

— L'Impératrice permet qu'on se retire ; elle ne veut gêner personne, et les gens qui ont à aller s'habiller pour dîner peuvent s'en aller.

On en a profité, et peu à peu on est parti.

M. Piétri est un petit homme, dans le genre de M. Loubet. La dame de compagnie a un fort accent anglais. L'Impératrice elle-même n'en est pas tout à fait exempte, mais c'est très peu.

Sardou, à qui je disais ce matin que j'allais voir dans l'après-midi l'Impératrice, m'a raconté que quelques jours après le 4 septembre 1870, il avait visité les appartements des Tuileries, encore intacts, comme si on venait de les quitter. Il a vu, dans le cabinet de l'empereur — entre autres bibelots — une petite terre cuite, représentant un dragon ivre, titubant, ayant dans la tête un trou où était, en guise de plumet, une petite plante verte. Dans la chambre ou le cabinet de toilette de l'Impératrice, il a ramassé un cercle d'or, d'où l'on avait arraché des pierreries, et un petit mouchoir tout sec, tout tamponné, tout serré, qu'il a pris sous l'oreiller et qui avait manifestement été trempé de larmes.

***

Été hier en haut du donjon de Vincennes. J'ai vu le poêle du Temple. Très ému. On m'a laissé seul en sa présence, la porte verrouillée... J'avais comme peur.

***

26 JUILLET 1906.

Je vais me présenter à l'Académie — Sardou et Lavedan marchent à fond. Il ne s'agit pas pour moi d'être élu, mais de prendre date. Je crois que je fais bien. M. Masson m'a écrit, à propos de mon bouquin, un mot assez sec, mais aimable. Je n'ai donc, à son idée, commis aucun crime. Je verrai à me rabibocher avec lui, à savoir, du moins, ce qu'il y a eu.

J'ai déjeuné lundi avec S. M. l'Impératrice. Elle a été admirable et m'a conté son départ des Tuileries.

4 AOUT 1906.

On me félicite de ma résolution de poser ma candidature à l'Académie.

Il y a les gens qui vous disent : « Vous devriez faire ceci », pour vous dire le lendemain : « Surtout ne faites pas ça », ou en vous indiquant exactement la même démarche que la veille ! Et ceux qui se figurent que *j'en meure*, et qui me préparent, doucement, tendrement, à un échec ! Et ceux qui

prennent mon calme pour une indifférence affectée ! Et ceux qui diagnostiquent en moi une effrayante tension nerveuse et qui vous glissent : « Il ne faut pas s'en rendre malade ! »

Et ceux qui, sous prétexte de ne vous point farder la vérité, vous dévoilent : « Un tel est très mal disposé pour vous. Vous croyez *Chose* votre ami ? Méfiez-vous, il est contre vous. *Machin* ne vous aime pas, vous auriez tort de vous fier à lui ! »

Et par-dessus tout l'obligation d'avoir l'air de s'intéresser à tout cela !

7 SEPTEMBRE 1906.

J'ai commencé sérieusement mes démarches. Hier, je me suis endimanché, j'ai mis une belle jaquette, des bottines qui me serraient et des gants qui n'entraient pas, parce qu'il faisait trop chaud. Je suis allé, ainsi costumé, chez Coppée, parce que c'est tout à côté. J'ai sonné. Une vieille femme qui balayait la cour m'a demandé ce que je voulais.

J'ai dit :

— M. Coppée !

Elle m'a répondu :

— Il n'y est pas.

D'un air navré, j'ai répété :

— Il n'y est pas ?

— Oh ! non, m'a-t-elle dit, par ce temps-là !

Le fait est qu'il faisait très beau. J'y retournerai quand il pleuvra.

Ça marche. Ça marche.

3 OCTOBRE 1906.

Chez le vicomte de Vogüé.

Je pénètre dans une bibliothèque au rez-de-chaussée, donnant sur un large jardin. De là, dans le cabinet de M. de Vogüé (barbe grise, l'air très gentilhomme, accueil des plus affables). Il connaît à fond tous mes livres. Il veut bien me dire que j'ai trouvé une formule nouvelle, que ma place est à l'Académie, qu'il se fera un plaisir de déposer un bulletin à mon nom — peut-être pas pour le tour définitif, il faut compter avec l'imprévu, avec l'amitié, mais il ne doute pas que si je ne réussis pas cette fois-ci, mes chances seront bonnes pour une autre élection.

OCTOBRE 1906.

Chez Faguet.

Une maison des plus simples, au cinquième, sans tapis. Faguet vient m'ouvrir lui-même ; il a une mentonnière et un bonnet de fourrure. Son logement est celui d'un très modeste employé : une entrée et une petite chambre encombrée de livres... Une lampe à huile est posée sur une table en désordre. Il allume deux bougies sur la cheminée, et nous causons.

Il me raconte son mal de dents actuel, puis son élection. Il faisait, ce jour-là, un cours à la Sorbonne. Ses amis lui avaient conseillé de se faire remplacer, mais il refusa, prétendant que s'il n'était pas élu, les gens diraient qu'il avait eu la colique d'émotion.

Ce fut pendant le cours qu'il apprit sa nomination et on l'acclama.

18 OCTOBRE 1906.

Vu Halévy, qui a une bien belle aquarelle de Fragonard. Il évoque ses souvenirs de jeunesse : à vingt-quatre ans, il était décoré comme *ancien chef de bureau* au Ministère de l'Algérie ! Il a été très bien avec Morny, qui lui a conseillé d'écrire ses mémoires.

Il vote pour Prévost. Il estime que la droite fera bloc pour Donnay et que celui-ci peut avoir vingt voix.

2 OCTOBRE 1906.

Retourné chez Coppée.

Comme directeur de l'Académie, c'est lui qui a lu ma lettre. Il me dit que ma candidature est très favorablement accueillie par tout le monde. Je suis de ceux qu'on nommera ; mais cela lui paraît douteux cette fois-ci, car Donnay a beaucoup de chances. Personnellement, sans être engagé, il sait que Donnay compte sur lui ; il ne me le cache pas et me le dit tout rondement.

Très bon accueil, mais pas sa voix.

NOVEMBRE 1906.

Chez le comte d'Haussonville.

Il a la goutte. Approuve ma candidature. On parle histoire, Académie. Ne se prononce pas, mais m'invite à déjeuner, me disant que madame d'Haussonville aura grand plaisir à me connaître et qu'il réunit quelquefois ses confrères *présents et futurs*.

8 NOVEMBRE 1906.

Chez Costa de Beauregard.

On parle de mes travaux, de ma méthode. Il était, disait-il, très désireux de me connaître. Il a l'air de m'avoir lu à fond. Sorel lui avait dit qu'il nous réunirait un jour. Il désire venir un jour avec moi aux Archives, qu'il ne connaît pas.

Pas un mot de l'Académie.

9 NOVEMBRE 1906.

Déjeuner à Fontainebleau chez d'Esparbès.

Vive l'Empereur !

Coppée en est. Nous partons tous les deux, à neuf heures quinze, par la gare de Lyon. Voyage et causerie très confiante et très amicale. Journée passée à visiter le château. Vu des choses vraiment amusantes. C'est charmant d'ouvrir toutes les portes dans un pareil entassement de souvenirs d'histoire. Retour avec Coppée, nous sommes très amis, c'est un homme délicieux et tendre.

20 NOVEMBRE.

Vu Mézière. Il travaille sur une petite table, en robe de chambre. Il me parle de ses livres, de Metz, de mon grand-père, qu'il a connu, de mon père, qui était son ami. Il assure qu'on ne doit se présenter à l'Académie que quand les circonstances vous y portent. « C'est, dit-il, inutile de risquer un échec. Delafosse a eu une fois dix-sept voix et ne sera jamais nommé ». Il m'en cite d'autres dans le même cas. Ne se prononce pas.

JANVIER 1907.

Je tousse, je crache, je fais des visites, j'écris des articles, je vais aux Archives, à la Bibliothèque, je déjeune dehors, je reçois des épreuves, je surveille des photographes, je dirige deux copistes, je cours les quartiers les plus excentriques à la recherche d'académiciens bienveillants, j'ai un ministère auquel je dois sept heures de présence par jour... voilà ma vie, je n'ai pas une minute, c'est idiot ! Cela me fait penser aux *bourdonnements* des vivants dont parle don Carlos, aux morts, dans *Hernani* [1].

AVRIL 1921. PARIS.

La vieillesse venant, je suis pris d'une sorte de « boulimie » de travail. Je mets les morceaux doubles. J'ai passé tous les après-midi de mon hiver, soit aux Archives, soit à la Bibliothèque, quittant mon chez moi à une heure, et ne rentrant qu'à sept heures.

Ayant fini *la Mirlitantouille* vers le 15 mars, je me suis mis au *Compère Lunette*, que j'ai boulotté et livré en quinze jours. Ravi de me reposer — mais au bout d'une semaine, je me suis ennuyé et j'ai commencé *Martin de Gallardon*. Je comptais faire un article pour les *Lectures pour tous* ; mais j'ai trouvé un si beau et si neuf dossier dans F.T.[2] que c'est devenu un volume.

Je ne sais plus modérer mes passions — c'est la sénilité. Il est vrai que Martin m'amuse énormément. C'est juste assez difficile pour qu'il y ait un certain obstacle à vaincre ; mais à côté de *la Mirlitantouille*, ça me paraît un jeu d'enfant. Et qu'est-ce que vont prendre les Naundorf ! ! !

JUIN 1926.

J'ai reçu avant-hier la visite du prince Baritinsky, un ancien page, puis aide de camp de Nicolas II. Il est maintenant employé dans un consortium de l'industrie hôtelière, et sa femme travaille à l'aiguille. Il n'a pas l'air gai ; mais il m'a raconté des choses très curieuses, et croirait assez volontiers que toute

1. Candidat au fauteuil d'Albert Sorel, Lenôtre se désiste en février. Maurice Donnay est élu.

2. Série de dossiers aux Archives.

la famille impériale n'a pas été massacrée. Il y a en ce moment à Berlin, paraît-il, une personne toute couturée de blessures, qui se donne pour être la grande-duchesse Stéphanie, fille de l'ex-csar.

FÉVRIER 1927.

Depuis la guerre, j'ai renoncé à collectionner quoi que ce soit, les Allemands ayant vidé tout ce que j'avais amassé dans ma vieille maison d'Avesnes. Je me borne à ramasser, quand j'en trouve, ces petites pièces de circonstance, telles que cartes de sûreté, invitations, programme. C'est dire quel grand plaisir m'a procuré la carte d'entrée au Sacre de l'empereur que m'a envoyée M. Rousseau. Et qu'on ne rie pas de mon enfantillage si je l'ai mise l'autre jour dans ma poche pour *lui montrer* Notre-Dame où elle n'était certainement pas retournée depuis cent vingt-trois ans.

MARS 1927.

Je patauge en ce moment dans un tombereau de notes prises depuis plusieurs années dans diverses archives et qui ont trait à la réaction thermidorienne dans le Lyonnais. J'essaie d'y mettre un peu d'ordre et de voir si j'en puis tirer quelque chose. Cette époque m'intéresse beaucoup, d'abord parce qu'on y voit l'horreur que la France entière éprouvait pour la Terreur, qui venait de finir — et puis parce que bien des traits de cette double histoire ressemblent à notre temps... si curieux, si trouble aussi. Faut-il que la France soit solide pour résister à toutes les secousses que le destin lui a infligées !

Ça me rappelle que quelques mois après la capitulation de Metz, visitant le champ de bataille de Saint-Privat, j'entrai dans l'église de Sainte-Marie-aux-Chênes. Le curé de l'endroit me montra, sur le degré qui précédait l'autel, une énorme tache sombre : « C'est du sang, me dit-il, cette tache a résisté à tous les lavages. On dirait qu'elle reste là pour me rappeler les soldats blessés qui sont morts, le soir du 18 août, dans ma pauvre église à moitié incendiée. » Eh bien, quand le hasard d'une lecture me reporte à certaines époques de notre histoire, je me souviens involontairement du parquet rougi de l'église

Sainte-Marie-aux-Chênes. L'histoire de France, elle aussi, a de ces taches de sang que rien ne pourra effacer, d'autant moins que, de temps en temps, on prend soin de les rafraîchir.

*
* *

Après dix-huit mois passés aux Archives à copier de ma main plus de cinq mille pages, dont deux cents à peine me seront utiles, je dépouille, depuis novembre, tous les ouvrages que j'ai pu me procurer touchant le Rhône, l'Ain et le Jura pendant la Révolution. Page à page, je lis et fais des fiches pour tous les noms, de façon à me constituer des dossiers de jacobins, d'anarchistes, de réacteurs, de mathevons, sans distinction de parti. Une sorte d'immense dictionnaire sur les agissements de chacun.

En même temps, j'ai un gros cahier où chaque jour des ans II à IX comporte quelques lignes — où j'inscris, quand je trouve un fait, un décret, un assassinat, une vengeance, en regard de sa date. J'appelle cela ma *chronologie*, et quand je dois traiter l'un de ces faits, en détail, comme par exemple je l'ai fait pour le 9 thermidor ou pour le départ de Varennes, je fais une *chronologie* par *quart d'heure*; l'heure étant inscrite dans la marge — et les feuillets divisés en colonnes dont chacune porte le nom d'un individu. De la sorte j'ai, d'un coup d'œil, la conduite de chacun pendant la journée qui m'intéresse, et ça fait si bien ressortir, par la concordance, les erreurs ou les omissions que j'attache à cette préparation une grande importance.

Je succombe sous les documents, et pourtant il m'en faudrait le double, le triple pour satisfaire ma curiosité. Car il s'agit, outre le travail de classement, de me familiariser avec la topographie du Lyon révolutionnaire, de façon à pouvoir circuler en esprit dans cette ville enchevêtrée, telle qu'elle était il y a cent trente-cinq ans, avec autant de facilité que je circule dans le Paris révolutionnaire. Et, par malheur, les correspondants que j'ai là-bas, malgré leur évidente complaisance, n'ont pas l'air du tout de se douter du genre d'évocation dont j'ai le besoin. Les vieilles boutiques, les enseignes, les vieux pavés, le ruisseau au milieu de la rue,

les façades penchantes, les tournants de rues, les allées sombres, les estaminets, le grand courant d'air des deux fleuves coupant l'entassement des vieux toits... c'est tout cela qu'il me faudrait — et quand j'ai l'air de pousser un peu mes questions sur ces choses, pour tout autre insignifiantes, je me rends très bien compte que j'ai l'air d'un fou ou tout au moins d'un maniaque encombrant, qu'on satisfait le plus laconiquement possible.

*
* *

RAMBOUILLET, MAI 1927.

Si, à Paris, parmi mes livres, je suis assez laborieux, dès que je suis à la campagne je deviens paresseux comme une limace. Je ne pense qu'à peindre et à pêcher le brochet. C'est la forêt, l'admirable forêt qui en est cause. J'ai beaucoup aimé la mer, je me suis cru fou de la montagne, je confesse que je me trompais ; la forêt, la grande forêt surpasse tout. Et à Rambouillet nous sommes gâtés sur ce point : trente-cinq mille hectares de bois archi-séculaires et dix-huit étangs à notre disposition !

Comment écrire l'histoire d'une forêt ? Les chartres... enseignent bien que tel canton était l'apanage de tel seigneur, que tel autre appartenait à tel monastère, mais tout le reste est vague. La forêt vit pourtant ; elle a, comme les cités, ses légendes et ses drames ; mais elle en garde le secret, et le peu qu'elle en laisse deviner ressemble à des contes de fées.

Hier, je suis allé à la chasse à courre — la dernière de la saison — et les duchesses m'ont demandé mon livre de *Gens de la vieille France*. Je ne puis faire moins que d'accéder au désir de personnes qui m'ont offert le plaisir de faire cent kilomètres à la poursuite d'un cerf invisible, par un temps affreux, et dans des chemins de forêts *impraticables*. N'importe, c'est un plaisir de tout premier ordre, en raison du pittoresque et de la beauté de la forêt, et je comprends la passion de ces veneurs que rien n'arrête.

Quand, à la tombée de la nuit, on entend le cor au loin et les abois des chiens, quand on se trouve, comme cela nous est arrivé hier, dans un fond de forêt, sans chemin, loin de

tout, l'impression est magnifique : on se croit transporté à trois cents ans en arrière.

Je comprends très bien les gens qui passent l'hiver à la campagne et qui se retrouvent plusieurs fois la semaine à la poursuite d'un cerf — car ce sont toujours les mêmes. Hier, il y avait S. E. monseigneur Rivière, archevêque d'Aix — qui est le frère d'un des veneurs. Je l'ai vu luncher. Il a un appétit !

Le plus curieux du spectacle, c'est la duchesse... (A Rambouillet, personne ne s'y trompe, quand on dit la duchesse, c'est la duchesse d'Uzès.)... Quatre-vingts ans passés, qui, hier, a galopé de midi à quatre heures, et était fraîche comme une rose à la curée, qui a eu lieu à six heures ; il fallait la voir, sa cigarette à la bouche, son fouet en main, toute sa meute de chiens énormes la bousculant... et les sonneries de cor, et les habits rouges... C'est vraiment quelque chose d'un autre temps, comme une évasion subite hors du présent, un bond dans l'autrefois de la France traditionnelle et séculaire. Quand on en a goûté une fois, c'est pour la vie. Je voudrais pouvoir peindre le pittoresque suranné du *rendez-vous*, de *l'attaque*, de la stratégie que chacun doit combiner suivant le moyen de transport dont il dispose, la connaissance de la forêt, l'état des chemins, etc... pour tâcher de ne pas perdre la chasse, qui, elle, file à travers fondrières et futaies. Quand on connaît bien son affaire, qu'on se guide sur le vent, les possibilités probables, l'heure et le temps qu'il fait, et qu'on arrive à précéder la meute à force de détours et de courses éperdues, il se trouve qu'on rencontre l'animal de chasse, et qu'on assiste à toutes ses ruses. Mais ce qui est saisissant, ce sont les habits rouges, les sonneries de trompe, le *bien aller*, la *vue*, le *bat-l'eau*, et enfin la curée en plein bois, les « tayaut ! tayaut ! », les hallalis...

On part à dix heures au plus tard. Pas de déjeuner. On emporte des sandwichs, des œufs durs, du chocolat. On mange — si l'on mange ! — sur le marchepied de la voiture ; dès qu'on entame une bouchée, vite, il faut remballer. Le cerf a passé ; il faut se remettre en route. Et ça peut durer jusqu'à la nuit. Ce trimballage me passionne et tout mon petit monde l'apprécie de même. Mais je n'en finirais pas ! Toujours est-il

que jusqu'au 1er mai, depuis le 15 octobre, tous les mardis et tous les samedis, nous pouvons nous offrir ce spectacle splendide et *enivrant*. Je n'y manque pas, d'autant plus que ces randonnées à la poursuite d'une bête déroutante vous conduiduisent à des endroits de la forêt qu'on ne verrait jamais sans cela, car, dans la fièvre, autos et voitures se lancent dans des chemins où on ne se hasarderait pas de sang-froid et qui sont ravinés depuis les dernières chasses de Charles X.

PARIS, MAI 1928.

Je ne vois rien, je n'écoute rien, je plonge, pour me retrouver dans les profondeurs du passé, au tribunal criminel de l'an XII, où l'on est en train de juger Georges et ses complices. Je ne suis point partisan de la guillotine, pourtant je pousserai un rude soupir de satisfaction et de soulagement quand j'aurai fait tomber les têtes de ces gens-là, si j'y arrive.

JUIN 1928.

J'ai là, accumulée sur ma table, une correspondance de deux mois, qui exigerait des réponses, voire urgentes. Mais je dois tout sacrifier à mon travail.

Ça doit être exaspérant d'avoir affaire à un homme tel que moi, qui ne répond pas aux lettres. Il y a de quoi décourager. Mais qu'on pense à ce qu'est la situation d'un pauvre homme d'écrivain qui en est à son quarantième volume et qui n'a jamais rien tiré de son propre fond. Il me faut courir les bibliothèques et les diverses archives, les études de notaire, et bien d'autres endroits rébarbatifs, pour butiner des idées, et c'est un tintouin de tous les instants. Naguère, je m'en tirais sans difficulté, mais aujourd'hui, les ans pesant sur ma tête m'incitent à m'épargner des courses inutiles, et il me faut combiner mes heures de façon à les adapter aux loisirs des gens que j'ai à consulter.

JUILLET 1929.

J'ai remis hier le manuscrit, enfin terminé, de mon étude sur la Révolution lyonnaise. J'ai été effrayé de voir que ma première note datait de 1912 ! Dix-sept ans ! Enfin, c'est fait !

20 DÉCEMBRE 1929.

Jamais je ne vais nulle part. Dès que je me trouve, fût-ce à l'église au milieu de quelques personnes, je suis pris de claustrophobie et obligé de sortir. C'est idiot, mais c'est ainsi. J'ai donc rompu tout lien de société. Pourtant, l'autre jour, j'ai été à la représentation de la pièce de Sacha Guitry, *Histoire de France*. Comme les places sont à des prix fous, il n'y a guère que des Américains ou des Anglais, qui n'y comprennent absolument rien, ou des jacobins de chez nous qui comprennent trop bien. Sacha m'avait demandé de venir et, quoique je n'aille plus au théâtre que pour les pièces de ma fille, je me suis risqué, croyant assister à un simple spectacle de mise en scène. Quelle émotion ! J'ai vu la plus belle œuvre théâtrale — l'œuvre d'un grand esprit amoureux de la France, de la Grande France d'autrefois, et ne craignant pas de dire leur fait à ceux qui l'ont diminuée. J'ai eu souvent les larmes aux yeux, et, quand je suis allé féliciter Sacha dans sa loge, moi, qui, de mon naturel, suis peu démonstratif, je n'ai pu m'empêcher de l'embrasser de tout mon cœur.

JUILLET 1931.

La crise sévit cruellement sur la librairie et nous ne sommes pas au bout. Ce n'est d'ailleurs qu'un incident dans la dégringolade de l'Europe entière.

Je ne vois personne qui ne soit atteint et je sais des gens bien malheureux, même parmi ceux de nos confrères qui paraissent le plus gâtés par le succès. Mais ceux que je plains, ce sont les débutants. La plupart des éditeurs, tous pour mieux dire, refusent absolument de publier le livre d'un écrivain qui n'a pas de clientèle. Il me paraît aujourd'hui impossible de *faire son trou*. Mais aussi, on a tant abusé des lecteurs, on les a tant trompés et désillusionnés ! Ça devait forcément arriver, et on en est réduit à organiser des foires aux livres — en plein air — comme la foire aux puces.

On n'en vit pas moins du mieux qu'on peut, et Paris n'a pas l'air d'être misérable. Tout de même, ça craquera un jour, et c'est ça qui est redoutable.

SEPTEMBRE 1932.

Je recopie mes *Tuileries*, c'est long. Et j'en ai quelquefois plein le dos. Je comptais copier cinq cents lignes par jour, j'en fais à peine la moitié — et pas tous les jours.

Tout de même, quand je recopie, ça me prouve que j'ai fini le plus dur du travail ; et en ai-je copié dans ma vie des centaines et des centaines de pages, et recopié, et re-recopié ! Une quarantaine de volumes, sans compter plusieurs milliers d'articles, sans compter une centaine de kilogs de notes prises aux Archives ou ailleurs, sans compter...

MARS 1934.

Les gens qui se plaignent que nous vivons à une époque dénuée d'intérêt sont bien difficiles.

Notre affaire Prince, est-ce dramatique? Et nos émeutes du 6 février — et le ministère Doumergue?

On n'a vraiment pas le temps de s'ennuyer !

Tout de même, la République finit mal. Si du moins elle finissait ! Mais que mettrait-on à la place? Et qui voudrait hériter de tous les problèmes insolubles qui se posent à l'heure actuelle ?

La crise durera autant que l'odieux régime politique dont notre pays souffre... et souffrira jusqu'à la banqueroute. Mais quoi, c'est la troisième fois que la France est aussi malade. La première fois avec la première république, la deuxième fois avec la seconde, la troisième fois avec la troisième. Vite un tyran qui nous sauvera ! Nos pères en sont bien revenus, de ces cataclysmes démocratiques, espérons que nous ferons de même et ne nous en tournons pas les sangs ! Tout de même, c'est désolant de voir comme tout le monde traite notre belle France !...

Je pense à un mot de Louis XIV disant à l'ambassadeur de Hollande : « Monsieur, j'ai toujours été maître chez moi, souvent chez les autres, ne m'en faites pas souvenir. »

G. LENÔTRE

PROBLÈMES NORD-AFRICAINS

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, les nouvelles de l'Afrique du Nord, qui ont paru à quelques mois d'intervalle, ne laissent pas d'être déconcertantes pour des gens non avertis et surtout pour l'étranger.

La première partie de l'année 1938 ne nous a apporté que des échos de tiraillements et de manifestations. Mais la même année se termine sur un hommage unanime de reconnaissance et d'attachement que les Nord-Africains, du premier au dernier, de toute origine et de toute religion, ont adressé spontanément à la France. Immédiatement après que la propagande étrangère se fut efforcée de répandre partout que la France ne rencontrait en Afrique du Nord que difficultés et désaffection, le monde a constaté avec stupeur (et cela est surtout visible dans la presse anglaise de ces derniers jours) que tous les Nord-Africains se sont spontanément offerts à faire au besoin le sacrifice de leur vie pour défendre leur union avec la France.

Cette véritable explosion d'enthousiasme et d'amour pour la France, qui s'est produite soudain au moment le plus critique des événements de septembre 1938 et qui a atteint son point culminant d'unanimité fraternelle lors du voyage du président Daladier, cette manifestation triomphale, dont on trouvera un compte rendu particulièrement informé dans une autre étude de cette livraison, a montré la solidité de la position française en Afrique du Nord. Les Nord-Africains

ont d'autant plus vivement ressenti leurs affinités françaises qu'ils se sont sentis menacés par des convoitises désormais avouées et qui comptaient sur nos discordes pour leur faciliter la tâche.

Les faits auxquels certaines des pages qui suivent font allusion sont désormais très éloignés de nous dans la durée. Ils n'ont d'ailleurs affecté que d'infimes minorités, alors que les manifestations d'unanimité de septembre 1938 et de janvier 1939 ont réuni *toute* la population.

Il ne faut cependant pas se hâter de les oublier, car les événements du début de 1938 ont une valeur d'enseignement. Ils ont été l'aboutissement d'une série de manœuvres, suscitées par l'étranger, qui visaient à saper la cohésion morale des populations de l'empire français. Elles ont montré ce que peuvent ces propagandes, les moyens dont elles disposent et les procédés qu'elles emploient.

Il est peu de régions au monde qui aient autant souffert de l'anarchie et du désordre que l'Afrique du Nord. Depuis la fin de la paix romaine, a sévi presque sans arrêt dans cette immense région un régime de violences continuelles. Ce qui les caractérise surtout, en dehors des grands événements historiques, c'est la prédominance des petits désordres. Les luttes entre chefs locaux et tribus voisines, les razzias de nomades, le brigandage, les exactions des chefs se sont révélés à la longue plus destructeurs peut-être que de grandes guerres de durée limitée. Car ils ont produit une dévastation du pays qui serait inimaginable si elle n'était apparente encore.

Dans des steppes désolées, et qui ne nourrissent encore aujourd'hui que quelques nomades faméliques, s'élèvent les ruines somptueuses de villes romaines, des traces de canalisations, de fermes et de villas innombrables. Ces vestiges ont servi souvent de guide à la colonisation. On sait ce que la fortune du Sud-Tunisien doit aux initiatives de Paul Bourde. Celui-ci fut frappé par le nombre des vestiges d'anciens moulins à huile et de meules à olives que l'on rencontrait dans la steppe aux trois quarts désertique qui entourait Sfax. Il se dit que là avaient dû s'étendre d'immenses plantations d'oliviers et il tenta de les faire revivre. Le résultat fut l'une des plus

brillantes réussites de la colonisation française. Des millions d'oliviers font aujourd'hui de la ville de Sfax, et surtout de sa population indigène, la plus riche de la Tunisie.

L'Afrique du Nord, sa partie orientale principalement, qui avait été l'une des régions les plus riches du monde antique, offre un exemple frappant du degré de dévastation auquel l'insécurité et l'anarchie peuvent mener. Peu à peu, au cours des siècles, d'abandon en abandon, de destruction en destruction, le désert remonta presque jusqu'à la côte. Les auteurs anciens racontent qu'autrefois la route de Carthage à la Syrte était entièrement bordée de maisons et de jardins. Or, il y a vingt ans seulement, de larges portions de brousse, où vivaient encore des chacals et des hyènes, se rencontraient à moins de cinquante kilomètres de Tunis.

Au Maroc, la situation était plus frappante encore. Jusqu'au protectorat, la population des villes se considérait comme assiégée en permanence derrière ses murs. Dans les admirables jardins qui entourent la ville de Fez, il n'existait pas une maison de campagne parce que, jusqu'en 1912, c'eût été un suicide que de passer une nuit hors les murs. Dans ces régions d'une admirable fertilité, le nomadisme était obligatoire, car aucun village ne pouvait durer sous la menace des razzias. On a défini l'histoire du Maroc : « La mêlée confuse de cinq cents tribus entre elles » et il y a moins d'un siècle la même définition aurait pu s'appliquer à l'Algérie.

Tous ces faits bien connus montrent qu'en Afrique du Nord, le maintien minutieux et rigoureux de l'ordre reste la nécessité primordiale.

Traditionnellement, l'anarchie était entretenue d'abord par la razzia et le brigandage pur et simple. Puis venaient les troubles politiques ou soi-disant tels. Ibn Khaldoun, le plus grand des historiens de l'Afrique du Nord, remarque que presque toutes les séditions avaient pour points de départs des prétextes religieux. Presque toujours, à l'origine des bouleversements, était un prédicateur qui parvenait à soulever quelques tribus, et qui, après avoir remporté quelques succès, voyait grossir son parti et finissait par s'emparer du pouvoir. Le prédicateur heureux devenait alors fondateur de dynastie, distribuait les charges de l'État à ses parents ou aux membres de

sa tribu qui régnaient jusqu'à ce qu'un nouveau prédicateur heureux les détrônât à son tour. L'histoire tout entière de l'Afrique du Nord est la répétition monotone d'une série d'épisodes de ce genre, grands et petits. Les plus célèbres dynasties africaines n'ont pas d'autre origine : les Fatimides, les Almohades, les Almoravides, les Merinides, etc., ont toutes pour fondateur l'organisateur d'un « réveil » religieux.

Au Maroc, ce processus était resté jusqu'à nos jours l'élément fondamental de la vie politique. Ce type du « roghi », tribun théologien, réussissant à fanatiser et à organiser un groupe de tribus en vue de la conquête du pouvoir, était une institution presque permanente et une menace qui planait toujours sur les sultans et les empêchait de rien entreprendre de sérieux. Rien que dans les vingt-cinq dernières années, il y en eut toute une série, et le moindre d'entre eux eût peut-être réussi à conquérir le pays s'il n'avait été « liquidé » par la force française. On se souvient de Raisouli, de El-Hiba, de Ma-el-Ainin, etc. Le dernier fut Abd-el-Krim, encore présent dans toutes les mémoires.

Ce trait n'est d'ailleurs pas spécial à l'Afrique du Nord musulmane. Dans ce pays, la démagogie a toujours revêtu la forme du fanatisme religieux. L'Afrique du Nord chrétienne a connu, elle aussi, des convulsions analogues provoquées par les ariens, les donatistes, etc. Aussi tous ceux qui, pour des raisons faciles à deviner, ont essayé d'affaiblir la France en s'attaquant à sa position méditerranéenne qui fait d'elle un État de quatre-vingt-cinq millions d'habitants d'un seul tenant, se sont-ils efforcés d'exciter les passions « idéologiques » en Afrique du Nord. Ce fut d'abord la propagande communiste, qui se révéla sans action sur les masses musulmanes. Cette constatation amena les agitateurs, encouragés et soutenus par nos rivaux, à tenter une autre méthode.

*
* *

Le fait le plus frappant a été la tentative d'acclimater la violence dans la partie traditionnellement la plus calme de l'Afrique du Nord. Ce fut l'œuvre du mouvement que l'on a appelé le Néo-Destour, en Tunisie. Celui-ci, créé de toutes

pièces par des intellectuels formés dans les universités françaises, opposa une violente surenchère aux tendances modérées et loyales des réformistes locaux. Au début l'on « misait » sur le communisme. Trouvant le résultat insuffisant, on décida de tenter de rallumer pour l'exploiter le fanatisme religieux assoupi par un siècle de tolérance française. Lorsque l'organisation des syndicats fut autorisée en Tunisie, les ouvriers musulmans adhérèrent spontanément aux syndicats français organisés par la C.G.T., croyant placer ainsi leur action sur le plan corporatif. Le Néo-Destour s'éleva violemment contre cette tendance et n'eut de cesse que des syndicats purement musulmans ne fussent créés. Le but poursuivi était de les faire servir de troupes de choc à l'usage des manifestations urbaines. Leur « entraînement » commença et le premier résultat de cette tactique fut l'échauffourée de Bizerte (novembre 1937) où il y eut des victimes. Le principe était de provoquer les incidents puis de crier à la brutalité, afin d'alimenter la virulence de la presse du parti.

Au Maroc et en Algérie, le même mot d'ordre de propagande à base religieuse est mis en œuvre. A Alger, on s'efforce d'utiliser pour des fins politiques le mouvement des Ulémas, sur lequel veut mettre la main une équipe, formée dans les universités étrangères et façonnée aux méthodes de la propagande orientale, moitié prédication et moitié menace. Une campagne d'excitation forcenée est déchaînée contre l'élément sacerdotal musulman, traditionnellement fidèle à la France. Elle aboutit à l'assassinat du mufti d'Alger, opéré suivant les plus pures directives du terrorisme.

Au Maroc, quelques jeunes bourgeois de Fez tâchent aussi, en prenant pour base d'opérations la mosquée Karaouine, d'exciter la population, de créer des syndicats destinés à servir de troupes de choc et d'organiser des manifestations dans les villes. Il est à remarquer, cependant, qu'au Maroc ce mouvement n'essaye même pas d'enrôler les villageois, qui gardent un souvenir trop frais de l'oppression sans limites que leur faisait subir, quand elle le pouvait, la bourgeoisie indigène de la capitale.

La propagande des antifrançais, en Afrique du Nord, est allée en s'enhardissant et en se précisant. Surtout, elle était

parvenue à mettre sur pied et à répandre un certain nombre de mythes et de « slogans », qui devenaient de véritables machines de guerre. Peu importe leur exactitude. Ce n'est pas à l'esprit critique des masses que l'on faisait appel. Ce qui importait, c'était le retentissement de ces formules; leur valeur passionnelle, les leçons et les menaces qu'elles contenaient faisaient écho aux homélies du fameux poste de Bari.

Mais dans les deux dernières années, la tactique des agitateurs et le ton de leur presse subit, surtout en Tunisie et au Maroc, une étrange transformation. Tout d'abord, jusque-là, ils n'avaient que des préoccupations locales. On s'efforça désormais, avec des moyens puissants, de créer la conjonction des différentes équipes nord-africaines. Les journaux de chacune font une large place à l'activité de l'autre. Des émissaires assurent la liaison, des quêtes de solidarité ont lieu, des tracts spéciaux (comme par exemple ceux qui ont été saisis à Constantine, le 19 avril 1938) célèbrent les mérites des agitateurs voisins et les donnent en exemple.

L'impunité accroît leur hardiesse. Ces meneurs sont une poignée et leurs véritables fidèles un groupe infime. Mais vis-à-vis de leurs compatriotes, ils s'imposent par la menace et les procédés du « racket ». Ils ont à plusieurs reprises assailli ceux qui osent les contredire ou les critiquer. Ils commencent à proscrire ouvertement la collaboration avec la France. S'ils ne désiraient qu'améliorer la situation des ouvriers indigènes, par exemple, pourquoi les avoir si violemment détournés d'adhérer aux syndicats français, où ils avaient l'avantage d'être traités en égaux et sur le même pied que les travailleurs français? Le but n'était donc plus d'améliorer, mais de séparer.

Mais ce fut le 20 novembre 1937 que se produisit la manifestation par excellence, révélatrice des nouvelles directives. Malgré les avertissements de la Résidence, des agitateurs organisent à grand fracas et à grands renforts d'articles menaçants dans leurs journaux une grève générale, dont la seule raison est de protester contre des mesures de police prises, *au Maroc*, par le général Noguès. La grève échoue, mais le symptôme était des plus alarmants. Il signifiait que le mouvement se croyait autorisé à sortir du cadre local et

prenait désormais ouvertement posture de destructeur de la souveraineté française en Afrique du Nord.

Les choses deviennent plus graves lorsque, peu après, de nouveaux mots d'ordre apparaissent dans la propagande. Brusquement, l'armature militaire de la France en Afrique du Nord devient l'objet d'une étrange attention. Dans des réunions, on invite ouvertement la population à refuser la conscription et, en cas de guerre, à empêcher le départ des troupes vers la métropole, à « déboulonner les voies de chemin de fer » (*sic*), en un mot à saboter la mobilisation. C'est, cette fois, et en période terriblement critique, la collusion ouverte des meneurs avec les ennemis de la France.

Et comme le Gouvernement se décide à sévir et fait ouvrir une instruction, les agitateurs en chef, obéissant évidemment à un mot d'ordre (l'« orchestration » était évidente, puisqu'on était à quelques semaines de l'Anschluss et de la première tension tchécoslovaque), essayent de déclencher une véritable sédition. Sans la sagesse du Résident Général, qui chargea immédiatement l'autorité militaire de rétablir l'ordre, les plus graves événements étaient à redouter. A Tunis, des manifestations violentes se déroulent ; on essaie d'assaillir le Palais de Justice. Le même jour, des manifestations ont lieu dans divers centres de l'intérieur. Sans la promptitude et l'habileté des mesures prises par le général Hanote, la tactique des meneurs eût réussi à répandre dans l'Europe attentive le bruit d'une véritable révolte en Afrique du Nord. Heureusement, il n'en fut rien ; à part une sérieuse échauffourée à Tunis, tout se réduisit à quelques opérations de police, sans qu'il y eût à déplorer hors de la capitale ni victimes, ni destruction.

Mais les perquisitions et les enquêtes qui eurent lieu ont révélé l'ampleur de cette organisation. Elles ont montré surtout que, obéissant à des influences étrangères, elle visait à créer un climat de troubles dans l'éventualité d'une guerre européenne [1].

1. Il est à remarquer que, dans leur violente propagande contre les colons, les journaux destouriens ne visaient jamais que les colons français. Ils n'attaquaient jamais les colons italiens qui tiennent aussi une place dans la vie économique. Non moins significatif est le fait qu'au cours des manifestations dont le but est de

L'immense majorité de la population tunisienne fut consternée. Il est aisé de se rendre compte qu'une telle attitude est une trahison envers les indigènes tunisiens plus encore qu'envers la France. Car il est évident que la pire des choses qui puisse arriver aux indigènes tunisiens, comme à leurs voisins de l'ouest, serait de tomber sous une autre domination que celle de la France. On peut imaginer quel serait le sort de cette population livrée à un colonisateur alliant à un urgent besoin d'exporter en masse ses hommes une idéologie « raciste ». Ce serait la certitude pour les malheureux Nord-Africains, qu'ils soient berbères ou arabes, c'est-à-dire sémites, de subir une politique de refoulement et d'ilotisme, d'être traités en êtres inférieurs. En un mot, ce serait la transformation de l'Afrique du Nord en une colonie de peuplement avec la perspective pour ses indigènes de devoir faire place nette comme par exemple dans le « Djebel » tripolitain, dont la population musulmane a été refoulée pour faire place aux vingt mille colons italiens qui y ont été installés solennellement le 20 novembre 1938.

Aujourd'hui, tous les membres éclairés de l'Empire Français se rendent compte de leur situation privilégiée dans un monde devenu féroce pour les faibles. L'une de ses plus frappantes manifestations a été le succès et la popularité de l'emprunt de la défense nationale émis en Indochine. Cette excellente initiative de M. Georges Mandel a montré que les Annamites ont su regarder autour d'eux, comparer leur situation à celle des autres Asiatiques et comprendre que la France est leur seule sauvegarde.

La civilisation française a toujours été de toutes les civilisations européennes la seule qui ait su s'entendre et vivre en bonne harmonie avec l'Islam[1]. En Sicile, en plein moyen âge, la Cour de Robert Guiscard réunit chrétiens, musulmans et juifs, et la domination normande remplacée par une domi-

réclamer le régime parlementaire « intégral » pour la Tunisie, des chœurs acclamaient le chef du Gouvernement italien, partisan fervent du parlementarisme et plein d'égard pour les Africains, comme chacun sait ! Cela donne la mesure de la bonne foi des organisateurs et montre pour qui ils travaillaient.

1. Nous ne faisons pas entrer en ligne de compte la situation de l'Angleterre en Égypte, les résidents anglais étant peu nombreux dans ce pays (mais s'accordant d'ailleurs fort bien avec la population).

nation germanique est suivie de la destruction définitive de l'Islam dans toute l'île. Depuis cette époque, toutes les expériences, autres que les françaises, de « cohabitation » entre population chrétienne et population musulmane avaient toujours abouti à la destruction violente de l'une ou de l'autre ou à une effroyable oppression du plus faible. Les États de l'Orient méditerranéen n'ont su que supprimer le problème par l'échange ou la transportation (et parfois le massacre) des populations, ainsi entre la Turquie ou la Grèce. L'Afrique du Nord et la Syrie restent parmi les rares foyers de tolérance intégrale au bord de la Méditerranée.

Quant à l'indépendance, l'Histoire ne montre que trop ce que devient l'Afrique du Nord chaque fois qu'elle est livrée à elle-même. Dans ce pays, les déséquilibres ethniques et linguistiques, la violente opposition entre les citadins, les agriculteurs et les nomades sont tels que l'anarchie et l'insécurité renaissent aussitôt que l'ordre n'est pas maintenu par une force extérieure.

Si l'on veut juger objectivement du sort actuel des populations nord-africaines, il faut évidemment le comparer au régime d'autres pays de situation politique et sociale analogue. On se rend compte alors à quel point le régime politique et administratif qu'y a établi la France est plus humain et mieux adapté à la complexité extrême de la situation.

Prenons le cas d'un pays qui lui ressemble étonnamment : l'Afrique du Sud, par son climat et par la proportion de colons d'origine européenne qu'elle contient par rapport à la population indigène, se rapproche beaucoup de l'Afrique du Nord. En outre, l'Afrique du Sud bénéficie d'une très large autonomie administrative, puisqu'elle est promue au rang de Dominion. Dans ce pays, les indigènes (qui sont cependant en grande partie chrétiens) n'ont aucun droit politique. Ils sont exclus de toutes les assemblées et des administrations. L'exercice de la plupart des métiers spécialisés leur est interdit : un indigène ne peut pas être mécanicien ou menuisier, par exemple. La plupart des écoles et des universités leur sont fermées. Ils ne peuvent pas être propriétaires dans la plupart des villes, ni dans certaines provinces, où ils ne peuvent résider ou se rendre sans une autorisation toujours révocable.

Ils sont soumis au régime du passeport intérieur et ne peuvent quitter leur village sans visa, etc... Enfin, ils ne peuvent jamais espérer en aucune façon s'assimiler, ni même se rapprocher de leurs compatriotes d'origine européenne.

Les Nord-Africains ne subissent aucune de ces restrictions, qui aujourd'hui sont fréquentes même dans des nations européennes. Ils participent largement aux administrations et aux assemblées locales, ils ont accès à tous les postes administratifs. En un mot, ils jouissent de libertés qui, dans bien des grandes nations d'Europe, autrement cultivées que la Tunisie ou le Maroc, ne sont plus qu'un souvenir. Les colonies françaises, dit un auteur étranger, sont les seules où ne sévisse pas le complexe d'infériorité.

Quant aux autres pays musulmans que l'on pourrait comparer à l'Afrique du Nord, on sait qu'ils sont presque tous soumis actuellement à des régimes dictatoriaux (de même d'ailleurs que la plupart des pays européens riverains de la Méditerranée). Et cela même au sens canonique musulman du mot, puisque leurs chefs portent atteinte à la loi religieuse qui jadis limitait le pouvoir même des padischahs.

L'Afrique du Nord n'a jamais connu avant la France d'autre régime politique que l'anarchie totale ou le despotisme intégral, celui où le moindre caïd pouvait, sans raison, faire mourir sous le bâton qui il voulait. Il convient, dans un pays qui n'a que de tels précédents, d'être très prudent dans l'octroi des droits politiques. Ceux-ci doivent être le couronnement d'une évolution et non pas son point de départ. Le régime démocratique est inséparable d'un certain humanisme. Il exige un minimum de maturité psychologique et conduit à des catastrophes dans tout autre cas.

C'est dans une fraternelle sympathie pour les Nord-Africains qu'il faut prendre le courage de dire que l'octroi prématuré de droits politiques étendus les vouerait à bref délai à des convulsions analogues à celles de l'Espagne actuelle et ouvrirait pour eux une ère de souffrances et de destructions. Elles amèneraient fatalement des interventions qui les replaceraient bien vite sous des régimes d'où la bienveillance et la tolérance sont exclues.

*
* *

Est-ce à dire que la situation actuelle en Afrique du Nord soit la meilleure possible et qu'aucun progrès ne puisse y être fait ?

La France doit faire face dans ces pays à certaines situations dont elle porte la responsabilité, car elles sont la conséquence directe de ses propres bienfaits. La principale est la situation démographique.

Depuis l'époque romaine, la population de l'Afrique du Nord avait toujours décliné. L'anarchie avait provoqué l'appauvrissement progressif du pays, qui, combiné avec l'insécurité, les razzias, etc., avait pour conséquence une mortalité effrayante qui dépassait le très haut chiffre des naissances.

La paix française et les progrès de l'assistance médicale ont changé la situation. Dans les cent dernières années, la population de l'Algérie a plus que triplé. En cinquante ans, la population tunisienne a plus que doublé. Le Maroc suit la même voie. Aujourd'hui, la population indigène de l'Afrique du Nord augmente de plus de *deux cent mille* âmes par an ! Cette croissance énorme pose des problèmes économiques très ardus. On peut s'imaginer leur ampleur en pensant que si la population de la métropole avait augmenté dans les mêmes proportions durant la même période, la France compterait aujourd'hui près de quatre-vingt-dix millions d'habitants !

A ces chiffres révélateurs d'une situation démographique prodigieusement favorable, comparons quelques autres. Le taux de la mortalité par mille habitants est en Égypte de 27,3 ; il est en Algérie de 17,2. Dans le Sud-Ouest Africain, le principal résultat de la colonisation allemande a été de faire tomber la population indigène de deux cent mille à quatre-vingt mille habitants. Quant à la Tripolitaine, vingt-cinq ans de domination italienne ont fait diminuer de moitié sa population musulmane.

La solution la plus généralement proposée est celle qui consiste à développer le paysannat et l'artisanat indigène pour créer des ressources à l'énorme surcroît de population nord-africaine. Dans sa première session, le Haut Comité médi-

terranéen a consacré une séance entière (le 9 mars 1938) à cette question qui a été aussi très approfondie en Tunisie. Sans doute, il a toujours existé des régions de paysannat indigène. Mais par suite des atteintes des nomades et des exactions des chefs (Ibn Khaldoun fait un tableau poignant de la condition du cultivateur nord-africain), elles étaient allées en se réduisant. Aujourd'hui, les terres ne manquent pas. Ce qui met surtout obstacle à l'extension de ce paysannat, c'est surtout la question du régime des terres, de leur aménagement et celle de l'éducation de la population.

Le régime des terres en Afrique du Nord est trop souvent caractérisé par le peu de certitude de la propriété. La cause en est principalement dans la survivance d'une législation insuffisante et dans l'absence de cadastre. Sans doute a-t-on introduit de bonne heure en Tunisie et au Maroc le régime de l'immatriculation. Mais il reste trop lent et surtout trop coûteux pour les paysans indigènes. D'autre part, il existe d'énormes biens de main-morte, dont la plus grande partie est à moitié abandonnée. Il ne faut pas oublier que, durant des siècles, la constitution de ces biens de main-morte était l'unique assurance contre les spoliations.

Jusqu'ici on s'est montré d'une extrême timidité pour résoudre ces questions qui deviennent chaque jour plus urgentes. En Tripolitaine, le Gouvernement fasciste a, dès 1922, décidé que toute terre inculte serait considérée comme domaniale. A Madagascar, M. le gouverneur général Marcel Olivier avait organisé des sortes de missions cadastrales rapides et peu coûteuses. Nos hésitations aboutissent ainsi à créer artificiellement une question (et une agitation) agraire en restreignant la quantité de terres disponibles, car la mise en valeur de ces étendues immenses est pratiquement impossible tant que l'on ne pourra pas garantir contre l'éviction, et aussi protéger par l'inaliénabilité, ceux que l'on vise à y établir. M. Peyrouton avait élaboré un remarquable projet de cadastre « rapide » qui est resté inappliqué.

Un adversaire non moins redoutable de l'extension du paysannat indigène, c'est l'absence de prévoyance et la paresse du Bédouin. Celui-ci est, en général, réfractaire à tout travail ; il est accoutumé à se décharger sur les femmes de tous les

travaux pénibles ; il dévaste les forêts, épuise les pâturages et déguerpit sans jamais rien tenter pour les améliorer. Il se considère toujours comme provisoirement campé dans les lieux qu'il occupe et méprise traditionnellement le paysan sédentaire qui travaille de ses mains. C'est un étonnement toujours renouvelé, lorsqu'on parcourt l'Afrique du Nord, de voir que dans nombre de régions même fertiles, les villages ne s'entourent pas de jardins, ni de cultures vivrières ou maraîchères. Ce sont ceux où prédomine la mentalité bédouine. Plutôt que de faire l'effort de cultiver des légumes et des fruits, on préfère, sa vie durant, supporter toutes les privations [1].

Le sort des Bédouins, et surtout la condition de leurs malheureuses femmes, font souhaiter que l'on mette quelque énergie à les sauver d'eux-mêmes. Car il est vain de songer que l'on puisse améliorer un état d'esprit aussi enfantin sans avoir recours à des procédés d'éducation analogues à ceux que l'on impose aux enfants, même les mieux doués. Les exemples et les réussites ne manquent pas à ce sujet. La plus remarquable est celle du service du travail, tel qu'il a été instauré par M. Marcel Olivier à Madagascar et imité ensuite aux États-Unis et en Allemagne, où il s'applique maintenant à des *millions* de jeunes gens. Citons aussi l'institution de moniteurs agricoles, investis d'une certaine autorité, comme au Mexique, en Égypte, en Russie et même en Arabie séoudite. En un mot, sans le principe de l'obligation éducative, comportant comme aux États-Unis l'obligation d'un apprentissage artisanal et agricole, tous les efforts pour l'instauration d'un paysannat indigène resteront vains.

Enfin, il reste la question de l'irrigation, qui est éternellement d'actualité en Afrique du Nord. Dans les régions montagneuses, comme il en existe surtout en Algérie et au Maroc, la solution est relativement plus aisée, car elle est liée à l'édification de quelques grands barrages qui permettent d'irriguer des régions entières. Dans les régions de plaines, comme en Tunisie, on est obligé d'avoir recours à des travaux beaucoup plus nombreux et plus étendus, mais plus faciles à

1. On évalue le nombre des Bédouins nomades à 600 000 rien que pour la Tunisie, soit près du tiers de la population.

exécuter. Les Carthaginois, puis les Romains avaient couvert ces steppes, aujourd'hui incultes, d'un réseau immense de barrages et de réservoirs que précisément les ancêtres des Bédouins actuels ont minutieusement annihilés. Il ne suffit pas, pour édifier un réseau de ce genre, de capitaux et de quelques équipes de spécialistes. Il s'agit de travaux peu importants, peu coûteux, mais très nombreux, que l'on peut faire exécuter par les intéressés eux-mêmes, à condition de les bien diriger, mais aussi à condition de les y obliger. Ce dont il résultera pour eux un bienfait durable et autrement important que les quelques contraintes temporaires qui leur seraient imposées dans ce but. Ici aussi il faut faire preuve d'énergie : il semble que le service du travail, qui a permis aux États-Unis de reboiser les immenses étendues du Tenessee et de réaliser de véritables prodiges pour l'équipement à Madagascar, est un exemple à généraliser.

Signalons enfin l'insuffisance des investissements de capitaux français et la timidité de la politique d'emprunts.

*
* *

Ces questions économiques sont sans doute de la plus grande importance. Cependant elles sont malgré tout secondaires, ou tout au moins faciles à résoudre. N'importe quel colonisateur est susceptible aujourd'hui de mettre en valeur un pays. De même, on peut facilement rattraper un retard en ces matières. Il suffit d'un programme, de bons techniciens et de capitaux. D'autre part, la situation matérielle des populations nord-africaines est bien meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été. La proportion de population dénuée est bien plus faible qu'autrefois. Même dans la série d'années de disette qu'a traversées l'Afrique du Nord, une très large organisation d'assistance a parfaitement fonctionné et nourri des dizaines de milliers d'affamés. Avant la France, la tradition était de les laisser mourir avec des paroles miséricordieuses. On peut dire que d'une façon très générale, et excepté pour les nomades irréductibles, les niveaux de vie sont très supérieurs à ce qu'ils étaient jadis.

Mais ce qui engage l'avenir, ce sont les questions psycho-

logiques. Car l'on peut, par un tarif douanier ou par quelques mesures législatives, transformer une situation économique. Mais il faut des dizaines d'années pour modifier la mentalité d'une population. A ce point de vue, l'Afrique du Nord touche à un point décisif de sa croissance.

Pendant longtemps, le gros de la population indigène considéra qu'elle n'avait rien de commun avec les Français, ni avec la civilisation française. Elle jugeait au fond que leur présence représentait un temps d'épreuves dont elle attendait la fin. Puis de nouvelles générations sont venues, qui ont cessé de croire qu'il n'y avait rien de commun entre les deux groupes. Elles ont commencé à connaître et à apprécier les choses françaises. Un immense réseau de liens de toutes sortes s'est tissé ; des affinités se sont créées, tout un climat moral qui est le résultat d'un siècle d'échanges. En Algérie et en Tunisie il existe aujourd'hui jusqu'à d'excellents poètes musulmans d'expression française.

Une très large partie de la population tend aujourd'hui à adopter des idées et un genre de vie de plus en plus francisés. D'autre part, il s'avère, d'une manière générale, que la vie orientale traditionnelle, et même une partie du droit canonique musulman, ne sont guère compatibles avec la civilisation moderne. Dans les dernières années, il s'est produit dans les pays musulmans une évolution du droit et des mœurs analogue à celle de l'Europe au XVIIIe siècle. Ces pays renoncent volontairement à leur armature médiévale. De nos jours, à l'exception de l'archaïsme voulu de quelques petits États d'Arabie, l'évolution est générale. Elle a même été d'une rapidité (et l'on peut ajouter d'une brutalité) stupéfiantes. La Turquie, la Perse et en grande partie l'Égypte ont adopté, même dans le statut de la famille, des règles nouvelles qui bouleversent ou modifient les usages et le droit traditionnel. Malgré quelques mouvements d'opposition, on peut considérer que ces réformes si radicales ont été bien accueillies de l'ensemble de la population, car il est évident que, si elles avaient provoqué un sursaut unanime de révolte, leurs promoteurs n'auraient pu ni les imposer, ni se maintenir au pouvoir.

La population musulmane de l'Afrique du Nord, tout au moins sa partie sédentaire, est inévitablement poussée à une

évolution. Le droit traditionnel est pour elle une gêne grandissante, qui ne cadre plus du tout avec les mœurs. On peut dire qu'actuellement le statut de la famille, le statut de la propriété foncière et même le droit successoral, avec son obligation de rester dans l'indivision, si gênante pour la vie économique, sont des obstacles de tous les jours, que l'on s'ingénie spontanément à tourner. D'autres points, comme la polygamie et le statut de la femme, tendent à tomber en désuétude. Autrefois, les citadins de l'Afrique du Nord tiraient fierté de la claustration de leurs femmes ou de leur droit à la polygamie. On jugeait du rang d'un personnage au nombre de ses femmes. Aujourd'hui, ce sont des choses que sincèrement ils ne comprennent plus et dont le souvenir même, au fond, les humilie plutôt qu'il les enorgueillit. En un mot, leur mentalité a changé. La chose est surtout sensible en Tunisie, où existe la plus forte proportion de citadins instruits.

Mais il reste à savoir si cette évolution se produira dans le cadre français ou contre lui. A première vue, il semble qu'elle devrait rapprocher indigènes et Français. La disparition progressive des mœurs qui créaient une incompatibilité de chaque instant entre les deux groupes devrait supprimer ces barrières. L'Islam africain, débarrassé de tous ses archaïsmes, garde surtout sa haute valeur morale, sa large humanité et sa figure essentielle de religion monothéiste, issue de la même souche que le christianisme et susceptible de prendre place dans les familles spirituelles de la France, comme l'aurait dit Barrès.

Mais c'est justement à ce moment, où nous sommes à la croisée des chemins, que de divers côtés des mots d'ordre surgissent pour empêcher que l'évolution ne prenne cette forme. L'opposition revêt surtout deux aspects : le premier est celui qui ressuscite facticement une vieille controverse qui remplit les premiers siècles de l'Islam. C'était celle des partisans du caractère exclusivement arabe de l'Islam et qui, du même coup prônait le droit à la suprématie sur tous leurs autres coreligionnaires des Arabes ou des Musulmans d'origine arabe. Les vicissitudes historiques, les Mongols, les Tatars, les Turcs, les Berbères, etc., s'étaient chargés de démentir cruellement pendant des siècles cette thèse. Toute l'œuvre d'Ibn Khaldoun est destinée à la combattre.

On cherche aujourd'hui à la ressusciter en Afrique du Nord. C'est le rôle que se sont assigné certains propagandistes. La thèse consiste à prêcher le retour à la simplicité primitive de l'Islam ; mais le plus souvent tout se passe comme si cela signifiait exclusivement pour eux le retour à ses origines arabes. Sous couleur d'instruction religieuse, on s'est efforcé de couvrir le pays, et notamment l'Algérie où jamais il n'y eut de véritable culture arabe, d'un réseau d'écoles, dont le rôle est de contre-balancer l'influence de l'école française. Ainsi, à cette population d'un pays surpeuplé, qui a plus que tout autre besoin d'ingéniosité et d'application, qui est démunie de connaissances techniques et que guette l'expansion démographique de voisins dangereux, on offre comme remède à ses maux la controverse théologique et l'étude de l'arabe classique, langue morte, au moins aussi éloignée des dialectes africains que le français l'est du latin.

On s'efforce en même temps de moderniser les « medersa » (sorte de séminaires) en les transformant en écoles supérieures ou en universités de langue arabe. Ainsi l'on veut arriver à créer, à côté de la bourgeoisie musulmane de culture française et laïque, une classe dirigeante systématiquement fanatisée, qui serait le cadre virtuel d'un État dans lequel l'élément français ou francisé deviendrait peu à peu une minorité.

Les dirigeants de ce mouvement prennent leur mot d'ordre en Orient, où ont été formés la plupart de ses chefs. En un mot, c'est un mouvement de théologiens, à tendances aristocratiques, ayant des visées à longue échéance et préparant lentement et sûrement son terrain. Sa principale victoire a consisté dans le fait que les administrations algériennes l'aient laissé installer un réseau d'écoles dans le pays.

Ce mouvement recherchait autrefois la sympathie du parti socialiste et même communiste, qui vinrent plusieurs fois à son aide. Depuis la tournure qu'a prise la politique musulmane des soviets (on sait que ceux-ci, après avoir ménagé l'Islam, ont adopté maintenant vis-à-vis de lui une attitude tout aussi nettement brutale et destructrice que vis-à-vis des autres religions), il s'est détourné des questions sociales et a renoncé à cette aide.

L'autre tendance est surtout illustrée par les événements

de Tunis et de Fez, dont nous avons parlé plus haut. Chose curieuse, elle est menée surtout par des intellectuels formés dans la métropole. Sa méthode est surtout démagogique et semble calquée sur celle des partis révolutionnaires en Occident (organisation de cellules, méthodes de propagande, etc.). Dans les derniers temps elle s'était enhardie jusqu'à tenter d'introduire en Afrique du Nord des méthodes de terrorisme. Elle s'efforçait de recruter des adeptes par la menace et d'entraîner méthodiquement à l'agitation les masses. Un de ses procédés favoris était d'attenter au prestige français, en organisant des démonstrations et des manifestations dans les quartiers européens des villes. C'est ainsi qu'à Tunis, tous les grands meetings avaient lieu systématiquement dans les quartiers français. De même, ils s'efforçaient de créer des groupes de choc. M. Guillon avait dissous, dès février 1938, des pseudo-boys-scouts moustachus qui servaient à faire croire aux paysans que les agitateurs étaient des chefs d'État disposant d'une garde prétorienne.

Si ces méthodes d'action étaient terriblement claires, le programme des agitateurs, tout au moins avant leurs collusions étrangères, n'était pas très net. L'essentiel était de créer un climat d'agitation politique et de revendications vagues qui, dans une population impulsive et en grande partie primitive, ouvrait la porte aux plus grands espoirs de bouleversement.

Il semble que, en outre des difficultés économiques, dues aux erreurs de la déflation et à des sécheresses persistantes, la principale raison de l'efficacité relative de ces menées soit d'ordre psychologique. Elle réside dans le fait que l'on n'a pas su, ni voulu, jusqu'à présent, poser les bases d'un Islam français, comme il y a un Islam turc, russe, albanais, persan, yougoslave, hindou, javanais ou même chinois. Cette carence permet aux meneurs de jouer à coup sûr de l'équivoque, qui consiste à opposer la qualité de Musulman à celle de Français, d'affirmer leur incompatibilité. Position qui méconnaît évidemment la grandeur de l'Islam et son caractère essentiel de religion supra-nationale et œcuménique, comme elle méconnaît l'ampleur de l'humanisme français.

Les occasions ne manquaient pas cependant d'affirmer au moins théoriquement cette possibilité. La fondation de la

mosquée de Paris, celle des medersas (séminaires musulmans) nouvelles, celle de Dakar notamment, auraient pu, et peuvent encore, permettre de créer des chaires et un enseignement théologique en langue française.

Cette question est impossible à éluder. Elle se posera fatalement de nouveau. Elle est probablement la plus importante du point de vue de l'avenir de la France en Afrique du Nord. Suivant la solution qui lui sera donnée, les classes dirigeantes musulmanes achèveront ou non de s'intégrer à la France. Le fait que ce soit parmi les plus francisés des intellectuels que se recrutent souvent les agitateurs démontre le malaise de ces jeunes gens. Ils cherchent leur voie et n'ont pas trouvé le moyen de concilier les aspirations de leur âme divisée. Quelle que soit l'énergie avec laquelle on souhaiterait éluder cette tâche, la fonction de notre génération est d'élaborer une tradition. Le même problème s'est posé dans les autres colonies que l'on a résolu sagement en ouvrant, avec discernement et prudence, la cité française aux *élites* indigènes, à Madagascar comme en Indochine.

C'est de n'avoir pas pris position sur cette question qui contribue à ralentir un peu les effets de la propagande française dans ces pays. Jamais cette propagande n'a été si nécessaire. Autrefois elle se faisait toute seule, les récits des vieilles générations en tenaient lieu. Aujourd'hui qu'elles ne sont plus (sauf au Maroc), l'on ne daigne même plus rappeler aux jeunes de quel enfer la France les a tirés, ni quel est le sort de leurs congénères livrés à d'autres nations. La propagande antifrançaise s'exerce sans contrepoids. C'est depuis deux mois à peine qu'un poste de radio installé à Tunis permet de lui donner la réplique.

Tous les États de l'Europe font aujourd'hui des efforts gigantesques pour s'unifier et pour supprimer dans leur sein les particularismes politiques, même les plus anciennement établis. Ce n'est vraiment pas le moment de laisser le champ libre à une propagande destinée à diviser et à affaiblir l'unité française.

Au cours des dernières années, ces différentes tendances destructrices de l'œuvre française en Afrique du Nord ont pu épanouir leurs desseins, montrer ce qu'elles voulaient et

de quoi elles étaient capables. Elles ont permis de mesurer l'effort de propagandes scientifiquement organisées sur des populations au caractère impulsif, qu'on ne peut abandonner à la science des excitateurs formés dans les « laboratoires de psychologie » de nos adversaires.

Mais ces événements ont permis aussi de constater que les masses n'ont pas été gagnées par ces propagandes. A l'exception de ceux qui font de l'agitation un métier, les dirigeants eux-mêmes de ces mouvements sont profondément troublés par ce qui advient dans le monde. Ils comparent la situation de l'Afrique du Nord à celles d'autres pays.

En Tunisie (la Tunisie, dont, ne l'oublions pas, l'importance est énorme au point de vue psychologique car c'est elle qui a toujours donné son visage à l'Afrique du Nord), une politique de fermeté pleine de tact a donné des résultats immédiats. Toute la partie de la population qui forme l'opinion publique avait fort bien pris conscience des étranges collusions des meneurs. Elle était lasse des excitations à la haine, des adhésions et des contributions extorquées par la menace. Elle a montré un véritable sentiment de soulagement depuis qu'elle s'en est sentie délivrée. La plus significative de ses manifestations a été la réception spontanément organisée par la population du Sahel, la région la plus « travaillée » par la propagande, en l'honneur de M. Armand Guillon (27 août 1938) et qui a dépassé en cordialité tout ce que l'on avait vu dans les meilleurs moments. Enfin les graves tensions extérieures actuelles et le sentiment du péril extérieur ont révélé que la réaction des populations nord-africaines à l'heure du danger est profondément française. Elles ont produit des manifestations d'attachement émouvantes à la France.

Citons cet extrait d'une adresse des *élus* du centre tunisien :

« Au moment où la paix du monde et la liberté des peuples subissent une très grave menace, les élus tunisiens musulmans et israélites de la quatrième région, appréciant les bienfaits de la tutelle généreuse et humaine de la France, tiennent, au nom de leurs coreligionnaires composant la région, à affirmer solennellement leur attachement indéfectible à la France, leur seconde patrie, *protectrice de l'Islam* et res-

pectueuse de toutes les traditions. Ils déclarent être prêts à soutenir jusqu'au sacrifice suprême la lutte dans laquelle la France pacifique serait engagée malgré elle. Ils répondront d'un seul élan à l'appel de leur souverain bien-aimé et de leur vénéré résident général pour défendre, aux côtés de leurs frères français, le sol où flotte le drapeau tricolore, emblème de liberté et de fraternité, à l'abri duquel le peuple tunisien évolue sans contrainte vers une ère de prospérité et de progrès.»

Les « revendications » italiennes et allemandes ont fait le reste. Le dernier fellah nord-africain a vu des réfugiés tripolitains et n'ignore ni l'état d'ilotisme auquel sont réduits les musulmans lybiens, ni le fait que les répressions et les refoulements de la « colonisation démographique » ont réduit de moitié la population indigène de ce pays. Les dangers d'aujourd'hui, comme les épreuves de la guerre, ont montré que l'empire français n'est pas une vaine expression et que dans cet empire le bloc euro-africain est une masse de quatre-vingt-cinq millions d'habitants d'un seul tenant. Alger est aujourd'hui plus proche de Paris que Dijon sous Louis XIV, et Dakar plus proche que Marseille. C'est l'unité de cet ensemble incomparable qu'il faut accroître et sauvegarder.

GASTON BOUTHOUL

SOUVENIRS INÉDITS DU CAPITAINE GERVAIS

CAMPAGNES DE L'EMPIRE[1]

Ainsi que nous en avertissions nos lecteurs dans notre livraison du 1er janvier, les souvenirs du capitaine Gervais ont une telle ampleur qu'il nous est impossible de les publier in-extenso dans la *Revue de Paris*. Aussi avons-nous dû faire un choix dans ces pages (bien qu'elles soient toutes aussi attachantes par la précision du témoignage et par la charmante aisance du récit). Nous publions aujourd'hui le récit de la bataille d'Austerlitz et les souvenirs des campagnes contre les Russo-Prussiens en 1807 et contre l'Autriche en 1809. Nous ferons paraître le 15 février les souvenirs de la campagne de Russie (N.D.L.R.).

BATAILLE D'AUSTERLITZ

Après plusieurs combats avec les Russes, l'armée se concentra en vue d'Austerlitz dans la journée du 1er décembre. A ce moment, je rencontrai le fils aîné de mon maître d'école. Il y avait plus de onze ans que nous ne nous étions vus. Il était chef de musique au 21e régiment de ligne. Le neveu du curé d'Ozouer, colonel de ce régiment, l'avait protégé, et fait arriver dans le corps qu'il commandait.

Le 1er décembre au soir, toute l'armée française était en ligne, la droite à peu de distance de la petite ville d'Austerlitz.

Le soir, l'empereur, à pied, escorté seulement de quelques officiers d'ordonnance, passa dans les bivouacs de l'armée. La nuit étant close et sombre, des militaires du 46e de ligne

1. Voir a *Revue de Paris* des 1er et 15 janvier 1939.

étant au point où l'empereur commençait sa visite nocturne, qui n'avait pas été prévue ni annoncée, s'avisèrent de prendre le peu de paille sur laquelle ils étaient couchés, en firent des torches qu'ils allumèrent, en criant à tue-tête « vive l'empereur ». Les régiments à la suite de celui-ci en firent autant. Cela se propagea sur toute la ligne. Ce fut si prompt, accompagné d'un brouhaha de cris de « vive l'empereur ! » que l'armée ennemie, croyant sans doute à une attaque nocturne, en prit les armes.

Notre corps d'armée commandé par le maréchal Davoust fut divisé en deux parties : notre division, la première, avec le général Morand, fut jointe au 4e corps, dont elle tenait la droite ; les deux autres divisions avaient été dirigées sur Presbourg. Nous nous trouvions, de cette sorte, placés à peu près au centre de la ligne de bataille.

L'armée réunissait à Austerlitz environ soixante-dix mille hommes. Les adversaires ne comptaient pas moins de cent mille hommes en ligne dans une position choisie et retranchée.

Notre droite, placée vis-à-vis de la partie retranchée de l'ennemi, avait à traverser, pour arriver à cette partie, d'abord un terrain coupé par des lacs, puis un bas-fond où elle se serait trouvée exposée au feu d'une nombreuse artillerie. C'est ce mauvais pas qu'on voulait éviter, et qui le fut d'une manière victorieuse.

Le 2 décembre 1805, au point du jour, les armées prirent les armes. C'était pour nous l'anniversaire de l'empereur, c'est-à-dire de son couronnement. Le soleil se leva radieux. Plus de vingt-cinq mille hommes qui contemplaient son lever, ne devaient pas le voir coucher.

Ce jour-là, ce que nous n'avions pas vu jusqu'alors, toutes les musiques marchaient en tête des régiments. Aussi y eut-il plusieurs musiciens tués ou blessés, fait tout nouveau, la plupart de ces hommes étant gagistes, étaient bien payés pour faire de la musique, mais non pour se faire tuer.

La ligne des deux armées était courbe, notre centre porté en avant, ce qui s'expliquait d'abord par la dispo-

sition du terrain, et aussi par la prolongation des positions retranchées de l'ennemi, qui avait nécessité l'éloignement de notre droite. Dès le point de départ, les deux ailes durent se porter rapidement en avant, et le centre n'avancer qu'au fur et à mesure.

Notre droite passa entre les lacs, se porta sur les positions ennemies, comme si elle était décidée à les enlever à la baïonnette. Arrivée à portée de la mitraille ennemie, elle feignit l'épouvante, fit demi-tour, et s'en retourna comme elle était venue.

Les Russes, croyant à cette fausse épouvante, quittèrent leurs positions pour nous poursuivre. C'était là qu'on les attendait. Les nôtres se retirèrent jusqu'à la position qu'ils avaient quittée un moment avant.

Puis nous fîmes volte-face, en poursuivant l'ennemi la baïonnette aux reins. Celui-ci ne pouvait plus choisir le terrain pour sa retraite. Il s'aventure sur les lacs, où la glace, quoique forte, ne put résister à un semblable poids.

Nos obus et nos boulets aidant, plus de dix mille hommes furent noyés ou tués dans cette partie de la bataille.

Avant huit heures, le feu était vigoureusement allumé sur toute la ligne. Le sort de notre division fut, ce jour-là, d'être constamment exposée à la canonnade et aux charges de cavalerie. Nous ne fîmes qu'une fois, et pendant peu de temps, feu contre la garde russe.

Dans une première position où nous attendions le mouvement en avant de l'aile droite, plus de trente pièces faisaient un feu roulant sur notre division. Nous perdîmes alors bon nombre d'hommes sans pouvoir faire feu, les colonnes ennemies étant hors de portée de fusil.

Nous fîmes ensuite un petit mouvement en avant. Nous prîmes position, notre régiment ayant à sa droite un petit village occupé par plusieurs bataillons de la garde impériale russe. Embusquée dans les jardins et dans les bâtiments, elle faisait sur nous un feu roulant auquel nous ne pouvions que difficilement répondre.

Notre division reçut l'ordre de s'emparer de ce village. Ce n'était pas chose facile.

Pendant que les autres régiments tournaient ce village, le nôtre y entrait par une rue étroite.

Pris en trois sens par le feu de l'ennemi, nous perdîmes en quelques minutes plus de deux cents hommes, au nombre desquels était notre colonel, et quelques officiers.

Nous enlevâmes le village.

Les Russes qui le défendaient, coupés dans leur retraite par la colonne qui les avait tournés, eurent fort à souffrir. Nous avions à faire à des entêtés. Ils ne se rendaient que blessés ou sans espoir de pouvoir échapper.

Le village enlevé, nous fîmes un nouveau mouvement en avant. Nous arrivâmes à un vallon peu profond, dont l'armée ennemie occupait le versant opposé à celui par lequel nous arrivions. Là, nous fîmes un temps d'arrêt, où l'artillerie russe tonna à nouveau sur nous. Nous étions encore, vu la distance, dans l'impossibilité de répondre à ce feu. Notre artillerie, placée dans l'intervalle de nos bataillons, fit aussi un feu roulant.

On voyait la cavalerie ennemie se rapprocher de notre centre, se disposant à nous charger.

J'étais, comme fourrier, à la garde du drapeau, au premier rang de la file gauche. Un boulet avait frappé ma baïonnette et l'avait recourbée horizontalement, ce qui, pour la défense, la rendait nulle. Je me préoccupais de cela, surtout en la présence d'une charge de cavalerie qui ne pouvait manquer, d'après les dispositions apparentes, de nous arriver bientôt.

Il y avait des hommes tombés dans la 5e, qui était à notre gauche, dont les fusils étaient à terre. Pour éviter de quitter mon premier rang et de traverser les deux autres, je priai l'un de mes amis, Renier, fourrier de la 4e compagnie, de me donner l'un de ces fusils.

Renier fit deux ou trois pas; puis, revenant à sa place, il me dit : « Va, si tu veux, toi-même, prendre un fusil. Les boulets tombent trop fort. Si j'ai à être tué, je veux l'être à mon poste. »

Je quittai mon rang pour me procurer une arme. Je n'étais pas dérangé de toute mon épaisseur pour passer derrière le porte-drapeau, qu'un boulet tua les deux hommes de la file que je venais de quitter, mon ami Renier, et l'autre, nommé Charpentier, fourrier de la 7e. Si j'étais resté à ma place deux

secondes de plus, j'étais le premier tué, puisque j'étais au premier rang.

Je fus ramasser un fusil ; je m'assurai de son état, de celui de ma baïonnette, puis j'allai pour rentrer à mon rang. Pendant ma courte absence, le capitaine de la 5e compagnie avait fait entrer à la garde du drapeau, trois chasseurs, pour remplacer la file de fourriers manquants.

J'allais pour reprendre ma place au premier rang. Ce capitaine me dit : « Non, restez en serre-file ! la garde du drapeau est complète. »

Je restai donc en serre-file. Moins d'une minute après, un boulet, sans doute tiré par la même pièce, nous arriva, coupa à hauteur de ceinture les trois chasseurs qui avaient remplacé les fourriers.

Le capitaine ordonna que cette place restât libre, cette pièce, disait-il, devait être placée de sorte à avoir toujours le même pointage. En effet, plusieurs boulets vinrent tomber à la même place.

Enfin, cette charge de cavalerie, dont nous étions depuis longtemps menacés, nous arriva. Comme nous avions jusque-là été exposés à une furieuse canonnade, on nous avait tenus en bataille. C'est dans cette disposition que les boulets font le moins de ravage. Mais c'est aussi la disposition la plus faible contre la cavalerie, et c'est dans cet ordre qu'elle nous arriva.

Nos chefs, voyant qu'il n'était plus temps de former le carré, nous crièrent de ne pas bouger. On fit apprêter les armes pour un feu de deux rangs, avec ordre de tirer seulement quand les chevaux seraient à deux pas de nous.

Pour attendre une cavalerie nombreuse, surtout dans cette position, il faut bien compter sur l'obéissance et la bravoure du soldat. Pas un de nous ne bougea, qu'au commandement de « Feu ! »

A ce commandement, ce feu, fait à bout portant, fit un ravage affreux sur cette cavalerie. Il tomba tout à coup assez d'hommes et de chevaux pour empêcher les autres d'approcher.

Le prince Murat, qui commandait en chef la cavalerie de notre armée, prit l'ennemi en flanc, et acheva de le défaire.

Sur notre droite, nos cuirassiers venaient d'enfoncer la garde impériale russe.

La bataille n'était pas terminée, mais dès ce moment on pouvait la considérer comme gagnée.

Nous marchâmes de nouveau en avant. Nous étions en bataille sur un chemin de traverse limité par des fossés. Un boulet vint frapper la berge du fossé qui se trouvait à quelques pas devant nous. Le boulet se releva, nous passa sur la tête. Il avait frappé si violemment la terre, qu'il nous jeta à la figure une immense quantité de petits cailloux, dont les neuf hommes qui composaient la garde du drapeau furent plus ou moins atteints.

Le porte-drapeau avait le front mutilé. Le sang lui coulait sur les yeux au point de l'empêcher de voir clair ; un autre avait le nez compromis ; la plaque de mon schako avait été brisée, sans que j'aie ressenti d'autre incommodité qu'un étourdissement qui ne dura pas deux minutes.

Dans cette position, il s'est passé un événement singulier qui, du reste, n'a aucune importance, mais qui ajoute à ce qui s'est produit dans cette journée extraordinaire.

Je ne sais si nous étions hors de portée ou si c'était maladresse des artilleurs ennemis, mais une grande quantité d'obus sont venus tomber vers la gauche de notre bataillon, tous à trente ou quarante pas en avant de nous. Un chien, un très joli caniche, qui appartenait à notre tambour-major, courait après ces obus ; la plupart éclataient à quelque distance de lui, sans que, pendant assez longtemps, il en fût touché ; un d'eux fut plus longtemps que les autres à éclater. Ce chien eut le temps de se jeter dessus, comme pour le saisir. Il éclata et mit le chien en pièces, sans qu'il eût jeté un seul cri. On fut, en raison de son intrépidité, fâché de sa mort.

Toujours pour aller en avant, nous traversions un large vallon à pente très douce. Nous marchions en colonne, étant menacés par de la cavalerie. Nous avions à notre droite, à environ quarante pas, un bataillon qui imitait nos manœuvres, passant de l'ordre en bataille à l'ordre en colonne, comme nous-mêmes ; nous avions en marchant formé la colonne d'attaque, il avait aussi exécuté cette manœuvre.

Un sergent de la 1re compagnie de carabiniers de notre régiment examina ce bataillon, qui paraissait avoir dans sa démarche quelque chose d'étrange. Il s'en approcha, et reconnut un bataillon russe. Il en prévint notre chef. Celui-ci commanda en marchant un changement de front à droite, pour s'opposer à la marche de ce bataillon. Le chef russe, se voyant découvert, fit mettre bas les armes.

C'était un bataillon qui s'était trouvé séparé des siens et qui espérait pouvoir s'échapper en suivant nos mouvements. On pouvait du reste, se tromper facilement. Les Russes avaient, à cette époque, opéré de grands changements dans leur tenue. Ils avaient toujours des habits verts, mais bien moins longs qu'en 1799, à Zurich. Puis, comme nous étions en hiver, ils portaient comme nous, leurs capotes, sur leurs habits, et ces capotes étaient semblables aux nôtres. Ils avaient aussi échangé leurs grands feutres en pain de sucre pour des schakos qui différaient très peu des nôtres.

Nous continuâmes à marcher en avant. L'ennemi était en pleine retraite. Un de ses bataillons s'arrêta pour résister à un escadron de cavalerie qui était celui des mamelucks de la garde, et ne comptait pas deux cents hommes. Les mamelucks chargèrent et culbutèrent ce bataillon qui fut entièrement fait prisonnier. Je pense que ce fut la dernière action de ce jour.

CAMPAGNES CONTRE LA RUSSIE ET L'AUTRICHE

Le premier jour de février 1807, nous fûmes remis en marche [1], poursuivant les Russes qui se retiraient, contraints par la force. Le 4, ils voulurent défendre une position qu'ils occupèrent. Leur infanterie finit par céder, mais leur cavalerie demeura en ligne. Le maréchal Davoust allait envoyer un régiment d'infanterie pour la déloger. En ce moment, arrivait près de nous le prince Murat à la tête d'un régiment de cavalerie bavaroise. Il dit au maréchal qu'il se chargeait de déloger les Russes dont nous étions à près de quatre cents

1. Le corps auquel appartient Gervais avait pris part à la bataille de Pultusck et venait de franchir la Narew.

pas. Il partit au petit trot, suivi par les Bavarois, marchant par sections de dix à douze files au plus. Les hommes apparents de la colonne ennemie se mirent en bataille. Par la position du terrain par lequel il arrivait, le prince Murat ne pouvait juger du nombre des ennemis. Lorsqu'il fut à portée de voir, ce n'est pas huit cents hommes qu'il découvrit, mais plus de trois mille, tandis qu'il n'était accompagné que de sept à huit cents cavaliers. Le prince commanda de charger. Son ordre fut si rapidement exécuté qu'il n'eut pas le temps de se ranger sur le flanc de sa colonne. Il chargea en tête, fit une trouée dans la ligne ennemie qu'il attaquait vers sa droite, se rabattit à gauche, traversa le centre qu'il culbuta, puis se retirant vint rejoindre notre division qui n'était plus qu'à deux cents pas de là.

Il n'avait pas, dans cette charge, perdu dix hommes. Il n'avait pas été, de part ni d'autre, tiré un seul coup d'arme à feu.

Le 6 février 1807, avant le jour, nous arrivâmes dans une espèce de faubourg d'un village.

Nous marchions, notre compagnie formant avant-garde.

A notre grande surprise, plusieurs coups de canon se firent entendre à quelques pas de nous. Nos hommes, qui étaient en avant, rebroussèrent chemin, et nous dirent qu'ils étaient arrivés au bord d'un courant d'eau où il y avait un pont qui leur avait paru détruit.

Ce fut alors que le canon se fit entendre, paraissant venir en face d'eux.

Notre capitaine, bien que les boulets passassent au-dessus de nous, continuait de nous faire avancer, et comme le terrain descendait vers le village par une pente douce et régulière, les plus éloignés de nous se trouvaient être les plus exposés.

Le 17e régiment, qui marchait après le nôtre, perdit plusieurs hommes ; le nôtre n'en souffrit pas. Le colonel avait fait entrer les deux bataillons dans une rue transversale. Un aide de camp du maréchal apporta l'ordre de nous porter à gauche de ce faubourg, où les autres régiments de la division nous rejoignirent.

Le canon se faisait toujours entendre, l'ennemi, gêné par l'obscurité qui empêchait de voir quel chemin nous prenions, tirait au hasard.

Le jour vint. Nous fûmes bien surpris de voir, à deux cents pas à notre droite, quelques centaines de tirailleurs russes qui faisaient feu sur nous.

On fit entrer la division dans les rues du village pour la garantir du feu de l'ennemi ; puis on nous envoya les deux compagnies de voltigeurs, pour répondre au feu des tirailleurs russes. Ne connaissant pas la localité, nous pensions aller droit à eux, mais en marchant, nous nous aperçûmes qu'ils étaient sur une éminence au pied de laquelle passait une rivière.

Nous nous occupâmes à brûler des cartouches, mais le terrain ne nous était pas favorable. Nous étions dominés par la rive occupée par l'ennemi.

Il y avait longtemps, plus de trois heures, que duraient ces tiraillements, qui ne pouvaient avoir de résultats, si ce n'était d'occuper l'ennemi sur ce point. Tout en tiraillant, nous perdions quelques hommes.

Nous nous approchâmes de la rivière. Je remarquai que la partie gelée sur les rives avait une épaisseur susceptible de porter un lourd fardeau, et que la partie non gelée n'excédait pas en largeur plus de vingt à vingt-quatre pieds, qu'elle charriait des glaçons, mais que les eaux ayant baissé depuis les gelées, ces glaçons n'arrivaient pas à la hauteur des rives gelées.

A vingt pas de là, à notre gauche, je vis un tas de perches fortes et longues. L'idée me vint que par le moyen de ces perches, en y joignant quelques autres matériaux tels que bourrées, planches, paille, on pourrait à ce point établir un passage pour l'infanterie.

Cette idée me vint naturellement. Je m'y arrêtai parce que je la croyais praticable. Il n'entrait dans ma pensée ni ambition, ni présomption. Je n'étais d'ailleurs, par ma nature, susceptible ni de l'une, ni de l'autre.

Je me rapprochai de mon capitaine, auquel je fis part de ma remarque. Il me dit qu'il avait pour mission de répondre au feu de l'ennemi, mais non de tenter un passage.

Je demandai la permission d'aller faire part au colonel de ma proposition. Je le trouvai en compagnie du général de brigade Dalton et du général de division Morand. Celui-ci ayant entendu la proposition que je faisais, leva les épaules

en signe d'incrédulité, disant que l'officier du génie de la division, M. de Girardin, avait visité les lieux, qu'il avait reconnu la chose impossible, attendu que la glace des rives était trop faible, et les abords difficiles.

J'étais presque désarçonné, j'allais me retirer tête basse, quand, reprenant courage, je dis au général de division :

— Mon général, j'ignore si M. de Girardin a visité la rivière, mais moi, je l'ai examinée de près ; la glace des rives est assez forte pour recevoir un pont léger et faire passer de l'infanterie. Quant à l'arrivée, je la garantis sans difficultés.

Le général, après m'avoir entendu, leva de nouveau les épaules en me disant :

— Vous pensez donc, sergent-major, en savoir davantage sur ce point qu'un officier du génie ? Allez, mon cher, la chose est reconnue impossible, et, de plus, à peu près inutile.

Pour cette fois, je baissai les deux oreilles, et me disposais à m'en retourner, mécontent, je l'avoue, car quelque chose me disait que ma proposition était praticable.

Comme je parlais, le maréchal, arrivant auprès du général Morand, lui dit assez haut pour que je puisse l'entendre :

— Que vous demande ce sergent-major ?

Sur ce, je me retournai du côté de ces messieurs.

Le général fit son éternel mouvement d'épaules, en disant :

— Une chose absolument impossible. Il prétend qu'on pourrait établir sur la rivière un pont pour passer de l'infanterie. M. de Girardin l'a visité, et il n'y a pas lieu.

J'étais à quatre pas du maréchal Davoust. Il me fit signe d'approcher :

— Répétez-moi, me dit-il, la proposition que vous avez faite au général.

Après que je me fus expliqué, il me dit :

— Vous êtes bien certain de la possibilité d'établir le pont que vous proposez ?

— Oui, lui dis-je, monsieur le maréchal ; je le ferai, ou j'y serai tué.

— Vous faire tuer, dit le maréchal, cela ne presse pas. Mais si vous avez la conviction de réussir, je vous autorise à travailler.

Sur ce, je relevai la tête aussi haut que possible, et m'en

retournai à mon poste, où, étant arrivé, je demandai douze hommes de bonne volonté pour m'aider dans mon travail.

Toute la compagnie voulait en être. J'en pris douze, que je savais courageux et intelligents. On envoya vers nous des tirailleurs pour occuper ceux de l'ennemi. Nous posâmes sacs et armes à terre et nous nous mîmes à la besogne.

La première perche que nous jetâmes en travers se brisa, et les tronçons partirent au fil de l'eau. La seconde se brisa aussi, mais nous retînmes le gros bout que nous plaçâmes à quelques pieds en arrière du rebord intérieur de la glace. Nous posâmes dessus une autre perche, et poussant à plusieurs par la culée roulant sur le tronçon, l'extrémité inférieure arriva sur la glace de l'autre rive.

Le moyen était trouvé, il n'y avait plus qu'à continuer.

La perche que nous venions de placer n'avait pas plus de quatre pouces de diamètre à sa grosseur moyenne. Un voltigeur nommé Pasquier passa dessus comme aurait fait un chat, et étant à l'autre rive, il plaçait les perches à mesure que nous les lui poussions.

A la quatrième ou cinquième qu'il plaçait, une balle vint lui traverser un genou qu'il fractura. Un autre voltigeur passa pour le remplacer. Le blessé était resté étendu sur la glace, sans mot dire, en attendant qu'on puisse le repasser sur notre rive.

Nous avions placé les trois quarts des perches nécessaires, lorsqu'arriva un chef de bataillon de l'état-major, pour s'assurer si on pouvait espérer de réussir.

Il fut surpris de nous voir si avancés.

— Vous pouvez, lui dis-je, dire à Monsieur le Maréchal que, s'il veut envoyer des matériaux pour couvrir ces perches, dans moins d'un quart d'heure on pourra passer.

Au moment où je disais cela, un voltigeur avec lequel je portais une perche fut frappé d'une balle au front et tomba mort. Moins d'une minute après, un voltigeur qui était en tirailleur près de nous eut la poitrine percée par une balle, blessure dont il mourut quelques minutes après.

Nous finissions. Nous posions la dernière perche. La compagnie des carabiniers du bataillon arrivait, avec du bois, des planches, de la paille pour recouvrir nos perches.

L'homme qui était à l'autre rive, le second qui avait passé pour arranger nos perches en remplacement de celui qui avait été blessé presque au commencement, reçut une balle qui lui traversa le bas ventre.

C'était donc, pour effectuer le travail que j'avais entrepris, un homme tué et deux grièvement blessés, qu'il en avait coûté, non compris le voltigeur tombé à côté de nous, qui n'était pas employé à ce travail.

Les carabiniers posèrent leurs fagots, leurs planches et paille sur nos perches et on passa.

Ma promesse était réalisée.

Je repris mes armes, nous passâmes environ cent hommes appartenant à plusieurs compagnies. Nous nous faufilâmes par un petit ravin, et nous arrivâmes sur le plateau où étaient les Russes. Mais comme ceux-ci avaient pu voir nos mouvements, ils s'étaient portés une centaine de pas en arrière, et nous saluèrent d'un feu roulant, aussitôt que nous fûmes en vue.

Le sous-lieutenant de notre compagnie s'étant joint à nous, on marcha en avant pendant que notre premier bataillon passait le pont et formait, au fur et à mesure, des pelotons qui se plaçaient derrière nous, sur le plateau.

La plaine, en avant, était couverte de tirailleurs ennemis, tant fantassins que cavaliers. Pour nous garantir, l'officier qui nous commandait nous avait enjoint de nous grouper auprès de lui. Les colonnes russes étaient éloignées. Nous marchions lentement pour donner aux troupes qui passaient le pont le temps de se réunir sur le plateau, pour, ensuite, aller en avant.

Les tirailleurs russes faisaient peu de résistance. Seulement, les cavaliers se rapprochaient les uns des autres, comme s'ils avaient l'intention de nous charger.

C'était un piège qu'ils nous tendaient pour nous donner l'idée de nous grouper aussi. Leur piège leur réussit très bien. Nous nous serrions de plus en plus près de l'officier. Nous avions, à notre droite, des maisons isolées, des jardins, des vergers clos de haies vives. Il n'était jusque-là pas venu un seul coup de feu de ce côté. Nous n'étions pas à trente pas des haies, que nous regardions comme un point d'appui, au cas d'une charge de cavalerie.

Tout à coup, nous entendîmes, derrière ces haies, un commandement, qui fut suivi d'une détonation faisant l'effet d'un feu de bataillon. Nous fûmes à l'instant même criblés de balles, la plupart de nous atteints, et la terre couverte de morts et de blessés.

Le bataillon russe qui venait de nous accabler ne fit que ce seul feu. Voyant les pelotons des nôtres en marche pour nous joindre, il délogea pour rejoindre les siens.

Nous avions été tirés presque à bout portant. Je pense que d'environ cent hommes que nous étions là, les trois quarts au moins furent atteints par le feu ennemi. Plus de vingt-cinq restèrent sur place, morts ou grièvement blessés. Je ne fus pas, en cette circonstance, le plus malheureux.

Par un mouvement tout spontané, au moment où j'entendis le commandement, je me tournai brusquement vers la droite, mettant en joue, tirant au hasard. Mon coup partit, mais, au même instant, une balle frappa le bois de ma carabine, et par un détour que je ne peux m'expliquer, car il est de la foudre mortelle comme de la foudre céleste des effets incompréhensibles, la balle qui avait frappé le bois de mon fusil, ou du moins je l'ai pensé ainsi, me pénétra dans le coude du bras droit, où elle brisa une partie des os en esquilles plus ou moins grosses, et resta dans le bras, deux ou trois pouces au-dessus de son entrée.

Cette blessure, quoique grave, n'aurait pas dû me faire tomber. Pourtant, pour un motif que je n'ai pu m'expliquer, si ce n'est que j'ai dû être entraîné par la chute de mes voisins, je me trouvai à terre ; je me relevai promptement, je ramassai ma carabine qui, dans la chute, m'avait échappé et revins vers le pont, ainsi que ceux qui, comme moi, pouvaient marcher.

Près le pont, où on continuait à passer, se trouvait le maréchal, et aussi le général Morand, qui avait trouvé ma proposition impraticable. Avec eux, étaient des officiers supérieurs, entre autres, notre colonel.

Ce dernier, en me voyant, dit au maréchal : « Voilà le sergent-major qui a construit le pont. »

Le maréchal, voyant couler mon sang, me dit : « Vous êtes

blessé, sergent-major ; allez vous faire panser. Mais avant, donnez-moi votre nom. »

M. de Cubières, alors capitaine aide de camp, prit mes noms ; le colonel ayant fait quelques remarques au maréchal, celui-ci me demanda quels étaient les deux hommes qui m'avaient le mieux secondé.

J'indiquai Pasquier et Menuisier, tous deux blessés.

Alors, le maréchal me dit :

— Vous et ces deux hommes allez être signalés à l'empereur pour être décorés. Je vous promets que personne avant vous ne le sera dans mon corps d'armée.

Je remerciai M. le maréchal, et me dirigeai vers une petite maison bourgeoise où l'on me dit qu'on venait d'établir une ambulance. Il y avait là plusieurs officiers de santé des régiments de la division. La manche de mon habit et celle de ma chemise furent décousues. M. Pigan, chirurgien-major du régiment dont je faisais partie, visita la plaie, en tira plusieurs esquilles d'os, me dit qu'il n'y avait pas fracture complète de l'os principal, qu'il désigna par son nom technique, mais que la balle était restée dans la plaie.

Il se mit en devoir de l'extraire. La souffrance faillit me faire tourner au vinaigre. Il renonça à son entreprise, pratiqua à environ deux pouces plus haut que la plaie une incision au lieu où se trouvait la balle, en fit avec peine l'extraction.

La souffrance fut telle que je me trouvai incommodé. On m'administra de l'eau sur la figure. Lorsque j'eus repris mes sens, on s'occupa de l'extraction de plusieurs esquilles qui avaient été entraînées à la suite de la balle.

Cela fait, je fus m'étendre sur de la paille, dans une pièce voisine, où je trouvai Pasquier et Menuisier, tous deux blessés pendant la construction du passage, et qui avaient été pansés avant mon arrivée.

Arriva ensuite le sous-lieutenant, qui avait été blessé en même temps que moi. Il avait eu une cuisse fracturée ; l'amputation venait d'être faite. Il était très faible, mais plein de courage.

Nous nous trouvions à la nuit, environ trente blessés, dont une vingtaine vinrent nous rejoindre en surplus. Mais toute la division avait passé. Elle repoussa l'ennemi, et le força à évacuer.

Le lendemain dans la matinée, l'empereur arriva avec une partie de l'armée. Le maréchal présenta nos noms ; l'empereur promit ce que le maréchal lui demandait. Les officiers de santé qui nous soignaient reçurent l'ordre de faire transporter les blessés en ville, et de rejoindre leur corps.

Pendant la nuit, six ou sept de nous avaient succombé à leurs blessures, entre autres les deux malheureux voltigeurs qui, comme moi, étaient portés pour la décoration. Nous partîmes pour la ville ; ceux qui, comme moi, pouvaient marcher, allèrent à pied, et les autres en voiture.

Arrivés à la ville, nous trouvâmes un hôpital, d'ailleurs peu considérable, déjà encombré. Je fus, avec d'autres blessés, au bureau de la place, où le commandant me proposa de partir avec tous les blessés qui pourraient marcher, pour aller loger dans un village, qui n'avait nullement souffert du passage des armées, et où nous serions, dit-il, accompagnés d'un officier de santé.

J'acceptai la proposition. Le commandant me donna rendez-vous à deux heures de là, pendant lesquelles, me dit-il, il allait faire rechercher tous les blessés qui pourraient faire à pied environ deux lieues pour nous rendre au village qu'il nous indiquerait.

Je demandai un logement pour moi, et environ quinze hommes du régiment qui avaient pu me suivre. Pendant que le bourgmestre me donnait un logement, un bon gros curé tout essoufflé vint se plaindre que des militaires faisaient tapage chez lui.

Le bourgmestre me pria de venir en aide à ce brave homme qui était fort épouvanté. Je donnai à mes hommes rendez-vous sur la place et m'en fus avec M. le curé.

En arrivant chez lui, je trouvai la maison envahie par sept ou huit cavaliers qui voulaient à manger à l'instant même. La bonne se défendait comme elle pouvait, mais elle était fort irritée de ce qu'ils voulaient, sous prétexte de chercher du pain, ouvrir les armoires.

Je parlai raison à ces hommes, qui étaient réellement

affamés ; je priai M. le curé de leur donner quelques livres de pain et de la bière. Ils prirent ce qu'on leur offrait, et se retirèrent, au grand plaisir de la bonne qui dans la bagarre avait été décoiffée, et avait les cheveux dressés comme un porc-épic.

M. le curé me remercia, la bonne était si contente qu'elle s'approcha de moi pour me serrer la main gauche restée libre. Elle s'approcha de si près que je pensai en recevoir l'accolade fraternelle. J'allais tirer ma révérence quand M. le curé et la bonne me barrèrent le chemin, en me disant qu'il fallait rester chez eux, que nous allions dîner.

Qui fut dit, fut fait. Au bout de dix minutes on mit sur table force pain, viande et vin, oui du vin, et du bon ; et nous fîmes un repas comme je n'en avais pas fait de semblable, depuis que nous étions en campagne.

Je dis adieu à mes hôtes qui me voulaient garder, disant qu'ils auraient bien soin de moi. La proposition ne pouvant être acceptée, je remerciai ces braves gens et me rendis au lieu qui m'avait été assigné. Je trouvai soixante-quinze à quatre-vingts blessés réunis. Le commandant me remit un ordre pour aller loger dans un village à environ deux lieues.

Il était défendu à tout militaire de loger dans ce village sans un ordre exprès du commandant.

Nous partîmes, ayant avec nous un tout jeune officier de santé avec qui je logeais à la mode du pays sur la paille. Mais nous avions en abondance du pain, d'une qualité passable, de la viande et des légumes à discrétion.

Notre jeune officier de santé était d'une activité étonnante. Tous les jours, avant midi, nous étions pansés ; le bourgmestre nous fournissait à discrétion du linge et de la charpie. C'était tout ce dont nous avions besoin.

Quatre ou cinq jours après notre arrivée dans ce village, le temps quoique froid était au beau. Le soleil se montrait. Nous étions cinq à six des plus valides à nous promener sur la route. En un lieu où la route tournait court, nous nous trouvâmes face à face, avec dix ou douze Russes avec armes et bagages.

A notre vue, ces hommes ne parurent nullement surpris. Nous nous mêlâmes à eux et rétrogradâmes avec eux jusqu'à

notre cantonnement. Les Russes ne disaient pas un mot. Je les fis ranger sur deux rangs ; je les désarmai tous sans la moindre difficulté, puis je leur fis donner à chacun un morceau de pain, qu'ils mangèrent avec avidité, et les fis conduire à la ville, où ils furent joints à d'autres prisonniers.

Ce que nous ne savions pas, dans notre village retiré des routes, c'est qu'il y avait eu, le huit, deux jours après l'affaire où nous avions été blessés, une bataille à Eylau, à environ dix lieues de là, et ces Russes, que nous venions de rencontrer, ainsi que plusieurs autres, s'étaient trouvés coupés par la marche de notre armée. Depuis plusieurs jours, ils erraient, sans savoir où ils allaient.

Après huit à dix jours, l'ordre vint de rentrer à la ville voisine. Nous y trouvâmes l'armée qui rétrogradait après être restée jusque-là sur le champ de bataille d'Eylau, ou aux environs où elle mourait de faim.

Nous étions obligés de nous rapprocher de la Vistule, pour pouvoir trouver les moyens, non pas de vivre, mais de ne pas mourir d'inanition.

Tous les régiments ramenaient à leur suite des blessés, autant que possible, réunis en détachements et dirigés sur Thorn.

Nous nous trouvâmes environ cent cinquante de la même division, blessés aux parties supérieures du corps et pouvant encore marcher.

Un sous-lieutenant de notre régiment, nommé N..., était chargé du commandement de ce détachement ; mais en réalité, il ne se chargeait de rien.

Il avait, avant la révolution, fait des études pour être prêtre. Il parlait latin aux ecclésiastiques des endroits où nous passions, et cela nous valait, pour lui et pour moi, qui ne le quittais pas, d'assez bonnes réceptions, qui nous ôtèrent une partie des privations inévitables dans un pays ruiné où la plupart des habitations étaient abandonnées.

Je vis dans cette route, le spectacle le plus affligeant qu'il soit possible d'imaginer.

Un convoi de sept à huit cents blessés, dont une partie étaient amputés ou avaient des blessures graves, était parti

d'Eleisberg deux jours avant nous, sous l'escorte de quelques traînards, comme il y en a toujours à la suite des armées nombreuses. Ils avaient eu la lâcheté de les abandonner.

Ces malheureux restaient à la discrétion des paysans requis pour les conduire.

Les moyens de transport étaient de mauvais traîneaux que les habitants construisaient eux-mêmes avec du bois blanc. Ces paysans qui marchaient contraints par la force, se voyant livrés à eux-mêmes, eurent la barbarie de dételer leurs chevaux, abandonnant les blessés dans les traîneaux.

Lorsque le lendemain, nous passâmes en ce lieu, tous ces malheureux avaient cessé de vivre. Quelques-uns, espérant sans doute gagner quelques maisons, étaient morts sur le chemin. Pendant une demi-heure, on ne fit pas quatre pas sans trouver un cadavre.

J'avais vu souvent des champs de bataille couverts de morts et de mourants, mais jamais je n'eus de sensations aussi pénibles que devant ces malheureux abandonnés.

C'est aussi là que je vis le général d'Hautpoul pour la dernière fois. Blessé à Eylau, et par suite amputé d'une cuisse, il rendit le dernier soupir sous les arcades de l'hôtel de ville. On l'avait amené jusque-là dans un traîneau bien organisé, mais il ne put, malgré tous les soins, survivre à cette terrible opération.

Le général d'Hautpoul avait, depuis mon départ du village natal, acquis une propriété proche de ce village. Il connaissait ma famille et me voulait beaucoup de bien. Mon insouciance pour mon avenir m'a empêché d'en profiter. Au camp de Boulogne, il m'avait fait dire de passer chez lui ; j'y fus une seule fois. Il était absent, je n'y retournai pas.

Vers le 20 avril, je reçus du gouverneur de Thorn, l'ordre d'amener dans cette ville tous les hommes susceptibles de rejoindre leurs corps. Comme je n'étais pas apte à faire ce choix, j'amenai tout le détachement à une visite d'officiers de santé. Ils désignèrent ceux qui devaient partir. Je n'étais pas de ce nombre. Mais, sur ma demande, je fus admis.

Nous partîmes avec des vivres pour quatre jours, ce qui nous conduisit jusqu'à Osterode, où était le quartier général impérial.

Nous entrions sur la route qui pendant l'hiver avait servi à la circulation des voitures menant les vivres aux corps placés en première ligne.

C'était un coup d'œil affreux de voir cette route.

Pendant dix-huit à vingt lieues, elle présentait un terrain fangeux, où on rencontrait à chaque pas des morts enfouis dans des ornières dont un bras, une jambe, ou une tête annonçait la présence. Les morts en putréfaction étaient aussi en très grand nombre. Des débris de fourgons, de voitures, et de traîneaux complétaient le tableau. Ce chemin faisait horreur à voir même à ceux qui, comme nous, étaient habitués aux désastres.

Nous arrivâmes à une petite ville nommée Allenstein, où nous trouvâmes le régiment dans une position assez critique. Les Russes serraient de près cet endroit qui n'avait pas de grands moyens de défense et manquait de vivres et de repos.

Je fus, en arrivant, chez le colonel qui, après avoir examiné les hommes que je ramenais me fit entrer chez lui et me demanda en quel état était ma blessure. Je lui dis que pour le moment je n'en souffrais pas, mais que je ne pouvais me servir que très difficilement de mon bras.

Il me dit en souriant :

— J'ai là un remède qui ne vous guérira pas, mais qui pourra vous faire du bien. Je vais vous le montrer, mais je ne vous le donnerai pas aujourd'hui.

Je ne comprenais rien à cela. Le colonel ouvrit un tiroir de table, il en tira une feuille de papier qu'il me montra. C'était le brevet de chevalier de la Légion d'honneur.

— Vous voyez, me dit le colonel, que, quoique absent, on ne vous a pas oublié. Mais je ne peux vous remettre que ce brevet [1].

— Quant à la croix, il faut qu'elle vous soit remise, ainsi qu'à ceux à qui elle a été donnée, dans une revue, le régiment sous les armes.

Voilà ce qui prouve avec quelle économie les croix étaient

1. Motif de la décoration : avoir, à l'aide de quelques voltigeurs, sous le feu de l'ennemi, le 6 février 1807, construit un pont sur la Aalle, près d'Elisberg, en Prusse. Il passa le pont avec un faible détachement, culbuta les tirailleurs ennemis et fut blessé. Ce pont servit de passage à tout le régiment qui repoussa l'ennemi et fit un grand nombre de prisonniers.

alors données par l'empereur. A la fin de chaque campagne seulement, il sanctionnait la nomination de ceux à qui elle avait été accordée, et on ne prenait rang dans la légion qu'à compter de la date du décret qui sanctionnait la nomination.

Quoique l'action pour laquelle je recevais la croix fût du 6 février 1807, le décret fut daté du 14 avril suivant. A cette époque, plusieurs de ceux à qui elle avait été accordée n'existaient plus ; dans notre régiment, cinq sur huit en ont profité ; les trois autres étaient morts.

A cause de ma blessure, on m'avait proposé une réforme qui pouvait être sans traitement, ou avec une pension de 190 à 200 francs. J'avais préféré attendre la croix que m'avait promise le maréchal et j'avais bien fait.

Deux ou trois jours après notre arrivée, les Russes nous débordaient de toutes parts. Ils s'emparèrent de la route d'Osterode, seul point par lequel nous étions en communication avec les autres corps, et aussi d'un convoi de vivres qui nous était destiné. Nous les forçâmes à abandonner le convoi.

Nous fûmes envoyés, la 1re compagnie de voltigeurs, pour garder un guet de la rivière d'Allenstein. Nous fîmes des baraques pour nous loger. Nous pratiquâmes sur trois faces un fossé qu'aucun cheval et même peu d'hommes auraient pu franchir ; de sorte que ce passage pouvait défier une forte venue de cavaliers.

Les cosaques faisaient rarement usage des armes à feu. C'est du reste, une cavalerie, qui fait beaucoup de bruit, qui pille, qui ravage, qui prend tout ce qui tombe sous la main qui a l'inhumanité de dépouiller les malheureux prisonniers, mais qui, en résumé, rend peu de services à l'armée dont elle fait partie. Je n'ai jamais vu ni entendu dire que cette sorte de cavalerie ait fait une belle action de courage militaire.

Postés près d'un guet, nous eûmes le cinquième jour la visite des cosaques. Ils furent pris entre deux feux, et mis en fuite. Nous fîmes ramasser les blessés, que deux voitures, requises à cet effet, conduisirent à l'hôpital. Quant aux morts, on les déposa dans la rivière qui se chargea de leur donner une sépulture à peu près convenable ; il y avait si peu d'eau que la plupart restaient apparents.

Le 13 juin 1807, dans la soirée, nous étions en vue de Friedland et tout annonçait une bataille.

Les Russes, en colonnes profondes, occupaient les environs de la ville dans un terrain découvert très étendu, leur gauche appuyée à la rivière la Aalle. Ce fut le lendemain vers midi que la bataille devint sérieuse. De nombreuses troupes sortirent de Friedland, au nombre desquelles était la garde impériale russe et elles entrèrent en ligne. L'empereur, contre son habitude, retardait l'attaque. Cette attaque ne fut générale qu'après deux heures et encore une partie des troupes, de part et d'autre, ne furent engagées qu'à quatre heures. L'artillerie, très nombreuse des deux côtés, fit de grands ravages; la garde impériale de Russie, chargée par notre cavalerie commandée en chef par Murat, fut très maltraitée.

La droite de l'armée ennemie tint jusqu'à sept heures du soir. Elle fut alors forcée à la retraite et nous fûmes un moment après maîtres de la ville. A peine nos colonnes étaient-elles prêtes à y entrer qu'un corps de l'armée russe arriva par notre gauche, avec l'intention de nous couper et de nous séparer du corps principal de l'armée. Une fusillade s'engagea à petite distance. Ce ne fut qu'après le coucher du soleil que l'ennemi se décida à une retraite générale. Épuisés par nos longues marches des jours précédents, nous ne pûmes que faiblement le poursuivre. Nous nous arrêtâmes à neuf heures du soir pour établir nos bivouacs sur les bords de la rivière. Le quartier général et la garde impériale s'établirent à Friedland où l'empereur de Russie et le roi avaient couché la veille.

Notre régiment n'avait pas beaucoup souffert dans cette bataille. Nous avions pourtant toujours été en première ligne, mais peu exposés au feu de l'artillerie.

Pour mon compte, je fus assez heureux. A cause de ma blessure, il ne m'avait pas été possible de porter un fusil. Dans un moment où nous avions été menacés par la cavalerie, j'avais pris celui d'un voltigeur blessé. Il n'y avait pas un quart

d'heure que j'avais ce fusil. Dans un moment d'arrêt je le posai perpendiculairement devant moi. Une balle vint le frapper à l'extrémité supérieure du canon et cette balle, s'échappant par la gauche, donna dans ma capote, que je portais roulée en sautoir. Elle traversa l'étoffe en plus de dix doubles, et pénétra dans le revers de gauche de mon habit où je ne la trouvai que le lendemain.

Sans ce fusil, la balle m'aurait probablement traversé le corps.

J'avais encore été frappé par un autre projectile qui avait traversé la partie supérieure de mon schako. Ce projectile devait être un biscayen, car le trou présentait un diamètre d'environ un pouce. Il avait fait son passage très bien dessiné dans la plaque de ma coiffure et paraît avoir frisé de près mes cheveux.

Le schako étant hors de service, j'en retirai le galon, et le remplaçai aussitôt par celui d'un homme qui, moins heureux que moi, n'en avait plus besoin.

La paix devait convenir à tout le monde. Elle arriva. Toutefois, les Russes jugèrent prudent, en arrivant au Niémen, de mettre ce fleuve entre eux et nous.

Aussitôt arrivé sur le Niémen, l'empereur Napoléon put voir, comme nous, l'armée ennemie bivouaquée tout pêle-mêle, sans ordre.

Voulant sans doute donner à nos ennemis une leçon de campement, il ordonna que nous établissions des baraques régulières, rappelant celles du camp de Boulogne.

Ce qui fut dit, fut fait. En moins de huit jours, aux dépens, il est vrai, de quelques forêts voisines, et même de quelques villages, nous nous procurâmes les matériaux nécessaires, et tout le monde mettant la main à l'ouvrage, même les officiers, ce fut achevé rapidement.

Nous étions alors près de Tilsit. Notre camp prit ce nom. Une entrevue eut lieu entre les souverains de France, de Russie et de Prusse, dans une île du fleuve, près la ville sous une tente préparée à cet effet, et aussi parée que les circonstances le permettaient.

L'empereur Napoléon, accompagné des deux souverains et de leur nombreuse suite, faisait exécuter des grandes manœu-

vres qui prouvaient à ses adversaires qu'il n'était pas encore en leur pouvoir d'en faire autant avec leurs propres troupes.

Aussi, étaient-ils assez justes pour témoigner hautement leur admiration.

On a entendu dire à l'empereur Alexandre qu'avec de semblables troupes, on pouvait faire la loi à l'Europe.

Alexandre fit faire aussi quelques grandes manœuvres à son armée. Mais elles ne se faisaient ni avec la même promptitude, ni avec la même exactitude que les nôtres.

Notre camp, surtout, attirait l'attention des souverains et de leur suite. Ils ne pouvaient pas concevoir que nous eussions pu, en aussi peu de temps, faire un travail aussi considérable et aussi régulier. Les princes étrangers venaient souvent visiter l'intérieur de nos baraques, et quelquefois goûter à notre soupe.

Ils étaient tout étonnés de l'ordre et de la propreté qui régnaient dans ces baraques. L'intimité, dans cette circonstance, était telle entre Napoléon et Alexandre, qu'il fut permis à des officiers russes de lever le plan de notre camp, de prendre des modèles de nos effets d'habillement, d'équipement et d'armement, ainsi que de nos effets de campement.

Nous étions alors au mois d'août 1807. Il faisait une forte chaleur. Nous étions campés sur un terrain sableux ; cependant, nous eûmes bien moins à souffrir dans nos baraques que les Russes qui restèrent constamment exposés aux ardeurs du soleil, sans aucun abri qui puisse les en garantir. Aussi avaient-ils un grand nombre de malades, tandis que nous en avions fort peu.

On pourrait penser que les chaleurs de ces pays du nord ne doivent pas être incommodes. C'est une erreur. Elles sont, au contraire, très ardentes dans les mois de juin, juillet et août. La preuve en est dans leurs récoltes. Ils ne sèment le blé qu'au mois de mai, même parfois, à fin de mai, et ils le récoltent en même temps qu'en France.

Nous avons eu à ce camp des nuits où le temps se tenait si clair, qu'on pouvait voir les factionnaires sur le front de bandière du camp, à plus de cinq cents pas. A la vérité, le camp présentait un sol très uni.

A l'exception des deux ou trois premiers jours, nous reçûmes,

à ce camp, les vivres régulièrement, et en assez bonne qualité ; le pays où nous nous trouvions ayant peu souffert de la présence des armées, offrait des ressources suffisantes pour un certain temps.

Nous levâmes ce camp fin du mois d'août. Les Russes en firent autant. Nous occupâmes pendant quelques mois le pays entre la Vistule et le Niémen. Notre présence dans ces pays avait pour but d'accélérer la rentrée des contributions de guerre dont ces contrées avaient été frappées. Il fut alors permis au roi de Prusse de rentrer dans ses états les ongles rognés tout près des chairs. S'il avait eu moins d'entêtement, il eût évité cette guerre désastreuse.

Courant du mois de janvier 1808, nous rentrâmes à Varsovie, pour y séjourner jusqu'à nouvel ordre. Nous fûmes casernés. L'argent ne nous manquait pas. Nous avions été seize à dix-huit mois en campagne. Nous n'avions reçu que très peu de solde, le tiers au plus, de ce qui nous était dû. On nous paya la solde arriérée, et la solde courante. On fit assez de bombances pour oublier toutes les misères passées. La vie du soldat est ainsi : quelques jours de bon temps font oublier un an de misère.

Le service, à Varsovie, n'était pas pénible. Les soldats trouvaient qu'on était trop tranquille. Les plus turbulents demandaient la guerre. Il en était ainsi chaque fois qu'on avait quelque repos un peu prolongé. Ils disaient que l'empereur voulait faire de nous des capucins.

Ce repos ne devait pourtant pas être éternel ; bientôt, la guerre d'Espagne donna de l'occupation à une partie de l'armée, et l'année suivante, l'Autriche se chargea d'occuper le reste.

Le premier juin de cette année 1808, je fus nommé adjudant sous-officier. Il y avait alors vingt-deux mois que j'étais sergent-major. J'avais pris la décision de laisser faire de moi tout ce qui plairait à mes chefs, et je ne fis pour cette nomination aucune réclamation[1].

1. Au début de sa carrière Gervais refusait obstinément de recevoir le moindre galon.

Ceci n'était plus une plaisanterie : M. l'adjudant portait l'habit de drap fin, l'épée au côté et les épaulettes à peu de chose près pareilles à celles du sous-lieutenant, recevant, sur la simple signature mise en marge d'une feuille de papier, 50 beaux francs par mois et, en plus, les vivres. Toutes réflexions faites, on pouvait se contenter. C'est ce que je fis.

J'étais donc satisfait de mon nouveau grade. Le colonel, comme s'il eût craint que les fonctions d'adjudant ne suffisent pas à mes occupations journalières, s'avisa d'y joindre celles de vaguemestre, ce qui m'obligeait, et ce, sans aucune rétribution, à aller tous les jours au quartier général chez M. le directeur des postes, pour y retirer les lettres, paquets et argent destinés au régiment, de remettre au colonel ce qui était à son adresse, ainsi qu'aux officiers de l'état-major, le surplus aux sergents-majors, pour être remis aux destinataires dans chaque compagnie.

Lorsque le régiment était à l'état-major, c'était une petite affaire, mais quand il était détaché, ce qui arrivait souvent, je devais faire tous les jours pour ce service trois ou quatre lieues et plus, suivant l'éloignement où on se trouvait.

Nous quittâmes la ville de Varsovie vers la fin de septembre. Notre destination était pour Halle, en Westphalie, nouveau royaume érigé en faveur du prince Jérôme, frère de Napoléon.

Nous arrivâmes en cette ville après plus d'un mois de marche. Nous étions logés chez les habitants. Nous passâmes l'hiver assez tranquillement. C'était le plus agréable que nous eussions passé depuis longtemps, et, en mon particulier, le meilleur que j'aie eu jusqu'alors au service militaire.

Cependant, dès le mois de janvier 1809, des bruits de guerre contre l'Autriche circulaient dans l'armée. Ces bruits n'étaient pas sans fondement. Dès le mois de février, il ne restait plus de doute sur leur réalité. Les régiments reçurent des recrues ; on eut l'ordre de se procurer tous les effets nécessaires pour entrer de nouveau en campagne.

Des troupes avaient quitté l'Allemagne pour se rapprocher de l'Espagne. Nous restions au plus cent mille hommes en Allemagne. L'Autriche croyait le moment favorable pour prendre la revanche de ses anciennes défaites.

Vers la fin du mois de mars, nous quittâmes Halle pour

aller à la rencontre des Autrichiens qui, déjà, entraient en Bavière.

Dans le courant d'avril, nous arrivions à Donauwœrth, nous passâmes le Danube.

Dans la forêt, entre cette ville et Neubourg, nous nous trouvions encore sur le lieu de mon évasion des prisons autrichiennes. Tout cela me rappelait des souvenirs qui dataient de plus de dix ans. Ce jour-là, nous fîmes, sans coup férir, une armée prisonnière. C'était celle de la duchesse de Neubourg.

Elle avait été requise de fournir à l'Autriche son contingent composé de soixante-quinze hommes, officiers compris.

Le maréchal Davoust, informé que ces hommes étaient réunis dans la cour du château dont nous n'étions qu'à dix minutes de chemin, envoya notre compagnie de voltigeurs pour capturer cette armée.

Au moment où nous arrivions, la duchesse passait la revue du départ. Nous la surprîmes dans son opération.

Nous voyant arriver, elle vint au-devant de nous ; s'adressant au capitaine, elle lui demanda ce qu'il désirait.

— Madame, je viens, lui dit-il, faire votre armée prisonnière.

Elle sourit, en disant :

— Pas moi ? monsieur le capitaine.

On entra en arrangement, on désarma la compagnie, la duchesse fit entrer les habits en magasin ; les trois officiers jurèrent de ne pas servir l'Autriche pendant cette guerre, et les soldats qui n'étaient autres que des habitants du duché, furent renvoyés chez eux, ce dont ils se réjouirent beaucoup.

L'empereur arriva aussitôt que nous sur le Danube.

Ce même jour, nous nous trouvions dans la forêt de Neubourg où je m'étais évadé dix ans avant. A cette époque je les avais quittés. Aujourd'hui je participais à les poursuivre. Pendant qu'on établissait un pont pour notre passage, je visitai de nouveau ce lieu où j'avais couru de grands dangers. Cette fois-ci j'avais le temps devant moi. Je portai la curiosité jusqu'à traverser la forêt à peu près dans le sens où nous l'avions fait en fuyant. J'arrivai au vallon qui la termine, du côté Nord. En examinant ce vallon, je vis, à n'en pas douter, le

fossé par lequel nous avions passé pour descendre la pente et de l'autre côté du vallon, la forêt dans laquelle nous étions ensuite entrés. Tous ces lieux étaient, à peu de chose près les mêmes. Quelques parties de la forêt avaient été coupées depuis, mais la partie de haute futaie où nous nous étions cachés avait été conservée. Après le passage du Danube, nous eûmes plusieurs combats avec les Autrichiens, où ils firent des pertes sérieuses. Puis nous arrivâmes à Landshut, sur la rivière l'Ysar.

Les Autrichiens en possession de la ville de Landshut, occupaient toutes les maisons donnant du côté de la rivière. Ils avaient coupé une travée du pont en bois sur cette rivière, placé deux pièces d'artillerie près de la porte d'entrée de la rue principale du faubourg, par lequel nous arrivions.

Lorsque nous fûmes à portée de mitraille, ces pièces nous accablèrent de leur feu, la fusillade s'en mêla, nous nous trouvions dans une mauvaise position. Le meilleur moyen était d'en finir. Nous prîmes la course et nous arrivâmes bientôt au pont coupé. Il fallait traverser le pont en rétablissant à la hâte la travée détruite. Nous trouvâmes une boutique de charron qui nous procura ce dont nous avions besoin. La compagnie des carabiniers du 1er bataillon fut chargée de ce soin et s'en acquitta bien.

Le pont étant plus large que l'intervalle entre les pilastres de la porte d'entrée de la rue principale de la ville, un nommé Coquerel, simple carabinier, qui était déjà arrivé sur le pont à la hauteur de la partie détruite, avait fait cette remarque, et l'avait communiquée à la compagnie dont il faisait partie.

Il s'était chargé, avec un de ses camarades, de poser chacun un madrier, à chaque extrémité de la partie coupée, le plus près possible de la balustrade, ce qu'ils firent fort adroitement. Une douzaine d'hommes les suivirent, se placèrent derrière les pilastres, d'où ils firent feu sur les canonniers, dont ils n'étaient qu'à quinze pas, en tuèrent une partie. Les autres prirent la fuite, en abandonnant les pièces, dont les nôtres s'emparèrent.

Le bataillon déboucha par le pont dont on avait, au moyen de madriers, couvert totalement la partie coupée. Les autres corps suivirent : nous poussâmes devant nous une forte colonne

ennemie, à laquelle nous fîmes de nombreux prisonniers. On fouilla les maisons de la ville qui étaient remplies d'Autrichiens. Ils faisaient feu par toutes les ouvertures. On les prit ; ceux qui ne se rendaient pas assez vite étaient jetés par les croisées. L'ennemi perdit, ce jour-là, plusieurs milliers d'hommes.

Lorsque nous avions repoussé un corps de l'armée autrichienne, nous en trouvions toujours un autre tout prêt à nous attaquer. C'est ce qui nous arriva à Eckmühl, où, après un rude combat, l'ennemi fut repoussé, mais après des pertes considérables des deux côtés. Nous nous trouvions alors au milieu de l'armée autrichienne, à laquelle nous ne pouvions échapper que par une extrême mobilité, et en attaquant isolément les diverses parties de cette armée.

Nous ne faisions que marches et contre-marches. Ce métier était extrêmement pénible. Il nous est arrivé de passer deux, et jusqu'à trois fois sur le même terrain, dans un seul jour.

A force de manœuvrer dans le peu de terrain que nous occupions, nous trouvâmes un endroit qui semblait avoir été fait exprès pour nous sauver du danger imminent que nous courions. C'était une position naturelle. Jamais main d'homme ne l'aurait mieux disposée.

C'était un monticule placé vis-à-vis un pli rentrant du Danube, il pouvait avoir à sa base deux cents toises de diamètre à pente douce et régulière sur environ six à huit toises d'élévation. Sa partie supérieure formait un plateau d'environ soixante toises de diamètre. La base, côté Danube, était à environ cinquante toises de la rive du fleuve : un terrain nu, et très régulier. Une route, par laquelle nous étions arrivés à ce point, passait aussi à environ cinquante toises de sa base.

Notre corps d'armée fut placé de la manière suivante : les trois divisions d'infanterie sur deux lignes occupaient les trois faces apparentes. Une division de cuirassiers occupait le surplus du terrain libre, entre la base du monticule et le fleuve. L'artillerie fut montée sur le plateau, d'où elle dominait tous les terrains environnants. A droite un terrain

boisé ; à gauche, un terrain semblable, mais la partie boisée plus éloignée.

En face de nous, tournant le dos au Danube, un terrain bas et d'un accès difficile, coupé par des fossés.

Aussitôt que cette position fut reconnue propre à attendre l'ennemi, le maréchal Davoust fit demander un homme énergique et bon nageur. Un sergent du 17e de ligne se présenta. Le maréchal lui remit une lettre pour l'empereur, par laquelle il l'informait de notre position, et indiqua à cet homme où se trouvait l'empereur.

Le sergent partit, n'emportant pour armes que son sabre, et pour habillement, son pantalon et sa chemise. Il plaça la lettre dans son schako, le sabre dans ses dents, s'approcha du Danube, se jeta à la nage comme un vrai canard, passa le Danube sous nos yeux, et continua sa route.

Il avait au moins six lieues à faire. Il devait passer deux fois le Danube, il fit la route en moins de quatre heures. L'empereur donna des ordres pour mettre des troupes en mouvement et donna la croix d'honneur à ce sergent, qui avait rempli sa mission avec une grande intelligence.

Une heure environ après le départ du sergent, plusieurs colonnes autrichiennes se présentèrent devant notre position. Celle venant par notre gauche arriva la première.

Elle s'arrêta à la sortie du bois ; elle était alors à grande portée de canon. Elle fit ensuite un mouvement en avant. C'est alors que notre artillerie commença le feu. Quelques pièces qui marchaient sur le flanc droit de la colonne répondirent aux nôtres. Un boulet frappa dans notre premier peloton, tua trois hommes. Lorsque cette colonne ennemie fut à portée de mitraille, elle fut si maltraitée qu'elle quitta la route pour se jeter dans un bas-fond, d'où quelques obusiers bien dirigés la forcèrent à la retraite avec pertes. Le lendemain, lorsque nous passâmes sur cette même route, nous y trouvâmes beaucoup de morts.

Une autre colonne plus forte vint nous attaquer de front, c'est-à-dire face au midi. Elle avança d'abord avec beaucoup de résolution jusqu'à portée de mitraille, mais son artillerie se trouvant embarrassée par des fossés et des terrains bas, elle se retira sans que nous eussions éprouvé de pertes.

La nuit arriva. Nous passâmes la nuit très tranquillement, ayant l'estomac fort libre, la plupart de nous n'ayant pas déjeuné ce jour-là, ce qui n'était pas pour nous une nouveauté.

Mais, sans vivres, la position était inquiétante. Nous n'avions à notre disposition, pour toutes ressources, que les eaux du Danube, ce qui fut pourtant très utile pour les hommes et pour les chevaux.

Dès le point du jour, le lendemain, nous entendîmes la canonnade à notre droite. Elle ne nous semblait pas éloignée de plus de quatre lieues. Vers six heures, un maréchal des logis de hussards arriva à notre camp. Il vint remettre au maréchal une lettre de l'empereur qui lui annonçait qu'avant neuf heures, le 4e corps viendrait se joindre à nous.

Les Autrichiens étaient, comme nous, sous les armes depuis le point du jour. Le canon qu'ils devaient entendre aussi bien que nous, dont le bruit allait en se rapprochant, était sans doute la raison pour laquelle ils n'avaient fait aucun mouvement pour nous attaquer. Vers huit heures, le bruit du canon, tout en se rapprochant, ne semblait pas venir directement de notre côté. Le maréchal, qui en connaissait sans doute le motif, nous fit quitter notre position, reprendre la route par laquelle nous y étions arrivés la veille. Deux régiments d'infanterie restèrent avec une partie de l'artillerie.

Nous quittâmes cette route pour marcher vers la partie de l'armée ennemie qui avait passé la nuit en face de notre position. De la manière dont nous arrivions à elle, nous la prenions de flanc. Elle s'arrêta pour nous faire face. Mais, entendant à moins d'une demi-lieue à sa droite le feu du 4e corps, qui chassait devant lui une colonne ennemie, elle se mit de nouveau en retraite.

Nous fîmes en effet notre jonction avec lui. Comme nous, il était accompagné d'une division de cavalerie.

Les Autrichiens, après cette affaire, se dirigèrent sur Ratisbonne, où nous les suivîmes. L'empereur, avec quelques autres troupes, vint nous joindre.

L'armée ennemie nous attendait à environ deux lieues en avant de la ville qu'elle avait à dos, ses ailes appuyées au Danube qui, dans ce lieu, fait un grand coude rentré dont la ville de Ratisbonne est à peu de chose près le centre. Nous

étions, l'une et l'autre armée, sur la rive droite du Danube.

La bataille commença vers midi, Je ne sais quelle maladresse firent les Autrichiens, mais, dès le commencement de la bataille, notre cavalerie leur enleva un corps d'environ deux mille hommes, qui mirent bas les armes, et douze pièces de canon.

Dans une affaire précédente, notre adjudant-major avait été blessé, je le remplaçais provisoirement. J'étais à la droite du 1er bataillon pour diriger les guides. Nous marchions en colonne par pelotons. L'empereur qui nous accompagnait descendit de cheval et, venant à moi, il me demanda quelle était la direction que je suivais. Je la lui indiquai. Il me dit de continuer. Un instant après, il revint et trouva que nous avions bien marché.

L'empereur continuait d'aller à pied, causant avec les généraux qui se trouvaient à sa portée. Le maréchal Davoust qui était à cheval et dirigeait son corps d'armée, annonça qu'une charge de cavalerie nous arrivait. L'empereur monta à cheval et, donnant un coup de lorgnette sur cette charge, dit : « Oui, deux mille chevaux ; faites charger les deux régiments de carabiniers ».

Ces deux régiments qui marchaient à la même hauteur que nous, chargèrent, arrêtèrent et culbutèrent l'ennemi. On continua à marcher en avant, on repoussa les Autrichiens jusque sous les murs de la ville. Les canons placés sur les remparts nous arrêtèrent un moment. L'ennemi rentra en ville par deux portes, et sous la protection de son artillerie.

On fit approcher des pièces de fort calibre. On ébranla les vieux remparts. Le feu ne cessant pas assez vite au gré de l'empereur, il ordonna d'envoyer des obus sur la ville, construite en grande partie en bois.

Un incendie se déclara.

Les Autrichiens furent forcés de quitter promptement les lieux, où ils abandonnèrent plus de trois mille blessés ou malades.

Le feu était si violent qu'étant à portée de canon de la ville nous eussions pu, malgré la nuit, voir clair à écrire dans notre bivouac.

Vers ce moment, on s'aperçut qu'il manquait une compagnie

de voltigeurs, celle du 1er bataillon. On pensa qu'ayant suivi de près les Autrichiens, elle avait dû, par le feu des remparts, être obligée de se cacher dans un fossé, pour se garantir. On me chargea de retrouver cette compagnie.

Je me dirigeai vers les glacis. Je me croyais hors de danger lorsqu'une balle vint frapper à terre, près de moi, et passa outre.

Un moment après, je vis un carabinier qui m'entendant marcher, me demanda si j'étais Français.

Il me fit cette demande sans bouger.

Sur ma réponse affirmative, il me dit :

— Approchez, je vous prie, et donnez-moi quelque secours.

J'approchai, je vis cet homme tout ensanglanté, tenant sa figure entre ses deux mains.

Il avait reçu un coup de sabre qui lui avait ravalé la peau et les chairs du front sur le nez. Les yeux étaient peut-être fortement endommagés, car il me dit qu'il ne voyait pas clair, que ce n'était qu'en rampant sur les mains qu'il s'était trouvé dans ce fossé.

Je n'avais pas de temps à perdre, mais je ne pouvais laisser ce malheureux sans lui donner quelque secours.

Je pris son mouchoir, je relevai de mon mieux la peau du front que je lui ceignis avec ce mouchoir ; j'avais un peu d'eau-de-vie dans une bouteille clissée que je portais à mon côté. Il la but, et me remercia beaucoup.

Cet homme aura été relevé le lendemain, lorsque les soldats d'ambulance auront parcouru le terrain ainsi qu'il est d'usage.

Quittant le carabinier, je suivis le fossé dans lequel il était, et par des sinuosités, il me conduisit sous la contre-carpe, près des remparts, dont je n'étais séparé que par le grand fossé de la ville. Là, je ne craignais rien. J'étais masqué par la berge extérieure du fossé et du rempart. On ne pouvait me voir.

En suivant, j'arrivai près d'une des portes de la ville. Là, il n'y avait pas moyen d'aller plus loin. La nuit n'était pas encore close. J'examinai les lieux autour de moi. Je vis à ma gauche un terrain couvert, une espèce d'oseraie coupée de fossés, dont un suivait la direction de la route qui sortait de la porte près laquelle je me trouvais.

En suivant ce fossé, après avoir fait environ quatre cents pas, j'entendis parler français. Il était alors assez nuit pour que, du point où j'étais, je ne puisse voir de l'autre côté de la route, où j'entendais parler. J'appelai le capitaine Barras. On me répondit qu'il était à trente pas de là, avec sa compagnie.

Il y avait quelques minutes qu'on n'avait pas fait feu de ce côté. Je courais en traversant la route. Je n'étais pas à l'autre rive qu'un coup de mitraille laboura le chemin à deux pas derrière moi.

Je trouvai le capitaine Barras qui attendait le ralentissement du feu, très fort et continu à cet endroit, pour rejoindre le corps. Nous nous disposâmes à partir. Un quart d'heure après, nous étions rentrés au bivouac par le chemin le plus court.

Vers neuf heures du soir, l'empereur, accompagné seulement de quelques officiers de son état-major, arriva à pied dans notre camp.

Il s'adressa au colonel et lui dit qu'il ait à lui présenter le plus brave soldat de son régiment, qu'il voulait le récompenser.

Sur cette demande, le colonel fut très embarrassé.

L'empereur auquel rien n'échappait lui dit : « La question est embarrassante, je le sais, mais je vous donne le temps d'y réfléchir. Consultez vos chefs de bataillons et vos capitaines, surtout, faites un bon choix. J'attendrai votre réponse près de votre drapeau. »

Le choix fut bientôt fait. Il fut fixé sur un nommé Macron, sergent des carabiniers, du 1er bataillon, enfant de troupe, militaire parfait.

Si le régiment entier avait été appelé à élire un candidat, Macron eût été l'homme de son choix.

Lorsqu'on appela cet homme, son capitaine lui dit : « Venez parler à l'empereur qui est près du drapeau ».

Il avait comme tout le monde, son fourniment sur le corps ; il prit son fusil au faisceau, il arriva près de l'empereur, portant l'arme en sous-officier, s'arrêta à deux pas, présenta l'arme, le tout sans le moindre embarras.

L'empereur le regarda un instant. Macron était non seule-

ment un des bons, mais aussi un des plus beaux militaires du régiment. Il avait cinq pieds, quatre à cinq pouces, il était fait au moule, avait une figure tout à fait régulière et militaire. Il avait été décoré dans la même campagne que moi en 1807.

L'empereur le regardant en face, lui dit :

— Est-ce que c'est toi qui es le plus brave soldat de ce régiment ?

Sans plus bouger qu'un statue, Macron répondit :

— Je n'en sais rien, Sire, mais je pense que j'en vaux bien un autre.

— Je te fais, lui dit l'empereur, à dater de ce jour, une dotation de 2 000 francs par an.

Le sergent répondit :

— Je vous remercie, Sire, je tâcherai de la mériter.

L'empereur se retira en disant au colonel :

— Je suis content du sujet que vous m'avez présenté. Je vous le recommande.

C'était ce même Macron qui, à la bataille d'Austerlitz, voyant marcher à côté de nous un bataillon dont la nationalité lui semblait douteuse, avait reconnu qu'il était russe ; et sur sa déclaration, ce bataillon avait été fait prisonnier.

CAPITAINE GERVAIS

(A suivre.)

LE RYTHME SECRET

Le bateau s'éloigna sur la mer, et bientôt la distance tissa comme une brume entre la terre et lui, adoucissant l'éclat brutal de la petite ville qu'il venait de quitter.

— Un sacré bon débarras !

Le petit Cockney quitta l'appui de la lisse et considéra Archer de ses yeux bleus et proéminents :

— Combien de temps êtes-vous resté là ?

— Seulement deux ans. Mais cela m'a paru beaucoup plus long.

— Deux ans loin de la civilisation, cela fait juste un an et trois cent soixante-cinq jours de trop. Vous retournerez aux États-Unis ?

— Oui. Mais je compte passer d'abord quelques semaines sur le Continent.

— Pour moi ce sera Blighty [1] et le plus tôt sera le mieux.

Il cracha dans l'eau par dessus bord.

— Le continent noir, en vérité... Bon Dieu ! ça peut aller pendant un bout de temps. C'est nouveau ; c'est différent ; la paye est bonne ; mais ça vous donne vite sur les nerfs. Tout ce tas de nègres dingos hurlant et dansant des nuits entières, et les serpents, les termites, la malaria, les sauterelles, la viande de conserve pourrie...

1. Intraduisible. Un Parisien dirait : pour moi ce sera Paname.

◘

C'était ainsi. Vous débarquiez dans la petite ville misérable et dénudée où la chaleur tremblait en rayons palpitants sur la terre et sur les murs, de sorte que vous ne pouviez rien regarder qui parût immobile ; pas un seul objet, une carriole, une borne, un toit, qui ne fût animé d'une vie indépendante et fiévreuse, incessamment agité et mouvant devant vos yeux. Puis, lorsque vous quittiez la plage désolée et que le train s'enfonçait dans l'intérieur, c'était la même chose. La terre ne connaissait pas de repos. Vous sentiez les arbres en train de pousser autour de vous, et les herbes aiguës s'entrecroisaient à vos pieds comme des lames d'épées, la croissance quasi-visible des choses vous pressait de toutes parts, et l'air était empesté par les émanations d'une vie nourrie par la mort ; oui, cette pourriture à vos pieds produisait une vie riche, fétide, accablante. Cet atome, ce vous, était seul au centre puant et parfumé de la vie, au fond même du bouillonnement éternel de la mort. Ici crevait le sac de semence, d'où les graines de reproduction se répandaient sur le reste du monde. Ici était le centre de mort d'où la gangrène partait en rampant faire le tour de la terre. Oui, vous pouviez voir les arbres pousser, mais en les contemplant, vous entendiez un persistant murmure : l'approche des termites dévorant tout sur leur passage, fauchant le sol. Les fleurs s'ouvraient devant vos yeux, mais vous entendiez le grignotement des rongeurs, creusant les maisons et mordant la terre, et sur votre tête, le ciel s'assombrissait et tremblait sous le vrombissement des sauterelles. Par moments, vous pouviez oublier ces choses. Il y avait un sentiment de triomphe, quand on arrachait du sol le dur métal, dans l'écroulement des rochers et l'écrasement du minerai, il y avait une musique dans le fracas du fer heurtant le fer, et dans le roulement des roues. Mais la nuit, quand les concasseurs étaient silencieux, qu'aucune roue ne tournait plus et que vous étiez seul assis dans l'obscurité chaude, vous entendiez de nouveau la lente usine de vie et de mort au travail dans le ventre noir de la nuit ; des bruits

de mâchoires, de ventouses et comme le suintement à travers les forêts immenses d'une liqueur visqueuse et fertile.

A l'époque de la pleine lune, les noirs hurlaient et dansaient, avançant et reculant, criant dans leur incompréhensible langage, levant leurs bras en l'air avec des gestes d'étrange maladresse, et parfois dans une clairière vous vous trouviez subitement face à face avec une image oubliée, grotesquement sculptée dans la pierre.

◘

— Ce n'est pas qu'on veuille être un roi de la finance, dit le petit Cockney, mais tout de même, tenez, moi par exemple... me voilà planté là, tout seul, avec rien à faire qu'à empêcher un tas de nègres de se couper la gorge, et tout ça pourquoi, hein?

Il eut un regard éloquent.

— Tout ça pour tâcher de ne pas crever, jusqu'au jour où j'aurai tenu assez longtemps pour qu'on juge bon de m'octroyer une retraite. Un point c'est tout.

— Tout de même, c'est une sécurité, dit Archer.

— Oui... si vous êtes toujours en vie.

Il secoua la tête et regarda au loin sur l'eau.

— Juste assez pour avoir une petite bicoque aux environs de Wimbledon, pas trop loin de la ville, pour aller au cinéma de temps à autre, et avoir des chiens, un bout de jardin, un morceau de bœuf convenable et un pot de bière quand ça vous prend. C'est tout. Et vivre enfin au milieu d'hommes blancs, pas avec tous ces types dingos.

◘

Et vous vous rappeliez comment, assis là-bas tout seul, vous aussi vous vous étiez demandé souvent : sont-ils fous? Ou bien : est-ce seulement les bruits étranges, les choses que nous ne comprenons pas qui les font paraître fous? Ou bien est-ce que nous-mêmes nous sommes en train de devenir fous?

Dans l'air immobile, par dessus les chaudes collines, un

bruit de danses et de chants venait jusqu'à vous dans l'obscurité ; couvrant la stridence des insectes, les murmures de vie, et graduellement le rythme, *un*, *deux*, *trois*, *quatre*, *un*, *deux*, *trois*, *quatre*, pénétrait dans votre esprit, *un*, *deux*, *trois*, *quatre*, dans le cours de votre sang et le battement de votre pouls jusqu'à ce que vous sentiez une sorte de folie remplissant le monde, comme si dans le cœur du monde il n'y avait pas de paix, mais seulement ce rythme incessant qui bat : *un*, *deux*, *trois*, *quatre*, un rythme insensé, contagieux, accompagnant des cabrioles d'idiots. Alors, à ces moments là, il fallait rentrer, remonter le gramophone, et laisser la musique se répandre dans la nuit laineuse et noire, chaque petite note séparée comme une goutte d'eau fraîche ruisselant sur vous et vous apaisant. En l'écoutant, vous sentiez de nouveau qu'au delà de cette contrée sans passé et sans avenir — sinon par son absurde reproduction — il y avait encore un autre pays harmonieux et serein dans son passé et dans la beauté qu'il s'était créée lui-même. Les rythmes de ces chansons-là, ils faisaient partie de votre chair et de votre sang, ils étaient vraiment vôtres, ils parlaient de choses que vous pouviez comprendre. Alors, de nouveau, vous commenciez à compter les jours qui vous séparaient encore de ce pays bien-aimé.

— L'Europe, c'est O.K., dit le petit Cockney, tandis qu'ils s'asseyaient ensemble dans le bar du bateau, mais j'ai vu tout cela une fois, et je pense que c'est assez. Au fond, voyez-vous, toutes ces vieilleries, toutes ces ruines, ça me paraît seulement un tas de pierres empilées. L'Acropole, ah ! bien...

L'Italien Cerruti, qui était assis avec eux, sourit et dit :

— C'est magnifique, mais à Rome, nous avons aussi des choses magnifiques.

— Je m'arrêterai à Rome, dit Archer.

— Rome, c'est O.K. mais il y a trop de sacrés monuments, là aussi. Je m'en vais tout droit à Londres.

Il appela le steward :

— Encore une tournée.

— Ce sont des monuments de la grande histoire romaine, dit l'Italien en fronçant les sourcils.

— Oh ! bien sûr. Jules César et tout ce genre de trucs.

Il se pencha un peu sur la table.

— Mais écoutez-moi, les copains, aussitôt débarqué, je m'intéresserai plus à la première petite fille venue qu'à tous les monuments du continent.

Le visage de l'Italien s'illumina, et il se pencha aussi en avant.

— Ah ! il y a de jolies filles au Pirée, et bon marché ! La drachme est très basse.

— Une fille blanche, dit le Cockney, rêveusement, voilà ce qu'il me faut. J'en ai par dessus la tête des nègresses.

— Le Pirée, c'est O.K., dit l'Italien.

Ici, aussi, la lumière ruisselait, intense et blanche, du ciel sans nuages. Mais vous pouviez rester nu-tête debout au soleil. Il ne vous terrasserait pas. Il faisait mûrir les raisins et les olives à l'ombre poussiéreuse des bosquets, et le thym et la lavande sur les croupes violettes des collines où l'on n'entendait que le vent et les abeilles.

Ceci était le matin du monde, et sa jeunesse : l'aube, le premier éveil, et enfin le triomphant épanouissement de la grandeur humaine. La fleur avait germé hors du limon et de l'obscurité. Dans ces hautes colonnes, que le soleil dorait comme une chair, il y avait la paix profonde que vous aviez cherchée dans la musique, au cœur des brûlantes nuits solitaires, et que vous aviez quelquefois trouvée, mais rendue maintenant visible, comme un rythme fixé dans la pierre.

Les colonnes des temples étaient brisées : d'ici, vous pouviez voir Salamine et Marathon. Mais elles triomphaient du temps et des guerres, et leur triomphe était partagé non seulement par les hommes qui les avaient conçues, mais aussi par tous ceux qui étaient venus ensuite. Ici, dans le silence ensoleillé, elles étaient comme le témoignage du passé, comme la splendide promesse de l'avenir.

— Vous aimez? dit anxieusement Cerruti, montrant le sandwich et la bouteille de vin qu'ils avaient achetés à la dernière station.

— Merveilleux, dit Archer, parfait.

— Ah! — il sourit de ses dents éclatantes — nous faisons du bon vin en Italie : Chianti, Capri, Freisa, Valpolicello, Falerno.

— C'était le vin que buvait Horace, n'est-ce pas? demanda Archer.

— Ah! vous connaissiez Orazio!

Il était stupéfait.

— En Amérique, vous connaissez Orazio!

Archer but un nouveau coup à la bouteille, puis, se renversant en arrière, les yeux mi-clos, il dit :

— Dans mon pays, entre les chasses au buffle, quand nous sommes assis en rond autour du feu de camp, nettoyant nos carabines, ceux qui ne montent pas la garde contre les Peaux-Rouges se récitent mutuellement les odes d'Horace.

Un homme assis sur la banquette d'en face se pencha et se mit à parler en italien avec volubilité.

— Il dit qu'il a un cousin à Pittsburg, dit Cerruti. Il dit que l'Amérique est un pays merveilleux.

— Nous l'appelons généralement le pays de Dieu.

Archer contemplait par la fenêtre du train les vignes et les collines, et les villages aux toits de tuiles.

— Mais dites-lui que l'Italie aussi est merveilleuse. Dites-lui que j'adore déjà l'Italie et le bon vin italien.

— Maintenant l'Italie est aussi un grand pays, dit Cerruti, en se redressant un peu sur la banquette. Maintenant c'est un impero — l'empire d'Italie. Vous verrez Roma. Ah! quand vous verrez Roma!... Il Colosseo, Foro di Traiano, beaucoup de monuments, beaucoup d'antiquités, mais aussi beaucoup de choses neuves, des rues, des buildings... C'est beau. Comme la Rome du temps d'Horace. Immense. Impero...

Le train entrait en gare. Sur le quai, l'homme qui roulait le petit wagon-buffet appela, comme dans chaque station :

« Acqua minerale, biscotti, caramelli, cioccolate. » Archer acheta une autre bouteille de vin.

« Bella Italia », dit-il, comme le train se mettait de nouveau en marche, et tous les voyageurs du compartiment sourirent et hochèrent la tête, en le regardant avec une approbation attendrie.

Chaude comme le soleil, engourdissante comme le vin, vous sentiez la paix profonde de cette terre tranquille. C'était une terre que l'homme, au cours des siècles, avait façonnée lentement de ses mains. Il n'y avait pas un pouce de terrain qui ne fût labouré, soigné, ensemencé, arrosé. A travers les champs, les vignes se suspendaient d'arbre en arbre, vertes et lourdes de fruits, comme des guirlandes votives offertes à la terre. Ici, la terre et ce qu'elle portait n'avait pas à être combattu et conquis. La terre n'était plus une ennemie, mais notre mère, douce, bonne, rassurante. Voilà pourquoi, dans cette tranquillité pleine de silencieuse musique, il paraissait étrange d'entendre soudain le rugissement, le fracas de cuivre en do majeur de la grande cité. Sur la voie Appienne, plus loin que les pins inclinés par le vent, au-dessus des sept collines, venait le bruit sourd d'hommes en marche, des sons métalliques et des éclairs d'armes au soleil, des piétinements de chevaux. Parmi l'activité des rues, les grands arcs de triomphe se dressaient, restaurés, énormes, les colonnes de victoire, les tombes de la gloire morte, ouvertes pour fabriquer la neuve. Les vieilles pierres étaient rassemblées, les ruines rebâties, le passé mort remis debout, maintenu sur ses pieds. Intensément on récurait, polissait, réparait les bustes délabrés des empereurs et on les couronnait de nouveau avec le chêne et le laurier. Ici, devant ce mur, on amenait les enfants, marchant avec leurs fusils de bois, pour leur montrer la carte de l'empire, tel qu'il avait existé avant de disparaître, et tel qu'il renaissait à nouveau. La cité s'alourdissait de marbre et de bronze, des visages menaçants des vieux empereurs, aux sourcils froncés. De nouveau, il y avait la splendeur des bannières et des armes, le piétinement rythmé des troupes en marche, dix mille mains levées ensemble, dix mille voix chantant

le nom du grand chef, de l'homme aux sourcils froncés, caracolant à cheval, l'héritier de César.

Mais à mesure que le train remontait vers le nord — sauf aux stations où il y avait un va-et-vient continuel de soldats, et une fois où le train dut stopper pour en laisser passer une interminable colonne — vous pouviez commencer à oublier les clameurs métalliques de la cité, avec ses empereurs et ses légions. Le train traversait la Toscane, et chaque fois que vous regardiez par la fenêtre, vous aperceviez un paysage du xve siècle, vivant sous vos yeux : les prairies en fleurs, les petites villes qui semblaient faire partie du sol, en jaillir spontanément, et les horizons de collines bleues dans la brume. Plus loin, vers la Spezia, il y eut la mer, puis Livourne, et au loin, les contours incertains de l'île d'Elbe. Mais, en apercevant l'île d'Elbe, vous pensiez moins à l'homme qui avait vécu là quelque temps, qu'à la forme de l'île sur le ciel, et aux blancs triangles des felouques sur l'eau lumineuse. Au crépuscule, la lumière dorée tomba sur les flancs blessés des monts de Carrare et de Massa, d'où était venu le marbre des beaux palais, des arcs de triomphe et des statues des grands hommes à cheval. Mais vous pensiez moins à eux qu'à celui qui avait lentement sculpté dans le même marbre le visage de l'Aurore et celui de la Nuit sur les tombes des Médicis. Bien que le Baedeker l'expliquât longuement, vous aviez oublié que la moitié des batailles européennes avaient eu lieu dans ces plaines de Lombardie, pour ne rien voir d'autre que les lignes des fins peupliers et les montagnes neigeuses qui se rapprochaient.

A chaque station, vous pouviez acheter une bouteille de vin rouge, bon marché, âpre, avec un goût de fer, mais vraiment bon, et à chaque station, l'homme au wagon-buffet criait : « Acqua minerale, biscotti, caramelli, cioccolate », et les voyageurs s'agitaient en s'efforçant de trouver des places. Les femmes de la campagne avaient des paniers d'œufs ou un poulet, et tout ce monde finissait par s'installer et par se mettre à manger des tranches de pain et de mortadelle. Peu à peu, la conversation s'engageait entre tous les gens du compartiment, et quand on découvrait que vous étiez américain, c'était un grand sujet d'intérêt pour tout le monde ;

chacun souriait en hochant la tête quand vous parliez italien, et si vous vouliez conquérir tous les cœurs, il n'y avait qu'à montrer les fuyants paysages par la fenêtre et dire : « Bella Italia ».

Les lointaines montagnes se rapprochèrent, et vous étiez au Tyrol. Tous les noms de villes ou d'hôtels avaient été changés, afin de rendre un son italien. Franzenfeste était devenu Fortezza et le Tyrolerhof, l'Albergo d'Italia. Mais la transformation des noms n'avait pas transformé le pays. Les enseignes dorées et sculptées au-dessus des boutiques, les toits de bois tenus par des grosses pierres, les beffrois ronds des églises, les sombres bois de pins disaient qu'on n'était plus dans un pays du sud. Quelque chose en vous, de lointains souvenirs d'enfance parlaient de Noël, de neige, des contes de la Belle au Bois Dormant, de Blanche-Neige, de sorcières et de lutins. Il y avait sans cesse, à propos de tout, cette obscure sensation de choses familières comme si, en allant de plus en plus vers le nord, vous vous rapprochiez de plus en plus de chez vous.

◘

Dans le grand hall plein de fumée, les cuivres de l'orchestre éclatèrent bruyamment, et tous les gens assis autour des petites tables rondes se mirent à chanter : « Trink, Brüderlein, trink », en se balançant de droite à gauche, bras-dessus, bras-dessous. Les servantes, solides et rouges, se frayaient un passage à travers les tables, les lourds pots gris débordant d'écume entre leurs mains. L'air était épais plein de réconfortantes odeurs de tabac, de bière, de saucisses, de choucroute et de salade de harengs.

— J'ai pensé à ceci pendant des années, dit Archer au gros homme assis à côté de lui.

Il avait une tête complètement rasée, en forme de boulet, et des yeux très doux derrière d'épaisses lunettes.

— Il dit qu'il a pensé à ceci pendant des années, dit le gros homme en allemand à ses voisins de table, et tous hochèrent la tête, sourirent et élevèrent leurs chopes.

— Schön, dit Archer, désignant la pièce où ils se trouvaient, wunderbar ! et tout le monde éclata de rire.

— Attendez ! dit le gros homme, je vais prendre une photo de notre table, avec nous tous, assis ensemble.

Il chercha quelque chose sous sa chaise, pendant qu'on l'observait avec intérêt, et sortit un appareil de photographie et un trépied. Il déplia le trépied, vissa l'appareil, lut attentivement le photomètre, régla le diaphragme et finalement revint en courant et s'assit face à l'appareil. On entendit comme un bourdonnement à l'intérieur, pendant que chacun demeurait rigidement immobile, les chopes à la main. Puis il y eut un « clic », et chacun reprit une attitude normale, en murmurant : « Ah ! » et « So-o... »

— C'est un mécanisme à déclanchement automatique, dit le gros homme avec fierté, se tournant vers Archer.

— Les appareils allemands sont les meilleurs du monde, dit Archer et le gros homme traduisit aux autres ce qu'il venait de dire.

Chacun sourit et approuva, et un homme en uniforme, à la mine rébarbative, se mit à faire circuler autour de la table une réclame de bière où chacun mit son autographe. La musique devint plus bruyante, la fumée s'épaissit, les voix se haussèrent pour tâcher de dominer le bruit, et vous sentiez augmenter graduellement tout autour de vous, l'ivresse paisible d'un millier de personnes.

Le gros homme, mis à son aise, commença à expliquer en détail le fonctionnement de l'appareil ; Archer approuvait de la tête sans l'entendre, écoutant seulement les *Contes de la forêt viennoise*. La musique se tut, et les applaudissements prenaient fin quand il y eut des exclamations à une table près de la fenêtre, et tout le monde se bouscula pour voir ce qui se passait dans la rue. Soudain, il y eut un silence, et dans ce silence vous pouviez entendre au dehors un bruit de pas nombreux, grandissant petit à petit jusqu'à faire trembler le sol de la pièce.

Archer regarda ses voisins de table. Pendant quelques secondes, ils restèrent assis, immobiles, leurs visages tournés vers la fenêtre. L'homme en uniforme sauta brusquement sur ses pieds en criant : « Alle aufstehen » [1], et aussitôt tous les autres l'imitèrent,

1. Tous debout.

— Manœuvres, dit le gros homme, en désignant du doigt la fenêtre. Ils vont maintenant aux manœuvres.

Les voix et les mains, par la fenêtre, jetaient des saluts à ceux qui passaient en bas. Le plancher trembla sous le rythme sourd. La rue tout entière résonnait du fracas métallique des caissons à munitions et des pétarades des motocyclettes.

— Tout est motorisé, maintenant, dit le gros homme avec orgueil, tout est mécanique.

Pendant longtemps, le bruit se poursuivit sous la fenêtre, et quand finalement tout fut passé, c'était l'heure de la fermeture. Ils finirent leur bière et descendirent ensemble. Ils se serrèrent la main et Archer promit de leur envoyer à tous des cartes postales des chutes du Niagara. Le gros homme le raccompagna jusqu'à peu de distance de son hôtel.

— Voyez-vous, lui dit-il, au moment de le quitter, il nous a rendu notre honneur national, oui, et aussi... de quoi manger.

◘

Le train continuait sa route, la cadence monotone de son rythme, acier contre acier, les roues sur les rails. Aux stations, les hommes des wagons-buffets criaient maintenant : « Mineralwasser, heisse Würste, belegte Brötchen... » Les voyageurs se préoccupaient de leurs bagages. Une vieille cherchait son ticket dans son porte-monnaie. Les gens commencèrent à lier conversation. Chacun s'intéressa vivement à un petit chien noir dans un panier d'osier.

— Mon frère est à Cleveland, dit un homme en souriant; il est là depuis huit ans déjà.

Le train stoppa. Devant les fenêtres, une longue colonne d'un gris-vert se tortillait lentement sur la route poussiéreuse et le ciel était obscurci par des essaims bourdonnants d'avions. Les gens levèrent la tête, puis se regardèrent. Le train repartit.

L'acier des roues reprit son rythme en heurtant l'acier des rails. Le train accéléra. Le rythme devint plus rapide. Les gens sourirent en dodelinant la tête. Le rythme s'accéléra encore. Soudain, en écoutant la cadence des roues, *un*, *deux*, *trois*, *quatre*, *un*, *deux*, *trois*, *quatre*, vous aviez perçu son sens secret.

Les gens souriaient pendant que se poursuivait le rythme implacable, mais ce rythme n'est pas fait pour sourire. Maintenant, pour la première fois, vous compreniez clairement qu'il ne s'agissait pas du rythme tranquille et tendre, plein de grâce et de beauté que vous espériez dans les nuits solitaires, au cœur profond des forêts. Soudain, vous aperceviez la peur cachée derrière ces sourires, et vous compreniez l'immense désolation de cette terre, notre mère, déchirée, ravagée, meurtrie peu à peu jusqu'à la mort. Il nous faudra voir les fourmis, les rats et la vermine ramper sur son corps sans défense, dévorant sa chair, se traînant sur elle en longues colonnes, ici gris-vert, là gris-bleu ou noires, ou brunes comme le sol qui les a vus naître pour le dévorer. Les gens sourient, mais derrière leurs sourires, vous savez maintenant qu'ils voient la mort de leur mère, cette terre d'où ils sont sortis.

Les grands peupliers, au bord du canal, se doublent de leur reflet dans les eaux tranquilles. Une péniche avance lentement ; ses fenêtres ont des rideaux de guipure et des caisses de géraniums rouges. Le long de la route marche une femme qui porte un panier d'œufs. Un homme pêche à la ligne du haut d'un pont. Une femme étend des vêtements à sécher. Dans le compartiment, le propriétaire du petit chien noir lui donne un os à manger. La vieille femme cherche toujours son billet. Et tandis que les roues du train roulent vers l'ouest, votre cœur a l'obscure sensation d'aller vers la liberté, vers la mer, et le grand vent du large.

Debout contre le bastingage, il regardait la terre décroître lentement dans le crépuscule et dans la distance. Le bateau se soulevait et retombait mollement sur la première houle de l'océan. Le vent commençait à bourdonner dans les gréements. Il y avait du sel dans l'air, et de l'espace, et de la pureté, et déjà l'impression de l'éloignement, de l'isolement austère du pays vers lequel vous alliez. Il y avait la sensation de dépo-

ser les vieux fardeaux, de laisser derrière soi la mort, et de regarder vers la vie.

— Mais, en tous cas, disait l'homme, nous devons assurer la protection de nos intérêts. Et aussi notre honneur national, bien entendu.

Il hocha la tête, écoutant attentivement l'écho de ses propres mots.

— Allons, je pense que je dois aller voir comment ma femme se débrouille avec ses bagages.

Il sourit, et s'en alla d'un pas lent.

Mais après son départ, les mots qu'il avait prononcés restaient là, suspendus dans l'air, et soudain, vous entendiez de nouveau les acclamations de la foule, vous aperceviez les jolies filles vendant les « Liberty Bonds », et épinglant des plumes blanches sur les hommes qui n'étaient pas en uniforme. Vous vous rappeliez comment nous avions obéi aux injonctions des maîtres d'école, frappant leurs pupitres avec leurs règles et proclamant qu'il fallait donner la sécurité à la démocratie. Et bientôt, nous avions appris à hurler « Blood and guts ! » afin d'avoir l'enthousiasme requis, tout en plongeant nos baïonnettes dans le ventre des sacs de son, à Yaphank, Plattsburg, Camp Dix. Alors, nous aussi, nous avions rampé comme les autres sur le corps ravagé de notre mère, vermine creusant ses plaies, dévorant sa chair. Nous, les hommes de l'Arizona, du Kansas, du New-Jersey, de l'Alabama, nous visions soigneusement avec nos fusils, et nous hurlions « Blood and guts ! » en plongeant nos baïonnettes dans le ventre — très différent d'un sac de son — d'un fermier de Dachau, d'un cordonnier de Dresde, d'un libraire de Dusseldorf.

La radio crépita dans le haut des mâts, et vous saviez que ces invisibles étincelles volant dans l'espace pouvaient fouiller jusqu'aux recoins les plus ignorés du monde, pouvaient appeler les hommes dans les retraites les plus cachées de la terre, et qu'ils viendraient à cet appel, obéissant à une étincelle invisible, au murmure d'une voix désincarnée.

Les étincelles crépitantes volaient autour des mâts, dans la nuit grandissante, et maintenant il y avait aussi le rythme régulier de l'hélice du navire, la pulsation du bateau tout

entier ; vibrant avec les lames d'acier qui frappaient l'eau, nous séparant mécaniquement du reflet des étoiles, de la paix du ciel, et de la vivifiante morsure du vent d'ouest.

Maintenant il n'y avait plus de tranquillité, mais seulement les battements du cœur troublé du monde, *un*, *deux*, *trois*, *quatre*, comme une danse sauvage et folle, avançant et reculant, *un*, *deux*, *trois*, *quatre*, dans une éternelle répétition, du fond de l'obscurité dans laquelle nous sommes nés, et vers laquelle nous cherchons à retourner.

BENEDICT THIELEN

(Traduction de JACQUELINE DE NERVO.)

LE PROBLÈME NAVAL

La crise de septembre 1938 a permis de vérifier une fois de plus la valeur de certaines théories familières à ceux qui étudient par métier ou par goût les choses de la guerre. C'est ainsi que la définition de Bernardi : « La guerre est la continuation de la politique poursuivie par d'autres moyens » n'a jamais paru aussi vraie, puisque la politique a pu obtenir des résultats par la seule menace de guerre. Bien plus, l'évolution progressive de la tension générale semblait nous montrer, comme au ralenti, la part des différents facteurs appelés à jouer un rôle dans la situation. On voyait en particulier apparaître de plus en plus la nécessité d'une étroite liaison entre la politique et les forces armées. Toutes les informations nous faisaient savoir que le chancelier Hitler ne cessait de conserver près de lui, ou dans un voisinage immédiat, son chef d'état-major de défense nationale, le général Keitel, et les généraux ou amiraux, prévus pour commander en chef les forces de terre, de mer ou de l'air. Chez nous le seule signe extérieur a été le départ pour Londres, un certain soir, du général Gamelin. Mais tous les Français étaient bien persuadés que des contacts étroits assuraient entre les personnalités chargées de la direction politique et celles appelées à conduire les forces, la liaison indispensable, grâce à laquelle on pouvait prendre des décisions en connaissance de cause, et, s'il le fallait, passer sans heurt et sans surprise des moyens pacifiques de la politique aux

moyens de force. Ils en étaient d'autant plus persuadés que chacun d'eux faisait pour son propre compte les rapprochements nécessaires, aidé, il est vrai, par l'abondance de données chiffrées que lui fournissait la lecture quotidienne de la presse.

Personne n'ignorait, par exemple, les conditions dans lesquelles notre aviation allait engager la lutte.

De l'armée de terre, il n'y avait pas grand'chose à discuter. On savait qu'avec le personnel rappelé, il y avait de quoi garnir solidement la ligne de nos fortifications permanentes. On attendait avec confiance et avec calme la mobilisation générale qui porterait, suivant un rythme prévu, nos armées à la frontière ou aux frontières.

Tous les Français sont renseignés sur leur armée. Mais, fait très remarquable, l'opinion publique sait peu de choses de la marine, et cela pour plusieurs raisons. La principale est qu'il n'y a pas à parler d'une force qui est certaine et dont on attend avec calme qu'elle remplisse une mission pour laquelle elle est prête. On en aurait parlé si l'on n'avait pas eu confiance. Une telle impression est renforcée par le fait que, pour l'armée de mer, la flotte qui représente la puissance offensive est, en principe, toujours prête, dès le temps de paix. Les dernières dispositions à prendre, en cas d'alerte, ne demandent pas une journée pour les bâtiments réellement armés à plein effectif et les mesures de mobilisation ne concernent que les bâtiments en réserve, et l'organisation défensive : armement du littoral, sécurité de navigation, protection des ports. La situation sur ce point est, pour ainsi dire, l'inverse de la situation terrestre, où c'est l'organisation défensive qui est en quelques heures complétée et prête, tandis que les armées, qui constituent la puissance offensive, ne doivent être qu'après de nombreux jours en mesure de déclencher des opérations.

Quelle que soit d'ailleurs la raison du silence qui a tenu l'opinion ignorante des choses de la mer, il y avait à craindre une conséquence toute naturelle, celle de voir cette même opinion s'en désintéresser au profit des forces dont on parle. Une force dont on ne parle pas apparaît vite comme secondaire, parce qu'on perd l'habitude d'en voir l'utilité. Et c'est ainsi qu'on peut expliquer ces réactions d'après crise dont la plus

caractéristique est la proposition de transfert, au profit d'autres forces, de crédits déjà alloués à des constructions navales.

C'est donc qu'il est bien difficile de faire comprendre à notre pays la valeur actuelle de la puissance navale, le poids des forces maritimes dans la lutte, leur influence et leur part dans le résultat final.

Il faut périodiquement reprendre les données du problème et inlassablement chercher à convaincre tous les esprits de l'effort continu nécessaire. Le souvenir de septembre 1938 devrait, il me semble, par la confiance rétrospective que pouvait inspirer la situation navale, loin de provoquer le moindre ralentissement, démontrer définitivement la nécessité de maintenir sur mer, quoi qu'il arrive, une prépondérance qui, parce qu'elle est une grande force, serait d'ailleurs en même temps le meilleur gage de paix.

La difficulté ne semblerait pas très grande, s'il suffisait, pour la résoudre, d'un grand élan, si l'on pouvait compter sur ce qu'on a pris l'habitude d'appeler actuellement un « redressement ».

Malheureusement, dans le domaine naval, on ne pourrait suppléer par un effort du dernier moment, à une insuffisance qu'on aurait laissé croître. Il faut avant tout une continuité de pensée, une persévérance de réalisation, appuyées sur un esprit de prévision, que l'on n'a pas coutume de considérer comme caractéristiques du tempérament français.

Cela tient aux données du matériel naval, qui est long à réaliser et qui a une vie relativement courte parce que mettant en œuvre les derniers progrès de la technique, tant du côté armement que du côté industriel.

On a, à propos des forces aériennes, parlé de la possibilité d'une guerre à échéance.

C'est une idée qui, par un côté, bien qu'à un degré moindre, peut être appliquée aux forces maritimes. On en connaît le sens. Lorsque les forces utilisent un matériel à forte usure, auquel les progrès techniques donnent un rapide développement, on peut concevoir en effet un programme d'armement donnant pour une date prévue un maximum de séries récentes, chaque type correspondant au dernier cri de la construction. A cette date, outre la supériorité numérique, on aura

des forces supérieures en qualité à celles d'un pays dont le programme consiste seulement à maintenir son niveau par le remplacement continu annuel d'une partie du matériel. A vrai dire, le problème est plus difficile à résoudre en pratique qu'en théorie, parce qu'il exige des possibilités de toute nature, financières et techniques, jointes à une prévision politique, qui correspondent à des conditions particulières dans la vie d'un peuple.

La question ne s'était jamais posée, aussi nettement, pour le matériel militaire d'armement, parce que les dépenses à engager ne correspondaient pas aux avantages qu'aurait pu donner une amélioration technique : un canon, un fusil sont assez parfaits pour être conservés de nombreuses années.

Elle se pose en partie pour la marine, non seulement pour les forces aériennes qui lui sont affectées, mais aussi, en un sens, pour les forces navales. Étant donné la lenteur de réalisation de ces forces, le caractère même de continuité dans l'effort qui est nécessaire pour cette réalisation, il ne peut évidemment être question de préparer pour une époque donnée, une flotte dont toutes les unités seraient du dernier modèle et entreraient ensemble en service à point nommé. Mais il y a malgré tout, pour les flottes, un accroissement à paliers, d'autant plus important que les unités en construction ont une puissance plus grande. Lorsque, par exemple, un *Dunkerque* ou un *Richelieu* entre en service, d'un seul coup notre corps de bataille accroît sa force dans de grandes proportions. Il en sera ainsi pour la flotte italienne qui recevra presque simultanément les deux cuirassés de 35 000 tonnes en construction.

Quand on veut étudier la situation navale, il ne faut donc pas se contenter d'une comparaison faite un jour donné, il faut suivre dans le temps l'évolution de cette comparaison et tracer les courbes d'accroissement. Il est possible alors d'entrevoir une alternance relative dans la situation, qui met en lumière les moments privilégiés pour l'une ou l'autre des marines, suivant que la différence des forces est la plus petite ou la plus grande. On se rend compte alors, combien pour maintenir une prépondérance, il faut décider vite, si l'on veut éviter les retards de construction ou les délais

de conception qui risquent d'accentuer la différence de pente des deux courbes. C'est le meilleur moyen d'éviter les inconvénients d'une « échéance de préparation » recherchée par un voisin. La question se pose malheureusement avec acuité, lorsqu'on traverse une période de crise, comme celle qui domine les armements depuis près de deux ans, c'est-à-dire une période où les facteurs dont dépend la réalisation d'une marine ne jouent plus d'une manière normale. Il faut alors compter avec les coefficients anormaux de ces facteurs et trouver les possibilités financières, techniques, économiques exigées par le nouvel état de choses.

Au point de vue qui nous intéresse, si la situation relative des forces aériennes posait en septembre 1938 un redoutable point d'interrogation, il faut reconnaître que celle des forces maritimes ne semblait pas correspondre à une échéance voulue par les puissances de l'axe Rome-Berlin.

Sans doute, en cette fin de 1938, la marine allemande n'est plus celle qu'avait voulu limiter le traité de Versailles. Mais les constructions ne sont pas achevées et elle n'atteint pas encore, pour les navires de surface, le tonnage qui lui a été reconnu par l'Angleterre, grâce aux accords particuliers de 1935, après la mission à Londres de M. von Ribbentrop.

On se souvient que dès 1928 l'attention des milieux maritimes avait été éveillée par la manière dont l'Allemagne avait résolu le problème du remplacement de ses cuirassés démodés. Se trouvant devant les limites imposées pour le tonnage maximum : 10 000 tonnes, et le calibre des pièces : 28 centimètres, elle avait su profiter, d'une part, d'une définition du tonnage, établie par la conférence de Washington de 1922, grâce à laquelle elle pouvait gagner sur la définition antérieure près de 2 000 tonnes, et elle avait réussi, grâce à sa technique industrielle, à économiser sur les poids de matière par un emploi généralisé de la soudure électrique.

Elle avait accepté, d'autre part, les risques d'une innovation par l'application à un grand navire de moteurs à combustion, plus légers que la combinaison turbines à vapeur — chaudières à mazout. La marine allemande avait ainsi étonné le monde par la conception de son type *Deutschland*, qu'on finit par appeler cuirassé de poche — faute de pouvoir le ranger dans

une des catégories habituelles. Protégé par un cuirassement appréciable, ce navire ne pouvait cependant être comparé à un véritable cuirassé d'aujourd'hui (même de tonnage réduit) et sa vitesse (qu'on a dit être de 27 à 28 nœuds) était très inférieure à celle d'un vrai croiseur. Mais elle était très supérieure à celle des cuirassés antérieurs, et son calibre d'artillerie (280 millimètres) lui donnait une puissance de feu bien supériure à celle des croiseurs les plus récents, dont les canons avaient été limités à 203 millimètres par les conférences navales internationales.

Doués ainsi de qualités particulières qui leur permettaient d'échapper aux bâtiments de ligne grâce à la vitesse, et d'obliger tous les croiseurs à rompre le combat grâce à un calibre supérieur, les trois bâtiments de ce type, en service en fin 38, ont attiré, d'autre part, l'attention par une qualité supplémentaire qui semblait caractéristique du mode d'emploi auquel ils étaient destinés. Les moteurs type Diesel permettent en effet des rayons d'action considérables. Or il suffit d'avoir étudié la situation géographique de l'Allemagne pour se rendre compte que l'action en Baltique ou en mer du Nord n'exige pas de grands rayons d'action. La marine allemande de von Tirpitz, celle de 1914, le savait bien, qui avait sacrifié cette qualité au profit de la puissance militaire. Elle avait même exagéré dans ce sens, puisque les acteurs du *Jutland* ou du *Dogger Bank* s'en sont plaints. Mais ceux qui en ont le plus souffert sont, sans contredit, les croiseurs allemands qui ont mené, pendant les premiers mois de guerre, la vie de corsaires, avec un souci perpétuel de ravitaillement en combustible.

On a donc pu penser à juste titre que les *Deutschland* étaient destinés à faire la « guerre de communications » dans les mers lointaines, en particulier dans l'Atlantique. Et l'on voit comment leurs caractéristiques de vitesse et d'armement en feraient des adversaires redoutables dans une telle éventualité puisqu'il faut trouver pour les rechercher et les combattre efficacement des navires marchant plus vite, c'est-à-dire au moins 28 nœuds, et mieux armés, c'est-à-dire ayant des canons supérieurs aux 280 millimètres. Si l'on veut, au minimum, se contenter de protéger le trafic, à défaut d'une vitesse suffi-

sante pour les poursuivre, il faut des bâtiments assez cuirassés pour encaisser les projectiles de 280 et assez armés pour perforer la cuirasse des *Deutschland*. Cela conduit à employer dans ce dernier cas de vrais bâtiments de ligne, cuirassés anciens ou modernes. Il ne reste plus pour faire la chasse que les seuls bâtiments de ligne modernes ou les croiseurs de bataille de la dernière guerre.

Les accords de 1935 ont permis à l'Allemagne de faire mieux. Il n'était plus question pour elle de limitation dans le tonnage et dans le calibre, puisque tout ce qu'elle acceptait, c'était de limiter l'ensemble de ses forces au tiers environ des forces navales britanniques (45 pour cent pour le tonnage sous-marin). Cela lui donnait un droit immédiat d'au moins 100 000 tonnes qui suffisait à absorber la capacité de ses chantiers pour 1936. Déjà, à la fin de 1938, on voit apparaître les résultats de ce programme sous forme de deux bâtiments de ligne de 26 000 tonnes, *Scharhnost* et *Gneisenau*, qui entrent en service, sans compter de nombreux bâtiments de flottille et sous-marins. Et les journaux nous apprennent périodiquement (à l'occasion de voyages et de lancements) qu'il y a sur cale ou en projet, 2 bâtiments de 35 000 tonnes, 3 croiseurs type *Hipper* de 10 000 tonnes, sans compter les porte-avions, dont le premier fut lancé en décembre, les bâtiments plus petits, torpilleurs et sous-marins. Après 1935, les types construits de la marine allemande retombent donc dans la série normale des catégories. Il est vrai que, après la signature de l'accord de 1935, il fallait présenter publiquement le premier programme de construction. Ceci explique en partie la décision concernant les *Gneisenau*. L'espoir n'était pas mort d'un accord international limitant à 25 000 tonnes le déplacement maximum de tous les navires de ligne. Et il y avait des avantages pour l'Allemagne à ne pas monter d'un seul coup à 35 000, puisque nos deux premiers bâtiments de ligne, *Dunkerque* et *Strasbourg*, n'avaient que 25 000 tonnes. Elle y gagnait un délai de construction plus court, et peut-être n'avait-elle pas immédiatement les possibilités techniques pour commencer par le problème le plus difficile, celui du 35 000 tonnes. En ce qui concerne les sous-marins, on a parlé, au moment de l'accord de 1935, de la construction d'une vingtaine de petits

bâtiments de 250 tonnes. Il est certain que l'expérience et les souvenirs de la guerre ont dû permettre de reprendre assez vite une construction abandonnée depuis 1918. Mais le maniement du sous-marin exige une tradition d'entraînement qui devait faire défaut. Et sans doute, la marine allemande a voulu avant tout avoir des unités nombreuses pour former le personnel, quitte à faire un outil à possibilités limitées. Ces sous-marins semblent destinés à opérer dans les mers rapprochées, en Baltique, en mer du Nord et dans la Manche. Depuis 1935 quelques bâtiments d'un tonnage supérieur, aptes aux actions lointaines, ont été construits en nombre limité. Il faut penser, sur ce point, aux possibilités de construction qu'avaient montrées, en pleine guerre, l'Allemagne de 1917.

En résumé, en ce qui concerne la force ennemie du Nord, pour venir disputer aux puissances occidentales l'usage de la mer qu'elles prétendaient conserver, on trouvait 3 cuirassés *Deutschland*, un ou deux bâtiments de ligne *Gneisenau* (équivalant à notre *Dunkerque*), 5 ou 6 croiseurs légers, des torpilleurs, une quarantaine de sous-marins dont une vingtaine capables d'opérer au large, et peut-être des croiseurs auxiliaires ou paquebots armés en nombre indéterminé.

Que trouverait-on demain? Il est trop tôt pour le dire. La courbe indique un accroissement certain continu et l'on a pu se rendre compte, dans les derniers jours de l'année 1938, du premier effort allemand pour trouver une meilleure traduction des possibilités juridiques offertes par les accords de 1935 et 1937.

Si l'on passe à la force navale du Sud, celle dite de la Méditerranée, puisqu'elle ne pourrait sortir de cette mer qu'en forçant les deux portes de l'est et de l'ouest, suivre l'historique des constructions navales récentes est le meilleur moyen de comprendre l'évolution de la situation.

On n'a pas oublié qu'à la conférence navale de Washington (1922), la France avait dû accepter une parité de droit, sinon de fait, avec l'Italie, pour le tonnage global des bâtiments de ligne (on rangeait dans cette catégorie tout navire dont le tonnage dépassait 10 000 tonnes ou dont le calibre des pièces était supérieur à 203). En fait, on était au lendemain de la guerre et personne ne semblait disposé à remettre en chantier

des navires dont le prix était incompatible avec la situation financière générale : il y avait trop de dettes à payer auparavant. La discussion sur les cuirassés semblait appartenir au domaine de l'irréel, ou du moins ne présenter aucun caractère d'actualité. Il est nécessaire de bien comprendre tout le poids de cet argument « finance ». Parce que, pour l'opinion publique, il y eut confusion entre cet argument, qui n'était que passager, et les arguments généraux qu'on pouvait déduire des leçons de la guerre sur la valeur de l'outil lui-même. Le danger de la guerre sous-marine, qui semblait être une forme nouvelle et définitive de la guerre navale, était encore dans les esprits. On avait peu parlé dans la presse de l'activité des escadres de cuirassés et seuls les initiés, qui sont rares en France en dehors des marins eux-mêmes, savaient que la victoire sur mer, y compris la réussite de la lutte anti-sous-marine, n'avait été possible que grâce aux masses cuirassées, aux deux puissantes forteresses mobiles qui, l'une française au sud de l'Adriatique, l'autre anglaise au débouché de la mer du Nord, étaient restées pendant cinquante-deux mois en mesure de rendre infranchissable le passage par l'ennemi flottant. Les marins n'oubliaient pas que jamais les sous-marins n'avaient empêché les escadres de poursuivre au large leur entraînement et d'appareiller à la moindre alerte. En d'autres termes, les grands bâtiments de ligne avaient parfaitement rempli leur mission et leur valeur stratégique ne sortait pas diminuée de la guerre. Ce qui avait changé, c'était une modalité de leur emploi : ils n'étaient plus aussi invulnérables. Ils avaient à redouter les torpilles des sous-marins comme ils avaient eu à redouter les torpilles lancées pendant la nuit, au cours d'une attaque de petits bâtiments rapides. Il n'y avait pas là de quoi annuler la puissante valeur du type de bâtiment, qui demeurait sans conteste le maître de la surface. Les différentes marines restaient bien persuadées qu'en limitant leurs bâtiments neufs aux dimensions du croiseur de 10 000 tonnes, elles ne gaspillaient certes pas l'argent puisque des croiseurs sont toujours nécessaires, surtout aux empires dispersés à travers le monde, mais qu'elles n'étaient pas sur la voie du type définitif, celui qui peut seul servir de base à la vraie puissance navale. Il était évident

que le problème du bâtiment de ligne se poserait à brève échéance, soit devant une crise d'armement toujours possible, soit au moment de remplacer les vétérans entrés en service vers 1915, 1916 ou 1917. Au demeurant, on entourait ces derniers de soins constants et l'on tentait même de les moderniser. A la conférence de Londres, en 1930, la France en est à son septième croiseur de 10 000 tonnes. Les conditions politiques sont telles qu'elle accepte de s'arrêter à ce chiffre, permettant à l'Italie d'acquérir dans cette catégorie une parité recherchée inlassablement. La parité en bâtiments de ligne de Washington (total de 175 000 tonnes) avait été toute théorique. Celle des croiseurs de 1re classe est réelle : 7 bâtiments.

Il faudrait, pour comparer les catégories inférieures, entrer dans trop de détails. Tandis que la France construisait 30 unités de 2 500 tonnes environ (du type appelé contre-torpilleur), qui sont les bâtiments très rapides dont on a souligné les records de vitesse, l'Italie construisait des bâtiments plus grands : une douzaine d'unités de 5 à 6 000 tonnes. Et, tout récemment, on vit sortir, de part et d'autre, le croiseur de 7 à 8 000 tonnes, protégé, portant 9 ou 10 canons de 15 centimètres et marchant plus de 30 nœuds. C'est chez nous le type *Jean-de-Vienne*, dont 6 unités sont en service à l'automne 1938.

Mais l'importance de ces constructions légères successives disparaît devant le rythme qui va commander les programmes navals des dernières années.

En 1931, l'apparition des *Deutschland* coïncidant avec la mise hors service de cuirassés anciens, obligeait la France à envisager la construction du premier bâtiment de ligne : le *Dunkerque* de 26 000 tonnes, armé de 8 canons de 330 et d'une vitesse voisine de 30 nœuds. Programme modeste devant les trois *Deutschland*.

Et, subitement, l'armement de l'Italie se précipite. On multiplie d'abord les sous-marins : c'est le moment où les visées sur l'Éthiopie créent un risque de conflit avec l'Angleterre.

Alors que notre seul *Dunkerque* est en chantier, c'est l'annonce de deux cuirassés de 35 000 tonnes, le *Littorio* et le *Vittorio Veneto* : ces bâtiments ont été lancés en août 1937.

En janvier 1938, c'est l'annonce de deux nouveaux 35 000 tonnes, le *Roma* et l'*Impero*. Il ne faut pas oublier que pour ces deux tranches, la politique a déjà lié le sort de Mussolini à celui de Hitler. Entre temps, on poursuit le programme de sous-marins, puisque cent unités plongeront en mai 1938, devant les deux dictateurs. Et enfin, on consacre d'énormes sommes à la réfection presque totale de 4 cuirassés anciens: *Cavour*, *Cesare*, *Doria*, *Duilio*, puisqu'on annonce qu'on a coupé les bâtiments pour les allonger et qu'ils doivent atteindre une vitesse supérieure à 26 nœuds. Mais tous ces projets sont en cours de réalisation. Il n'y avait en septembre aucun cuirassé de 35 000 tonnes. Seuls étaient achevés deux ou trois cuirassés en refonte.

De la situation de septembre à celle de demain ou d'après-demain, on voit quelle sera la différence et combien il est difficile de faire des comparaisons durables. Car c'est massivement que la puissance de la flotte italienne peut s'accroître. Et ce qu'il faudrait comparer, ce sont des courbes, où la notion temps intervient, sous la forme des délais de conception, de construction et de mise en service.

Quelques-uns seulement de ces délais peuvent être d'avance chiffrés. De notre côté, à la fin de 1938, *Dunkerque* et *Strasbourg* sont achevés, et en service à quelques jours près. Le 17 janvier 1939 a été lancé à Brest le premier des 35 000 tonnes, le *Richelieu*. Le *Jean-Bart*, à Saint-Nazaire, suivra à brève échéance. Les deux suivants ont reçu récemment leur nom : *Clemenceau* et la *Gascogne*.

L'Italie n'a pas jugé nécessaire de construire de porte-avions, parce qu'elle estime sans doute que dans une mer resserrée comme la Méditerranée, on peut toujours s'envoler de terre ou y revenir.

La marine française a des charges océaniques et a dû prévoir la construction, comme la marine allemande, de porte-avions, dont deux: *Joffre* et *Painlevé*, doivent être prêts pour remplacer le *Béarn* trop ancien.

On pourrait s'étonner du rapide accroissement de la marine italienne, qui a gravi les échelons du classement pour venir nous disputer le quatrième rang (après Angleterre, États-Unis, Japon). Une première remarque s'impose, c'est qu'elle

a bénéficié de la volonté, du désir de réalisation qui entraînent la continuité d'efforts, sans laquelle une marine s'étiole très vite.

Une autre remarque à faire, c'est qu'il est toujours plus facile de monter au début d'une ascension quand on part d'un rang inférieur.

C'est particulièrement vrai en marine, à cause du caractère même du matériel naval, dont il faut régulièrement assurer le renouvellement. A partir d'un certain tonnage total, le tonnage à remplacer chaque année finit par absorber toute la tranche de construction, et il devient très difficile de dépasser ainsi le maximum atteint. Tandis que pour une marine en formation, le tonnage construit chaque année apporte un supplément, si bien que le tonnage total croît chaque année, de moins en moins il est vrai, jusqu'à ce maximum où le remplacement des unités usées absorbe tout. Pour conserver une marge de supériorité, il faut donc faire croître les tonnages globaux, et augmenter ainsi sensiblement les tranches annuelles non seulement dans le présent, mais dans le futur.

Tous les facteurs habituels entrent en jeu pour déterminer ces maxima, qui deviennent presque des limites : facteur financier et facteur industriel dont les possibilités ne sont pas indéfinies.

Il faut ajouter que ces limites dépendent également de la répartition du tonnage, c'est-à-dire de la proportion des différents types qui constituent la flotte : cuirassés, croiseurs, sous-marins, avions, puisque l'annuité de remplacement dépend de l'usure, c'est-à-dire de l'âge des unités. On admet par exemple qu'un sous-marin est « hors d'âge » deux fois plus vite qu'un cuirassé (les conférences internationales avaient essayé de fixer officiellement les limites d'âge et pratiquement il faut compter vingt-cinq ans pour les cuirassés, vingt ans pour les croiseurs contre douze à quinze seulement pour les sous-marins). Dans ces conditions, pour maintenir un total de 60 000 tonnes de sous-marins, il faut un remplacement annuel moyen de 5 000 tonnes, tandis que pour maintenir 60 000 tonnes de cuirassés l'annuité n'est que de 2 400 tonnes.

Ceci explique, comme nous l'avons dit précédemment,

pourquoi une marine qui le veut ardemment peut, en quelques années, gravir les échelons qui la rapprochent rapidement d'une autre. L'ascension est moins facile pour les derniers échelons, et il faut prolonger les efforts pour maintenir le rang acquis.

On voit également combien il est difficile de comparer les efforts accomplis parce que trop d'éléments entrent en jeu. Surtout si l'on remarque que le prix de la tonne peut varier du simple au double, entre le sous-marin et le cuirassé, et si l'on pense à tout ce qui est nécessaire à l'efficacité d'une flotte et qu'on ne voit pas dans les revues navales : défenses des côtes, outillages des arsenaux et des ports, stocks de toutes sortes.

Pour revenir à la situation de l'automne 1938, il fallait donc s'attendre à trouver, en face de nous : du côté allemand :

— 3 *Deutschland*,
— 1 ou 2 *Gneisenau*,
— 5 ou 6 croiseurs légers,

pour ne compter que les grands bâtiments, plus une quarantaine de sous-marins dont 20 côtiers, de faible tonnage ;

Du côté italien :

— 2 ou 3 des cuirassés refondus, type *Cavour*,
— 7 croiseurs de 10 000 tonnes,
— une douzaine de croiseurs de 2e classe,
— plus une centaine de sous-marins.

Pour lutter contre ces forces, qu'aurait donné la réunion des forces françaises et britanniques ?

Côté France, en gros :

— 3 cuirassés refondus, type *Provence*,
— 1 ou 2 bâtiments, type *Dunkerque*,
— 7 croiseurs de 10 000 tonnes,
— 7 ou 8 croiseurs de 2e classe,
— une trentaine de contre-torpilleurs,

et environ 80 sous-marins ;

Côté Angleterre :

— 10 cuirassés refondus (canons de 340 ou 380) (vitesse de 22 à 25 nœuds),
— 2 cuirassés d'après-guerre de 35 000 tonnes (*Nelson* et *Rodney*) ne marchant que 23 nœuds,

— 3 cuirassés rapides : *Hood*, *Repulse*, *Renown*,

— une cinquantaine de croiseurs, de nombreux torpilleurs et une soixantaine de sous-marins.

Il est difficile de comparer les forces d'aviation maritime, parce qu'il faudrait connaître la part de l'aide qui serait apportée par l'armée de l'air, en particulier pour l'Italie et l'Allemagne. Leurs flottes, en tous cas, ne disposaient que de l'aviation embarquée, à défaut de porte-avions. On ne peut en effet donner ce nom au *Miraglia* italien, qui n'est qu'un petit transport ravitailleur ou aux 4 cargos qui servent de relais en Atlantique aux lignes commerciales aériennes allemandes.

L'Angleterre, en revanche, possède 5 porte-avions, 3 croiseurs transformés en porteurs de batteries anti-aériennes. La France a le *Commandant-Teste*, transport d'hydravions catapultables, et le *Béarn* à pont d'envol. En se bornant à un examen rapide sur papier de la balance des forces, il est certain que la supériorité en bâtiments de ligne est sérieuse, incontestable. Le résultat d'une bataille générale ne pourrait faire de doute. Mais il faudrait supposer d'abord que toutes ces forces sont toujours prêtes, en état, disponibles. Tandis qu'il faut compter sur un roulement de réparations, d'entretien qui entraîne l'arrêt de certaines unités. On voit l'avantage qui peut en résulter pour celui qui choisit son heure.

Et surtout, dans les opérations maritimes, les forces ne s'affrontent pas comme les armées à terre. Il ne suffit donc pas de les comparer. Il faut considérer leurs possibilités, non d'une manière théorique générale, mais en fonction d'une situation précise.

Il faut faire intervenir les conditions géographiques et économiques de la lutte.

Il est probable qu'on verrait s'affronter de nouveau les deux formes de stratégie de la mer : celle du plus fort et celle du plus faible. Celle du plus fort, c'est celle qui veut assurer l'usage de la mer le plus possible, l'autre doit se borner à gêner au mieux l'usage par l'adversaire. Et cette acceptation est déjà un important succès, puisqu'il y a d'avance renoncement par un des belligérants.

Dès lors, la valeur de l'effort nécessaire, l'ampleur des moyens de lutte nécessaires, dépend essentiellement de la

valeur qu'on peut prêter à l'usage de la mer. Pour avoir trop insisté, après la guerre, sur le rôle joué par la marine dans le ravitaillement du pays et des armées, on a peut-être trop limité le sens de cet usage. Car, s'il y a bien là un aspect important du problème naval, il ne faut pas oublier que la mer fournit aussi les routes politiques, celles qui vous relient à tous les pays du monde, et les routes militaires, celles qui peuvent permettre les manœuvres d'envergure pour atteindre l'ennemi par de nouvelles directions, comme on l'a fait en 1918 par l'Égypte vers la Palestine, ou par Salonique vers Vienne et Constantinople. Comme l'avait fait l'Angleterre après 1808 pour atteindre l'empire français par l'Espagne et le Portugal.

Y avait-il en 1938 révolution dans les moyens de la guerre navale? L'ennemi éventuel était-il en mesure de venir disputer à l'Angleterre et à la France l'exploitation des mers? En ce qui concerne les grands navires, le fait qui domine est certainement l'accroissement de vitesse des nombreux bâtiments de ligne. Il a fallu en 1914 plusieurs mois pour venir à bout des croiseurs allemands. Mais l'Angleterre possédait de nombreux croiseurs individuellement plus forts. Nous avons montré que, par sa conception des *Deutschland* et sa construction de 2 *Gneisenau*, l'Allemagne avait rendu inaptes à la poursuite tous les bâtiments plus lents et tous les croiseurs moins armés. Dès lors les flottes franco-britanniques conservent tous leurs moyens efficaces de protection directe avec leurs cuirassés lents, mais leurs moyens offensifs de poursuite sont beaucoup moins nombreux : 5 bâtiments, en attendant la mise en service des 35 000 tonnes, dont 5 unités britanniques (type *Anson* et *Jellicoe*) actuellement en construction.

La dernière guerre a vu simultanément le développement de l'arme sous-marine qui a atteint dès 1918 un état presque définitif, et de l'arme aérienne, qui a réalisé depuis 1918 d'importants progrès.

Le danger sous-marin est donc connu, mais on connaît aussi ses limites. Il serait bien difficile de dire si, depuis vingt ans, c'est l'attaque ou la défense qui a tiré du progrès et de l'étude le meilleur parti. Ce qui est certain c'est que la servitude du droit international subsiste intégralement pour gêner l'action

du sous-marin sur les bâtiments de commerce. Et son action contre les bâtiments de guerre est assez limitée si l'on est organisé pour se défendre.

L'aviation, au contraire, n'a guère été utilisée, au cours de la guerre, pour attaquer les bâtiments de guerre ou de commerce. Et ses possibilités ont considérablement augmenté. L'expérience de la guerre d'Espagne semble montrer que les bombardements sont efficaces sur les bâtiments entassés dans les ports, à Barcelone ou Valence, mais que les résultats ne sont pas très brillants sur les navires à la mer, libres dans leurs manœuvres. Et cependant, il s'agit de cargos nullement organisés et armés pour une défense efficace.

Il apparaît que l'arme aérienne sera, comme l'arme sous-marine, une arme de plus : armes terribles pour ceux qui n'auront pas étudié et organisé les moyens de les combattre, mais insuffisantes l'une et l'autre contre les forces qui sont capables de se protéger, et si l'on a les moyens de contre-attaquer. Ce qui semble vrai, de toutes manières, c'est qu'on aura affirmation plus complète de ce qui avait été révélation de la guerre 1914, quant aux conséquences de l'emploi de tous les moyens nouveaux, qui tirent leur force principale du voisinage de la terre proche : obstructions, mines, sous-marins, avions. Il en résultera que dans certaines zones, près des côtes ennemies organisées, il sera à peu près impossible de pénétrer sans faire une véritable opération de déblaiement : opération de force qui coûtera cher.

Il y a, dit-on, rayonnement de la terre vers la mer, et c'est pour cette raison que déjà en 1914 la Grand Fleet avait dû repousser vers le nord sa base de stationnement et que l'amiral Jellicoë s'était interdit de conduire ses bâtiments au sud d'un certain parallèle, à distance respectable de la baie allemande.

Les possibilités des forces deviennent alors tributaires des conditions géographiques dans les mers où les côtes des adversaires sont assez rapprochées pour que leurs zones de rayonnement interfèrent.

Ce serait évidemment le cas dans la Méditerranée. Et sans essayer de définir le caractère que la lutte pourrait y prendre, il faut bien se rendre compte que c'est dans cette mer que la

différence entre 1914 et 1938 serait la plus sensible. Sans doute les Anglo-Français en fermeraient les issues et en exploiteraient les parties extrêmes. Mais, au début tout au moins, la partie centrale serait fermée à leur usage. Et il faudrait la nettoyer des forces ennemies, c'est-à-dire la conquérir. Nous ne sommes plus au temps où l'escadre de Nelson pouvait mpunément la parcourir de l'est à l'ouest et de l'ouest à l'est, quelle que fût la nature politique des rivages, parce qu'alors l'action de la terre vers le large s'arrêtait à une portée de fusil ou de bouche à feu. Pour comprendre la valeur de cette différence, il suffit de penser à l'utilisation intense que firent les Alliés, de la Méditerranée, depuis le 12 août 1914 jusqu'à la fin de la guerre.

Comment retrouverait-on la possibilité d'une telle utilisation? Comment pourrait-on reconquérir cette mer? Il n'est pas possible de l'examiner ici, parce qu'il faudrait entrer dans trop de détails sur les conditions d'emploi des forces. Mais on peut en retenir qu'il faudrait du temps et une grosse supériorité de moyens.

En 1914, l'aile des empires centraux s'arrêtait à la Méditerranée. Elle n'avait aucun prolongement sur la mer, ni en Adriatique, ni dans la mer Égée, ni même à l'extrémité turque (Syrie ou Égypte). En 1938, il y a une aile en Méditerranée centrale, elle s'étend même au delà, jusque sur le continent africain. On pourra en tirer des conclusions pour les manœuvres qu'il y aurait lieu d'envisager et pour l'extension jusque sur la mer de la bataille générale.

Et ces conclusions ne font que donner plus de poids à la valeur de la puissance navale dans la lutte.

La réalisation sur le front nord-est de la ligne Maginot, des lignes fortifiées de l'Allemagne a pour ainsi dire défini l'acceptation du principe d'une guerre longue. Elle serait illogique si l'on n'acceptait pas simultanément l'idée d'exploiter à tout prix l'usage de la mer. Car seul il doit permettre de maintenir le potentiel militaire du pays au niveau nécessaire, et seul il doit permettre d'atteindre enfin les directions favorables où la cuirasse de l'ennemi aura des défauts. Paradoxe apparent, puisqu'à chaque tonne de béton doit correspondre une tonne de cuirassé ou de torpilleur, et, en réalité,

confirmation du principe bien connu de la liaison des forces, au plan le plus élevé.

L'expérience vient de montrer que lorsqu'on a des forces maritimes inférieures, bien qu'on ait des forces aériennes très supérieures, on hésite à déclarer la guerre.

La leçon est à retenir et la pire faute serait de laisser diminuer ce qui fait notre principale force. C'est un fait dont il faut avant tout être convaincu, et beaucoup de Français ne l'ont pas compris. Mais il ne suffit pas de le savoir, il faut ensuite le vouloir, en consentant les sacrifices nécessaires, et le pouvoir, en ne laissant pas s'amoindrir nos possibilités de construction.

L'ambition présente des États voisins (il est difficile de parler d'un futur lointain) est de réaliser une parité navale qui donnerait aux marines allemande, italienne et française le même coefficient 1. L'Angleterre ne réussirait que par un gros effort à maintenir le coefficient 3 conformément à l'accord de 1935. Dans de telles conditions, on peut estimer qu'il faudrait la moitié des forces britanniques (1,5 contre 1) pour s'opposer directement à la flotte allemande, le quart des mêmes forces (coefficient 0,7 environ) pour garantir les intérêts en Méditerranée et assurer au moins 1,5 contre 1 dans cette mer en y appuyant la principale force française contre l'adversaire. Il pourrait rester le dernier quart, qui s'ajouterait à une certaine proportion française pour toutes les actions navales d'outre-mer, la sécurité des routes impériales sur les océans, la protection des intérêts lointains. Cette approximation est évidemment grossière, elle suffit à montrer qu'il y a dans de tels coefficients des limites qu'il faut à tout prix ne pas laisser s'établir. C'est un point sur lequel la solidarité franco-anglaise devrait être totale, car il n'y a plus pour ces pays question de prestige ou de suprématie relative, il y a seulement communauté d'intérêts, bien plus évidente qu'avant 1914.

Dans les années qui précédèrent la guerre, vers 1911 ou 1912, les marins récitaient avec foi les vers d'un poète, qui prenait, à leurs yeux, figure de voyant :

« C'est de la mer qu'Elle viendra, c'est notre espoir. »

C'est bien de la mer que la Victoire est venue, comme elle viendrait encore demain. Mais le jour du combat, la volonté et l'ardeur ne suffisent pas, parce que la force sur mer est la résultante des vingt années qui ont précédé. Plus que jamais il convient de graver en nous la prophétie du poète, si nous voulons qu'Elle vienne de nouveau.

FRANÇOIS BARD

M. DALADIER EN TUNISIE

Dans un rougoiement exceptionnel, le jour se lève sur une mer calme, apaisée depuis quelques heures à peine.

Les croiseurs *Foch* et *Colbert* apparaissent, et s'approchent rapidement des côtes. Ils sont suivis de trois torpilleurs, qui semblent, par discrétion, vouloir se perdre au loin, dans la fin de la nuit. Ce n'est pas une arrivée tumultueuse, orchestrée par le fracas des canons et des vagues soulevées. Rien d'un spectacle de bataille, d'une mise en scène guerrière. Mais comme ils paraissent majestueux, et sûrs d'eux-mêmes, les grands navires gris qui glissent dans le matin...

Nous formons une caravane de quatre-vingts journalistes. Des cars nous ont amenés de Tunis. Lorsque les deux premiers vaisseaux, pénétrant dans le goulet de Bizerte, passent devant le bac où nous sommes massés, il se fait parmi nous un grand silence. Au milieu de notre groupe, de petits Arabes, la bouche béante d'admiration, en oublient d'agiter les drapeaux de papier dont ils sont munis.

Sur les quais, la foule, elle aussi, ne murmure plus. Les jours suivants, dans d'autres villes où l'enthousiasme se donnera libre cours, M. Daladier traversera des océans de cris et des forêts de bras. Mais Bizerte lui réserve un accueil plus émouvant peut-être qu'un grand vacarme d'applaudissements. Il est reçu dans un silence compact et volontaire, où les promesses des hommes se lient à la tranquillité du paysage. Sur le sol de la Tunisie, c'est cette ville, armée invisiblement

de son front de mer à ses collines arides, qui est sans doute la plus proche de la France, par son architecture, par la vie qu'on y mène. Habitée de soldats et de marins, elle apparaît comme le symbole de notre protection sur le pays. Son accueil se doit donc d'être grave, et intimement résolu : ce qu'il est.

Le président du Conseil débarque au fond du lac, près de la résidence du préfet maritime. Ce dernier se souviendra longtemps du passage des journalistes, qui surgissent comme des diables au milieu des bosquets et piétinent avec allégresse les plates-bandes de l'Amirauté. Près du débarcadère, on voit un chef arabe remettre à M. Daladier un coffret d'argent ciselé. Le visiteur reçoit ce présent avec un embarras charmant.

Un journaliste, dont la préoccupation essentielle, pendant toute la randonnée, sera que ses dépêches puissent arriver pour la dernière édition du journal d'Honolulu (je jure que je n'invente rien...), demande à ses voisins :

« Qu'est-ce qu'il y a donc, dans cette boîte? »

Ce que contient le coffret, on ne le saura jamais. Quel document, quelle promesse écrite, quel don symbolique d'un pays qui ne se livre pas au premier venu, et qui ne s'est jamais rendu qu'aux bonnes raisons de l'amitié française?...

Ce sera à peu près le seul secret de cette randonnée que, pour le reste, une généreuse lumière ne cessera d'inonder.

■

De ce voyage, on connaît les origines. On en connaît aussi le déroulement, rapide, mais triomphal. En d'autres circonstances, un déplacement du chef du Gouvernement eût recueilli une audience honorable, mais non point cette publicité mondiale dont les échos ne semblent pas près de s'éteindre. On peut bien le dire aujourd'hui, la décision prise par M. Daladier ne manquait pas d'audace. Non qu'il fallût douter de la satisfaction des populations de Corse, de Tunisie et d'Algérie. Mais l'affaire dépassait le cadre français.

Le voyage ayant pris la tournure d'un plébiscite, l'opinion mondiale a donné raison à M. Daladier. En même temps, la notion d'empire s'affirmait fortement dans l'esprit de bien des Français.

Après les manifestations des députés fascistes, quelle avait été la réaction de la Tunisie? D'abord, un mouvement de protestation joyeuse, qui faisait écho aux pittoresques revendications des étudiants du Quartier latin. Puis, quand la campagne de la presse italienne prit une si désobligeante ampleur, les Tunisiens commencèrent à manifester de l'impatience. Il y eut quelques incidents de rue, que la sagesse du peuple empêcha de s'envenimer.

Les Italiens ont manqué de psychologie. Ce que les Tunisiens ne pardonneront jamais, c'est que les journaux de Rome aient osé mettre en doute leur fidélité à l'égard de la France. Si les masses tunisiennes ont eu des différends avec nous, elles ne les ont jamais considérés que comme des querelles d'ordre intérieur, qui doivent se régler entre protecteur et protégé. La meilleure preuve, c'est que le Destour, même dans la période où il jouissait d'une large audience, n'a jamais cessé de proclamer que les traités liant la France et la Tunisie ne comportent aucun sujet de révision. C'est dans le cadre de ces traités, disaient les chefs destouriens, qu'une évolution pourrait un jour s'accomplir.

Comme le rappelle M. Bouthoul dans l'étude qui paraît dans cette même livraison, lors des événements de septembre, les populations de la Régence, tout entières derrière leur souverain, ont renouvelé à la France leur serment de fidélité. Ce geste prenait, alors, une singulière valeur.

C'est que la Tunisie a parfaitement conscience du rôle qu'elle tient dans notre jeu. Indépendamment de son importance stratégique, elle jouit dans le bassin méditerranéen d'une influence morale considérable. Avec ses 3 000 étudiants, la mosquée de l'Olivier, de Tunis, est placée en parallèle avec El Azar, la grande mosquée du Caire. (Indiquons en passant que, dans ce centre de prépondérance musulmane, les Italiens cherchent à se ménager des amitiés, pour faire pièce aux Anglais.)

« Ce qui nous fait aimer la France, expliquait l'autre jour aux journalistes M. Mohamed Chenik, le président de la section tunisienne du Grand Conseil, c'est qu'elle respecte les traditions de l'Islam. »

Il disait aussi, en souriant, qu'aux raisons sentimentales qui attachent ses compatriotes à la France, il convient d'ajou-

ter des raisons d'intérêt. Ce haut personnage est le plus sincère admirateur de l'œuvre française dans la Régence. Cette œuvre, quelques chiffres en traduiront l'ampleur. En 1881, le commerce de la Tunisie était de 23 millions de francs, et il atteint 3 milliards aujourd'hui. 6 000 kilomètres de routes et 14 000 de pistes, 2 000 kilomètres de voies ferrées, la construction des ports de Tunis, Sousse et Sfax, l'aménagement des barrages de la Medjerda, la forêt d'oliviers du Sahel (17 millions de pieds en plein rendement), des centaines de milliers d'hectares ensemencés, des écoles ouvertes jusque dans les coins les plus reculés, un service d'hygiène qui a rendu la santé au pays, tel est, en gros, notre bilan. Une dernière comparaison l'éclairera : au moment de l'établissement du protectorat, la Tunisie comptait 1 800 000 habitants ; il y en a maintenant 2 600 000. Si la France croyait nécessaire d'assurer sa propagande, il lui serait facile de multiplier les arguments. Mais à quoi bon, puisque les peuples associés à son destin sont les premiers à reconnaître ce qu'ils doivent au génie français, auquel leur génie propre a pu librement s'entremêler ?

Si librement même que les Italiens de Tunisie n'éprouvent en réalité aucune envie de changer de statut. Les Français qui vivent à Tunis, et donc assez près des immigrés italiens, sourient des débordements de la presse de la péninsule.

L'un d'entre eux m'a tenu le petit discours suivant :

« A part quelques exaltés, les Italiens installés sur ce territoire ne veulent pas que les choses se compliquent. Ils seraient les premiers à payer les pots cassés. A Tunis, ils ne retirent du fascisme que des avantages, des avantages... sentimentaux, si vous voulez. Mais ils n'en supportent pas les inconvénients. Ils vivent sous la loi française. Les affaires marchent bien. La fiscalité est plus que douce. Un changement ne porterait pas seulement atteinte à ces commodités matérielles. Beaucoup de familles comptent dans leur sein des naturalisés, ou des filles mariées avec des Français. Imaginez les déchirements qu'entraînerait une rupture avec leur patrie d'origine. »

Mon interlocuteur ajouta, d'une voix plus grave :

« Je n'avance rien sans preuves. Au moment de la tension de septembre, une dépêche annonça que le roi Victor-Emma-

nuel songeait à abdiquer. En quelques minutes, cette nouvelle provoqua devant le journal qui l'avait affichée un attroupement extraordinaire. De nombreux Italiens, je les ai vus, monsieur, et ce n'étaient pas des antifascistes ! s'embrassaient, en pleurant de joie. »

Les Italiens contre le vœu de leur propre régime ?...

■

La première visite de M. Daladier fut pour le bey.

Le Bardo, lieu choisi de la rencontre, est un vaste palais, que la famille régnante n'habite plus. Une partie des bâtiments abrite une collection d'art carthaginois, unique au monde, et des mosaïques qui peuvent rivaliser avec celles du musée de Naples. L'aile gauche du palais a conservé une affectation officielle. Pour y parvenir, il faut d'abord gravir un escalier de marbre, gardé à sa base par deux lions de pierre, tranquilles et sans regard.

D'ordinaire, le parc, les cours aux fenêtres grillagées, les fontaines privées de voix, les patios sur quoi s'appuie un ciel indolent, dorment dans un hébètement solennel.

Mais aujourd'hui, le vacarme qui règne en ces lieux, pourrait bien réveiller les insensibles lions eux-mêmes. La garde beylicale, dans un grand bruit d'armes et de souliers, se mêle familièrement à ses chefs. Ceux-ci passent, vêtus d'uniformes chargés de dorures, et si coûteux, dit-on, que beaucoup de ces officiers portent toute leur fortune sur le dos... Cet uniforme est encore un hommage à la France. Il a été choisi par un bey de Tunis, ami personnel du roi Louis-Philippe. Ce souverain n'était pas défavorable à la pénétration de l'occident. Au retour d'un voyage en Europe, il avait décidé que ses généraux seraient habillés comme les généraux français. La tenue n'a pas changé depuis : hausse-col et redingote à petits plis.

Cette mise en scène a grande allure. Nos costumes européens ne nous avantagent guère...

La réception a lieu dans la salle du trône, une vaste galerie où de très beaux portraits, offerts par les monarques qui cherchaient l'amitié de la famille beylicale, montent la garde du

temps. Côté français : Louis-Philippe et Napoléon III. François-Joseph d'Autriche apparaît sous les traits d'un charmant adolescent. L'Angleterre est représentée par vingt pendules somptueuses, mais toutes semblables, étrange présent de la reine Victoria.

Entouré de ses fils et de ses ministres, le bey se tient debout au pied du trône. Pour faire au visiteur français une haie d'honneur, les généraux se rangent en une longue file qui va jusqu'à l'entrée. Son Altesse Ahmed pacha bey est un beau vieillard. Ce qui frappe en lui, c'est la sérénité, l'air de majesté tranquille. On ne s'étonne pas de l'ascendant qu'il exerce sur ses sujets. Très religieux, et vivant comme un patriarche, le souverain incarne aux yeux des Tunisiens les vertus qu'ils souhaiteraient tous posséder. En septembre, il a prouvé qu'il aimait la France, et de cet amour il donnera à M. Daladier un nouveau témoignage :

« Vous pouvez être certain, lui dira-t-il tout à l'heure, que tous les Tunisiens sauront, s'il en est besoin, se grouper autour de la France : je vous en donne ici l'assurance. »

Les journalistes se pressent pour le voir de plus près. C'est la première fois qu'ils sont autorisés à assister à une réception officielle...

Mais un bruit de clairons retentit. Bruit de talons aussi, et d'armes qu'on remue. M. Daladier paraît avec sa suite, au bout de la galerie. Protocolairement, il s'incline, et le bey s'ávance vers lui. Tout est devenu brusquement silencieux : on dirait une image très ancienne, où des couleurs sont demeurées.

Deux discours, traduction, magnésium. M. Daladier regarde quelque part devant lui. Le bey lui tend le cordon de l'Ordre du Sang. Des officiers l'entourent. M. Daladier disparaît une seconde derrière leurs chamarrures. Puis on l'aperçoit à nouveau, son beau ruban en sautoir. Il a l'air surpris... On aime cette modèstie. Cela repose de tant de parades, de tant de gestes outranciers, que les tribunes de l'Europe ont mis à la mode depuis vingt ans.

■

L'entrée à Tunis aura son retentissement, je pense, jusque dans les contrées les plus reculées de l'Afrique, de ce continent où les nouvelles vont si mystérieusement vite. On entendra partout les cris immenses qui trahissaient le vœu d'un peuple. Rarement, sans doute, délire d'une ville dut atteindre pareil paroxysme.

Ne parlons pas de la fierté légitime des Français. La présence du chef du Gouvernement leur prouvait, au moment nécessaire, que la métropole n'oublie pas les défricheurs de l'empire : les colons qui l'ont labouré, les commis qui l'organisent, toute une race d'hommes ardents dans le goût de construire et de servir. Dans la foule, on reconnaissait ça et là les vieux lutteurs de la colonisation. Vêtus de sombre, le visage basané, semblables après tant d'années d'Afrique aux agriculteurs des provinces métropolitaines.

Ce qu'il faut surtout retenir de cette journée, c'est l'enthousiasme des Arabes. Le musulman n'a pas l'habitude de laisser deviner ses sentiments. Et bien des témoins européens se sont montrés surpris de le voir cette fois sortir de son mutisme. C'est là le fruit de la politique humaine poursuivie par nos résidents depuis de longues années. Le nouveau résident général, M. Labonne, entend continuer l'effort de collaboration entre les différents éléments de la population qu'avait entrepris son prédécesseur. Toutes les querelles sont maintenant oubliées. Il est possible que ce voyage donne à notre politique africaine une force nouvelle, et une adhésion plus complète, de la part des Africains eux-mêmes. La politique tout court nous a fait perdre du temps. Mais dorénavant... Comme le disait, avec humour, un confrère britannique :

« Je rends grâces aux députés italiens qui nous ont fourni l'occasion de voir ça. »

Tandis que les applaudissements suivaient le cortège officiel, on vit des milliers de moineaux, hôtes ordinaires de ces lieux, fuir à tire d'aile les arbres de l'avenue Jules-Ferry. Les barrages de police furent rompus. La première digue du service d'ordre emportée, aussitôt, des deux côtés de la

voiture de tête, les vagues déferlèrent pour se refermer sur le cortège. Ajoutez à cela la poussière dans le soleil, les drapeaux surgis de partout (même les roues des autos étaient ornées de rubans), les burnous des spahis à cheval virevoltant au milieu des remous, et, dominant le tumulte, les cloches de la cathédrale, qui mêlaient leur allégresse raisonnable au plus beau désordre du monde.

M. Daladier s'avança devant la grille de la Résidence. Il se tint un moment immobile face à la foule. Une grande rougeur lui était montée au visage. Mais ses yeux conservaient leur même petite lumière calme, et qui va loin. N'importe quel homme, dans une circonstance analogue, pourrait perdre son sang-froid, et se forger en songe un destin hors du commun, tel qu'après tout, dans les temps du danger, l'inquiétude de l'opinion publique se plaît à l'imaginer. M. Daladier, lui, se méfie des pièges. Il se sait l'intermédiaire d'idées très hautes qui avaient besoin d'une présence pour se révéler. Il ne veut jouer qu'un rôle, celui de bon ouvrier de l'unité française.

Le soir du 3 janvier, après une revue à quoi assista tout Tunis, descendue de ses toits et de ses balcons de la matinée, M. Daladier présida un banquet. Au delà même de l'Afrique, son discours était attendu avec impatience. Répondrait-il aux attaques italiennes? Sagement, le président du Conseil n'a pas abordé la question des revendications. Il considérait sans doute que ce voyage était, en lui-même, une réplique assez claire. C'est à l'empire seul qu'il s'est adressé. Son message n'appelait pas au repliement de la France sur elle-même et sur ses territoires d'outre-mer. Il visait plutôt à secouer les vieilles terminologies, et à consacrer l'idée impériale : preuve que l'ouvrier n'avait pas peur des mots.

■

Sans précipitation, un charmant petit train nous emporte vers le Sud. Il halète quelquefois, mais ce n'est pas d'impatience. Chaque wagon comporte sa terrasse, à la façon des trains d'outre-Atlantique. Les bavards s'attardent sur ces balcons. Ils s'interpellent d'une voiture à l'autre, comme s'ils

étaient appelés à vivre pour toujours en voisins dans cette maison mouvante.

Le correspondant du journal d'Honolulu contemple la lune pacifique, qui semble suivre notre route. Les dernières lumières de Tunis dansent sur les vagues du golfe. Tout continue à ne pas avoir l'air complètement vrai. Les journalistes sont des enfants en vacances. Ils se détendent, après la course au télégraphe.

Au wagon-bar, je m'attable à côté de l'envoyé spécial d'un des deux quotidiens arabes de Tunis. C'est un fort jeune garçon. Ses yeux pétillent derrière de larges lunettes de mandarin. Il est vêtu d'une djebbah couleur crème, si élégante et si nette qu'on redoute déjà pour elle les poussières du Sud.

La conversation roule bientôt sur la question italienne. Là-dessus, mon nouvel ami est intarissable. Je dois à la vérité de dire qu'il ne porte pas dans son cœur les méthodes du régime fasciste. Il fit pourtant partie de la caravane des journalistes dont M. Mussolini était suivi, il y a une quinzaine de mois, pendant son voyage en Lybie. Pas plus que les blancheurs de Tripoli ou les solitudes des Syrtes, les gentillesses qui lui furent prodiguées n'ont conquis mon confrère musulman. Un fait, surtout, semble l'avoir frappé. (On comprend mieux sa réaction si l'on sait que les Arabes, les hommes les mieux élevés du monde, sont extrêmement sensibles aux protocoles de la politesse et aux égards qu'on leur témoigne.) Lors d'une revue passée je ne sais où, les notables tripolitains avaient été invités. Mais, tandis que les Italiens, leurs femmes et leurs enfants s'abritaient du soleil sous une vaste tribune, les notables furent laissés dans la poussière et la chaleur, massés devant cette tribune comme des parents pauvres. Cette image injurieuse brûle encore le cœur de mon Tunisien.

Mon interlocuteur me rappelle que l'administration française s'est consacrée avec ardeur au problème du paysannat indigène, qu'elle prépare et ensemence des terres qui seront remises aux fellahs : en d'autres pays, les trompettes de la propagande feraient cortège aux progrès d'une telle œuvre. Dans le même temps, l'Italie envoie 20 000 colons en Lybie. Le nombre des terres cultivables n'est pourtant pas sans limites

dans cette région de l'Afrique. Il faut donc repousser les tribus vers les confins du désert. (La chose est contée tout au long dans le dernier numéro de *l'Autarchie alimentaire*, revue romaine.) Récemment, 100 000 Tripolitains ont dû s'établir du côté de la frontière égyptienne. De quoi vivront-ils? N'oublions pas aussi que 30 000 Tripolitains sont passés dans le Sud-Tunisien : ils travaillent, pour la plupart, dans les mines de phosphates. Il est probable que ces réfugiés ne prêchent pas l'amour des maîtres qu'ils ont quittés.

— Que pensent vos compatriotes, demandé-je, des récentes revendications de l'Italie?

— Ils ne peuvent y croire... Il y a peu de main-d'œuvre française en Tunisie. Ce sont les Italiens, dans la quasi-totalité, qui occupent, par exemple, les places de terrassiers, de maçons, etc. Nous sommes tellement habitués à cet état de choses que, pour nous, un ouvrier, à quelque race qu'il appartienne, c'est un *taliani*, déformation du mot « italien ». Les Tunisiens pourraient-ils être protégés par des hommes qui ne sont pas de la race des chefs?

Prononcée avec quelque emphase, cette dernière phrase me rappelle que nous sommes ici aux prises avec un autre monde. Un monde où la tradition de famille, la noblesse, le rang, la force morale et physique gouvernent encore les hommes, comme l'exige le Coran. Celui-ci, depuis Mahomet, règle le comportement de l'Orient tout entier. La France n'a pas touché à cette tutelle. Elle s'est contentée d'apporter à la Tunisie la prospérité, l'hygiène, la justice et l'ordre. A 2 000 kilomètres de Paris, ces mots prennent leur vrai sens. Ils traduisent une réalité concrète.

■

Le matin nous attend à Gabès.

Mais nous n'avons pas loisir de nous perdre dans les délices de l'oasis, de suivre, comme hypnotisés, l'eau claire qui fait son chemin dans les sables jusqu'à la lisière des jardins. Pour aujourd'hui, ce n'est ici qu'une ville militaire frémissant d'une joyeuse attente. Par certains côtés, Gabès fait penser à une sous-préfecture de nos provinces. On imagine que la

modiste y joue un grand rôle. Le pharmacien trône devant sa devanture ornée de bocaux de couleurs : il est en jaquette.

La gare est isolée, au milieu d'un large espace nu. Quand M. Daladier descend de son wagon, on le fait marcher sur des tapis, et parmi des palmes entrecroisées. Ceci est le luxe du Sud.

Nos cars précèdent le cortège officiel. En quelques centaines de mètres, nous voilà enfermés dans le cercle infini du bled. Les voitures laissent derrière elles des traînées de poussière qui montent dans le ciel comme des flammes. Chaque couleur est définie, chaque ombre bien creusée, chaque contour tranché : la lumière a tant de netteté qu'elle semble faciliter la besogne des yeux.

Premier arrêt chez les Beni-Zelten, un village de troglodytes, moins imposant que celui des Matmata, où toute une population vit à l'intérieur de la terre. (Le principe de la protection par les tranchées ne date pas d'hier...) Les maisons des Beni-Zelten sont adossées contre une montagne : on dirait qu'elles veulent s'enfoncer dans les rochers. Mais il y a des banlieusards, des originaux qui ont préféré habiter dans des trous, comme leurs voisins des Matmata. On descend devant une de ces bizarres demeures. Le maître du logis parle correctement français. Il est très fier de la couverture dont il est vêtu, de son chevreau qui gambade, de son feu qui prend bien. Mais il dérobe soigneusement sa femme à la galanterie des photographes.

On repart vers Aïn-Tounine, où le président du Conseil doit passer la revue des troupes du Sud. Avec du recul, j'éprouve, d'avoir vu ce spectacle extraordinaire, un contentement mêlé de crainte. Ni l'image, ni les mots ne rendront jamais à la mesure convenable l'étonnant éclat de cette journée. Aïn-Tounine n'est qu'un point d'eau. Le hasard y fixe parfois les chameliers de passage, et leurs bêtes lasses. De rares palmiers, à peine défendus contre le vent de sable, semblent attendre que s'agglomère autour d'eux une vie plus continue. Les chefs des troupes de Tunisie ont assurément le sens de la parade. Ils ont choisi leur lieu, la couleur des chevaux et réparti celle des uniformes. Ils ont ordonné le défilé

avec la verve patiente d'un gastronome qui prépare un menu de choix : on comprend cette gourmandise.

Les Français savent déjà ce que vaut leur armée d'Afrique. Populaire par ses faits d'armes, elle prend jusque dans la paix une allure d'épopée. Mais peut-être ne sait-on pas assez qu'elle colonise aussi, après avoir apporté le calme. Les palmeraies, les oliviers, les champs d'orge des territoires du Sud sont les fruits d'une œuvre patiente à quoi les officiers des affaires indigènes sont passionnément attachés. Se doute-t-on du miracle constant que représente l'éclosion de ces taches vertes, éparses sur un univers de pierres? Ces mêmes hommes qui vont tout à l'heure courir devant nous d'un bout à l'autre de l'horizon, hier encore assumaient, pour d'autres, pour les nomades leurs protégés, une besogne de colons, comme l'ont fait jadis en Algérie les soldats de Bugeaud.

La revue d'Aïn-Tounine débuta par un galop de méhara. Les méhara, ce sont des bêtes entrées aujourd'hui dans la littérature. Pour les hommes d'Europe et d'Amérique, pour les rêveurs et les amateurs de cinéma, elles incarnent des marches sur le sable en contre-jour, les égarements de la solitude, la grande soif du désert.

Les troupes, 20 000 hommes environ, étaient massées à perte de vue sur les collines environnantes. Elles semblaient se préparer à livrer une bataille pour un tableau d'un autre temps. Rien ne manquait au souvenir : les éclairs des baïonnettes dans le soleil, les petits chevaux des estafettes, les carrés immobiles, et, dans le lointain, un camp d'où montaient des fumées. Par-dessus tout cela, la lumière d'Afrique.

Nous n'étions pas nombreux à assister à la parade. Les officiels, des femmes d'officiers, venues de Gabès, les Bédouins de la contrée. Cela avait l'air d'une fête privée. Mais des fils invisibles nous reliaient au monde. C'est à Aïn-Tounine que le voyage a pris son sens véritable. Tout devait aboutir à ce poudroiement glorieux, à cette cohésion d'une armée entière, à ce spectacle décisif, et plus clair, plus rassurant que n'importe quel discours.

Après les tirailleurs tunisiens, la légion, les chars (en les voyant dévaler les collines, on pensait à la charge des éléphants de Syphax...), le défilé s'acheva par une cavalcade des

goumiers du désert. Ils passaient devant nous en jetant de grands cris, droits sur leur selle, ivres de leur course. Un officier me raconta que nombre de ces hommes avaient fait cinq ou six journées de cheval pour venir jusqu'ici : la joie de galoper et de faire parler la poudre les payait amplement.

On déjeuna sous la tente. Après le jeu du voyage, c'était celui du soldat : gamelle et quart de vin. Les cuisiniers traversaient le camp, portant à deux bras des agneaux rôtis entiers et embrochés dans de longs bâtons. Dans un cercle de généraux, M. Daladier mangeait en souriant. (On parle souvent de sa gravité. Je l'ai beaucoup vu sourire, durant ces jours-là. Mais, à Sousse, comme il remettait un étendard à un régiment, j'ai vu aussi des larmes rouler sur ses joues...)

Pendant que nous harcelions la cantine, un des nôtres, dans une tente voisine, téléphonait en Angleterre :

« Allo, Londres? criait-il, avec une satisfaction non dissimulée. Allo, Londres? Ici Aïn-Tounine. Je vous parle du désert. »

■

Des images, toutes sortes d'images, claires ou émouvantes, imprévues, pleines de foules et de clameurs, ne cessent de me poursuivre. Celle d'une maison de colon bâtie en pleine position de Mareth, et drainant péniblement une fraîcheur furtive parmi les fortins et les barbelés. Celle d'une fête chez le caïd de Gabès, où d'admirables danseurs soudanais mimaient un cantique d'honneur pour les hôtes français. Il y a aussi la joie de Sfax et de Sousse : M. Daladier a failli ne plus sortir des mains affectueuses de la foule.

La leçon du voyage est pertinente. Elle ne sera perdue pour personne. Un seul fait achèvera de placer le récit de cette randonnée dans le cadre symbolique, et quasi légendaire, qu'elle prendra pour les Africains. A Sfax, Si Aziz Djellouli, le gouverneur de la ville, descendant d'une famille qui exerce depuis deux siècles des fonctions d'État sur le Sahel, s'avança vers le président du Conseil et, comme à Bizerte, lui tendit un coffret. Cette fois, il n'y avait pas de secret. Savez-vous ce que Sfax, le Lyon de la Régence, la cité des réalistes, offrait

à son hôte? Un symbole. Un symbole sous la forme d'un rameau d'olivier en argent, une branche épaisse et longue, lourde de fruits qui brillaient au soleil. L'Orient s'exprime par images, par allusions. Quand on se souvient d'une certaine épée, l'intention du gouverneur ne manque pas de malice. Elle a aussi le mérite de poser le problème sous son vrai jour, tel qu'il apparaît aux habitants de la Régence. Pour les Tunisiens, M. Daladier est l'homme qui a sauvé la paix en septembre. Ils comptent encore sur lui, et sur tous ceux qui ont charge de les conduire.

« Les jours sont venus, s'est écrié le président du Conseil au banquet de Tunis, de sceller de façon indestructible l'union de la France et de son empire. »

C'est la grande tâche de demain. Il faut en répandre l'idée, y intéresser la jeunesse française, consacrer à ce bloc toutes les forces qui attendent d'être employées.

Pour le reste, ne nous alarmons pas outre mesure. N'oublions pas que l'Islam résiste placidement depuis mille ans aux invasions de l'esprit, à la désagrégation de la morale, à toutes les aventures et à tous les marchandages.

MICHEL AMIOT

PARMI LES LIVRES

A douze ans, M. de Montherlant croyait déjà à la vertu des sentiments violents. Dans un petit récit qu'il composa à cet âge, on voyait toute une assemblée de Romains découvrir soudain, grâce à la mort d'un gladiateur, que la haine est une passion *féconde*. Adolescent, Montherlant descendait dans l'arène en Espagne et s'en prenait aux jeunes taureaux. Il avait la vocation de l'acte héroïque — et déjà sans doute il eût accepté d'écrire : « *Nous aimons dans les animaux de pouvoir les tuer légalement* », phrase qui, connue plus tôt, eût peut-être fait hésiter le jury Montyon qui devait lui décerner son premier prix. La Fortune servit le jeune homme : pour fêter sa jeunesse la Grande Guerre éclata. Sur les conditions dans lesquelles il combattit alors, une note de son nouveau livre, *l'Équinoxe de Septembre*[1], nous donne des éclaircissements, dans le même temps qu'elle nous explique pourquoi, l'an dernier, le 24 septembre, M. de Montherlant saisissant sa valise de guerre depuis longtemps préparée partit vers le futur front, à l'aventure : « *L'auteur* — dit-il de lui-même — *blessé de guerre et réformé définitivement avait décidé de gagner l'Est avant la mobilisation générale. Là nanti de quelque papier qui facilitât ses allées et venues... il chercherait un chef de corps qui l'accueillît dans son unité pour la durée de la guerre. Il s'agissait de couper à la bureaucratie et de choisir*

1. Grasset.

son chef. Cela était étrange mais non pas beaucoup plus étrange que d'avoir cherché et trouvé en 1917 *un colonel d'infanterie qui l'acceptât dans son régiment, dans un poste du service armé, bien qu'il fût auxiliaire. Il était étrange d'arriver à un régiment du XXe corps tenant les tranchées, sans avoir derrière soi un jour de caserne, sans savoir comment on charge un fusil... Certaines formations portent le nom de corps francs. Ce nom conviendrait aussi à certains individus.* »

M. de Montherlant est né en 1896. En 1917 les engagés de sa classe avaient été envoyés au front depuis deux ans déjà. Les conditions de santé, puis les blessures de M. de Montherlant l'ont donc conduit par deux fois (en 1917 et en 1938) à assumer à titre particulièrement individuel les risques de la situation générale. Les circonstances lui ont permis de croire qu'il conservait, au milieu de l'assujettissement universel, une certaine liberté. L'an dernier encore il s'apprêtait à *choisir son chef*, geste qui ne saurait évidemment être imité par les nombreux admirateurs de M. de Montherlant sans gêner beaucoup la mobilisation.

De son passage dans la dernière guerre, M. de Montherlant est loin d'avoir conservé une impression déplaisante. Parmi les souvenirs de la guerre, écrit-il dans l'*Équinoxe*, « *ce qui surnage de préférence ce sont les moments où on se marrait* ». Cette remarque n'a qu'une valeur strictement personnelle... Les accidents divers que provoque la guerre n'impressionnent pas du tout M. de Montherlant. Pour lui la guerre offre un climat de santé morale qui permet à l'homme de se surmonter. C'est une chance qu'il faut savoir apprécier. Tant pis si, pour en bénéficier, l'humanité doit payer un gros prix. En 1938, M. de Montherlant avait distingué parmi ses compatriotes deux grandes classes d'hommes « *le type chien crevé au fil de l'eau* » *et...* « *un autre type* »... le type « *des individus qui continuent de se regarder et de se vouloir en tant qu'individus* ». Pour l'homme de cette dernière série, c'est-à-dire pour M. de Montherlant lui-même, la pensée qu'il y a des êtres angoissés par la crainte de la guerre « *lui fait, ma foi, un bien incroyable ; il en rit et s'endort dans ce rire* ». Ceux qui ont peur de la guerre méritent de disparaître. Et il serait même convenable que leur départ de ce monde eût lieu avant la guerre. Ainsi

ils ne partageraient pas l'honneur insigne de la voir. Récompense à laquelle ils n'ont pas droit.

« *Un Anglais s'est asphyxié au gaz après avoir entendu le discours d'Hitler. Farewell! Bon voyage!...* »

« *... Les misérables délicats qui demandent pardon aux enfants qu'ils créent en 1938, je dis qu'ils disparaissent.* »

« *Un jeune couple français s'est pendu parce qu'il croyait qu'il allait y avoir la guerre. Bonsoir! Bon voyage!* »

D'ailleurs la mort — des autres — n'a pas l'importance qu'on croit. M. de Montherlant ayant couru au futur front à la fin de septembre croise des troupes « *couleur de terre* ». D'ici peu vraisemblablement elles seront réduites en bouillie. Qu'importe? « *Ces hommes* — écrit-il — *si demain je les voyais tués, me serait-il possible de ne pas me dire : « Mais enfin étaient-ils en vie?* » Seuls quelques individus d'élite jouissent en effet de cette prérogative : la vraie vie. Et, quant aux autres, personne ne peut réussir à les tuer, puisqu'ils n'ont aucune existence réelle.

Pour ce que font les hommes pendant la paix, autant les envoyer à la guerre. « *Si ces enfants et ces hommes n'étaient pas ici, ils seraient à acheter des billets de la Loterie nationale, à cocher les noms des chevaux sur* La Veine, etc... *Il vaut mieux faire marcher une mitrailleuse que de s'occuper de la Loterie nationale.* » Il est vrai que M. de Montherlant ajoute : « *J'efface cette phrase.* » Mais la véritable façon de l'effacer eût sans doute consisté à ne pas la faire imprimer. Au reste elle ne contredit en rien les autres affirmations de l'auteur chez qui l'on s'étonne de découvrir en la circonstance une pudeur de « civil ». Il n'aime pourtant pas les civils et, se sentant une âme de condottiere, ne cache pas qu'il songe à les piller. « *Je défends vos vies*, écrit-il le 26 septembre, *et les neuf dixièmes de vos biens, bandes de nouilles. Qu'au moins le dixième soit pour moi et me payer.* » « *Je défends vos vies* » représentait évidemment, à l'heure où aucun coup de canon n'avait encore retenti, une anticipation. M. de Montherlant a réussi à éprouver, l'an dernier, — et ce n'est pas là le moindre de ses succès — des émotions de guerre, sans avoir eu l'occasion de la faire. Le 28 septembre, il déclare avoir « *trouvé, une fois de plus, la paix dans la guerre. Paz en*

guerra ». Aussi peut-il continuer, sur le théâtre même de cette guerre future, à composer avec stoïcisme son roman *les Lépreuses*. Il demande même à un de ses amis de lui envoyer des références. « *Ma lettre de ce soir*, écrit-il en style d'inscription, *à René Guastalla, lui demandant le texte exact de deux passages de Thucydide.* » La paix véritable, fruit des accords de Munich, l'a arraché à cette merveilleuse impassibilité et à cette paix intérieure. M. de Montherlant en a ressenti de l'humeur. « *Dans les cités et sur les routes*, écrit-il le 2 octobre, *où hier il n'y avait plus que le vide ou l'homme de guerre, reflue toute une vermine de femmes jeunes et vieilles, de rombières pétochardes et de rombiers buveurs d'eaux minérales. La France est rendue à la belote et à Tino Rossi.* »

M. de Montherlant n'aime pas les femmes — ou du moins il ne les estime pas. En songeant à la splendeur guerrière de l'année 1938, il ne peut dissimuler son impatience à l'égard de « *la racaille féminine et chrétienne* ». Le jour de son départ pour le pseudo-front, sa maîtresse vient lui dire adieu. Elle s'est fait faire une permanente. « *Encore une raison de plus pour estimer moins, et moins aimer* », écrit M. de Montherlant qui ne veut voir là que le geste d'une inconsciente. D'aussi inconscient et déprimant que les femmes, l'auteur ne trouve guère que les Académiciens. Il y a là une quarantaine de personnes auxquelles il veut évidemment beaucoup de mal (M. Gillet excepté). Ajoutez à la liste de ses haines le pape. Nous savons depuis longtemps par lui que le christianisme a émasculé les hommes. Aussi l'attitude du souverain pontife, à la veille du conflit, plongea-t-elle M. de Montherlant dans une sombre agitation. « *Le pape avec nous !... agréable perspective pour la prochaine guerre ! Ah ! on sera entre soi dans notre camp* », murmure-t-il sarcastique... Et quand il rencontre des prêtres parmi les soldats il s'écrie : « *La foule semble admirer qu'un prêtre rejoigne. Moi ce qui me révolterait, c'est qu'un prêtre ne rejoignît pas. Alors ça donnerait le droit d'être planqué, de croire en Dieu ?* »

Tout cela est curieux. Le lecteur jugera lui-même s'il peut être utile, du point de vue des idées générales, de comparer l'attitude héroïque de M. de Montherlant aux yeux de qui la France a dégénéré et celle de ces Français dégénérés qui sont

capables de se montrer courageux, quand cela est utile, sans faire de phrases. En tout cas personne ne peut nier qu'*Équinoxe de septembre* n'apporte de nouveaux et précieux éclaircissements sur le caractère de l'auteur.

*
* *

Les tomes XV et XVI des *Hommes de Bonne Volonté* [1] sont tout entiers consacrés à la guerre de 1914. Nous y retrouvons quelques-uns des personnages qui, depuis quelque cinq mille pages, nous servent de main courante pour progresser au milieu des années [2]. Parmi eux, Jerphanion et Jallez occupent le premier plan. A l'École Normale, où nous avons fait leur connaissance, ces jeunes gens avaient une personnalité très marquée. Depuis lors, ils sont fréquemment devenus les porte-parole de l'auteur ; c'est à eux qu'il confie le soin d'étudier les situations les plus complexes et de développer ses propres idées, quand il n'entend point les laisser déformer par des intermédiaires de petite qualité. Ainsi, ces hommes sont devenus, en quelque manière, ses... observatoires de choix.

Si nous considérons les nombreux livres que la guerre a inspirés, il apparaît assez vite qu'entre les ouvrages techniques consacrés aux opérations et les souvenirs romancés de X ou Y, une lacune subsiste, un territoire blanc où l'on a poussé maintes explorations individuelles sans doute, mais dont le relevé d'ensemble n'a jamais été fait d'une façon tout à fait satisfaisante. C'est, observée avec la volonté de dégager des données générales, la psychologie des poilus dans la durée. Dans la durée interminable de la guerre. Comment tenaient-ils toujours ? Quelles raisons profondes maintenaient en place, dans la plus terrible des places, des hommes que la pensée du devoir et du sacrifice ne pouvait habiter sans arrêt. Voilà précisément un de ces problèmes qui tombent dans le secteur de l'observatoire Jerphanion. Jerphanion est officier d'infanterie. Quant il est au front, il écrit à sa femme. Quand il vient en permission, il rencontre son ami Jallez opportunément resté

1. Flammarion.

2. Sur les précédents tomes, voir *Parmi les livres* du 15 janvier 1934, du 1er janvier 1935, du 1er décembre 1935, du 15 janvier 1937 et du 1er mars 1938.

à l'arrière. Excellente occasion de vider la question... avec lucidité.

A-t-on jamais écrit du front des lettres semblables à celles de Jerphanion? Un permissionnaire a-t-il jamais au coin du feu présenté des analyses psychologiques aussi serrées? On en peut douter. Mais cela n'importe guère, si l'on veut bien admettre que M. Romains s'est moins attaché à la vraisemblance de la présentation qu'à la mise au point d'un problème délicat.

Au chapitre des généralités psychologiques du secteur Jerphanion, il faut mettre à part également une vue très fine des variations d'état du combattant, lorsqu'il « pensait aux femmes ». Parfois leur invisible présence l'incitait à l'héroïsme, parfois, l'évocation de leur vie demeurée paisible et des plaisirs qu'elles pouvaient prendre réveillait dans son cœur la vieille haine des sexes. M. Romains a ressuscité ces sentiments complexes en leur fixant très exactement les bornes qui convenaient. Il est incomparable quand il s'agit de tracer l'épure d'un état. Toutes les pensées, tous les sentiments qui, dans la réalité, surgissent en nous par fragments, par éclairs — petits points de lumière dans une grande ombre — il les rapproche, il les ordonne, il en compose une sorte de grand raisonnement bien lié — modèle parfait de clairvoyance et de dialectique. Ainsi, tous les silences, toutes les hésitations, toute cette gangue, qui est le refuge de la poésie, étant soigneusement détachée, rejetée, il reste des modèles de monologues intérieurs, une merveilleuse anthologie des discours qu'aurait pu se tenir à lui-même un soldat particulièrement équitable et intelligent. Équitable, Jules Romains l'est autant qu'homme peut l'être — ce qui est à la fois son suprême mérite et sa limite. Car, être parfaitement juste, dans la situation de créateur qui est sienne, c'est révéler qu'on a scrupuleusement fait le tour de ses personnages et qu'avec une impartialité de juge, on a tenu compte, au milieu de leurs pires élans, de leurs moindres mouvements de « bonne volonté », c'est montrer qu'on conserve toujours assez de sang-froid et de raison pour glisser un bilan sous une symphonie...

Ayant à choisir dans l'histoire de la guerre, cette immense histoire de quatre années aussi remplie de drames collectifs et privés qu'un siècle, ayant à choisir un fait hautement représentatif, Jules Romains s'est arrêté à la bataille de Verdun. Non seulement sans doute parce que ce fut là la plus terrible bataille de la guerre, mais parce qu'avec la période d'incertitude qui l'a précédée (les états-majors ont discuté pendant deux mois sur l'éventualité de l'attaque allemande) elle offre à l'observateur une excellente occasion d'étudier tour à tour le secteur des chefs et celui des combattants.

Côté chefs, Romains a donné une large place au portrait d'un général ambitieux, Duroure, qu'une série de hasards heureux a porté en six mois du grade de colonel à celui de général de division. Duroure est de ces chefs qui, dans les pires catastrophes nationales, trouvent encore le moyen de songer à leurs intérêts. Au moment où la pression qu'exercent les Allemands sur Verdun fait naître les pires inquiétudes, Duroure se montre particulièrement soucieux de ne pas laisser altérer la splendeur de son propre commandement et cherche à empêcher Pétain de lui prendre ses meilleures divisions — dont la situation exige pourtant l'urgente intervention. De pareils traits ne sont pas invraisemblables. Quand l'orgueil d'un homme est en jeu, on peut concevoir toutes les craintes. Il suffit, par ailleurs, d'avoir un peu de mémoire pour apprécier l'art avec lequel M. Romains a attrapé le ton de certains brevetés qui, dans les P. C. les plus enfiévrés, trouvaient le temps d'arrondir des phrases brillantes et creuses... Son Duroure est le Norpois de l'armée française. Dommage que ce pittoresque général, après avoir donné des preuves décisives de lâcheté, finisse par aller se plaindre à Joffre parce que les Allemands se sont permis de lâcher une bombe sur la maison qu'il habite. Si jamais une pareille démarche a eu lieu, elle aurait eu un caractère exceptionnel, maladif et, à ce titre, n'aurait peut-être pas dû trouver place dans l'unique portrait de chef que M. Romains ait tracé. Le fait est qu'elle transforme soudain l'attachant roman de Duroure en une simple farce.

Côté exécutants, Romains a tracé de la bataille de Verdun un tableau magnifique, et le tome XVI où il a trouvé place

comptera certainement parmi les plus beaux de la « série ». Il débute par cette terrible matinée du 21 février, où le secteur de Verdun, jusqu'alors calme, s'embrasa soudain — et où les tranchées françaises commencèrent d'être pilonnées par le feu de quelque seize cents pièces de tout calibre. A partir de cet instant, l'auteur nous laisse « en ligne » pendant quarante-huit heures et, heure par heure, fixe la physionomie de la bataille. Le difficile dans une pareille entreprise, c'est de maintenir l'équilibre entre les vues d'ensemble, grâce auxquelles l'action devient intelligible, et les peintures de détail qui la rendent sensible. Jules Romains y a merveilleusement réussi. Cependant, même quand il descend au particulier, c'est encore l'intelligence qui se manifeste avec le plus d'acuité. Il est bien significatif qu'en des instants si tragiques, la prise qu'il exerce sur son lecteur soit plus du domaine de l'esprit que de celui des nerfs. Il y a certainement maints livres de guerre où l'horreur des massacres se perçoit plus fortement. Mais il n'y en a bien peu où les lignes de construction d'un grand drame humain soient dégagées avec une pareille maîtrise... Parmi ces ouvrages élus, il faut citer pourtant au passage l'*Histoire de la Grande Guerre*, de Henry Bidou, qui contient cent pages sur Verdun étonnantes — qu'il y a beaucoup de profit à confronter avec les livres de Jules Romains. Elles permettent de mieux comprendre comment ceux-ci ont été conçus. Il est curieux, par exemple, de voir comment les hésitations du grand état-major allemand concernant le lieu et l'opportunité de l'offensive prennent une forme dialoguée dans l'œuvre de Romains à la faveur d'une conversation entre Guillaume II et un journaliste étranger ; comment aussi M. Romains, se trouvant en face des diverses données du problème « Verdun » : ravitaillement par la Voie sacrée, marche en zigzag des relèves, interventions de l'artillerie, combats dans les tranchées, a réussi à la fois à les romancer et à les équilibrer.

Ménageant une opposition d'un effet saisissant, à l'instant où Jerphanion s'installe avec ses hommes, au milieu du champ de bataille de Verdun, dans des trous d'obus reliés par un vague fossé-tranchée, destiné à n'offrir que la plus dérisoire des protections à l'heure prochaine des marmitages et des

assauts, en cet instant M. Romains ouvre une sorte de longue parenthèse et nous transporte à Paris, dans un restaurant luxueux et confidentiel où Haverkampf prépare un menu savant (marennes, perdreaux, chablis) en l'honneur d'un contrôleur concussionnaire, grâce à la complicité de qui il réussit à vendre un bon prix d'énormes lots de grenades (destinés aux combattants que nous venons de quitter).

Le portrait d'Haverkampf que Jules Romains a tracé est un des plus réussis de sa galerie. Il s'est attaché à montrer quels scrupules un homme d'affaires peu délicat peut introduire dans une chaîne bien serrée de demi-canailleries; quels points d'honneur tiennent lieu de conscience à des « profiteurs » de haute volée. On sent que M. Romains, en quête de renseignements, a dû s'adresser aux bonnes sources. Il a très bien éclairé la question et le problème des bénéfices de guerre n'a plus de secret pour ses lecteurs. Il leur est exposé avec des irisations d'ironie du meilleur effet. Au moment où Haverkampf et le contrôleur discutent sur la meilleure manière de vendre cher leurs munitions à l'État, on apprécie une réflexion de ce genre : « *Ils convinrent qu'en matière de défense nationale, les économies sur la qualité pouvaient être néfastes et même criminelles* » ou encore — toujours à propos de ce marché « *La marge de profit était belle. La grenade se révélait, malgré sa modestie individuelle, comme une des moissons les plus capables d'opulence que la guerre eût encore fait lever* ». Ce charmant « *malgré sa modestie individuelle* » prend toute sa valeur quand on sait que Haverkampf n'a pas osé s'attaquer à la fabrication des obus, par crainte de passer pour un margoulin aux yeux d'un maître de forges de ses amis.

M. Romains, ayant entrepris de nous montrer quelques personnages représentatifs de l'époque, ne pouvait oublier l'ouvrier d'usine. Son Maillecotin réapparaît opportunément. Il gagne avec sa compagne, qui, comme lui, travaille « pour la défense », 2 000 francs par mois — des francs-or, s'il vous plaît — qui lui permettent de s'offrir d'excellents gueuletons. Et M. Romains nous glisse un spirituel tableau des pudeurs intimes de cet ouvrier, toujours épris de justice, mais bien

décidé à ne pas renoncer à ses privilèges, qui est un chef-d'œuvre.

Ce qui manque dans cette galerie, c'est le vrai héros. On en croise quelques-uns, sans doute, mais ils disparaissent trop vite. Peut-être l'auteur leur réserve-t-il, dans un prochain volume, une place de choix. On objectera, il est vrai, que si les hommes courageux ont été nombreux pendant la guerre, les véritables héros, *parfaitement conscients*, ont été relativement rares. Il y en eut pourtant, et qui devraient avoir leur place marquée d'avance parmi les « hommes de bonne volonté ».

Cette grande œuvre, parvenue à son seizième volume, demeure toujours aussi attachante. Est-ce, décidément, un vaste roman? Ce n'est plus très sûr et l'on opterait plutôt, aujourd'hui, pour l'expression « *Grandes Chroniques du XXe siècle* ». A supposer que *la Guerre et la Paix* eût comporté seize volumes (ce qui n'est guère concevable, si l'on songe au temps que Tolstoï a mis à écrire le roman tel qu'il est), on suppose que les personnages n'eussent jamais cessé, dans ce cadre prodigieusement élargi, de faire naître les événements. Tout part d'eux, ils sont des foyers de rayonnement, de vie intenses. Dans l'œuvre de M. Romains, on a plutôt le sentiment que ce sont les questions historiques ou sociales préexistantes qui font naître les personnages ou déterminent leurs transformations. L'abstrait modèle le vivant, tandis que chez Tolstoï, c'est au travers du vivant initial que nous sommes conduits vers l'abstrait. Cette différence n'est pas à négliger. Elle situe l'œuvre de M. Romains sur un plan spécial — où les plus brillantes qualités d'intelligence trouvent du reste à se déployer — ainsi que, pour notre plaisir, l'auteur réussit à le prouver chaque année dans deux volumes de la plus rare qualité.

*
* *

Pepita [1], le dernier livre de l'Honorable V. Sackville West, l'auteur des *Édouardiens* et de plusieurs volumes d'essais et de poésies, avait, dès le premier jour, obtenu dans la société anglaise un bien légitime succès de curiosité. Bien que la

1. Éditions de France.

coutume de léguer ses mémoires à ses descendants, afin qu'ils les éditent « cinquante ans après ma mort », ait été abandonnée depuis longtemps et que beaucoup d'écrivains considèrent, aujourd'hui, leurs proches et leurs amis comme un capital qu'il est légitime d'exploiter en publiant sur eux des confidences, souvenirs, etc., on n'avait encore vu qu'assez rarement les membres de l'aristocratie anglaise offrir au public des biographies piquantes de leurs ascendants directs. L'Honorable V. Sackville West a pensé que certains cas, par leur singularité, méritaient d'être libérés de toutes les astreintes et elle a écrit « la vie » de sa grand'mère et de sa mère avec une liberté d'esprit qui commande l'étonnement. Cette œuvre singulière vient d'être traduite en français avec beaucoup de soin et d'élégance par la comtesse Jean de Beaumont.

Le livre commence en 1849, le jour où Catalina Duran, gitane tumultueuse, présente au Théâtre del Principe, à Madrid, sa fille Pepita qu'elle désirerait voir engager comme danseuse. Catalina, veuve de Pedro Duran, barbier et cordonnier, est accompagnée de son amant, Manuel Lopez, charbonnier, flâneur et contrebandier. Pepita est ravissante, possède le plus petit pied d'Espagne et des cheveux qui lui tombent jusqu'aux talons.

Après quelques essais, le directeur du Théâtre del Principe se rendit compte que Pepita était une médiocre danseuse et dut renoncer à l'engager. Mais au cours de ces séances d'essai, Pepita avait inspiré des sentiments vifs à un danseur de vingt ans, Juan Antonio de Oliva. Oliva prit tellement à cœur les intérêts de Pepita que lorsqu'il fut établi qu'elle n'entrerait pas au Théâtre del Principe, il rompit, de désespoir, son propre engagement. Puis après avoir accompagné pendant quelques mois la jeune fille dans des tournées, il l'épousa.

Peu de temps après, l'infortuné Oliva avait déjà dû quitter sa ravissante femme, à la suite de scènes qui n'eurent pas de témoins étrangers — mais dont on peut imaginer les causes, Pepita, à cette époque, ayant commencé à disposer de fonds considérables. La vérité est qu'elle était devenue la maîtresse d'un jeune attaché d'ambassade anglais puissamment riche, Lionel Sackville West, appartenant à une des meilleures familles d'Angleterre.

La narratrice, qui est la petite-fille de cet ardent Lionel, nous transporte alors dans une propriété cossue des environs de Grenade où Pepita, bonne fille, a installé sa mère, l'amant de sa mère et quelques enfants de diverses provenances qui gravitent autour de ce couple. Catalina explique à qui veut l'entendre que sa fille est devenue une danseuse célèbre dans toute l'Europe — ce qui est à peu près vrai — et la maîtresse de l'empereur d'Allemagne — ce qui est inexact. Elle éblouit tout Albolote par son faste, reçoit indifféremment l'alcade et l'épicier, jette l'argent par les fenêtres, ahurit tout le village par sa vitalité et se brouille avec le curé parce qu'il lui refuse la place d'honneur dans l'église. Dès lors le mot *Albolote* devient pour la narratrice le symbole même du luxe absurde, de la mythomanie et de la loufoquerie. Ne nous privons pas de ce mot, il sera utile.

Pendant ce temps, Pepita éblouit l'Allemagne et les pays scandinaves par son pied, ses entrechats et sa chevelure. Sackville West la couvre d'or. Il lui achète des propriétés dans tous les coins. Parfois, Pepita est un peu fantasque : c'est ainsi que pendant quelques mois elle offre sa beauté à un prince Yousoupoff, à Munich, mais la fidélité de Lionel la touche tant qu'elle finit par le rejoindre. En 1858 elle a un fils de lui, Max, premier né d'une série qui sera longue. Lionel ayant été nommé attaché d'ambassade en Italie, le couple franchit les Alpes et achète sur les lacs et sur la Riviera toute une série de nouvelles propriétés. Pepita, à ce moment, renonce à danser.

De son côté, Catalina, la mère, décidément plus « Albolote » que jamais, a l'idée tout à fait surprenante, si l'on veut bien considérer que le faste dont elle bénéficie est le fruit des générosités de Lionel, de faire venir auprès d'elle Oliva, le mari de Pepita, avec l'arrière-pensée de le réconcilier avec sa femme. Mais ce beau dessein ne peut être poussé très avant, car elle se brouille elle-même très vite avec le danseur. Puis elle s'avise soudain que l'existence de cet Oliva est très gênante pour sa fille (elle ne brille pas par la suite dans les idées) et elle tente de le faire assassiner.

Après avoir fait une nouvelle fugue, style Yousoupoff, Pepita s'installe en France avec Lionel. Appartement avenue

de l'Impératrice, propriété à Arcachon, Sackville West continue de se montrer généreux. Il est vrai qu'il est de plus en plus amoureux et qu'il aurait épousé alors Pepita, si un consul anglais n'avait pris la précaution de l'enfermer pendant plusieurs jours dans sa chambre. Mesure sage, la bigamie étant peu considérée dans la diplomatie britannique. Mais crève-cœur pour Pepita, qui rêve d'être épousée, prend sans droit le titre de comtesse West, fait des enfants sans arrêt et s'ennuie beaucoup dans sa propriété d'Arcachon où son amant ne peut venir la rejoindre que de temps à autre. Pour se distraire, il est vrai, elle introduit chez elle le chef de gare d'Arcachon, pour lequel elle semble avoir plus que de la tendresse. Sackville West et le chef de gare sont également désespérés, quand Pepita meurt en 1871... Ne croyez pas que l'histoire est finie. Elle va recommencer.

Sackville West est ministre d'Angleterre à Buenos-Ayres. Ses enfants (les enfants de Pepita) sont élevés à Paris ; sa fille aînée, Victoria, est au couvent de Saint-Joseph. Cette Victoria va dorénavant attirer toute notre attention. Elle est ravissante ; elle a, elle aussi, le pied petit et ses cheveux aussi tombent jusqu'aux talons ; elle s'ennuie dans son couvent. Par bonheur lady Derby s'intéresse à elle et s'efforce d'annuler tous les inconvénients qui résultent pour la jeune fille de sa situation d'enfant naturelle. Démarches auprès de la reine Victoria, auprès du président des États-Unis et — coup de théâtre — la jeune fille passe subitement du couvent, où elle se morfondait parmi des camarades méprisantes, à l'ambassade d'Angleterre à Washington (son père est devenu ambassadeur aux États-Unis), où elle doit dorénavant « tenir la maison ».

Naturellement elle a un succès fou. Elle est proclamée « la plus charmante jeune fille de Washington » et dix jeunes gens veulent l'épouser : un chef indien, un milliardaire, etc. Elle s'interroge sur leurs mérites respectifs quand, second coup de théâtre, son père, à la suite d'une gaffe monumentale, doit quitter son poste et rentrer en Angleterre, où — troisième coup de théâtre — il devient soudain, par la mort de son frère, *lord* Sackville West et possesseur d'un des plus beaux domaines d'Angleterre, Knole. Là — quatrième coup de théâtre — un jeune Sackville West, cousin de Victoria et héritier futur de

Knole, s'éprend de la jeune fille et décide de l'épouser. Ainsi nous assistons, à la seconde génération, au renouvellement de l'histoire Lionel-Pepita, les rôles étant tenus cette fois par Lionel II et Victoria. Mais, plus heureuse que sa mère, Victoria est libre (à cette restriction près qu'elle est très éprise d'un jeune marquis français rencontré sur la Côte d'Azur. Mais que peut valoir un marquisat comparé à Knole?) et bientôt le mariage est solennellement célébré.

Voici Victoria, fille de Pepita, devenue une des femmes les plus en vue d'Angleterre et installée à Knole. Aussitôt un personnage de cent soixante kilos, Sir John Murray Scott, phénoménalement riche, héritier de Richard Wallace, héritier lui-même des Hartford, entre en scène. On ne voit plus que lui à Knole, il s'entend très bien, comme il est de règle, avec Lionel Sackville West, et emmène parfois le jeune ménage à Paris où il possède, comme chacun sait, le célèbre hôtel de la rue Laffitte et le château de Bagatelle... A cette époque on commence de percevoir que Victoria est aussi bizarre que sa grand'mère Catalina et a hérité d'elle l'esprit fantasque d'Albolote. Parlant de sa mère, l'auteur, l'Honorable V. Sackville West, nous apprend qu'elle n'avait pas le sens de la dignité de son nom et qu'elle ne savait pas ce qu'étaient « les affaires honnêtes ». Victoria avait fait tapisser sa chambre de timbres-poste, écrivait ses lettres sur du papier de toilette, achetait des mines d'or dans les trains à des gens qu'elle ne connaissait pas, était toujours trois heures en retard et avait des accès de colère terribles. Pendant la guerre, elle écrivit aux généraux anglais et aux ministres des lettres animées, que sa fille publie. Lady Sackville West ne pouvait admettre qu'on eût mobilisé ses domestiques et la présence de son mari au front la tourmentait. Oh ! pour des raisons très particulières qu'elle fait connaître à lord Kitchener dans une page étonnante. « Si mon mari était tué, je devrais payer des droits de succession ruineux. » C'est un point de vue.

Lady Sackville West eut, il est vrai, la noble idée d'héberger des blessés à Knole, mais après quelques jours d'expérience elle les mit à la porte en les traitant d'espions.

Murray Scott, le tendre héritier de Wallace, était mort en laissant à lady Sackville West la bagatelle de 420 000 livres.

Elle gaspilla cette fortune en quelques mois — et jugea bon de quitter son mari parce que, revenu de la guerre, il s'était permis de lui donner un conseil, le plus doucement du monde d'ailleurs, à propos d'un détail domestique. Dès lors, devenue tout à fait libre, la mère de l'auteur s'abandonna à son génie, écrivit des vers, s'acheta un éléphant et par économie se fit offrir des tuiles par ses amis pour refaire le toit d'un de ces immeubles qu'elle revendait au quart de leur valeur quelques années après les avoir achetés. Après avoir consacré quelque soixante pages au récit de ces extravagances et nous avoir montré que sa mère était folle, gaspilleuse, vindicative, mesquine, etc., l'auteur ajoute qu'elle était également généreuse et merveilleusement sincère. Ces éloges occupent deux lignes, suivis de cette réflexion : « *Ce n'est pas à moi d'écrire le panégyrique de ma mère. J'espère que mon profond amour pour elle transparaît dans toutes les pages de ce livre.* »

Ce récit surprenant est écrit comme un livre d'histoire. L'auteur se défend d'avoir inventé le moindre incident. Pour tout ce qui concerne la première partie, elle s'est référée aux pièces d'un procès plaidé par un des fils naturels de Pepita qui revendiquait l'héritage de Knole. Toute la population d'Albolote semble avoir défilé à la barre. Ce fut très distrayant. Mais ce souci d'information scientifique laisse subsister quelques ombres sur divers aspects du caractère de Pepita. Bien des scènes qui auraient constitué de véritables « clous » dans un roman ne peuvent être, en l'espèce, que reconstituées conjecturalement par les lecteurs. C'est un léger inconvénient. On ne peut goûter tous les plaisirs à la fois. En ce qui concerne la seconde génération, l'auteur ayant pu l'observer directement, puisqu'il s'agit de sa mère, aucune précision ne nous manque et nous pouvons goûter tout l' « albolotisme » de Victoria. Cette disposition fantasque a-t-elle complètement disparu à la troisième génération représentée par l'auteur? Chacun en jugera à son gré, en songeant à l'existence même de cette publication.

*
* *

M. William Seabrook, à qui nous devions des récits de voyages (*Aventures en Arabie — L'Ile magique*) truffés d'aven-

tures extraordinaires, nous rapporte les souvenirs d'une expédition plus longue et moins lointaine qu'il a faite chez les fous [1]. M. Seabrook buvait depuis quelque temps un litre et demi de whisky ou de cognac par jour. Pour se guérir il s'est fait interner volontairement dans un asile où l'on héberge à l'occasion les ivrognes et les alcooliques. Un asile très luxueux, comme il en existe en Amérique ou en Suisse, qui tiennent du palace surveillé.

M. Seabrook nous conte comment il fut soigné et quelles relations il se fit dans l'asile. Les fous sont impressionnants quand on les voit pour la première fois. Si l'on vit avec eux, ils ressemblent à tout le monde. M. James qui se croit Napoléon ou M. Bierman qui mange les arbres de Noël n'agitent pas beaucoup plus leur entourage que, dans une famille bourgeoise, la tante Aurélie qui prétend savoir placer son argent et s'y connaître en politique. En ce qui concerne les fous affligés de crises furieuses on a trouvé aujourd'hui dans les asiles riches des techniques qui permettent d'éliminer l'appareil tragique de la violence : dans l'asile de M. Seabrook il y avait des « agités » mais pas de camisole de force. Et les visiteurs pouvaient s'entretenir tranquillement de Virginia Woolf dans les salons de l'établissement avec des messieurs très érudits que les infirmiers se contentaient de surveiller du coin de l'œil. Parfois la nuit ces savants délicats avaient des crises de fureur. On se contentait alors de les prendre au filet, avant de les serrer étroitement dans des draps.

Ce qu'il y a de curieux, dans le cas de M. Seabrook, c'est qu'il a fini par trouver le véritable bonheur dans la section des gâteux doux, le coin de la « nursery » où les infirmières soignent les pensionnaires comme des bébés. Comme beaucoup d'hommes sans doute, M. Seabrook depuis longtemps mourait du désir d'être dorloté. Et c'est peut-être pour se surmonter qu'il allait visiter les anthropophages. Quant à la raison de son alcoolisme, M. Seabrook croit l'avoir trouvée pendant ses méditations à l'asile. C'est la crainte de ne pas écrire d'assez bons livres, de susciter des jugements dépréciatifs, un complexe d'infériorité littéraire en somme, surgi au milieu de ses triomphes, qui a lancé M. Seabrook du côté de MM. Buchanan

1. *Un ivrogne chez les fous* (Gallimard). Traduction de M. Gabriel des Hons.

et Pernod. On voit où peut conduire la crainte de la critique et les responsabilités qu'encourent hebdomadairement MM. Bidou, Thérive et Fernandez.

Le récit de M. Seabrook est pittoresque et les spécialistes affirment qu'il peut être accueilli comme un témoignage très valable. On regrette seulement que l'auteur ait passé si rapidement sur les traitements psychiatriques dont il paraît avoir été lui-même l'objet.

En visitant l'établissement d'un grand psychiatre on éprouve aujourd'hui assez vivement cette sensation qu'on a pénétré dans le plus extraordinaire des laboratoires de psychologie. La mémoire, l'invention, la mystique, l'amour, tous les grands problèmes humains y délèguent leurs plus beaux cas. Et les séances de visualisation, du style adopté, semble-t-il, par les soigneurs de M. Seabrook suggèrent les plus passionnantes questions. Mais M. Seabrook n'avait pas de temps à leur donner, étant surtout préoccupé — ce qui est bien explicable — de ses tribulations personnelles. Elles méritaient l'attention, d'ailleurs, et son livre présente un vif intérêt.

MARCEL THIÉBAUT

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

L'HOTEL LAUZUN

L'hôtel « de Lauzun » (quai d'Anjou, n° 17, en l'île Saint-Louis) ne se signale point par un grand déploiement extérieur. Appuyé au parapet du quai, un peu élargi au débouché de la rue Poulletier, on le voit, entre les arbres, faire corps avec les deux beaux hôtels voisins. Seul, un balcon de ferronnerie rompt les lignes simples de la façade. Le constructeur, homme de goût, avait réservé la magnificence pour les appartements.

Ce bâtisseur se nommait Charles Grüyn, sieur des Bordes et, quand il acheta sa part du lotissement de l'île alors appelée Notre-Dame, il était commissaire général de la cavalerie légère. En 1656, Levau fixa le plan : le principal corps de logis, celui des pièces d'apparat, en bordure du quai ; un second corps, destiné au grand escalier, en retour d'angle ; le troisième, parallèle au premier, fermant la cour au sud et complétant les appartements privés ; vers le voisin, à l'est, un mur et des treillis.

L'hôtel n'a pas vu changer ses dispositions générales et les décorations intérieures ont été restaurées à grands frais par les Pichon, avant-derniers propriétaires. Seul, le grand escalier n'est plus. Le XVIII*e siècle avait remplacé l'originel degré « à la romaine » par une construction à la mode. Pour rétablir, une fois encore, l'unité « de style », le* XIX*e crut bon de jeter bas cet anachronisme afin de refaire l'escalier tel qu'il*

eût dû être. Malheureusement, le souffle ayant manqué, l'immense et somptueuse cage décorée par Lebrun, Lemoyne et Lepautre ne garde plus que de piteux gradins provisoires en planches et toiles d'emballage.

Un demi-étage, au-dessus d'un soubassement destiné au service, et l'on entre dans un vaste salon à la fois éclairé sur la cour et le quai. « Salle des gardes » comme on le dit ? Nous en doutons un peu. Mais le baron Pichon eut là sa célèbre bibliothèque. Il reposait dans la petite pièce voisine, tout intime, faite de boiseries peintes et dorées et d'un plafond de Le Sueur.

Le bel appartement est au second étage. Un premier salon, dont les sculptures sont de Lepautre et de Michel Anguier, sert d'antichambre à une admirable salle de musique où tout séduit, les proportions excellentes comme l'harmonie des ors assoupis et des peintures du plafond et des murs (Lebrun, Bourdon (?). La salle s'agrandit sur la rivière par le vaste balcon et, vers la cour, par une galerie, support de deux loggias ouvertes à mi-hauteur sur la pièce principale et destinées aux musiciens. Une chambre d'apparat où Lebrun a peint l'histoire de Diane et Le Sueur, dans l'alcôve, l'image plus reposante du Sommeil ; un boudoir splendidement décoré ; un cabinet de toilette, aujourd'hui nu, en encorbellement sur la cour et l'appartement est fini. Les deux tiers de l'hôtel servent de magasin.

L'embarras de ces vieilles maisons est qu'elles ont abrité trop d'histoires. Pour conter celle de l'hôtel Lauzun, il faudrait plusieurs volumes. Jugez-en. Tout d'abord, le constructeur, Charles Grüyn, avant d'être commissaire des guerres de Sa Majesté, avant d'étaler dans sa belle maison ses armes parlantes (trois hures ou grouins), était le fils du patron de la Pomme de Pin, taverne illustre, célébrée par Villon, Rabelais, Boileau : voilà déjà de quoi évoquer l'histoire littéraire. Qui passe ensuite quai d'Anjou (1682-1685) ? Antoine-Nompar de Caumont, comte de Lauzun, l'unique amour de la Grande Mademoiselle, à peine échappé de Pignerol où ses incartades l'ont fait emprisonner neuf ans : il faudrait donc transcrire ici les pages inoubliables où Saint-Simon, son beau-frère, a gardé pour la postérité le souvenir d'une des plus étonnantes figures du Grand Siècle. Et si ses successeurs, Richelieu, Ogier, Tessé, Saulx-Tavannes ont fait moins de bruit dans le monde, le nom du dernier propriétaire de l'Ancien Régime, le marquis de Pimodan, décorait encore la maison quand des hôtes bien différents vinrent l'habiter.

Le baron Pichon, bibliophile et collectionneur, ayant acquis en 1842 l' « hôtel Pimodan » ne dut en habiter d'abord que le rez-de-chaussée puisque, sous le règne de Louis-Philippe, nous voyons le peintre Boissard installé dans le grand appartement. Roger de Beauvoir,

fondateur du club des Haschichins, lui succéda. Baudelaire y habita, sur la Seine, les petites pièces du troisième étage, qu'il avait tapissées de faux damas et meublées grâce à l'antiquaire voisin. Théophile Gautier y vint souvent. Un jour d'été, Beauvoir, Musset et Arvers, accoudés au fameux balcon, voyaient sortir de l'onde trois fraîches naïades. Ils les rejoignirent. L'une d'elles était Apolline Sabattier, qui devint « la Présidente », le modèle de Clésinger, l'amie de Baudelaire et de Gautier. Voilà de quoi évoquer les Soirées de l'hôtel Pimodan, *les* Fleurs du Mal *et d'autres livres.*

*Au moins provisoirement, la suite est plus prosaïque. Le baron Pichon (ses insignes bibelots mériteraient, eux aussi, une glose) finit par demeurer seul dans la maison. Après sa mort et la vente de ses collections, la Ville acheta l'hôtel (*1899*) puis le revendit en* 1906 *au dernier baron Pichon, pour le racheter en* 1928.

Qu'en fait-elle ? On l'a vu, la majeure partie de l'hôtel sert de magasin. Sur demande, la Direction des Beaux-Arts de la Préfecture de la Seine permet de visiter les salons. Dans le grand appartement, les autorités municipales reçoivent parfois à dîner des hôtes de choix (des cuisines ont été installées au galetas). On a parlé d'y placer la collection Dutuit. En ce moment, on bouche les vues sur le voisin, on va redorer (pas trop, espérons-le) grilles et gouttières.

Pour des gravures, le voisinage de l'eau, l'exposition au nord ne sont guère recommandables. Le service d'un banquet n'est peut-être pas toujours favorable au bon entretien des boiseries mais on est assez heureux de voir enfin les Pouvoirs publics faire d'un hôtel historique autre chose qu'un de ces musées dont nous sommes saturés : il est bien naturel que la municipalité d'une ville comme Paris ait des salons de diverses dimensions et les bals de l'Hôtel de Ville, chers à Mac Nab, ont un peu gâté la réputation des laides et vastes salles qui s'ouvrent sur la Grève.

En tout cas et au plus tôt il faut remplacer le périlleux escalier provisoire. Les fils électriques courent au long de cette carcasse inflammable. Imagine-t-on le désastre que peut causer le moindre court-circuit ?

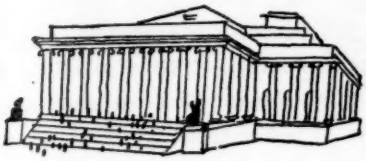
Il nous souvient d'un excellent projet de reconstruction, fondé sur les témoins de l'ancien état, que M. d'Estailleur avait naguère élaboré. Rien ne fut fait, peut-être faute d'argent. Il est sûr qu'un escalier de pierre coûte cher mais un incendie est plus coûteux encore, n'est-ce pas ?

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIEBAUT, Redacteur en Chef de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Elysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER



La Bourse, comme Janus, possède deux visages : celui du terme et celui du comptant. Depuis que je les contemple et que je constate leur évidente disparité, je m'étonne de voir qu'on persiste à les considérer comme inéluctablement semblables.

Le visage traduit un état d'âme. Or, celui-ci n'est jamais identique pour le terme et pour le comptant. L'état d'âme du terme s'inspire de la spéculation ; l'état d'âme du comptant est déterminé par un souci de gestion. Le terme, par nécessité, suppose un mouvement perpétuel, commandé par des événements quotidiens dont il s'agit de tirer la signification immédiate. A moins de posséder des moyens puissants, ce qui ne lui arrive pas toujours, il se voit souvent guidé par le souci de sa position et contraint de liquider celle-ci pour qu'elle ne l'emporte pas trop loin. Ainsi des réalisations plus ou moins spontanées viennent peser sur l'ensemble de la cote quand celle-ci s'alourdit et contribuent à déterminer un volume parfois impressionnant : on trouve le même principe au début d'une avalanche.

Je ne médis pas du terme ; ce serait stupide puisqu'il constitue une nécessité, un moteur, et qu'il correspond à des besoins. Mais je déplore ce principe admis comme une loi : « *Le terme entraîne le comptant* ». Si vous ouvrez un journal financier quotidien, vous y trouverez toujours la séance dépeinte et qualifiée d'après l'attitude du terme. Vous me répondrez que les valeurs inscrites au terme se traitent également au comptant. D'accord, mais dans une proportion relativement infime. Dans une proportion également étudiée, car l'on choisit pour cela des titres particulièrement sensibles à certaines influences, à certaines suppositions, à tout ce que l'on prend pour des courants durables et qui ne constitue que des courants épisodiques.

Notre époque, comme il me fut déjà donné de le constater,

est celle de l'évolution. Son désordre économique a entraîné un désordre politique dont les incidences s'enchevêtrent parfois jusqu'à se confondre. Ce désordre est parvenu, intérieurement et extérieurement, à un point déterminé par deux impératifs catégoriques : la chute verticale ou le rétablissement progressif. Le monde — qu'il le veuille ou non — doit opter. Désire-t-il un cataclysme apocalyptique semblable à ce qu'on imaginait pour l'an 1000? Je ne le crois guère.

Je ne reviendrai pas sur tant d'indications données, sur les symptômes indiscutables de cette évolution désormais amorcée, malgré tant de menaces latentes, dans le sens du rétablissement. Pour qu'elles se précisent, pour qu'elles s'affirment avec quelque force dans la durée, il faut tout au moins que nous les considérions avec quelque esprit de suite. Pour cela, ne les envisageons pas à travers le terme, mais à travers le comptant. Établissons notre opinion sur des éléments solides, minutieusement pesés et discutés. Si nous voulons reconstituer notre portefeuille, le restaurer sur des bases productives, je ne vois pas d'autres moyens. Une fois cet élément d'incertitude et de nervosité, qui continue à prévaloir, ramené à ses justes proportions, il deviendra pour nous un auxiliaire utile. Il nous permettra de nous approvisionner dans des conditions que nous ne rencontrerons sans doute plus dans quelques mois et de considérer l'avenir avec cet espoir indispensable qui permet de le préparer méthodiquement, au lieu de le remettre perpétuellement en question.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).